Secrétariat du Conseil du trésor

Étude des crédits

2015-2016

Demande de renseignements généraux

Québec

Demandes générales

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

Demandes de renseignements généraux

#	Demandes de renseignements généraux

1 **Voyages hors QC**

Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2014-2015 :

a) les endroits et dates de départ et de retour;

b) la copie des programmes et rapports de mission;

c) les personnes rencontrées;

d) le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, autres frais, etc.);

e) les noms des ministres, députés, du personnel de cabinet, des fonctionnaires concernés (avec leur titre) et des autres participants (avec leur titre) regroupés par mission;

f) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et fonctionnaires concernés et autres participants;

g) la liste des ententes signées ou annoncées, le cas échéant;

- les détails de ces ententes;
- les résultats obtenus à ce jour;

h) les investissements annoncés, le cas échéant, ainsi que le nombre d'emplois estimé.

2 **Voyages en avion Conseil et cabinets**

Pour chacun des voyages fait en avion ou en hélicoptère par chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels au Québec et des dirigeants d'organismes pour 2014-2015:

a) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour;

b) les coûts ventilés;

c) le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste: frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.

d) Pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants.

3 **Publicité, articles promotionnels et commandites**

Liste des dépenses en publicité (incluant celles sur Internet), en articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme. Fournir la liste détaillée de ces dépenses en indiquant :

a) la ventilation des sommes dépensées pour 2014-2015, et les prévisions pour 2015-2016;

b) les noms des firmes de publicité retenues;

c) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);

d) les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographes;

e) le but visé par chaque dépense;

f) dans le cas d'une commandite, la raison et le nom de l'organisme bénéficiaire;

g) le coût total et ventilé pour les communiqués de presse.

4 **Conférences de presse, évènements**

Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques, ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.) :

Par le ministère, en incluant le cabinet ministériel ou l'organisme :

a) les sommes dépensées en 2014-2015 et les prévisions pour 2015-2016, ventilées par type d'événement;

b) le but visé par chaque dépense;

c) le nombre total et liste d'événements, ventilé par type d'événement;

Par une firme externe :

d) les sommes dépensées 2014-2015 et les prévisions pour 2015-2016, ventilées par type d'événement;

e) le nom du professionnel ou de la firme de publicité;

f) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation, contrat négocié, avenants);

g) la liste et les noms des fournisseurs et consultants, s'il y a lieu, incluant les contrats de photographies, des vidéos, etc.;

h) le but visé par chaque dépense;

f) le nombre total et liste d'événements ventilé par type d'événement.

#	Demandes de renseignements généraux

*5 **Formation en communication**

La liste des dépenses en formation de communication :
Organisée par le ministère ou l'organisme :
a) les sommes dépensées en 2014-2015 et les prévisions pour 2015-2016, ventilées par type d'événement;
b) le but recherché par chaque dépense;
c) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie;

Organisée par une firme externe :
d) les sommes dépensées en 2014-2015 et les prévisions pour 2015-2016;
e) le nom de la ou des firmes de publicité ou de communications;
f) le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
g) la liste et les noms des fournisseurs ou/et des consultants, s'il y a lieu;
h) le but visé par chaque dépense;
i) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie.

*6 **Formation en communication - Personnel politique**

La liste des dépenses en formation de communication :
Organisée par le ministère ou l'organisme pour le personnel politique, les membres du conseil exécutif ou les députés :
a) les sommes dépensées pour l'exercice financier 2013-2014 et les prévisions pour 2014-2015;
b) le but visé par chaque dépense.
c) la nature de la formation;
d) les personnes concernées.

7 **Contrats**

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme (y compris le cabinet ministériel) en 2014-2015, en indiquant, pour chaque contrat :

a) les noms du professionnel ou de la firme;

b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);

c) le détail des travaux ou services effectués (but visé);

d) la date d'octroi du contrat;

d) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;

d) l'échéancier;

e) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

8 **Appels d'offres publics**

Liste détaillée de tous les appels d'offres publics du ministère ou de l'organisme, en indiquant :

a) la liste des soumissions et le montant de chacune;

b) la grille d'évaluation des soumissions;

c) la justification du choix du soumissionnaire retenu;

d) le délai entre la publication de l'appel d'offres et l'octroi du contrat;

e) le cas échéant, les appels d'offres annulés en cours de route et la raison de l'annulation.

9 **Autorisation Art. 17, Loi sur les contrats**

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2014-2015 et qui ont fait l'objet de coûts additionnels autorisés par la sous-ministre ou le dirigeant de l'organisme public, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics, en indiquant :

Indiquer si ou non le ministère ou l'organisme compile cette information et sous quel format.

a) le nombre d'autorisations;

b) le nom du professionnel ou de la firme faisant l'objet de cet octroi;

c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat et faisant l'objet de cet octroi;

d) le montant accordé;

e) les motifs de la demande;

f) tout rapport d'évaluation, de vérification ou d'enquête produit concernant un de ces contrats.

#	Demandes de renseignements généraux
*10	**Contrats cabinet** Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un cabinet ministériel en 2014-2015, en indiquant, pour chaque contrat : a) les noms du professionnel ou de la firme; b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final); c) le coût; d) l'échéancier; e) dans le cas d'un octroi par soumission, les noms des soumissionnaires et le montant des soumissions.
11	**Consultants externes** Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2014-2015 : a) le nombre de consultants externes intégrés (nombre de personnes) ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société et/ou d'une entreprise relevant du ministère; b) le total des coûts reliés à ces consultants, ventilé par catégories (incluant la masse salariale); c) le sommaire de tout contrat octroyé pour l'embauche de ces consultants; d) le nom de chaque consultant et la firme par laquelle il est employé; e) une description de son mandat; f) la date de début de son contrat; g) la date prévue de fin de son contrat; h) sa rémunération annuelle.
12	**Développements informatiques >100 000 $** Pour chaque projet de développement informatique ou de modernisation des systèmes informatiques de plus de 100 000 $ initié depuis l'année financière 2003-2004, au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer : a) le nom du projet; b) la nature du projet; c) l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu); d) le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet; e) les plus récentes évaluations du coût du projet; f) les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière; g) l'estimation des coûts restant à débourser pour compléter la réalisation du projet; h) les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates; i) le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour; j) le nombre d'employés (ETC) affectés à ce projet; k) le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère : - la valeur totale et ventilée des contrats ou ententes entre le ministère ou l'organisme et les firmes externes pour ces consultants. l) indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la *Politique cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics*.
13	**Dépenses diverses** Pour le cabinet ministériel et le bureau de circonscription, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2014-2015 (et la ventilation pour chaque mois), de chacune des dépenses suivantes: a) la photocopie; b) le mobilier de bureau; c) l'ameublement; d) la décoration et l'embellissement; e) le distributeur d'eau de source; f) le remboursement des frais de transport; g) le remboursement des frais d'hébergement; h) le remboursement des frais de repas; i) le remboursement des frais d'alcool et de fêtes; j) l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement : I. a) au Québec; II. b) à l'extérieur du Québec.

#	Demandes de renseignements généraux

14 **Téléphonie, ordinateurs portables et tablettes électroniques**

Séparément, pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2014-2015 (et la ventilation pour chaque mois), de chaque dépense reliée à la téléphonie :

a) le nombre de téléphones cellulaires (« BlackBerry », IPhone ou autres types de téléphones intelligents) utilisés;

b) le nombre de tablettes électroniques utilisées (IPAD ou autres);

c) le nombre de téléavertisseurs utilisés;

d) les coûts d'acquisition des appareils;

e) le coût d'utilisation des appareils;

f) le coût des contrats téléphoniques;

g) les noms des fournisseurs;

h) le nombre de minutes utilisées;

i) les ordinateurs portables;

j) le nombre d'ordinateurs portables utilisés;

k) le coût des frais d'itinérance.

k) les coûts de résiliation, s'il y a lieu.

15A **Minorités visibles 35 ans et +**

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); 35 ans et plus.

15B **Minorités visibles - de 35 ans**

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); 35 ans et moins.

15C **Jours de maladie**

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre total de jours de maladie pris par le personnel.

15D **Réserve de maladie**

– Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congé de maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi.

15E **Heures supplémentaires**

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.) : le coût moyen par employé, selon la classe de travail.

15F **Jours de vacances**

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre total de jours de vacances pris par le personnel.

15G **Réserve de jours de vacances**

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi.

#	Demandes de renseignements généraux
*15H	**Plaintes harcèlement psychologique** Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre de plaintes pour harcèlement psychologique.
15I	**Personnel double rémunération** Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre de personnes et la répartition par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels, etc.) qui reçoivent une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère, et qui reçoivent également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers.
15J	**Effectifs par catégorie d'emploi et par territoire** Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : l'évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix, etc.) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions).
15K	**Effectifs complexité** Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : l'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir.
15L	**Effectifs traitement supérieur** Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie.
15M	**Postes par catégorie d'emploi** Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (centre principale de direction et chacune des régions).
15N	**Effectifs 5 prochains exercices** Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires.
15O	**Employés permanents et temporaires** Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre d'employés permanents et temporaires.
15P	**Départs volontaires** Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre de départs volontaires, ventilé par raisons du départ.
16A	**Départ à la retraite** Pour chaque ministère et organisme public, et ce par direction : le nombre de départs à la retraite en 2013-2014 et en 2014-2015, incluant le total et la ventilation des indemnités versées.

#	Demandes de renseignements généraux
16B	**Remplacement selon PGRH** Pour chaque ministère et organisme public, et ce par direction : le nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines.
16C	**Départs à la retraite prévus** Pour chaque ministère et organisme public, et ce par direction : le nombre de départs à la retraite prévus pour 2015-2016 et 2016-2017 et les indemnités de retraite qui seront versées.
16D	**Retraités à contrat** Pour chaque ministère et organisme, et ce par direction : le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats.
17	**Baux SIQ** Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2014-2015 en indiquant pour chacun d'eux : a) l'emplacement de la location; b) la superficie totale pour chaque local loué; c) la superficie totale réellement occupée; d) la superficie inoccupée; e) le coût de location au mètre carré; f) le coût total de ladite location; g) les coûts d'aménagement, de rénovation réalisé depuis le 1er avril 2011, la nature des travaux et le ou les bureaux visés; h) la durée du bail; i) le propriétaire de l'espace loué; j) les noms des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant.
18	**Aménagement SCT, Cabinet** Pour le cabinet ministériel, les bureaux de circonscription des ministres, la direction générale du ministère et la haute direction des organismes publics, fournir la ventilation des coûts, pour 2014-2015, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés. Pour les rénovations, fournir : a) la ou les dates des travaux; b) les coûts; c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.
19	**Membres du Cabinet** Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2014-2015, en indiquant pour chaque individu : a) la date de l'entrée en fonction et la date de départ; b) le titre de la fonction; c) l'adresse du port d'attache; d) le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés; e) la prime de départ versée, le cas échéant; f) le montant total et la ventilation des primes ou bonis reçus; g) la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève; h) la description de tâches; i) le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet pour 2014-2015; j) le nombre total d'employés au cabinet; k) la masse salariale totale par cabinet pour les années financières 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015; l) le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui prévu pour la fonction occupée; m) s'il a ou non signé les directives du premier ministre intitulées : Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre et *Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État.*
20	**Budget discrétionnaire** Liste des sommes d'argent versées en 2014-2015 à même le budget discrétionnaire du ministre, du ministre délégué, du ministère ou de l'organisme, en indiquant : a) le nom de l'organisme concerné ou de la personne; b) la circonscription électorale; c) le montant attribué; d) le détail du projet visé et le but poursuivi par le ministère ou l'organisme.

#	Demandes de renseignements généraux

21 **Personnel hors structure**

Liste du personnel hors structure, par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), rémunéré par le ministère, mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère :

a) le nom de la personne;

b) le poste occupé;

c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;

d) l'assignation initiale et l'assignation actuelle;

e) la date de l'assignation hors structure;

f) la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu.

22 **Personnel en disponibilité**

Liste du personnel en disponibilité par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), en indiquant :

a) le poste initial;

b) le salaire;

c) le poste actuel, s'il y a lieu;

d) la date de la mise en disponibilité;

e) les prévisions pour 2015-2016.

23 **Occasionnels mis à pied**

Pour chaque ministère et organisme public (y compris les agences, sociétés, établissements, institutions, etc.), founir pour 2014-2015, le nombre d'occasionnels mis à pied dont le ministère ou l'organisme a mis fin à l'emploi ou dont le contrat n'a pas été renouvelé, en ventilant :
a) par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, personnel de soutien, fonctionnaires, etc.);
b) Prévisions pour 2015-2016;
c) Par catégorie d'âge.

24 **Personnel rémunéré M/O affecté ailleurs**

Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à d'autres organismes publics, parapublics, parapublics non gouvernementaux et autres, en indiquant :

a) le nom de la personne;

b) le poste occupé et le nom de l'organisme;

c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;

d) l'assignation initiale;

e) l'assignation actuelle;

f) la date de l'assignation hors structure;

g) la date de la fin de l'assignation (s'il y a lieu).

25 **Abonnements**

Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics en 2014-2015, en précisant pour chaque abonnement :

a) coût de chacun;

b) le fournisseur;

c) la nature du service;

Ventiler le montant total par catégories.

26 **Billets de saison, loges, club privé**

Les sommes déboursées par le cabinet ministériel, le ministère ou les organismes publics pour l'achat de billets de saison, la réservation de loges et les frais payés afin de devenir membre d'un club privé ou autre.

#	Demandes de renseignements généraux
27	**Sites Internet** Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site : a) le nom du site Web; b) le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site; c) les coûts de construction du site; d) les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour; e) les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement); f) la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites (nombre de « hits »); g) la fréquence moyenne de mise à jour; h) le responsable du contenu sur le site.
*28	**Nominations négociateurs, médiateurs, commissaires, experts, enquêteurs** Nominations, depuis le 1er avril 2014, de mandataires, d'émissaires, de négociateurs, de médiateurs, de commissaires, d'experts, d'enquêteurs et sans en restreindre la portée: a) la liste; b) le nom de la personne; c) les mandats de chacune de ces personnes; d) les contrats octroyés pour chaque mandat; e) le résultat du travail effectué; f) les échéances prévues; g) les sommes impliquées.
29	**Visites ministérielles et sous ministérielles** Pour 2014-2015, les dépenses effectuées par ministère pour les visites ou rencontres ministérielles et sous ministérielles dans les régions du Québec, en ventilant pour chacune des régions.
30	**Demandes d'accès à l'information** Pour chaque ministère et organisme, concernant les demandes d'accès à l'information en 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 : a) les coûts reliés au traitement et réponses aux demandes d'accès; b) le montant total facturé et récolté découlant des demandes d'accès à l'information; c) le nombre total de demandes reçues; d) le nombre de refus (en précisant, par catégorie, les raisons et/ou articles de la Loi invoqués pour le refus); e) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 20 jours; f) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 30 jours; g) le nombre de demandes ayant été traitées hors délai.
*31	**Adjoints parlementaires** La liste de toutes les activités confiées à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres pour 2014-2015 : a) le coût (déplacements, etc.); b) le nombre de ressources affectées; c) le nombre de rencontres; d) le nombre d'ETC affecté à chaque mandat en indiquant leur fonction et leur titre.
*32	**Ententes gouvernement fédéral et provinces** La liste des ententes et leur nature, signées en 2014-2015 entre le ministère ou l'organisme et le gouvernement fédéral ou d'autres provinces canadiennes, dont la signature a été permise à la suite d'une autorisation obtenue en vertu des articles 3.11, 3.12 ou 3.12.1 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif ou d'une exclusion obtenue en vertu du premier alinéa de l'article 3.13 de cette même loi.

#	Demandes de renseignements généraux

33 **Crédits périmés et gel de crédits**

Le détail des crédits périmés et des gels de crédits pour chaque ministère et organisme par année budgétaire, et ce, pour l'année financière 2014-2015 et les prévisions pour 2015-2016.

34 **Revenus autonomes et tarification**

Tel que le mentionne la Politique de financement des services publics, l'inventaire complet des services que le ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère offrent aux citoyens et les tarifs qu'ils exigent. Le coût unitaire de chacun de ceux-ci. La liste de tous les revenus autonomes (tarifs, permis, droits, redevances, etc.) du ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère pour les trois dernières années et les projections pour l'année 2015-2016.

35 **Plan de réduction**

Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement pour 2014-2015 et les prévisions 2015-2016.

36 **Transferts du gouvernement fédéral**

Pour chaque ministère et organisme public, les sommes reçues en 2013-2014 et en 2014-2015, ainsi que les prévisions pour 2015-2016 et 2016-2017, en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement. Indiquer de façon ventilée pour chaque programme, ententes ou autres les sommes reçues, la ou les dates des versements et à quelles fins elles ont été consacrées par le ministère ou l'organisme.

37 **Primes au rendement et bonis**

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2014-2015, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes au rendement et des bonis.

38 **Primes de départ**

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2014-2015, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes de départ (allocations de transition), incluant les montants versés pour bris de contrat.

39 **Augmentations de salaire**

Pour chaque ministère et organisme dont les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc., fournir pour l'année financière 2014-2015 le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des augmentations de salaire.

40 **Salaires versés sans fonction ou tâche assignée**

Pour 2014-2015, combien y a-t-il de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, à qui les salaires sont versés sans qu'aucune fonction ou tâche ne leur soit assignée? Pour chaque personne :

a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions;

b) fournir la liste des salaires versés et préciser le montant total dépensé par le ministère ou l'organisme.

*41 **Déplacés de leur fonction suite aux changements de gouvernement**

Pour 2014-2015, combien y a-t-il de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, ayant été déplacés de leurs fonctions à la suite du changement de gouvernement? Pour chaque personne :

a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions;

b) fournir la liste des salaires versés;

c) boni ou prime relié au déplacement de la fonction.

42 **Comités formés par le Conseil exécutif**

La liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires donnés à ces personnes.

#	Demandes de renseignements généraux

*43 **Ententes de confidentialité - projets de loi, des politiques, des stratégies, etc.**

Pour la préparation des projets de loi, des politiques, des stratégies ou des consultations gouvernementales, indiquer, pour chaque type, si une entente de confidentialité a été requise par le ministère ou le cabinet auprès des partenaires. Le cas échéant, pour chacun des types visés, fournir la liste des partenaires engagés ainsi que ladite entente.

44 **Reconduction des programmes existants**

Coûts de reconduction des programmes existantes : liste exhaustive des programmes ministériels existants à la fin de l'année financière 2014-2015 et qui n'ont pas été reconduits intégralement en 2015-2016. Pour chacun de ces programmes existants en 2014-2015, donner le coût de reconduction intégral et la dépense prévue aux crédits 2015-2016, en incluant les programmes qui ont été abolis et pour lesquels la dépense sera nulle.

45 **Cran d'arrêt**

Liste des situations en 2014-2015 où s'est appliqué le principe du cran d'arrêt, tel qu'il est défini dans le Budget de dépenses 2014-2015. Indiquer les nouvelles initiatives ou toute majoration apportée à un programme existant, les montants en cause ainsi que les mesures prises pour dégager les sommes nécessaires à leur financement.

*46 **ETC Plan Nord**

Nombre de fonctionnaires ou ETC affectés à l'élaboration et à la mise en œuvre du Plan Nord en 2014-2015 et prévisions pour 2015-2016.

*47 **Budget Plan Nord**

Ventilation du budget du ministère consacré à l'élaboration et à la mise en œuvre du Plan Nord pour 2014-2015 et prévision pour 2015-2016.

48 **Autorisation Art. 17, Loi sur les contrats - délégation**

Portrait global et montant global de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2014-2015 qui ont fait l'objet de coûts additionnels autorisés suite à une délégation du pouvoir du dirigeant de l'organisme d'autoriser une dépense supplémentaire, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics.

Indiquer si oui ou non le ministère ou l'organisme compile cette information et sous quel format.
Si oui, fournir la liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) en indiquant :
a) le nombre d'autorisations;
b) le nom du professionnel ou de la firme touché(e);
c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat;
d) le montant accordé;
e) le nom de la personne ayant autorisé la dépense supplémentaire;
f) les motifs de la demande;
g) tout rapport d'évaluation, de vérification ou d'enquête produit concernant un de ces contrats.

49 **Dépenses en informatique et employés attitrés aux dossiers informatiques**

Concernant les dépenses en informatique, pour chacun des ministères et organismes (incluant les agences, sociétés, établissements, institutions ou autres) et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 :
a) la dépense totale (opération et capital);
b) les grands dossiers en cours;
c) le nombre d'employés attitrés aux dossiers informatiques;
d) le nombre de consultants externes attitrés aux dossiers informatiques.

50A **Masse salariale**

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2014-2015, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : la masse salariale.

#	Demandes de renseignements généraux
50B	**Indemnités de retraite** Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2014-2015, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : des indemnités de retraite, s'il y a lieu.
*51	**Taux d'absentéisme** Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2014-2015, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le taux d'absentéisme.
52	**Bilan des compressions budgétaires** Pour chaque ministère et organisme public, portrait complet et bilan détaillé des actions enterprises et des compressions réalisées à la suite de l'annonce du président du Conseil du trésor le 25 novembre 2014. Plus précisément, fournir l'information relative aux actions dans le cadre : a) du Plan de réduction des effectifs pour les ministères et organismes visant une réduction d'au minimum 2 % de leur niveau d'effectifs; b) du chantier sur la révision et l'optimisation des structures et des organismes de l'État; c) d'autres actions visant à limiter certains facteurs pouvant contribuer à augmenter les dépenses de rémunération; d) de la suspension des bonis du personnel de direction et d'encadrement des ministères, des organismes gouvernementaux et des cabinets ministériels. Fournir les prévisions pour 2015-2016.
53	**Développement durable** Pour chaque ministère et organisme public, le détail des actions réalisées ou amorcées en 2014-2015 en vue d'atteindre les objectifs fixés dans la Stratégie gouvernementale de développement durable.
*54	**Liste de tous les rapports, études, avis, analyses, enquêtes** Pour chaque ministère et organisme, liste de tous les rapports (d'évaluation, de vérification, d'enquête ou autres), études, avis, analyses, etc., produits par le ministère ou commandés à un organisme ou une firme externe en 2014-2015 en indiquant pour chacun : a) le sujet; b) la ou les raisons pourquoi il a été produit ou commandé; c) les coûts reliés à sa réalisation; d) le nom de l'organisme ou de la firme externe, s'il y a lieu. Préciser, pour chacun, s'il découle d'une demande du ministre ou du cabinet ministériel.

*Voir la section « DEMANDES NON RÉPONDUES ».

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

NUMÉRO 01 - Voyages hors QC

Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2014-2015 : a) les endroits et dates de départ et de retour; b) la copie des programmes et rapports de mission; c) les personnes rencontrées; d) le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, autres frais, etc.); e) les noms des ministres, députés, du personnel de cabinet, des fonctionnaires concernés (avec leur titre) et des autres participants (avec leur titre) regroupés par mission; f) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et fonctionnaires concernés et autres participants; g) la liste des ententes signées ou annoncées, le cas échéant; - les détails de ces ententes; - les résultats obtenus à ce jour; h) les investissements annoncés, le cas échéant, ainsi que le nombre d'emplois estimé.

UNITÉ ADMINISTRATIVE : Cabinet du président du Conseil du trésor

NOM	TITRE	ENDROIT	BUT DU VOYAGE	DATE	COÛT
Coiteux, Martin	Ministre responsable de l'Administration gouvernementale et de la Révision permanente des programmes et président du Conseil du trésor	Toronto, Ontario	Conseil des ministres spécial avec des ministres ontariens	20 novembre 2014	1 565,04 $

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

NUMÉRO 01 - Voyages hors QC

Liste des voyages hors Québec pour chacune des années financières 2013-2014 et 2014-2015 : les endroits et dates de départ et de retour; la copie des programmes et rapports de mission; les personnes rencontrées; le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, etc.); les noms des ministres, députés, du personnel de cabinet, des fonctionnaires concernés (avec leur titre) et des autres participants (avec leur titre) regroupés par mission; pour les organismes, les noms des dirigeants et fonctionnaires concernés; la liste des ententes signées ou annoncées, le cas échéant; les détails de ces ententes; les résultats obtenus à ce jour; les investissements annoncés, le cas échéant.

UNITÉ ADMINISTRATIVE : Sous-secrétariat aux politiques budgétaires et aux programmes

NOM	TITRE	ENDROIT	BUT DU VOYAGE	DATE	COÛT
Carl Lessard	Directeur général des politiques et des opérations budgétaires	Nouvelle-Écosse, Halifax	33E conférence intergouvernementale annuelle sur le budget	24 au 26 août 2014	1 437,11 $

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

NUMÉRO 01 - Voyages hors QC

Liste des voyages hors Québec pour chacune des années financières 2013-2014 et 2014-2015 : les endroits et dates de départ et de retour; la copie des programmes et rapports de mission; les personnes rencontrées; le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, etc.); les noms des ministres, députés, du personnel de cabinet, des fonctionnaires concernés (avec leur titre) et des autres participants (avec leur titre) regroupés par mission; pour les organismes, les noms des dirigeants et fonctionnaires concernés; la liste des ententes signées ou annoncées, le cas échéant; les détails de ces ententes; les résultats obtenus à ce jour; les investissements annoncés, le cas échéant.

UNITÉ ADMINISTRATIVE : Sous-secrétariat aux marchés publics

NOM	TITRE	ENDROIT	BUT DU VOYAGE	DATE	COÛT
Doutriaux Rianderie, Bruno	Directeur de la recherche et des accords	Toronto, Ontario	Participation à la réunion d'amorce des négociations de la révision du chapitre sur les marchés publics de l'accord Québec-Ontario, tel que demandé par les premiers ministres des deux provinces	10 novembre 2014	579,17 $
Doutriaux Rianderie, Bruno	Directeur de la recherche et des accords	Toronto, Ontario	Deuxième session de négociations de la révision du chapitre sur les marchés publics de l'accord Québec-Ontario pour y inclure les offres plus ambitieuses faites à l'Union européenne, tel que demandé par les premiers ministres des deux provinces	19 et 20 janvier 2015	733,35 $

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

NUMÉRO 01 - Voyages hors QC

Liste des voyages hors Québec pour chacune des années financières 2013-2014 et 2014-2015 : les endroits et dates de départ et de retour; la copie des programmes et rapports de mission; les personnes rencontrées; le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, etc.); les noms des ministres, députés, du personnel de cabinet, des fonctionnaires concernés (avec leur titre) et des autres participants (avec leur titre) regroupés par mission; pour les organismes, les noms des dirigeants et fonctionnaires concernés; la liste des ententes signées ou annoncées, le cas échéant; les détails de ces ententes; les résultats obtenus à ce jour; les investissements annoncés, le cas échéant.

UNITÉ ADMINISTRATIVE : Sous-secrétariat du dirigeant principal de l'information

NOM	TITRE	ENDROIT	BUT DU VOYAGE	DATE	COÛT
Audet, Jean	Conseiller stratégique à la direction de la vision et des orientations numériques	Ottawa, Ontario	Rencontre de travail pour présenter la recommandation sur les infrastructures de télécommunications au Nunavik	11 et 12 août 2014	597,46 $

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

NUMÉRO 01 - Voyages hors QC

Liste des voyages hors Québec pour chacune des années financières 2013-2014 et 2014-2015 : les endroits et dates de départ et de retour; la copie des programmes et rapports de mission; les personnes rencontrées; le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, etc.); les noms des ministres, députés, du personnel de cabinet, des fonctionnaires concernés (avec leur titre) et des autres participants (avec leur titre) regroupés par mission; pour les organismes, les noms des dirigeants et fonctionnaires concernés; la liste des ententes signées ou annoncées, le cas échéant; les détails de ces ententes; les résultats obtenus à ce jour; les investissements annoncés, le cas échéant.

UNITÉ ADMINISTRATIVE : Sous-secrétariat aux infrastructures publiques

NOM	TITRE	ENDROIT	BUT DU VOYAGE	DATE	COÛT
Léveillé, Jean	Directeur général des investissements en infrastructures publiques	Toronto, Ontario	Représenter le Québec au Conseil de la fédération pour une rencontre du Groupe de travail sur les transferts fédéraux en infrastructures	6 août 2014	733,67 $

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

NUMÉRO 2 – Voyages en avion Conseil des ministres et cabinets

Pour chacun des voyages fait en avion ou en hélicoptère par chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels au Québec et des dirigeants d'organismes pour 2014-2015: a) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour; b) les coûts ventilés; c) le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste: frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.; d) Pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants.

UNITÉ ADMINISTRATIVE : Cabinet du Président du Conseil du trésor

ITINÉRAIRE	DATE DE DÉPART	DATE DE RETOUR	COÛT
Montréal - Québec / Québec – Toronto / Toronto – Montréal, 1 passager	20 novembre 2014	21 novembre 2014	1 370,36 $

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

NUMÉRO 3 - Publicité, articles promotionnels et commandites

Liste des dépenses en publicité (incluant celles sur Internet), en articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme. Fournir la liste détaillée de ces dépenses en indiquant : a) la ventilation des sommes dépensées pour 2014-2015, et les prévisions pour 2015-2016; b) les noms des firmes de publicité retenues; c) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié); d) les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographes; e) le but visé par chaque dépense; f) dans le cas d'une commandite, la raison et le nom de l'organisme bénéficiaire; g) le coût total et ventilé pour les communiqués de presse.

FOURNISSEUR	MODE DE SOLLICITATION				OBJET	MONTANT
	Gré à gré	Appel d'offres sur invitation	Appel d'offres public	Commande de biens / demande d'exécution		
Bell Canada	X				Annonces dans le pages bleues	3 016,64
Institut d'administration publique de Québec	X				Appui financier pour l'attribution du prix «Initiatives numériques»	15 000,00
Institut d'administration publique de Québec	X				Appui financier pour l'attribution du Prix «Gestion des ressources humaines» dans le cadre des prix d'excellence de l'administration publique du Québec pour les années 2014, 2015 et 2016	15 000,00
Institute for Citizen-Centred Service	X				Appui financier, rapport «Citizens First 7», 2014-2015	17 500,00
Journal Suburban, Le	X				Publicité - Fête Nationale du Québec	125,00
Journal Suburban, Le	X				Publicité - Vœux du Rosh Hashanah et Yom Kippour	125,00
Journal Suburban, Le	X				Publicité - Vœux des Fêtes	125,00
Média arabe au Canada	X				Publicité - Vœux de l'Aid El-Fitr	104,66
Médias transcontinental S.E.N.C.	X				Publicité - Vœux des Fêtes	281,47
Médias transcontinental S.E.N.C.	X				Publicité - Le jour du souvenir	281,47
Médias transcontinental S.E.N.C.	X				Publicité - Fête Nationale du Québec (Journal The Chronicle)	277,50

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

NUMÉRO 3 - Publicité, articles promotionnels et commandites

Liste des dépenses en publicité (incluant celles sur Internet), en articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme. Fournir la liste détaillée de ces dépenses en indiquant : a) la ventilation des sommes dépensées pour 2014-2015, et les prévisions pour 2015-2016; b) les noms des firmes de publicité retenues; c) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié); d) les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographes; e) le but visé par chaque dépense; f) dans le cas d'une commandite, la raison et le nom de l'organisme bénéficiaire; g) le coût total et ventilé pour les communiqués de presse.

FOURNISSEUR	MODE DE SOLLICITATION				OBJET	MONTANT
	Gré à gré	Appel d'offres sur invitation	Appel d'offres public	Commande de biens / demande d'exécution		
Médias transcontinental S.E.N.C.	X				Publicité - Fête Nationale du Québec (Journal Cité Nouvelles)	260,62
Publications Anchor-Harper	X				Publicité - Chambre de commerce, Montréal	243,75
Réseau Action TI Montréal	X				Appui financier, Journée de l'informatique du Québec 2014, 1 jour	5 250,00
Senior Times, The	X				Publicité - Vœux à l'occasion du jour du Souvenir	150,00
Télébec, société en commandite	X				Annonce dans les pages bleues	65,23

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

NUMÉRO 4 - Conférences de presse, événements

Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques, ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.) : Par le ministère, en incluant le cabinet ministériel ou l'organisme : a) les sommes dépensées en 2014-2015 et les prévisions pour 2015-2016, ventilées par type d'événement; b) le but visé par chaque dépense; c) le nombre total et liste d'événements, ventilé par type d'événement; Par une firme externe : d) les sommes dépensées 2014-2015 et les prévisions pour 2015-2016, ventilées par type d'événement; e) le nom du professionnel ou de la firme de publicité; f) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation, contrat négocié, avenants); g) la liste et les noms des fournisseurs et consultants, s'il y a lieu, incluant les contrats de photographies, des vidéos, etc.; h) le but visé par chaque dépense; f) le nombre total et liste d'événements ventilé par type d'événement.

TYPE D'ÉVÉNEMENT	BUT VISÉ	FOURNISSEURS	COÛT
Conférence de presse et huis clos des médias – Budget de dépenses 2015-2016 (26 mars 2015)	Le ministre Coiteux a déposé les crédits détaillés des ministères et organismes pour l'exercice 2015-2016.	Centre des congrès de Québec	Les dépenses liées à la logistique sont prises en charge par le ministère des Finances.
Conférence de presse – Négociation pour le renouvellement des conventions collectives dans les secteurs public et parapublic – Le gouvernement fait ses propositions aux employés de l'État (15 décembre 2014)	Le ministre Coiteux a rendu publiques ses propositions aux organisations syndicales représentant les employés des secteurs public et parapublic dans le cadre de la négociation pour le renouvellement des conventions collectives.	Assemblée nationale	Aucun frais
Conférence de presse – Le gouvernement veut opérer une meilleure gestion des effectifs dans l'ensemble de l'appareil gouvernemental (9 octobre 2014)	Le ministre Coiteux a présenté le projet de loi nº 15 concernant la gestion et le contrôle des effectifs des ministères, des organismes et des réseaux du secteur public ainsi que des sociétés d'État.	Assemblée nationale	Aucun frais
Conférence de presse –- Intégrité dans les contrats publics – Québec applique maintenant la Loi sur l'intégrité aux contrats publics de 5 M $ (16 septembre 2014)	Le ministre Coiteux, le ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire, M. Pierre Moreau, ainsi que le ministre des Transports et ministre responsable de la région de Montréal, M. Robert Poëti, ont annoncé que le seuil des contrats et sous-contrats publics pour lesquels toute entreprise devra au préalable obtenir une autorisation de contracter de l'Autorité des marchés financiers passe de 10 M $ à 5 M $.	Assemblée nationale	Aucun frais
Conférence de presse – Négociation pour le renouvellement des conventions collectives dans les secteurs public et parapublic – Le ministre Coiteux rencontre le front commun (11 septembre 2014)	À l'aube du début de la période des négociations pour le renouvellement des conventions collectives des employés des secteurs public et parapublic, le ministre Coiteux a tenu aujourd'hui la dernière de ses rencontres préliminaires avec les représentants d'associations syndicales, d'employeurs et de gestionnaires.	Secrétariat du Conseil du trésor Centre de services partagés du Québec (Sonorisation)	Aucun frais

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

NUMÉRO 4 - Conférences de presse, événements

Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques, ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.) : Par le ministère, en incluant le cabinet ministériel ou l'organisme : a) les sommes dépensées en 2014-2015 et les prévisions pour 2015-2016, ventilées par type d'événement; b) le but visé par chaque dépense; c) le nombre total et liste d'événements, ventilé par type d'événement; Par une firme externe : d) les sommes dépensées 2014-2015 et les prévisions pour 2015-2016, ventilées par type d'événement; e) le nom du professionnel ou de la firme de publicité; f) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation, contrat négocié, avenants); g) la liste et les noms des fournisseurs et consultants, s'il y a lieu, incluant les contrats de photographies, des vidéos, etc.; h) le but visé par chaque dépense; f) le nombre total et liste d'événements ventilé par type d'événement.

TYPE D'ÉVÉNEMENT	BUT VISÉ	FOURNISSEURS	COÛT
Point de presse – Négociation pour le renouvellement des conventions collectives dans les secteurs public et parapublic – Maurice Charlebois : le choix d'un négociateur en chef hautement qualifié et expérimenté (3 septembre 2014)	Le ministre Coiteux a annoncé que M. Maurice Charlebois sera le négociateur en chef du gouvernement du Québec, en vue du renouvellement des conventions collectives des secteurs public et parapublic venant à échéance le 31 mars 2015.	Assemblée nationale	Aucun frais
Conférence de presse – Exprimez-vous : Le gouvernement invite les citoyens à participer (2 septembre 2014)	Le ministre Coiteux invite la population à faire part au gouvernement de ses réflexions, commentaires et suggestions en lien avec la révision des programmes.	Musée de la civilisation (Service de sonorisation et Café du Musée) Perspectives Photo (photographe professionnel)	Salle et sonorisation : 919,80 $ Eau et café : 63,81 $ Prise de photos : 347,05 $ Total : 1 330,66 $
Conférence de presse – Composition des membres de la Commission de révision permanente des programmes (11 juin 2014)	Le ministre Coiteux a dévoilé la composition, le mandat et le fonctionnement de la Commission de révision permanente des programmes.	Secrétariat du Conseil du trésor Centre de services partagés du Québec (Sonorisation)	Aucun frais Sonorisation : 1 415,00 $
Conférence de presse et huit clos des médias – Budget de dépenses 2014-2015 (4 juin 2014)	Le ministre Coiteux a déposé les crédits détaillés des ministères et organismes pour l'exercice 2014-2015.	Centre de foires de Québec	Les dépenses liées à la logistique sont prises en charge par par le ministère des Finances.
Conférence de presse (23 novembre 2014)	Dévoilement du rapport de la Commission de révision permanente des programmes	Centre de services partagés du Québec (Sonorisation)	Sonorisation : 1 193,00 $

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

NUMÉRO 7 - Contrats

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme (y compris le cabinet ministériel) en 2014-2015, en indiquant, pour chaque contrat : a) les noms du professionnel ou de la firme; b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final); c) le détail des travaux ou services effectués (but visé); d) la date d'octroi du contrat; d) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments; d) l'échéancier; e) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

SECTEUR : **Unités centrales**

FOURNISSEUR	MODE DE SOLLICITATION				OBJET	MONTANT
	Gré à gré	Appel d'offres sur invitation	Appel d'offres public	Commande de biens / demande d'exécution		
Cedrom-Sni inc.				X	Abonnement - Eureka.cc « Recherche d'information d'actualité dans les hebdos régionaux », 2014-2015	8 160,00
CNW Telbec				X	Transmission de communiqués de presse, 2014-2015	1 063,75
Dufour, Jeanne-Mance	X				Services d'accompagnement professionnel, préparation de notes et documents supports	17 135,40
Foss National Leasing				X	Essence voiture du ministre 2014-2015	4 000,00
Lussier, Jérôme	X				Rédaction de discours	2 025,00
Presse Canadienne, La				X	Revue de presse électronique, 2014-2015	6 716,50
Publicité MACA inc.	X				Acquisition de 700 clés USB pour le budget 2014-2015	3 642,95

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

NUMÉRO 7 - Contrats

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme (y compris le cabinet ministériel) en 2014-2015, en indiquant, pour chaque contrat : a) les noms du professionnel ou de la firme; b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final); c) le détail des travaux ou services effectués (but visé); d) la date d'octroi du contrat; d) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments; d) l'échéancier; e) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

SECTEUR : **Direction générale de l'Administration**

FOURNISSEUR	MODE DE SOLLICITATION				OBJET	MONTANT
	Gré à gré	Appel d'offres sur invitation	Appel d'offres public	Commande de biens / demande d'exécution		
1E Limited	X				Renouvellement annuel du logiciel d'ouverture et de fermeture à distance du poste de travail, 2014-2015	3 066,00
Accent formation	X				Collaboratrices et partenaires (Méthode de révision et de correction de textes administratifs), 5 heures	1 995,00
Action Compétence RH inc.	X				Honoraires professionnels, tests psychométriques dans le cadre de développement des compétences	1 950,00
AFI expertise	X				Oracle BI 11g R1: Création d'analyses et tableaux de bord, 4 jours	5 332,00
AFI expertise	X				Programmation d'applications, Java Entreprise (J2EE), 3 jours	3 820,00
AFI expertise	X				Initiation à la programmation en JAVA, 3 jours	3 000,00
ARS Solutions réseaux et affaires	X				Transfert de connaissances pour les applications STR et SGSA	15 225,00
ARS Solutions réseaux et affaires	X				Développement et support à la programmation pour les applications STR et SGSA	1 827,50

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

NUMÉRO 7 - Contrats

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme (y compris le cabinet ministériel) en 2014-2015, en indiquant, pour chaque contrat : a) les noms du professionnel ou de la firme; b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final); c) le détail des travaux ou services effectués (but visé); d) la date d'octroi du contrat; d) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments; d) l'échéancier; e) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

SECTEUR : Direction générale de l'Administration

FOURNISSEUR	MODE DE SOLLICITATION				OBJET	MONTANT
	Gré à gré	Appel d'offres sur invitation	Appel d'offres public	Commande de biens / demande d'exécution		
Atlassian	X				Renouvellement annuel du support pour les licences de Jira, Tempo et Gantt Chart	8 250,00
Autocars Orléans Express inc.				X	Transport en autobus, 2014-2015	5 597,45
Automic Canada Logiciels inc.	X				Renouvellement annuel de la licence Sysload, 2014-2015	5 648,40
Bell Canada		X			Renouvellement annuel du support matériel pour les coeurs réseaux et 2 pare-feu, 2014-2015	12 990,82
Bell Canada		X			Renouvellement du support logiciel et matériel des appareils Apsolute Vision et Defense Pro	10 128,03
Bell Canada	X				Acquisition des commutateurs de relève supplémentaires	5 698,24
Bell Canada	X				Annonce dans les pages bleues, 2014-2015	3 600,00
Bell Canada	X				Acquisition de 8 disques durs pour les serveurs informatique	2 167,36

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

NUMÉRO 7 - Contrats

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme (y compris le cabinet ministériel) en 2014-2015, en indiquant, pour chaque contrat : a) les noms du professionnel ou de la firme; b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final); c) le détail des travaux ou services effectués (but visé); d) la date d'octroi du contrat; d) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments; d) l'échéancier; e) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

SECTEUR : **Direction générale de l'Administration**

FOURNISSEUR	MODE DE SOLLICITATION				OBJET	MONTANT
	Gré à gré	Appel d'offres sur invitation	Appel d'offres public	Commande de biens / demande d'exécution		
BlackBerry Limited	X				Acquisition de 150 licences perpétuelles du serveur BES permettant la connexion des téléphones intélligents au réseau informatique valides pour BES10 et BES12	14 400,00
BlackBerry Limited	X				Renouvellement annuel des licences du serveur BES permettant la connexion des téléphones intélligents au réseau informatique	3 968,00
Camiq inc.	X				Herman - profil des préférences cérébrales, 1.5 heure	1 530,00
Camiq inc.	X				Herman - profil des préférences cérébrales, 1.5 heure	1 445,00
Cansel Survey Equipment Inc.	X				Renouvellement annuel du logiciel d'architecture Autocad, 2014-2015	2 096,11
Cité médicale, La	X				Expertise médicale	1 500,00
Cité médicale, La	X				Expertise médicale en orthopédie	1 035,00
Commission de la santé et de la sécurité du travail				X	Licences Oracle - Intelligence d'affaires, 2014-2015	10 837,40

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

NUMÉRO 7 - Contrats

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme (y compris le cabinet ministériel) en 2014-2015, en indiquant, pour chaque contrat : a) les noms du professionnel ou de la firme; b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final); c) le détail des travaux ou services effectués (but visé); d) la date d'octroi du contrat; d) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments; d) l'échéancier; e) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

SECTEUR : Direction générale de l'Administration

FOURNISSEUR	MODE DE SOLLICITATION				OBJET	MONTANT
	Gré à gré	Appel d'offres sur invitation	Appel d'offres public	Commande de biens / demande d'exécution		
Communication Demo inc.	X				Revue de presse écrite, 2014-2015	24 986,62
Compugen				X	Acquisition de 30 licences Microsoft Project 2013	16 409,70
Compugen	X				Acquisition de 5 disques durs	4 662,00
Conférences Jasmin Bergeron inc.	X				Honoraires du conférencier au Colloque annuel du Forum des jeunes, 11 édition «Savoir se démarquer, par ou commencer ?»	4 000,00
Coveo Solutions	X				Renouvellement annuel planifié du support logiciel pour les licences de recherche pour contenu d'entreprise, 2014-2015	5 040,00
Dell Canada	X				Renouvellement du contrat de service pour l'équipement de stockage des données, 2014-2015	1 068,00
DJJ Consultants		X			Acquisition d'une licence Red Hat Satellite	8 465,00
Egyde conseils inc.	X				Audit de sécurité de site web gouvernemental	5 504,50

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

NUMÉRO 7 - Contrats

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme (y compris le cabinet ministériel) en 2014-2015, en indiquant, pour chaque contrat : a) les noms du professionnel ou de la firme; b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final); c) le détail des travaux ou services effectués (but visé); d) la date d'octroi du contrat; d) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments; d) l'échéancier; e) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

SECTEUR : Direction générale de l'Administration

FOURNISSEUR	MODE DE SOLLICITATION				OBJET	MONTANT
	Gré à gré	Appel d'offres sur invitation	Appel d'offres public	Commande de biens / demande d'exécution		
EurOuest inc.		X			Acquisition de 650 licences concurrentes d'utilisation et le support technique pour la solution d'impression UniPrint	22 435,83
Folia Design				X	Entretien des plantes, du 1er avril au 30 octobre 2014.	8 238,67
Formation AFI	X				Managing windows environments with group policy, 4 jours	3 700,00
Fresche Solutions inc.	X				Renouvellement pour l'entretien et support technique des 8 licences Media client et de la licence Media administration	7 189,09
Gilbert-Baril, Karolane (kinésiologue)	X				Service d'ergonomie aux employés du SCT	7 076,51
Gold Castle Holding ltd	X				Boîte en acier pour radiateur	1 480,00
Groupe Excelso	X				Abonnement aux journaux, 2014-2015	2 198,34
Groupe Maighan, Le	X				Honoraires du conférencier au Colloque annuel du Forum des jeunes - «Attitude, motivation, changement, équipe»	3 500,00

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

NUMÉRO 7 - Contrats

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme (y compris le cabinet ministériel) en 2014-2015, en indiquant, pour chaque contrat : a) les noms du professionnel ou de la firme; b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final); c) le détail des travaux ou services effectués (but visé); d) la date d'octroi du contrat; d) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments; d) l'échéancier; e) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

SECTEUR : Direction générale de l'Administration

FOURNISSEUR	MODE DE SOLLICITATION				OBJET	MONTANT
	Gré à gré	Appel d'offres sur invitation	Appel d'offres public	Commande de biens / demande d'exécution		
Hypertec Systèmes inc.				X	Acquisition de 18 ordinateurs portatifs	22 561,38
Hypertec Systèmes inc.				X	Acquisition de 15 ordinateurs portatifs	18 801,15
Informatique EBR inc.	X				Acquisition de matériel pour la mise à niveau des postes de travail	2 912,00
Informatique EBR inc.	X				Achat de câblage réseau et USB, des imprimantes à étiquettes et accessoires	1 070,75
Informatique Pro-Contact				X	Acquisition de 7 imprimantes noir et blanc	6 415,85
Informatique Pro-Contact	X				Acquisition de 10 disques durs	2 740,00
Informatique Pro-Contact	X				Acquisition des licenses COMMVAULT iDataAggent pour l'archivage des données	1 146,00
Informatique Pro-Contact	X				Acquisition de 4 disques durs pour les serveurs informatique	1 096,00
Informatique Pro-Contact	X				Acquisition de cartes réseau	1 090,00

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

NUMÉRO 7 - Contrats

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme (y compris le cabinet ministériel) en 2014-2015, en indiquant, pour chaque contrat : a) les noms du professionnel ou de la firme; b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final); c) le détail des travaux ou services effectués (but visé); d) la date d'octroi du contrat; d) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments; d) l'échéancier; e) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

SECTEUR : **Direction générale de l'Administration**

FOURNISSEUR	MODE DE SOLLICITATION				OBJET	MONTANT
	Gré à gré	Appel d'offres sur invitation	Appel d'offres public	Commande de biens / demande d'exécution		
Iron Mountain Canada Operations ULC	X				Entreposage des copies de sécurité, 2014-2015	9 000,00
Joseph Clermont inc.	X				Fournitures de bureau - Intercalaires de 1 à 100 pour études de crédits	2 211,00
Kerr Norton				X	Cartouches d'encre pour imprimantes, 2014-2015	19 167,25
Kiwi Technologies	X				Soutien technique en informatique	3 675,00
Lacasse Communications	X				Honoraires du conférencier au Colloque annuel du Forum des jeunes, 11 édition «Savoir se démarquer, par ou commencer ?»	3 500,00
Lyreco Canada inc.	X				Fournitures de bureau	1 218,75
Metafore Technologies Inc.		X			Renouvellement des licences d'un logiciel de correction du français	4 774,00
Micro Logic Sainte-Foy ltée	X				Acquisition de 100 rubans magnétiques pour la sauvegarde de données	5 700,00

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

NUMÉRO 7 - Contrats

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme (y compris le cabinet ministériel) en 2014-2015, en indiquant, pour chaque contrat : a) les noms du professionnel ou de la firme; b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final); c) le détail des travaux ou services effectués (but visé); d) la date d'octroi du contrat; d) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments; d) l'échéancier; e) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

SECTEUR : Direction générale de l'Administration

FOURNISSEUR	MODE DE SOLLICITATION				OBJET	MONTANT
	Gré à gré	Appel d'offres sur invitation	Appel d'offres public	Commande de biens / demande d'exécution		
Micro Logic Sainte-Foy ltée	X				Acquisition de deux ordinateurs	4 357,00
Micro Logic Sainte-Foy ltée	X				Acquisition des équipements informatiques dans le cadre de l'entrée du cabinet ministériel	3 952,00
Micro Logic Sainte-Foy ltée	X				Renouvellement des droits d'utilisation de l'outil pour les copies de sécurité, 2014-2015	3 385,00
Micro Logic Sainte-Foy ltée	X				Acquisition de 3 adaptateurs de fibre optique	2 265,00
Micro Logic Sainte-Foy ltée	X				Renouvellement du support matériel pour le serveur	1 498,00
Micro Logic Sainte-Foy ltée	X				Acquisition d'une nouvelle batterie de secours UPS	1 337,00
Mobilier de bureau MBH inc.				X	Acquisition de mobilier de bureau	9 845,19
Mouvement québécois de la qualité	X				Fournir des services conseils sur la stratégie d'amélioration continue des processus organisationnels	19 665,00

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

NUMÉRO 7 - Contrats

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme (y compris le cabinet ministériel) en 2014-2015, en indiquant, pour chaque contrat : a) les noms du professionnel ou de la firme; b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final); c) le détail des travaux ou services effectués (but visé); d) la date d'octroi du contrat; d) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments; d) l'échéancier; e) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

SECTEUR : Direction générale de l'Administration

FOURNISSEUR	MODE DE SOLLICITATION				OBJET	MONTANT
	Gré à gré	Appel d'offres sur invitation	Appel d'offres public	Commande de biens / demande d'exécution		
Northern Micro inc.				X	Cartouches d'encre pour imprimantes, 2014-2015	5 906,95
Northern Micro inc.				X	Acquisition de 2 imprimantes couleurs	2 641,64
Numériqca inc.	X				Service d'impression du rapport du Président du Conseil du Trésor, 2013-2014	1 686,40
Olympique Solutions informatiques				X	Cartouches d'encre pour imprimantes	2 458,08
Oracle Canada ULC	X				Frais de support pour licence Oracle BI (2 CPU), 2014-2015	13 463,33
Oracle Canada ULC	X				Renouvellement de licences Oracle - Intelligence d'affaires, 2014-2015	8 919,97
Oracle Canada ULC	X				Renouvellement des licences de l'outil pour l'environnement de développement intégré	8 411,91
Pagui	X				Travaux d'installation de fibre optique	4 114,10

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

NUMÉRO 7 - Contrats

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme (y compris le cabinet ministériel) en 2014-2015, en indiquant, pour chaque contrat : a) les noms du professionnel ou de la firme; b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final); c) le détail des travaux ou services effectués (but visé); d) la date d'octroi du contrat; d) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments; d) l'échéancier; e) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

SECTEUR : Direction générale de l'Administration

FOURNISSEUR	MODE DE SOLLICITATION				OBJET	MONTANT
	Gré à gré	Appel d'offres sur invitation	Appel d'offres public	Commande de biens / demande d'exécution		
Présence Informatique inc.	X				Casques d'écoute et accessoires dans le cadre d'une formation en ligne vers le passage de Windows 7	3 256,80
Présence Informatique inc.	X				Acquisition de matériel audio-visuel	2 459,00
Quest Software Canada inc.	X				Acquisition de 350 nouvelles licences Quest ChangeAuditor for Windows File Server, 2014-2015	3 080,00
Quest Software Canada inc.	X				Renouvellement annuel de différentes licences pour l'outil d'audit en technologies de l'information	2 305,17
Quest Software Canada inc.	X				Acquisition de 250 nouvelles licences Essential Security Solution et maintenance, 2014-2015	2 117,50
Regroupement de réseaux en santé des personnes au travail	X				Abonnement au regroupement de réseaux en santé des personnes au travail, 2014	1 897,64
Renée Hudon Parole publique	X				Présenter et animer efficacement, 1 jour	1 650,00

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

NUMÉRO 7 - Contrats

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme (y compris le cabinet ministériel) en 2014-2015, en indiquant, pour chaque contrat : a) les noms du professionnel ou de la firme; b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final); c) le détail des travaux ou services effectués (but visé); d) la date d'octroi du contrat; d) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments; d) l'échéancier; e) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

SECTEUR : Direction générale de l'Administration

FOURNISSEUR	MODE DE SOLLICITATION				OBJET	MONTANT
	Gré à gré	Appel d'offres sur invitation	Appel d'offres public	Commande de biens / demande d'exécution		
Ricoh Canada inc.	X				Acquisition d'un appareil @Remote Office pour permettre la collecte et la soumission des données de compteurs d'imprimantes automatisées	1 454,50
SAP Canada inc.	X				Acquisition de 2 licences et du support technique PowerAMC Données Basic	16 284,56
Savoir-faire Linux inc.				X	Soutien technique pour la réalisation du projet Concerto	4 522,50
Société parc-auto du Québec	X				Stationnement du Président du Conseil du trésor 2014-2015	6 878,10
Softchoice LP				X	Acquisition de 16 licences Windows Server 2012	17 133,44
Softchoice LP		X			Renouvellement du support pour les licences CommVault - archivage des données, 2014-2015	9 144,87
Softchoice LP	X				Renouvellement du support pour les serveurs d'authentification à distance, 2014-2015	4 502,40

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

NUMÉRO 7 - Contrats

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme (y compris le cabinet ministériel) en 2014-2015, en indiquant, pour chaque contrat : a) les noms du professionnel ou de la firme; b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final); c) le détail des travaux ou services effectués (but visé); d) la date d'octroi du contrat; d) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments; d) l'échéancier; e) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

SECTEUR : **Direction générale de l'Administration**

FOURNISSEUR	MODE DE SOLLICITATION				OBJET	MONTANT
	Gré à gré	Appel d'offres sur invitation	Appel d'offres public	Commande de biens / demande d'exécution		
Solutions Novaxis inc.	X				Abonnement - Cit@tion - Droit du travail en ligne, 2014-2015	2 382,44
Solutions Victrix, Les	X				Renouvellement des licences des appareils pare-feu, 2014-2015	4 858,62
Solutions Victrix, Les				X	Renouvellement des licences antivirus actuelles et acquisition de 77 nouvelles licences, 2014-2015	4 411,22
Solutions Victrix, Les	X				Renouvellement des licenses permettant de se connecter au réseau informatique à distance, 2014-2015	1 864,80
Solutions Victrix, Les	X				Audit de sécurité sur l'équipement informatique	1 500,00
Systèmes ACCI inc.		X			Renouvellement des licences pour les unités de pare-feu, 2014-2015	13 476,00
Technologies Metafore inc.		X			Acquisition de licences Visio	20 800,25
Teknion Roy et Breton inc.	X				Acquisition du mobilier de bureau	3 873,00

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

NUMÉRO 7 - Contrats

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme (y compris le cabinet ministériel) en 2014-2015, en indiquant, pour chaque contrat : a) les noms du professionnel ou de la firme; b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final); c) le détail des travaux ou services effectués (but visé); d) la date d'octroi du contrat; d) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments; d) l'échéancier; e) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

SECTEUR : **Sous-secrétariat aux politiques budgétaires et aux programmes**

FOURNISSEUR	MODE DE SOLLICITATION				OBJET	MONTANT
	Gré à gré	Appel d'offres sur invitation	Appel d'offres public	Commande de biens / demande d'exécution		
Institut de la gestion financière de Québec	X				Forfaits conférences de l'IGFQ, 2014-2015	1 920,00
Mouvement québécois de la qualité	X				Développez vos habilités relationnelles, 1 jour	913,68

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

NUMÉRO 7 - Contrats

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme (y compris le cabinet ministériel) en 2014-2015, en indiquant, pour chaque contrat : a) les noms du professionnel ou de la firme; b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final); c) le détail des travaux ou services effectués (but visé); d) la date d'octroi du contrat; d) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments; d) l'échéancier; e) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

SECTEUR : Sous-secrétariat aux relations de travail

FOURNISSEUR	MODE DE SOLLICITATION				OBJET	MONTANT
	Gré à gré	Appel d'offres sur invitation	Appel d'offres public	Commande de biens / demande d'exécution		
37-2 Conseil inc.	X				Services conseils en ressources humaines	18 000,00
André Ladouceur inc.	X				Service d'arbitrage de griefs - Syndicat des professionnel(le)s du gouvernement du Québec	1 000,00
Association québécoise d'établissements de santé et de services sociaux	X				Guides d'interprétation des conventions collectives (GICC), 2014-2015	1 204,00
Beaupré, René	X				Service d'arbitrage de griefs - Association des juristes de l'État	7 350,00
Bourque, Reynald	X				Formation sur la Négociation basée sur les intérêts (NBI)	5 000,00
Breton, Mariette	X				Coaching professionnel - Développement d'habiletés et de compétences en gestion	5 600,00
Conference board of Canada, The	X				Système de recherche d'information en ligne, 2014-2015	12 444,96
David, Raymond	X				Services conseils en relations de travail	4 136,70

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

NUMÉRO 7 - Contrats

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme (y compris le cabinet ministériel) en 2014-2015, en indiquant, pour chaque contrat : a) les noms du professionnel ou de la firme; b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final); c) le détail des travaux ou services effectués (but visé); d) la date d'octroi du contrat; d) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments; d) l'échéancier; e) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

SECTEUR : Sous-secrétariat aux relations de travail

FOURNISSEUR	MODE DE SOLLICITATION				OBJET	MONTANT
	Gré à gré	Appel d'offres sur invitation	Appel d'offres public	Commande de biens / demande d'exécution		
Denis Provencal Arbitrage & Médiation inc.	X				Service d'arbitrage de griefs - Association des juristes de l'État	1 336,96
Fasken Martineau Dumoulin S.E.N.C.R.L., S.R.L.	X				Services conseils en relations de travail	11 665,31
Flynn, Maureen	X				Service d'arbitrage de griefs - Syndicat des professionnel(le)s du gouvernement du Québec	1 000,00
Fortin, Pierre A.	X				Service d'arbitrage de griefs - Association professionnelle des ingénieurs du gouvernement du Québec (APIGQ)	2 000,00
Fréchette, Jacques	X				Service d'arbitrage de griefs	1 057,33
Groupe Hay ltée, Le	X				Méthode d'évaluation Hay, 2 jours	1 600,00
Institut canadien de la retraite et des avantages sociaux	X				Colloque de l'institut canadien de la retraite et des avantages sociaux, 2 jours	1 225,00
Laflamme, Gilles	X				Service d'arbitrage de griefs - Syndicat des professeurs de l'État du Québec	1 000,00

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

NUMÉRO 7 - Contrats

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme (y compris le cabinet ministériel) en 2014-2015, en indiquant, pour chaque contrat : a) les noms du professionnel ou de la firme; b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final); c) le détail des travaux ou services effectués (but visé); d) la date d'octroi du contrat; d) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments; d) l'échéancier; e) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

SECTEUR : Sous-secrétariat aux relations de travail

FOURNISSEUR	MODE DE SOLLICITATION				OBJET	MONTANT
	Gré à gré	Appel d'offres sur invitation	Appel d'offres public	Commande de biens / demande d'exécution		
Lavoie, Gilles	X				Services d'arbitrage de griefs - Syndicat des professeurs de l'État du Québec (SPEQ)	1 000,00
Martin, Claude (Claude Martin, Arbitre-Médiateur)	X				Service d'arbitrage de griefs - Association des juristes de l'État	2 590,00
Pineau, Michèle A.	X				Service d'arbitrage de griefs - Syndicat des professionnel(le)s du gouvernement du Québec	4 330,00
Pineau, Michèle A.	X				Service d'arbitrage de griefs - Syndicat des professeurs de l'État du Québec	3 000,00
Pineau, Michèle A.	X				Service d'arbitrage de griefs - Syndicat de la fonction publique et parapublique du Québec (SFPQ)	2 500,00
Régie des rentes du Québec	X				Congrès régional de l'institut canadien de la retraite et des avantages sociaux, 2 jours	1 059,00
Roberge, Jean Paul	X				Service d'arbitrage de griefs - Syndicat des professionnel(le)s du gouvernement du Québec	9 600,00

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

NUMÉRO 7 - Contrats

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme (y compris le cabinet ministériel) en 2014-2015, en indiquant, pour chaque contrat : a) les noms du professionnel ou de la firme; b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final); c) le détail des travaux ou services effectués (but visé); d) la date d'octroi du contrat; d) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments; d) l'échéancier; e) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

SECTEUR : Sous-secrétariat aux relations de travail

FOURNISSEUR	MODE DE SOLLICITATION				OBJET	MONTANT
	Gré à gré	Appel d'offres sur invitation	Appel d'offres public	Commande de biens / demande d'exécution		
Roberge, Jean Paul	X				Sevice d'arbitrage de griefs - Syndicat de la fonction publique et parapublique du Québec (SFPQ)	6 000,00
Service d'arbitrage Diane Sabourin inc.	X				Service d'arbitrage de griefs - Syndicat des professionnel(le)s du gouvernement du Québec	2 600,00
St-Arnaud, Pierre (avocat)	X				Services d'arbitrage de grief - Syndicat des professeurs de l'État du Québec	5 000,00
Statistique Canada	X				Commande d'études et rapports divers dans le domaine des ressources humaines	3 643,71
Tremblay, Denis	X				Service d'arbitrage de griefs - Syndicat des professeurs de l'État du Québec	5 000,00
Tremblay, Denis	X				Service d'arbitrage de griefs - Syndicat des professionnel(le)s du gouvernement du Québec	2 600,00

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

NUMÉRO 7 - Contrats

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme (y compris le cabinet ministériel) en 2014-2015, en indiquant, pour chaque contrat : a) les noms du professionnel ou de la firme; b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final); c) le détail des travaux ou services effectués (but visé); d) la date d'octroi du contrat; d) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments; d) l'échéancier; e) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

SECTEUR : **Bureau de la gouvernance en gestion des ressources humaines**

FOURNISSEUR	MODE DE SOLLICITATION				OBJET	MONTANT
	Gré à gré	Appel d'offres sur invitation	Appel d'offres public	Commande de biens / demande d'exécution		
Abdous, Belkacem	X				Documenter les enjeux statistiques de l'équivalence entre des versions d'examen ainsi que les principales méthodes d'analyse de l'équivalence métrologique et métrique	8 000,00
Acti-Com	X				L'écriture stratégique, 1 jour	4 400,00
Évaluation personnel sélection internat. inc.					Élaboration d'examens à développement et services de correction de copies d'examens de type «Étude de cas»	8 500,00
Évaluation personnel sélection internat. inc.	X				Rapports de rétroaction aux participants prétest	3 000,00
Évaluation personnel sélection internat. inc.	X				Certification des examens pour cadres	1 200,00
Institut d'administration publique de Québec	X				Forfaits conférences de l'IAPQ, 2014-2015	1 000,00
Jackson, Adrienne	X				Mise à jour des examens et fournir un service de correction des copies d'examen	17 500,00

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

NUMÉRO 7 - Contrats

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme (y compris le cabinet ministériel) en 2014-2015, en indiquant, pour chaque contrat : a) les noms du professionnel ou de la firme; b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final); c) le détail des travaux ou services effectués (but visé); d) la date d'octroi du contrat; d) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments; d) l'échéancier; e) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

SECTEUR : **Bureau de la gouvernance en gestion des ressources humaines**

FOURNISSEUR	MODE DE SOLLICITATION				OBJET	MONTANT
	Gré à gré	Appel d'offres sur invitation	Appel d'offres public	Commande de biens / demande d'exécution		
Laflamme, Roch	X				Fournir un services de correction de copies d'examens à développement	11 000,00
Laflamme, Roch	X				Fournir un service de correction de copies d'examens à développement	10 000,00
Miller-Sanchez, Sandra	X				Mise à jour des examens et fournir un service de correction des copies d'examen	17 500,00
Ordre des conseillers en ressources humaines et en relations industrielles agréés du Québec	X				Congrès 2014 International francophone des ressources humaines, 2 jours	1 350,00
Ordre des conseillers et conseillères d'orientation du Québec	X				Publicité pour le salon de l'ordre des conseillers et conseillères d'orientation du Québec	1 300,00
Psycho-Choix enr.					Formation sur la tenue de concours et les moyens d'évaluation	5 000,00
Valois, Pierre	X				Documenter les enjeux psychométriques de l'équivalence entre des versions d'examen ainsi que les principales méthodes d'analyse de l'équivalence métrologique et métrique	8 000,00

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

NUMÉRO 7 - Contrats

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme (y compris le cabinet ministériel) en 2014-2015, en indiquant, pour chaque contrat : a) les noms du professionnel ou de la firme; b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final); c) le détail des travaux ou services effectués (but visé); d) la date d'octroi du contrat; d) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments; d) l'échéancier; e) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

SECTEUR : Sous-secrétariat aux marchés publics

FOURNISSEUR	MODE DE SOLLICITATION				OBJET	MONTANT
	Gré à gré	Appel d'offres sur invitation	Appel d'offres public	Commande de biens / demande d'exécution		
Composition Orléans inc.				X	Service d'impression, Guide sur la gestion axée sur les résultats	1 375,00
Institute for Citizen-Centred Service	X				Appui financier, rapport «Citizens First 7», 2014-2015	17 500,00
Mouvement québécois de la qualité	X				Développez vos habilités relationnelles, 1 jour	1 827,31
Ordre des comptables professionnels agréés du Québec	X				Passeport Multi-CPA, 8 jours	1 649,00

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

NUMÉRO 7 - Contrats

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme (y compris le cabinet ministériel) en 2014-2015, en indiquant, pour chaque contrat : a) les noms du professionnel ou de la firme; b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final); c) le détail des travaux ou services effectués (but visé); d) la date d'octroi du contrat; d) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments; d) l'échéancier; e) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

SECTEUR : Sous-secrétariat du dirigeant principal de l'information

FOURNISSEUR	MODE DE SOLLICITATION				OBJET	MONTANT
	Gré à gré	Appel d'offres sur invitation	Appel d'offres public	Commande de biens / demande d'exécution		
Buc S.A.	X				Acquisition d'une licence corporative et de la maintenance/évolution Risicare, 2014-2015	9 958,00
Consultation NPS inc.	X				Membres de jurys pour les volet Affaire et R.I.	4 875,00
Institut d'administration publique de Québec	X				Forfait institutionnel de l'Institut de l'adminstration publique de Québec	1 000,00
Institute for Citizen-Centred Service	X				Participation au Conseil des dirigeants principaux de l'information du secteur public pour l'année 2015-2016	21 786,53
Montmartre Canadien	X				Rencontre du forum des dirigeants de l'information, octobre 2014	2 188,28
Montmartre Canadien	X				Rencontre du forum des dirigeants de l'information, février 2014	2 006,28
Montmartre Canadien	X				Rencontre du forum des dirigeants de l'information, mai 2014	1 981,28
Multi Aspects Groupe inc.	X				Approche centrée sur les relations avec les dirigeants de l'information, 1.5 jour	2 300,00

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

NUMÉRO 7 - Contrats

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme (y compris le cabinet ministériel) en 2014-2015, en indiquant, pour chaque contrat : a) les noms du professionnel ou de la firme; b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final); c) le détail des travaux ou services effectués (but visé); d) la date d'octroi du contrat; d) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments; d) l'échéancier; e) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

SECTEUR : Sous-secrétariat du dirigeant principal de l'information

FOURNISSEUR	MODE DE SOLLICITATION				OBJET	MONTANT
	Gré à gré	Appel d'offres sur invitation	Appel d'offres public	Commande de biens / demande d'exécution		
Réseau Action TI Montréal	X				Appui financier pour la journée de l'informatique du Québec 2014	5 250,00
Réseau Action TI Montréal	X				Participation de 16 personnes à la journée de l'informatique du Québec 2014, 1 jour	3 280,00
Réseau Action TI Montréal	X				9ème Salon «Business Inteligence» et Analytique, 1 jour	1 799,00
Réseau Action TI Montréal	X				Forfait corporatif du Réseau Action TI, 2014-2015	1 000,00

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

NUMÉRO 7 - Contrats

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme (y compris le cabinet ministériel) en 2014-2015, en indiquant, pour chaque contrat : a) les noms du professionnel ou de la firme; b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);c) le détail des travaux ou services effectués (but visé); d) la date d'octroi du contrat; d) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments; d) l'échéancier; e) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

SECTEUR : Commission de révision permanente des programmes

FOURNISSEUR	MODE DE SOLLICITATION				OBJET	MONTANT
	Gré à gré	Appel d'offres sur invitation	Appel d'offres public	Commande de biens / demande d'exécution		
04h11 inc.	X				Projet de visualisation des données pour les faits saillants de la Tribune Web «Exprimez-vous!»	4 050,00
Boutin, Lise	X				Services de secrétaire réceptionniste	12 643,03
Copies de la Capitale inc., Les	X				Impression du rapport de la Commission permanente de révision des programmes	1 223,74
Discover Communications Inc.	X				Communications sans fil : achats d'appareils et d'accessoires, 2014-2015	2 501,98
Informatique Pro-Contact	X				Acquisition d'un commutateur de 48 ports pour répondre au besoin de connectivité	4 971,00
Lord, Lynn	X				Rédaction de description d'emploi	5 035,00
Ricoh Canada inc.				X	Location 60 mois d'un photocopieur, 2014-2015	1 775,00

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

NUMÉRO 08 - Appels d'offres publics

Liste détaillée de tous les appels d'offres publics du ministère ou de l'organisme, en indiquant : a) la liste des soumissions et le montant de chacune; b) la grille d'évaluation des soumissions; c) la justification du choix du soumissionnaire retenu; d) le délai entre la publication de l'appel d'offres et l'octroi du contrat; e) le cas échéant, les appels d'offres annulés en cours de route et la raison de l'annulation.

Numéro de l'appel d'offres public	Objet	Nom du contractant	Autres soumissionnaires	Montant	Justification du choix du soumissionnaire retenu		
					Plus bas soumissionnaire	Meilleur rapport qualité prix	Qualité uniquement
791634	Réaliser une analyse préliminaire visant à déterminer une solution pour le remplacement des systèmes GR et GRIEFS.	CDM4 Inc.	Conseillers en gestion et informatique CGI Inc.	91 140 $ 124 362 $		X	
778192	Assister les ressources internes dans la planification et la réalisation de travaux d'évolution des trois prochaines années. Documenter les architectures cible et actuelle, assister au besoin les ressources internes dans la réalisation des activités planifiées.	Fujitsu Conseil (Canada) Inc.	Momentum Technologies Inc. GDG Informatique et gestion Inc. Conseillers en gestion et informatique CGI Inc. Groupe Informatique Techsolcom Inc.	213 500 $ 252 000 $ 262 325 $ 358 750 $ 364 000 $	X		
832281	Support lors des opérations de production de données et lors de la réalisation de travaux de maintenance et d'optimisation des systèmes de mission du SCT.	Momentum Technologies Inc. Prestataires qui se sont qualifiés	Conseillers en gestion et informatique CGI Inc Prestataires qui ne sont pas qualifiés	387 194 $ 429 626 $		X	
845991	Impression des documents des budgets de dépenses2015-2016, 2016-2017 et 2017-2018.	Marquis Imprimeur Inc.	Imprimerie Transcontinental S.E.N.C. Les Copies de la Capitale Inc. Imprimerie Héon et Nadeau Ltée Éditions le téléphone rouge 1992 Inc. Deschamps Impression Inc. Impressions Jade Inc.	157 221,90 $ 183 972,67 $ 188 057,09 $ 188 959,86 $ 200 377,11 $ 225 149,93 $ 317 124,20 $	X		

Ces informations sont toutefois disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec: https://www.seao.ca/.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

NUMÉRO 08 - Appels d'offres publics

Liste détaillée de tous les appels d'offres publics du ministère ou de l'organisme, en indiquant : a) la liste des soumissions et le montant de chacune; b) la grille d'évaluation des soumissions; c) la justification du choix du soumissionnaire retenu; d) le délai entre la publication de l'appel d'offres et l'octroi du contrat; e) le cas échéant, les appels d'offres annulés en cours de route et la raison de l'annulation.

Numéro de l'appel d'offres public	Objet	Nom du contractant	Autres soumissionnaires	Montant	Justification du choix du soumissionnaire retenu		
					Plus bas soumissionnaire	Meilleur rapport qualité prix	Qualité uniquement
864473	Analyse de l'organisation et de la nature de l'intervention de l'État québécois en matière de développement économique.	Deloitte Inc.	Raymond Chabot Grant Thornton & Cie KPMG s.r.l./s.e.n.c.r.l. Sogemap Inc.	80 000 $ 102 500 $ 250 000 $ 94 000 $		X	
819891	Réalisation de travaux en soutien aux études réalisées par la Commission de révision permanente des programmes.	Raymond Chabot Grant Thornton & Cie Deloitte Inc. KPMG s.r.l./s.e.n.c.r.l. Sogemap Inc. Prestataires qui se sont qualifiés	IDEA International Inc. Multiforce Technologies Inc. Mike Benigeri Econoler Inc. Fujitsu Conseil (Canada) Inc. Conseillers en gestion et informatique CGI Inc. Jacques Harvey Consultants & Associés Inc. Prestataires qui ne sont pas qualifiés				X

Ces informations sont toutefois disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec: https://www.seao.ca/.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

NUMÉRO 09 - Autorisation Art. 17, Loi sur les contrats

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2014-2015 et qui ont fait l'objet de coûts additionnels autorisés par la sous-ministre ou le dirigeant de l'organisme public, comme il est prévu à l'article 17 de la *Loi sur les contrats des organismes publics*, en indiquant : Indiquer si ou non le ministère ou l'organisme compile cette information et sous quel format. - Le nombre d'autorisations; le nom du professionnel ou de la firme faisant l'objet de cet octroi; le nom de tous les sous-traitants associés au contrat et faisant l'objet de cet octroi; le montant accordé; les motifs de la demande; tout rapport d'évaluation, de vérification ou d'enquête produit concernant un de ces contrats.
Il n'y a aucun contrat qui a fait l'objet d'une autorisation du dirigeant d'organisme en vertu de l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

NUMÉRO 11 – Consultants externes

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2014-2015 : a) le nombre de consultants externes intégrés (nombre de personnes) ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société et/ou d'une entreprise relevant du ministère; b) le total des coûts reliés à ces consultants, ventilé par catégories (incluant la masse salariale); c) le sommaire de tout contrat octroyé pour l'embauche de ces consultants; d) le nom de chaque consultant et la firme par laquelle il est employé; e) une description de son mandat; f) la date de début de son contrat; g) la date prévue de fin de son contrat; h) sa rémunération annuelle.
Ces informations sont toutefois disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : https://www.seao.ca/

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

NUMÉRO 12 - Développements informatiques >100 000 $

Pour chaque projet de développement informatique ou de modernisation des systèmes informatiques de plus de 100 000 $ initié depuis l'année financière 2003-2004, au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer : a) le nom du projet; b) la nature du projet; c) l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu); d) le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet; e) les plus récentes évaluations du coût du projet; f) les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière; g) l'estimation des coûts restant à débourser pour compléter la réalisation du projet; h) les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates; i) le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour; j) le nombre d'employés (ETC) affectés à ce projet; k) le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère : - la valeur totale et ventilée des contrats ou ententes entre le ministère ou l'organisme et les firmes externes pour ces consultants. l) indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la Politique cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics.

Projet	Description	Montants alloués	Dépenses au 28-02-2015	Réalisation (%) 28-02-2015	Étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre
Développement du système des échelles salariales	Ce projet vise à développer un système permettant de gérer et de produire les échelles salariales des employés des secteurs public et parapublic. Le projet prévoit la réalisation de trois livraisons devant respectivement permettre de produire et mettre à jour les échelles salariales, de gérer la validation interne et la diffusion externe de celles-ci et finalement, de permettre la gestion et la diffusion des primes ainsi que la mise en place d'un flux de travail électronique pour la validation et l'approbation.	860 900 $	446 400 $	70	Non
Développement du système Concerto (support pour les négociations)	Ce projet vise à mettre en place un outil permettant de supporter le processus lors des prochaines négociations du gouvernement (partage d'information, collaboration, etc.). Il touchera une clientèle externe comme par exemple les comités patronaux de négociation.	248 200 $	194 100 $	100	Oui
Mise à niveau des postes de travail	Le projet consiste à réaliser la migration de l'ensemble des postes de travail de l'organisation de Windows XP et Office 2003 vers Windows 7 et Office 2013.	2 182 000 $	917 900 $	100	Non
SARAT (Refonte de l'application Bonicadre)	Le projet SARAT (Système automatisé de révision annuelle des traitements) consiste à refondre l'application Bonicadre en un système centralisé de calcul des bonis et des ajustements de salaire pour les cadres, les cadres juridiques et les conseillers en gestion des ressources humaines (CGRH).	517 700 $	407 300 $	100	Non
Refonte du Circuit intégré du Greffe	Le mandat de ce projet consiste à la refonte du Circuit Intégré du Greffe, système d'information qui gère les demandes provenant des ministères et organismes et qui doivent être traitées aux séances du Conseil du trésor.	2 196 000 $	1 280 700 $	80	Oui
Implantation d'une infrastructure de redondance (projet suspendu)	Le projet vise l'implantation d'un site de relève informatique afin d'assurer la continuité des services de l'organisation en cas de sinistre.	510 500 $	256 400 $	70	Non

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

NUMÉRO 13 - Dépenses diverses

Pour le cabinet ministériel et le bureau de circonscription, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2014-2015 (et la ventilation pour chaque mois), de chacune des dépenses suivantes: a) la photocopie; b) le mobilier de bureau; c) l'ameublement; d) la décoration et l'embellissement; e) le distributeur d'eau de source; f) le remboursement des frais de transport; g) le remboursement des frais d'hébergement; h) le remboursement des frais de repas; i) le remboursement des frais d'alcool et de fêtes; j) l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement : I. a) au Québec; II. b) à l'extérieur du Québec.

OBJET	COÛT
Photocopie	105 751,19 $
Mobilier de bureau et l'ameublement	39 829,42 $
Distributeur d'eau de source	224,80 $
Décoration et l'embellissement	0 $
Remboursement des frais de transport, d'hébergement et de repas	217 448,41 $
Participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement (ensemble des dépenses) :	
- Québec	172 976,72 $
- Extérieur du Québec	175 $

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

NUMÉRO 14 - Téléphonie, ordinateurs portables et tablettes électroniques

Séparément, pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2014-2015 (et la ventilation pour chaque mois), de chaque dépense reliée à la téléphonie : a) le nombre de téléphones cellulaires (« BlackBerry », IPhone ou autres types de téléphones intelligents) utilisés; b) le nombre de tablettes électroniques utilisées (IPAD ou autres); c) le nombre de téléavertisseurs utilisés; d) les coûts d'acquisition des appareils; e) le coût d'utilisation des appareils; f) le coût des contrats téléphoniques; g) les noms des fournisseurs; h) le nombre de minutes utilisées; i) les ordinateurs portables; j) le nombre d'ordinateurs portables utilisés; k) le coût des frais d'itinérance. k) les coûts de résiliation, s'il y a lieu.

Nombre d'appareils mobiles	244
Coût d'acquisition des appareils mobiles	14 688,33 $
Nombre de minutes utilisés	351 308,50
Coût d'utilisation	73 980,35 $
Fournisseurs	Bell Mobilité Rogers sans-fil
Coûts des contrats	71 672,32 $
Coûts de résiliation	2 001,00 $
Nombre de tablettes électroniques	39
Nombre d'ordinateurs portables	173
Frais d'itinérance	2 820,29 $
Coûts d'acquisition des ordinateurs portables et des tablettes électroniques	49 553,79 $

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 15A - Minorités visibles 35 ans et +

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.);

35 ans et plus

CATÉGORIE D'EMPLOI	PERSONNES HANDICAPÉES		MEMBRES DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES		ANGLOPHONES		AUTOCHTONES		HOMMES		FEMMES		NOMBRE D'EFFECTIFS RÉGULIERS EN EMPLOI	
	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%
Administrateurs d'État	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	5	0,89%	5	0,89%	10	1,79%
Cadres	0	0,00%	2	0,36%	0	0,00%	0	0,00%	35	6,25%	31	5,54%	68	12,14%
Professionnels	3	0,54%	30	5,36%	3	0,54%	2	0,36%	149	26,61%	120	21,43%	376	67,14%
Techniciens	1	0,18%	0	0,00%	3	0,54%	0	0,00%	12	2,14%	47	8,39%	69	12,32%
Personnel de bureau	2	0,36%	1	0,18%	1	0,18%	0	0,00%	0	0,00%	29	5,18%	37	6,61%
Ouvriers	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%
TOTAL	6	1,07%	33	5,89%	7	1,25%	2	0,36%	201	35,89%	232	41,43%	560	100,00%

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 15B - Minorités visibles - de 35 ans

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.);

Moins de 35 ans

CATÉGORIE D'EMPLOI	PERSONNES HANDICAPÉES		MEMBRES DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES		ANGLOPHONES		AUTOCHTONES		HOMMES		FEMMES		NOMBRE D'EFFECTIFS RÉGULIERS EN EMPLOI	
	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%
Administrateurs d'État	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	10	1,79%
Cadres	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	1	0,18%	1	0,18%	68	12,14%
Professionnels	1	0,18%	6	1,07%	0	0,00%	2	0,36%	53	9,46%	54	9,64%	376	67,14%
Techniciens	0	0,00%	1	0,18%	0	0,00%	0	0,00%	2	0,36%	8	1,43%	69	12,32%
Personnel bureau	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	8	1,43%	37	6,61%
Ouvrier		0,00%		0,00%		0,00%		0,00%		0,00%	0	0,00%	0	0,00%
TOTAL	1	0,18%	7	1,25%	0	0	2	0,36%	56	10,00%	71	12,68%	560	100,00%

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

NUMÉRO 15C - Jours de maladie

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre total de jours de maladie pris par le personnel

CATÉGORIE D'EMPLOI	AVRIL	MAI	JUIN	JUILLET	AOÛT	SEPTEMBRE	OCTOBRE	NOVEMBRE	DÉCEMBRE	JANVIER	FÉVRIER	MARS
Cadres	11,00	4,50	6,50	10,00	5,00	13,50	7,50	13,50	19,00	12,50	12,50	1,50
Professionnels	196,00	166,50	176,00	226,50	189,00	256,00	229,50	199,50	219,50	272,00	210,50	11,00
Personnel de bureau et techniciens	95,50	58,00	52,00	56,00	44,00	111,00	91,50	84,50	59,00	80,00	74,50	1,00
Autres	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL	302,50	229,00	234,50	292,50	238,00	380,50	328,50	297,50	297,50	364,50	297,50	13,50

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

NUMÉRO 15D – Réserve de congé de maladie

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congé de maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi.

CATÉGORIE D'EMPLOI	NOMBRE DE POSTES			
	MOINS DE 10 JOURS	10 À 50 JOURS	50 À 100 JOURS	100 JOURS ET PLUS
Haute direction et cadres	20	21	18	12
Personnel de bureau, techniciens et assimilés	43	44	12	13
Professionnels	143	127	57	53
Autres *	48	21	11	8
	VALEUR ESTIMÉÉ			
Haute direction et cadres	21 616 $	259 438 $	661 049 $	869 664 $
Personnel de bureau, techniciens et assimilés	36 373 $	204 262 $	167 675 $	412 967 $
Professionnels	102 586 $	898 584 $	1 167 163 $	2 674 976 $
Autres *	11 828 $	113 287 $	320 191 $	508 600 $

* Autres : Stagiaire, Étudiant, Personnel de Cabinet, Titulaire d'emploi supérieur à honoraire

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

NUMÉRO 15E - Heures supplémentaires

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.); - le coût moyen par employé, selon la classe de travail.

PROFESSIONNELS		PERSONNEL DE BUREAU ET TECHNICIENS	
NOMBRE D'HEURES PAYÉES	NOMBRE D'HEURES COMPENSÉES	NOMBRE D'HEURES PAYÉES	NOMBRE D'HEURES COMPENSÉES
4 339,65	5 109,75	598,39	671,96

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

NUMÉRO 15F - Jours de vacances

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre total de jours de vacances pris par le personnel

CATÉGORIE D'EMPLOI	AVRIL	MAI	JUIN	JUILLET	AOÛT	SEPTEMBRE	OCTOBRE	NOVEMBRE	DÉCEMBRE	JANVIER	FÉVRIER	MARS
Cadres	64,00	46,50	149,50	434,00	575,50	82,50	51,50	50,50	197,00	52,00	65,50	52,50
Professionnels	254,50	204,00	696,00	1 649,00	2 431,00	312,50	206,00	147,00	856,50	220,50	159,00	200,00
Personnel de bureau et techniciens	83,00	110,50	205,00	568,50	778,00	118,00	60,00	38,00	291,00	79,00	27,50	28,50
Autres	0	1,00	7,50	5,50	8,50	2,00	9,00	7,00	12,00	0	0	0
TOTAL	401,50	362,00	1 058,00	2 657,00	3 793,00	515,00	326,50	242,50	1 356,50	351,50	252,00	281,00

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

NUMÉRO 15G – Réserve de vacances

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre de personnes ayant dans leur réserve de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi.

CATÉGORIE D'EMPLOI	NOMBRE DE POSTES			
	MOINS DE 10 JOURS	10 À 50 JOURS	50 À 100 JOURS	100 JOURS ET PLUS
Haute direction et cadres	4	52	13	2
Personnel de bureau, techniciens et assimilés	6	99	6	1
Professionnels	80	287	12	1
Autres *	43	35	7	3
	VALEUR ESTIMÉÉ			
Haute direction et cadres	6 847 $	766 871$	378 527 $	172 402 $
Personnel de bureau, techniciens et assimilés	5 476 $	418 720 $	64 803 $	31 213 $
Professionnels	36 501 $	1 916 989 $	226 233 $	39 494 $
Autres *	12 589 $	311 641 $	242 017 $	739 279 $

* Autres : Stagiaire, Étudiant, Personnel de Cabinet, Titulaire d'emploi supérieur à honoraire

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

NUMÉRO 15I - Personnel double rémunération

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre de personnes et la répartition par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels, etc.) qui reçoivent une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère, et qui reçoivent également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers.

En ce qui a trait à l'information recherchée concernant la liste du personnel, par catégorie d'emploi, qui reçoit une rémunération et une prestation de retraite d'un régime de retraite, nous vous informons que ces renseignements renferment des renseignements personnels confidentiels au sens de l'article 54 de la Loi sur l'accès. Le paragraphe 1º de l'article 53, ainsi que le premier alinéa 59, de cette loi nous obligent à refuser de donner accès à ces renseignements.

Par ailleurs, l'amalgame des renseignements recherchés n'a pas un caractère public conformément à l'article 57 de la Loi sur l'accès.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

NUMÉRO 15J - Effectifs par catégorie d'emploi et par territoire

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : l'évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix, etc.) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions).

CATÉGORIE D'EMPLOI	NOMBRE D'EFFECTIFS			TERRITOIRE HABITUEL DE TRAVAIL
	2012-2013	2013-2014	2014-2015	
Cadre	66	65	68	Québec
	0	0	0	Montréal
Professionnel	356	348	367	Québec
	9	10	9	Montréal
Personnel de bureau et technicien	118	112	106	Québec
	0	0	0	Montréal

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

NUMÉRO 15K - Effectifs complexité

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : l'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir.

	2012-2013	2013-2014	2014-2015
Nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel au Secrétariat du Conseil du trésor[1]	169	169	171

[1] À partir d'avril 2008, les primes de complexité supérieure ont été remplacées par les postes de niveau expert et émérite.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

NUMÉRO 15L - Effectifs traitement supérieur

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie.

	2012-2013	2013-2014	2014-2015
Nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie[1]	33	33	33

[1] Traitement supérieur = traitement majoré (plus de 35 heures)

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

NUMÉRO 15M - Postes par catégorie d'emploi

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (centre principale de direction et chacune des régions).

CATÉGORIE D'EMPLOI	NOMBRE DE POSTES			TERRITOIRE HABITUEL DE TRAVAIL
	2012-2013	2013-2014	2014-2015	
Cadre	66	65	68	Québec
	0	0	0	Montréal
Professionnel	356	348	367	Québec
	9	10	9	Montréal
Personnel de bureau et technicien	118	112	106	Québec
	0	0	0	Montréal

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

NUMÉRO G15N - Effectifs 5 prochains exercices

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires.

La détermination des enveloppes annuelles d'effectif du secteur de la fonction publique est effectuée en fonction du niveau d'effectif souhaité et ne tient pas compte de la distinction entre les catégories d'emploi, laquelle est sous la responsabilité des ministères et organismes.

La cible d'effectif est présentée au volume Renseignements supplémentaires du Budget de dépenses de l'exercice.

Pour les prévisions d'effectif des réseaux, se référer à la question 16 du deuxième groupe d'opposition.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

NUMÉRO 15O - Nombre employés permanents et temporaires

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre d'employés permanents et temporaires.

MINISTÈRE	STATUT	MARS 2013	MARS 2014	MARS 2015
010-Culture et Communications	Permanent	305	301	302
	Temporaire	48	58	38
Total 010-Culture et Communications		353	359	340
030-Relations internationales et Francophonie	Permanent	303	309	275
	Temporaire	43	30	14
Total 030-Relations internationales et Francophonie		346	339	289
050-Affaires municipales et Occupation du territoire	Permanent	376	357	392
	Temporaire	49	64	40
Total 050-Affaires municipales et Occupation du territoire		425	421	432
052-Forêts, Faune et Parcs	Permanent	1 837	1 859	1 927
	Temporaire	397	392	237
Total 052-Forêts, Faune et Parcs		2 234	2 251	2 164
055-Immigration, Diversité et Inclusion	Permanent	695	671	726
	Temporaire	182	198	79
Total 055-Immigration, Diversité et Inclusion		877	869	805
060-Santé et Services sociaux	Permanent	509	514	573
	Temporaire	166	177	113
Total 060-Santé et Services sociaux		675	691	686
063-Régie des rentes du Québec	Permanent	968	980	1 023
	Temporaire	143	161	117
Total 063-Régie des rentes du Québec		1 111	1 141	1 140
064-Régie de l'assurance-maladie du Québec	Permanent	1 012	1 022	1 150
	Temporaire	261	376	210
Total 064-Régie de l'assurance-maladie du Québec		1 273	1 398	1 360
065-Famille	Permanent	347	354	363
	Temporaire	62	75	41
Total 065-Famille		409	429	404
067-Enseignement supérieur, Recherche et Science	Permanent	229	298	324
	Temporaire	143	142	52
Total 067-Enseignement supérieur, Recherche et Science		372	440	376
075-Travail	Permanent	137	130	112
	Temporaire	10	11	6
Total 075-Travail		147	141	118
080-Agriculture, Pêcheries et Alimentation	Permanent	1 291	1 306	1 325
	Temporaire	245	217	114
Total 080-Agriculture, Pêcheries et Alimentation		1 536	1 523	1 439
095-Sécurité publique	Permanent	3 779	3 808	4 023
	Temporaire	685	885	883
Total 095-Sécurité publique		4 464	4 693	4 906
140-Conseil exécutif	Permanent	434	444	460
	Temporaire	60	47	40
Total 140-Conseil exécutif		494	491	500
160-Conseil du trésor et Administration gouvernementale	Permanent	481	488	526
	Temporaire	80	79	43
Total 160-Conseil du trésor et Administration gouvernementale		561	567	569
188-Bureau de décision et de révision	Permanent	11	13	14
	Temporaire	1		
Total 188-Bureau de décision et de révision		12	13	14
206-Conseil du patrimoine culturel du Québec	Permanent	4	3	4
	Temporaire	1	1	
Total 206-Conseil du patrimoine culturel du Québec		5	4	4
210-Finances	Permanent	446	450	477
	Temporaire	131	125	58
Total 210-Finances		577	575	535
238-Conseil supérieur de l'éducation	Permanent	26	27	27
	Temporaire	1	1	1
Total 238-Conseil supérieur de l'éducation		27	28	28
240-Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances	Permanent	490	565	625
	Temporaire	182	179	167
Total 240-Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances		672	744	792
244-Commissaire à la lutte contre la corruption	Permanent	24	34	38
	Temporaire	18	23	18
Total 244-Commissaire à la lutte contre la corruption		42	57	56
245-Commissaire à la santé et au bien-être	Permanent	10	9	10
	Temporaire	4	5	4
Total 245-Commissaire à la santé et au bien-être		14	14	14
246-Directeur des poursuites criminelles et pénales	Permanent	214	228	267
	Temporaire	89	112	76
Total 246-Directeur des poursuites criminelles et pénales		303	340	343
247-Commissaire au lobbyisme	Permanent	21	22	25
	Temporaire	9	7	3
Total 247-Commissaire au lobbyisme		30	29	28
256-Bureau d'audiences publiques sur l'environnement	Permanent	38	40	41
	Temporaire	3	4	2
Total 256-Bureau d'audiences publiques sur l'environnement		41	44	43
267-Comité de déontologie policière	Permanent	31	28	29
	Temporaire	3	5	2
Total 267-Comité de déontologie policière		34	33	31
274-Commission d'évaluation de l'enseignement collégial	Permanent	17	21	22
	Temporaire	7	2	1
Total 274-Commission d'évaluation de l'enseignement collégial		24	23	23

278-Commission de l'équité salariale	Permanent	47	45	54
	Temporaire	22	20	3
Total 278-Commission de l'équité salariale		69	65	57
280-Développement économique, Innovation et Exportation	Permanent	533	472	656
	Temporaire	110	92	54
Total 280-Développement économique, Innovation et Exportation		643	564	710
285-Commission des relations du travail	Permanent	116	116	116
	Temporaire	9	17	10
Total 285-Commission des relations du travail		125	133	126
289-Conseil de la magistrature	Permanent	5	4	4
Total 289-Conseil de la magistrature		5	4	4
293-Bureau du coroner	Permanent	34	35	33
	Temporaire	1	2	1
Total 293-Bureau du coroner		35	37	34
320-Société de l'assurance automobile du Québec	Permanent	2 300	2 283	2 442
	Temporaire	454	543	334
Total 320-Société de l'assurance automobile du Québec		2 754	2 826	2 776
321-Fonds d'aide aux recours collectifs	Permanent	1	2	2
	Temporaire	2		
Total 321-Fonds d'aide aux recours collectifs		3	2	2
323-Institut de la statistique du Québec	Permanent	174	166	178
	Temporaire	27	40	23
Total 323-Institut de la statistique du Québec		201	206	201
328-Commission de protection du territoire agricole du Québec	Permanent	76	72	83
	Temporaire	13	16	6
Total 328-Commission de protection du territoire agricole du Québec		89	88	89
344-Office de la protection du consommateur	Permanent	83	86	90
	Temporaire	17	19	10
Total 344-Office de la protection du consommateur		100	105	100
347-Centre de services partagés du Québec	Permanent	1 521	1 565	1 595
	Temporaire	302	360	243
Total 347-Centre de services partagés du Québec		1 823	1 925	1 838
350-Éducation, Loisir et Sport	Permanent	603	613	610
	Temporaire	156	136	68
Total 350-Éducation, Loisir et Sport		759	749	678
352-Régie du cinéma	Permanent	38	34	37
	Temporaire	6	6	3
Total 352-Régie du cinéma		44	40	40
360-Office des professions du Québec	Permanent	40	43	41
	Temporaire	7	10	5
Total 360-Office des professions du Québec		47	53	46
367-Régie du bâtiment du Québec	Permanent	335	345	411
	Temporaire	111	114	53
Total 367-Régie du bâtiment du Québec		446	459	464
368-Commission municipale du Québec	Permanent	17	16	19
	Temporaire	2	2	1
Total 368-Commission municipale du Québec		19	18	20
370-Assemblée nationale	Permanent	438	440	431
	Temporaire	69	61	60
Total 370-Assemblée nationale		507	501	491
371-Commissaire à l'éthique et à la déontologie	Permanent	4	5	5
Total 371-Commissaire à l'éthique et à la déontologie		4	5	5
372-Commission de l'éthique en science et en technologie	Permanent	2	2	3
	Temporaire	1	3	2
Total 372-Commission de l'éthique en science et en technologie		3	5	5
374-Vérificateur général	Permanent	216	211	211
	Temporaire	63	54	49
Total 374-Vérificateur général		279	265	260
380-Développement durable, Environnement et Lutte contre les changements climatiques	Permanent	1 289	1 335	1 398
	Temporaire	328	320	228
Total 380-Développement durable, Environnement et Lutte contre les changements climatiques		1 617	1 655	1 626
386-Régie des alcools, des courses et des jeux	Permanent	132	136	153
	Temporaire	28	34	12
Total 386-Régie des alcools, des courses et des jeux		160	170	165
390-Sûreté du Québec	Permanent	583	574	616
	Temporaire	114	275	200
Total 390-Sûreté du Québec		697	849	816
392-Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec	Permanent	32	37	37
	Temporaire	8	3	1
Total 392-Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec		40	40	38
400-Justice	Permanent	1 551	1 504	1 549
	Temporaire	198	325	288
Total 400-Justice		1 749	1 829	1 837
402-Comité de déontologie policière	Permanent	13	15	14
	Temporaire	1		
Total 402-Comité de déontologie policière		14	15	14
408-Commission d'accès à l'information	Permanent	49	45	46
	Temporaire	5	4	3
Total 408-Commission d'accès à l'information		54	49	49
414-Commission des lésions professionnelles	Permanent	378	383	377
	Temporaire	27	29	25
Total 414-Commission des lésions professionnelles		405	412	402

425-Commission québécoise des libérations conditionnelles	Permanent	36	37	34
	Temporaire	2	2	4
Total 425-Commission québécoise des libérations conditionnelles		38	39	38
430-Commission de la fonction publique	Permanent	28	34	33
	Temporaire	8	4	2
Total 430-Commission de la fonction publique		36	38	35
450-Tribunal administratif du Québec	Permanent	190	210	212
	Temporaire	37	23	16
Total 450-Tribunal administratif du Québec		227	233	228
505-Conseil de gestion de l'assurance parentale	Permanent	13	12	11
	Temporaire			1
Total 505-Conseil de gestion de l'assurance parentale		13	12	12
510-Régie du logement	Permanent	149	143	167
	Temporaire	30	25	7
Total 510-Régie du logement		179	168	174
520-La Financière agricole du Québec	Permanent	441	459	495
	Temporaire	108	116	47
Total 520-La Financière agricole du Québec		549	575	542
538-Office des personnes handicapées du Québec	Permanent	85	85	89
	Temporaire	24	18	7
Total 538-Office des personnes handicapées du Québec		109	103	96
547-Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec	Permanent	106	101	123
	Temporaire	40	42	14
Total 547-Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec		146	143	137
560-Curateur public du Québec	Permanent	480	477	486
	Temporaire	70	81	60
Total 560-Curateur public du Québec		550	558	546
600-Énergie et Ressources naturelles	Permanent	275	212	680
	Temporaire	59	47	62
Total 600-Énergie et Ressources naturelles		334	259	742
630-Directeur général des élections du Québec	Permanent	193	187	190
	Temporaire	33	31	28
Total 630-Directeur général des élections du Québec		226	218	218
660-Conseil du statut de la femme	Permanent	38	30	28
	Temporaire	2	4	7
Total 660-Conseil du statut de la femme		40	34	35
690-Conseil supérieur de la langue française	Permanent	7	7	8
	Temporaire	3	2	
Total 690-Conseil supérieur de la langue française		10	9	8
700-Emploi et Solidarité sociale	Permanent	4 591	4 401	4 602
	Temporaire	673	972	480
Total 700-Emploi et Solidarité sociale		5 264	5 373	5 082
702-Commission des normes du travail	Permanent	413	409	418
	Temporaire	61	55	35
Total 702-Commission des normes du travail		474	464	453
703-Commission de la santé et de la sécurité du travail	Permanent	2 987	3 036	3 087
	Temporaire	542	543	521
Total 703-Commission de la santé et de la sécurité du travail		3 529	3 579	3 608
710-Office québécois de la langue française	Permanent	199	194	204
	Temporaire	38	43	28
Total 710-Office québécois de la langue française		237	237	232
730-Société d'habitation du Québec	Permanent	314	306	312
	Temporaire	48	57	31
Total 730-Société d'habitation du Québec		362	363	343
771-Fonds Accès Justice	Permanent	1	1	2
	Temporaire		1	
Total 771-Fonds Accès Justice		1	2	2
773-Fonds des ressources informationnelles du secteur de la santé et des services sociaux	Permanent		225	218
	Temporaire	235	15	11
Total 773-Fonds des ressources informationnelles du secteur de la santé et des services sociaux		235	240	229
801-Fonds d'aide à l'action communautaire autonome	Permanent	18	18	21
	Temporaire	2	3	1
Total 801-Fonds d'aide à l'action communautaire autonome		20	21	22
807-Fonds des réseaux de transport terrestre (FORT)	Permanent	2 222	2 421	2 941
	Temporaire	732	1 136	923
Total 807-Fonds des réseaux de transport terrestre (FORT)		2 954	3 557	3 864
812-Fonds des services de police	Permanent	737	719	742
	Temporaire	114	250	198
Total 812-Fonds des services de police		851	969	940
814-Fonds de partenariat touristique	Permanent	232	220	221
	Temporaire	25	27	11
Total 814-Fonds de partenariat touristique		257	247	232
816-Fonds national de formation de la main-d'oeuvre	Permanent	22		
	Temporaire	4		
Total 816-Fonds national de formation de la main-d'oeuvre		26		
817-Fonds d'information sur le territoire	Permanent	253	300	379
	Temporaire	72	103	44
Total 817-Fonds d'information sur le territoire		325	403	423
820-Fonds de gestion de l'équipement roulant	Permanent	107	158	194
	Temporaire	119	117	59
Total 820-Fonds de gestion de l'équipement roulant		226	275	253

826-Fonds des ressources naturelles	Permanent	405	413	109
	Temporaire	80	131	15
Total 826-Fonds des ressources naturelles		485	544	124
830-Commission des transports du Québec	Permanent	94	91	99
	Temporaire	17	21	11
Total 830-Commission des transports du Québec		111	112	110
850-Transports	Permanent	1 220	1 190	1 026
	Temporaire	245	306	198
Total 850-Transports		1 465	1 496	1 224
872-Fonds d'aide aux victimes d'actes criminels	Permanent	4	3	5
	Temporaire	1	2	1
Total 872-Fonds d'aide aux victimes d'actes criminels		5	5	6
874-Fonds du financement	Permanent	5	8	9
	Temporaire	2		
Total 874-Fonds du financement		7	8	9
878-Fonds des registres	Permanent	90	82	85
	Temporaire	14	27	31
Total 878-Fonds des registres		104	109	116
921-Magistrature et nomination des juges	Permanent	21	22	22
	Temporaire	2	1	2
Total 921-Magistrature et nomination des juges		23	23	24
Total général		49 167	51 142	50 439

Personnel permanent et temporaire assujetti à la LFP. Données actualisées selon la structure budgétaire 2014-2015.
Données compilées en mars de chaque année (Paie-26).
Les données redressées pour les années antérieures sont approximatives en raison de la comptabilisation des activités transférées d'un ministère à un autre.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
Numéro 15 P - Départs volontaires

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016
(par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre de départs volontaires, ventilé par raisons du départ.

MINISTÈRE	MOTIF	2012-2013	2013-2014	2014-2015
010-Culture et Communications	Démission		2	3
	Retraite	23	18	19
Total 010-Culture et Communications		23	20	22
030-Relations internationales et Francophonie	Démission	1	3	
	Retraite	18	18	17
Total 030-Relations internationales et Francophonie		19	21	17
050-Affaires municipales et Occupation du territoire	Démission	4	5	3
	Retraite	16	30	14
Total 050-Affaires municipales et Occupation du territoire		20	35	17
052-Forêts, Faune et Parcs	Démission	18	10	8
	Retraite	127	92	41
Total 052-Forêts, Faune et Parcs		145	102	49
055-Immigration, Diversité et Inclusion	Démission	5	7	9
	Retraite	58	51	55
Total 055-Immigration, Diversité et Inclusion		63	58	64
060-Santé et Services sociaux	Démission	10	13	6
	Retraite	29	25	20
Total 060-Santé et Services sociaux		39	38	26
063-Régie des rentes du Québec	Démission	8	7	4
	Retraite	40	48	41
Total 063-Régie des rentes du Québec		48	55	45
064-Régie de l'assurance-maladie du Québec	Démission	8	12	14
	Retraite	43	51	40
Total 064-Régie de l'assurance-maladie du Québec		51	63	54

065-Famille	Démission	2	5	4
	Retraite	15	10	17
Total 065-Famille		17	15	21
067-Enseignement supérieur, Recherche et Science	Démission	5	1	1
	Retraite	22	18	16
Total 067-Enseignement supérieur, Recherche et Science		27	19	17
075-Travail	Démission	1	1	2
	Retraite	13	15	9
Total 075-Travail		14	16	11
080-Agriculture, Pêcheries et Alimentation	Démission	21	9	10
	Retraite	87	74	63
Total 080-Agriculture, Pêcheries et Alimentation		108	83	73
095-Sécurité publique	Démission	60	39	48
	Retraite	121	126	88
Total 095-Sécurité publique		181	165	136
140-Conseil exécutif	Démission	2	1	5
	Retraite	24	18	24
Total 140-Conseil exécutif		26	19	29
160-Conseil du trésor et Administration gouvernementale	Démission	6	5	2
	Retraite	20	27	19
Total 160-Conseil du trésor et Administration gouvernementale		26	32	21
210-Finances	Démission	6	3	4
	Retraite	20	20	22
Total 210-Finances		26	23	26

238-Conseil supérieur de l'éducation	Retraite	1	1	
Total 238-Conseil supérieur de l'éducation		1	1	
240-Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances	Démission	5	5	7
	Retraite	20	21	10
Total 240-Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances		25	26	17
244-Commissaire à la lutte contre la corruption	Démission	2		2
Total 244-Commissaire à la lutte contre la corruption		2		2
245-Commissaire à la santé et au bien-être	Retraite		1	1
Total 245-Commissaire à la santé et au bien-être			1	1
246-Directeur des poursuites criminelles et pénales	Démission	2	2	2
	Retraite	7	15	15
Total 246-Directeur des poursuites criminelles et pénales		9	17	17
256-Bureau d'audiences publiques sur l'environnement	Retraite	1		
Total 256-Bureau d'audiences publiques sur l'environnement		1		
267-Commissaire à la déontologie policière	Retraite	2	2	3
Total 267-Commissaire à la déontologie policière		2	2	3
274-Commission d'évaluation de l'enseignement collégial	Démission	1		1
	Retraite	1	1	2
Total 274-Commission d'évaluation de l'enseignement collégial		2	1	3
278-Commission de l'équité salariale	Démission	2	1	1
	Retraite		2	5
Total 278-Commission de l'équité salariale		2	3	6

280-Économie, Innovation et Exportations	Démission	6		3
	Retraite	34	28	16
Total 280-Économie, Innovation et Exportations		40	28	19
285-Commission des relations du travail	Démission	1		1
	Retraite	5	5	5
Total 285-Commission des relations du travail		6	5	6
289-Conseil de la magistrature du Québec	Retraite		1	
Total 289-Conseil de la magistrature du Québec			1	
293-Bureau du coroner	Retraite	2	1	5
Total 293-Bureau du coroner		2	1	5
320-Société de l'assurance automobile du Québec	Démission	11	10	13
	Retraite	125	136	112
Total 320-Société de l'assurance automobile du Québec		136	146	125
321-Fonds d'aide aux recours collectifs	Démission	1		1
Total 321-Fonds d'aide aux recours collectifs		1		1
323-Institut de la statistique du Québec	Démission	1		
	Retraite	5	8	6
Total 323-Institut de la statistique du Québec		6	8	6
328-Commission de protection du territoire agricole du Québec	Démission	2	1	
	Retraite	2	4	4
Total 328-Commission de protection du territoire agricole du Québec		4	5	4
344-Office de la protection du consommateur	Démission		3	
	Retraite	4	6	4
Total 344-Office de la protection du consommateur		4	9	4

347-Centre de services partagés du Québec	Démission	9	6	10
	Retraite	69	83	74
Total 347-Centre de services partagés du Québec		78	89	84
350-Éducation, Loisir et Sport	Démission	6	9	12
	Retraite	46	47	35
Total 350-Éducation, Loisir et Sport		52	56	47
352-Régie du cinéma	Démission	1		
	Retraite	3	4	
Total 352-Régie du cinéma		4	4	
360-Office des professions du Québec	Retraite	3	1	2
Total 360-Office des professions du Québec		3	1	2
367-Régie du bâtiment du Québec	Démission	4	8	6
	Retraite	16	9	8
Total 367-Régie du bâtiment du Québec		20	17	14
368-Commission municipale du Québec	Démission		1	
Total 368-Commission municipale du Québec			1	
370-Assemblée nationale	Démission	5	6	3
	Retraite	20	16	24
Total 370-Assemblée nationale		25	22	27
371-Commissaire à l'éthique et à la déontologie	Démission			1
Total 371-Commissaire à l'éthique et à la déontologie				1
374-Vérificateur général	Démission	5	8	8
	Retraite	6	6	3
Total 374-Vérificateur général		11	14	11

380-Développement durable, Environnement et Lutte contre les changements climatiques	Démission	18	18	15
	Retraite	73	79	69
Total 380-Développement durable, Environnement et Lutte contre les changements climatiques		91	97	84
386-Régie des alcools, des courses et des jeux	Démission		1	1
	Retraite	5	6	7
Total 386-Régie des alcools, des courses et des jeux		5	7	8
390-Sûreté du Québec	Démission	16	15	15
	Retraite	25	24	26
Total 390-Sûreté du Québec		41	39	41
392-Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec	Démission		1	
	Retraite	4	3	2
Total 392-Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec		4	4	2
400-Justice	Démission	7	6	9
	Retraite	100	100	84
Total 400-Justice		107	106	93
402-Comité de déontologie policière	Retraite			1
Total 402-Comité de déontologie policière				1
408-Commission d'accès à l'information	Démission	1		
	Retraite		4	
Total 408-Commission d'accès à l'information		1	4	
414-Commission des lésions professionnelles	Démission	1	1	
	Retraite	17	19	10
Total 414-Commission des lésions professionnelles		18	20	10

425-Commission québécoise des libérations conditionnelles	Retraite	2		1
Total 425-Commission québécoise des libérations conditionnelles		2		1
430-Commission de la fonction publique	Retraite	2	1	2
Total 430-Commission de la fonction publique		2	1	2
450-Tribunal administratif du Québec	Démission	4	2	
	Retraite	10	9	19
Total 450-Tribunal administratif du Québec		14	11	19
505-Conseil de gestion de l'assurance parentale	Démission			1
Total 505-Conseil de gestion de l'assurance parentale				1
510-Régie du logement	Démission			1
	Retraite	17	9	2
Total 510-Régie du logement		17	9	3
520-La Financière agricole du Québec	Démission	4		2
	Retraite	19	35	21
Total 520-La Financière agricole du Québec		23	35	23
538-Office des personnes handicapées du Québec	Démission		15	1
	Retraite	7	7	4
Total 538-Office des personnes handicapées du Québec		7	22	5
547-Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec	Démission	1	1	1
	Retraite	9	9	9
Total 547-Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec		10	10	10
560-Curateur public du Québec	Démission	5	6	3
	Retraite	16	16	28
Total 560-Curateur public du Québec		21	22	31

600-Énergie et Ressources naturelles	Démission	3		8
	Retraite	8	8	43
Total 600-Énergie et Ressources naturelles		11	8	51
630-Directeur général des élections	Démission	1	1	2
	Retraite	5	16	15
Total 630-Directeur général des élections		6	17	17
660-Conseil du statut de la femme	Démission		1	
	Retraite	3	4	3
Total 660-Conseil du statut de la femme		3	5	3
690-Conseil supérieur de la langue française	Retraite		1	
Total 690-Conseil supérieur de la langue française			1	
700-Emploi et Solidarité sociale	Démission	31	12	17
	Retraite	276	273	291
Total 700-Emploi et Solidarité sociale		307	285	308
702-Commission des normes du travail	Démission	1	3	7
	Retraite	21	21	22
Total 702-Commission des normes du travail		22	24	29
703-Commission de la santé et de la sécurité du travail	Démission	40	24	
	Retraite	142	178	
Total 703-Commission de la santé et de la sécurité du travail		182	202	
710-Office québécois de la langue française	Démission	2	2	1
	Retraite	9	12	13
Total 710-Office québécois de la langue française		11	14	14

730-Société d'habitation du Québec	Démission	4	5	3
	Retraite	26	20	14
Total 730-Société d'habitation du Québec		30	25	17
773-Fonds des ressources informationnelles du secteur de la santé et des services sociaux	Démission	1	6	10
	Retraite			1
Total 773-Fonds des ressources informationnelles du secteur de la santé et des services sociaux		1	6	11
801-Fonds d'aide à l'action communautaire autonome	Retraite	3		
Total 801-Fonds d'aide à l'action communautaire autonome		3		
807-Fonds des réseaux de transport terrestre (FORT)	Démission	42	39	53
	Retraite	161	138	118
Total 807-Fonds des réseaux de transport terrestre (FORT)		203	177	171
812-Fonds des services de police	Démission	4	10	9
	Retraite	41	42	46
Total 812-Fonds des services de police		45	52	55
814-Fonds de partenariat touristique	Démission	1	4	1
	Retraite	13	9	10
Total 814-Fonds de partenariat touristique		14	13	11
816-Fonds national de formation de la main-d'oeuvre	Retraite		1	
Total 816-Fonds national de formation de la main-d'oeuvre			1	
817-Fonds d’information sur le territoire	Démission	2	3	4
	Retraite	12	24	11
Total 817-Fonds d’information sur le territoire		14	27	15

820-Fonds de gestion de l'équipement roulant	Démission	1		7
	Retraite	10	10	11
Total 820-Fonds de gestion de l'équipement roulant		11	10	18
826-Fonds des ressources naturelles	Démission	4	8	3
	Retraite	18	17	18
Total 826-Fonds des ressources naturelles		22	25	21
830-Commission des transports du Québec	Démission	1	1	1
	Retraite	4	10	2
Total 830-Commission des transports du Québec		5	11	3
850-Transports	Démission	16	13	13
	Retraite	77	62	52
Total 850-Transports		93	75	65
872-Indemnisation des victimes d'actes criminels	Retraite	2	1	
Total 872-Indemnisation des victimes d'actes criminels		2	1	
878-Fonds des registres	Démission	1		2
	Retraite	2	5	2
Total 878-Fonds des registres		3	5	4
921-Magistrature et nomination des juges	Retraite	4		2
Total 921-Magistrature et nomination des juges		4		2
Total général		2 623	2 593	2 182

Employés assujettis à la LFP.
Données présentées selon la structure de l'exercice financier 2014-2015 et uniquement pour les ministères et organismes qui ont connu des départs volontaires.
Les données redressées pour les années antérieures sont approximatives en raison de la comptabilisation des activités transférées d'un ministère à un autre.
Les données de 2014-2015 couvrent la période du 1er avril 2014 au 18 mars 2015 inclusivement et elles ne comprennent pas les départs de la CSST.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 16A - Départ à la retraite

Pour chaque ministère et organisme public, et ce par direction : le nombre de départs à la retraite en 2013-2014 et en 2014-2015, incluant le total et la ventilation des indeminités versées.

MINISTÈRE	2014-2015
010-Culture et Communications	19
030-Relations internationales et Francophonie	17
050-Affaires municipales et Occupation du territoire	14
052-Forêts, Faune et Parcs	41
055-Immigration, Diversité et Inclusion	55
060-Santé et Services sociaux	20
063-Régie des rentes du Québec	41
064-Régie de l'assurance-maladie du Québec	40
065-Famille	17
067-Enseignement supérieur, Recherche et Science	16
075-Travail	9
080-Agriculture, Pêcheries et Alimentation	63
095-Sécurité publique	88
140-Conseil exécutif	24
160-Conseil du trésor et Administration gouvernementale	19
210-Finances	22
240-Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances	10

245-Commissaire à la santé et au bien-être	1
246-Directeur des poursuites criminelles et pénales	15
267-Commissaire à la déontologie policière	3
274-Commission d'évaluation de l'enseignement collégial	2
278-Commission de l'équité salariale	5
280-Économie, Innovation et Exportations	16
285-Commission des relations du travail	5
293-Bureau du coroner	5
320-Société de l'assurance automobile du Québec	112
323-Institut de la statistique du Québec	6
328-Commission de protection du territoire agricole du Québec	4
344-Office de la protection du consommateur	4
347-Centre de services partagés du Québec	74
350-Éducation, Loisir et Sport	35
360-Office des professions du Québec	2
367-Régie du bâtiment du Québec	8
370-Assemblée nationale	24

374-Vérificateur général	3
380-Développement durable, Environnement et Lutte contre les changements climatiques	69
386-Régie des alcools, des courses et des jeux	7
390-Sûreté du Québec	26
392-Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec	2
400-Justice	84
402-Comité de déontologie policière	1
414-Commission des lésions professionnelles	10
425-Commission québécoise des libérations conditionnelles	1
430-Commission de la fonction publique	2
450-Tribunal administratif du Québec	19
510-Régie du logement	2
520-La Financière agricole du Québec	21
538-Office des personnes handicapées du Québec	4
547-Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec	9
560-Curateur public du Québec	28
600-Énergie et Ressources naturelles	43
630-Directeur général des élections	15

660-Conseil du statut de la femme	3
700-Emploi et Solidarité sociale	291
702-Commission des normes du travail	22
710-Office québécois de la langue française	13
730-Société d'habitation du Québec	14
773-Fonds des ressources informationnelles du secteur de la santé et des services sociaux	1
807-Fonds des réseaux de transport terrestre (FORT)	118
812-Fonds des services de police	46
814-Fonds de partenariat touristique	10
817-Fonds d'information sur le territoire	11
820-Fonds de gestion de l'équipement roulant	11
826-Fonds des ressources naturelles	18
830-Commission des transports du Québec	2
850-Transports	52
878-Fonds des registres	2
921-Magistrature et nomination des juges	2
Total général	1 798

Employés assujettis à la LFP.
Données présentées selon la structure de l'exercice financier 2014-2015 et uniquement pour les ministères et organismes qui ont connu des départs à la retraite.
Les données redressées pour les années antérieures sont approximatives en raison de la comptabilisation des activités transférées d'un ministère à un autre.
Les données de 2014-2015 couvrent la période du 1er avril 2014 au 18 mars 2015 inclusivement et elles ne comprennent pas les départs de la CSST.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

NUMÉRO 16B - Remplacement selon PGRH

Pour chaque ministère et organisme public, et ce par direction : le nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines
En 2014-2015, 11 remplacements ont été effectués sur 21 départs à la retraite.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

NUMÉRO 16C - Départs à la retraite prévus

Pour chaque ministère et organisme public, et ce par direction : le nombre de départs à la retraite prévus pour 2015-2016 et 2016-2017 et les indemnités de retraite qui seront versées.		
	2015-2016	2016-2017
Secrétariat du Conseil du trésor	22	20

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

NUMÉRO 16D - Retraités à contrat

Pour chaque ministère et organisme, et ce par direction : le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats.	
Nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique embauchés pour un ou des contrats :	2

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 17 - Baux SQI

Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2014-2015 en indiquant pour chacun d'eux : a) l'emplacement de la location; b) la superficie totale pour chaque local loué; c) la superficie totale réellement occupée; d) la superficie inoccupée; e) le coût de location au mètre carré; f) le coût total de ladite location; g) les coûts d'aménagement, de rénovation réalisé depuis le 1er avril 2011, la nature des travaux et le ou les bureaux visés; h) la durée du bail; i) le propriétaire de l'espace loué; j) les noms des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant.

ADRESSE	SUPERFICIE LOCATIVE (M^2)	COÛT TOTAL DE LOCATION 2014-2015	COÛT D'AMÉNAGEMENT 2014-2015	NATURE DES TRAVAUX	
267, rue Racine Est, Chicoutimi	329,78	16 592,08 $	0,00 $		
3535, boul. Saint-Charles, Kirkland	168,80	23 242,59 $	872,40 $	Transport/Hôtel	872,40 $
1, rue Notre-Dame Est, Montréal (1410, rue Stanley, Montréal)	333,68	71 395,92 $	1 480,00 $	Construction	1 480,00 $
500, boul. René-Lévesques Ouest, Montréal	218,01	76 843,44 $	0,00 $		
380, rue Saint-Antoine Ouest, Montréal	372,91	73 260,95 $	4 969,78 $	Déménagement Mobilier Transport/Hôtel	2 767,75 $ 676,93 $ 1 525,10 $
675, boul. René-Lévesque Est, Québec	336,00	66 150,36 $	652,58 $	Déménagement	652,58 $
	550,31	81 257,04 $	19 371,26 $	Construction Déménagement Mobilier	11 288,74 $ 876,39 $ 7 206,13 $
875, Grande Allée Est, Québec	18 329,99	4 027 384,08 $	89 142,29 $	Construction Déménagement Mobilier	30 764,04 $ 35 834,26 $ 22 543,99 $
525, boul. René-Lévesque Est, Québec	177,28	46 880,40 $	0,00 $		
900, boul. René-Lévesque Est, Québec	638,25	138 059,46 $	0,00 $		

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

NUMÉRO 18 - Aménagement Cabinet - Aménagement SCT, Cabinet

Pour le cabinet ministériel, les bureaux de circonscription des ministres, la direction générale du ministère et la haute direction des organismes publics, fournir la ventilation des coûts, pour 2014-2015, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés. Pour les rénovations, fournir : a) la ou les dates des travaux; b) les coûts; c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.
Cabinet ministériel situé au 380, Saint-Antoine Ouest à Montréal : 4 969,78 $ Bureau de comté situé au 3535, boul. Saint-Charles à Kirkland : 872,40 $

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

NUMÉRO 19 - Membres du Cabinet

Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2014-2015, en indiquant pour chaque individu : a) la date de l'entrée en fonction et la date de départ; b) le titre de la fonction; c) l'adresse du port d'attache; d) le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés; e) la prime de départ versée, le cas échéant; f) le montant total et la ventilation des primes ou bonis reçus; g) la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève; h) la description de tâches; i) le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet pour 2014-2015; j) le nombre total d'employés au cabinet; k) la masse salariale totale par cabinet pour les années financières 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015; l) le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui prévu pour la fonction occupée; m) s'il a ou non signé les directives du premier ministre intitulées : Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre et Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État.

NOM	DESCRIPTION DE TÂCHES	PORT D'ATTACHE
Migneault, Isabelle	Directrice de cabinet	Québec
Arseneau, Jean-Philippe	Conseiller politique	Montréal
Ghadban, Ghadeer	Conseiller politique	Kirkland
Labranche, Marie-Ève	Attachée politique	Montréal
Desmeules, Anne-Sophie	Conseillère politique	Québec
Lapointe, Guylaine	Attachée politique	Québec
Trudel, Marc-Antoine	Attaché politique	Québec
Houde, Pauline	Attachée politique	Québec
Grenier, Arielle	Attachée politique	Kirkland
Pelletier, Marie-Ève	Attachée politique	Québec
Volakakis, Eftihia	Attachée politique	Kirkland
Ramos, Diana	Attachée politique	Kirkland
Bird, Tina	Adjointe administrative	Kirkland
Gosselin, Jean-François	Conseiller politique	Québec
SALAIRES ET HONORAIRES VERSÉS PAR LE CABINET EN 2014-2015		
Nombre total d'employés : 14		
Rémunération totale : 740 929,13 $		

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

NUMÉRO 20 - Budget discrétionnaire

Liste des sommes d'argent versées en 2014-2015 à même le budget discrétionnaire du ministre, du ministre délégué, du ministère ou de l'organisme, en indiquant : le nom de l'organisme concerné ou de la personne; la circonscription électorale; le montant attribué; le détail du projet visé et le but poursuivi par le ministère ou l'organisme.

BÉNÉFICIAIRE	MONTANT
Accueil d'Amos, L'	500,00
Action Santé de Pointe St-Charles	500,00
Ali et les Princes de la Rue	500,00
Amis de Samuel, Les	500,00
Association québécoise étudiants ayant des incapacités post-sec. [Aqeips]	250,00
Association d'entraide le Chaînon inc.	500,00
Association des jeunes bègues du Québec	500,00
Association du Québec pour enfants avec problèmes auditifs (région Montréal)	500,00
Association du syndrome de Down	500,00
Autour du bébé	1 000,00
Avant tout, les enfants	500,00
Baluchon Alzheimer	1 000,00
Banques alimentaires du Québec	1 000,00
Casa d'Italia	500,00
CASA-CAFI [Centre d'aide aux familles immigrantes]	500,00
Centre africain de développement et d'entraide inc.	250,00
Centre aide pers. traumatisées crâniennes hand. phys. Laurentides	500,00
Centre C.A.R.M.E.N.	500,00
Centre communautaire des femmes actives	1 000,00
Centre communautaire l'Amitié Inc., Le	250,00
Centre d'amitié autochtone de Val d'Or inc.	500,00
Centre de ressources familiales du Haut St-Laurent	500,00
Centre d'encadrement pour jeunes femmes immigrantes [CEJFI]	500,00
Centre d'Orientation des Nouveaux Arrivants et immigrants de Mtl	500,00
Centre humanitaire d'organisation, de ressources et de références d'Anjou	500,00
Centre l'Autre Maison inc.	500,00
Chevaliers de Colomb du conseil de Saint-Chrysostome no : 3584, Les	500,00
Chœur de la Colline	200,00
Clinique juridique Juripop (St-Constant)	1 000,00
Club de compétition le Valinouët, Le	2 000,00
Club roue intérieure St-Georges de Beauce	1 000,00
Cœur des familles agricoles 2003, Au	1 000,00
Communauté Sépharade unifiée du Québec	500,00
Coopérative de Solidarité de Santé Portneuf-Saint-Basile	500,00

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

NUMÉRO 20 - Budget discrétionnaire

Liste des sommes d'argent versées en 2014-2015 à même le budget discrétionnaire du ministre, du ministre délégué, du ministère ou de l'organisme, en indiquant : le nom de l'organisme concerné ou de la personne; la circonscription électorale; le montant attribué; le détail du projet visé et le but poursuivi par le ministère ou l'organisme.

BÉNÉFICIAIRE	MONTANT
Coopérative du Collège Gérald-Godin	500,00
Corporation du patrimoine de Saint-Simon-les-Mines inc.	500,00
Coupe internationale les enfants jouent pour les enfants, La	2 000,00
Entraide communautaire des Îles inc.	500,00
Équipe Entreprise	250,00
Festival beauceron de l'Érable	500,00
Festival d'Hiver de Roberval	500,00
Festival international Contes en Iles	500,00
Fondation André-Côté	500,00
Fondation centre de cancérologie Charles-Bruneau	1 000,00
Fondation de l'école Peter Hall, La	500,00
Fondation de l'école St-Michel	1 000,00
Fondation des aveugles du Québec	500,00
Fondation Droit au Talent	500,00
Fondation du cégep du Vieux-Montréal, La	250,00
Fondation du Centre Jacques Cartier	5 000,00
Fondation Émergence inc.	250,00
Fondation internat. des cultures à partager - Secteur Montérégie	500,00
Fondation Jean Lapointe	500,00
Fondation Jean Marc Paquette	1 000,00
Fondation la Vigile, La	125,00
Fondation Le Grand Chemin	1 000,00
Fondation MAB-Mackay	500,00
Fondation Madeli-aide	1 000,00
Fondation moelle épinière et motricité Québec	500,00
Fondation Portage, La	1 000,00
Fondation québécoise du Cancer	5 000,00
Fondation Royal Montréal Régiment	500,00
Forum des Citoyens Aînés de Montréal	500,00
Gai Écoute inc.	250,00
Grand défi Pierre Lavoie, Le	2 000,00
Grand défi Pierre Lavoie, Le	1 000,00
Institut National canadien pour les Aveugles du Québec	1 000,00
Institut Pacifique	250,00

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

NUMÉRO 20 - Budget discrétionnaire

Liste des sommes d'argent versées en 2014-2015 à même le budget discrétionnaire du ministre, du ministre délégué, du ministère ou de l'organisme, en indiquant : le nom de l'organisme concerné ou de la personne; la circonscription électorale; le montant attribué; le détail du projet visé et le but poursuivi par le ministère ou l'organisme.

BÉNÉFICIAIRE	MONTANT
Jeunes entreprises du Québec inc., Les	1 000,00
Jeunesse au soleil	1 000,00
Lumière d'Afrique	790,00
Maison de la famille du Grand-Portage	1 000,00
Maison des familles de la Matapédia	500,00
Maison d'Hébergement Jeunesse Roland-Gauvreau	500,00
Maison du partage d'Youville inc., La	1 000,00
Maisonnée Paulette Guinois, La	1 000,00
Moisson Montréal inc.	1 000,00
Noël du Pauvre Cœur du Québec inc., Le	1 000,00
Opération Enfant soleil	1 000,00
Parasports Québec	250,00
Parents-Secours du Québec inc.	250,00
Parlement étudiant du Québec	250,00
Partage-action de l'Ouest-de-l 'Île	2 000,00
Projet Communic-Action	500,00
Réseau québécois des écoles entrepreneuriales et environnementales	500,00
Revivre	500,00
Scouts du Montréal métropolitain, Les	1 000,00
Service de Nutrition et d'Action Communautaire [SNAC]	2 000,00
Service National des sauveteurs inc.	200,00
Société Montréal-Nord 2015	100,00
Société Québécoise de la Trisomie-21	500,00
Théâtre Répercussion	500,00
Travail de rue, actions et initiatives comm. [T.R.A.I.C.] jeunesse	500,00
Unité d'Intervention Mobile l'Anonyme inc.	500,00
Université McGill	500,00
Violence Info	250,00
West Island Ass. For Intellectually Handicapped inc.	1 000,00

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

NUMÉRO 21 - Personnel hors structure

Liste du personnel hors structure, par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), rémunéré par le ministère, mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère : a) le nom de la personne; b) le poste occupé; c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant; d) l'assignation initiale et l'assignation actuelle; e) la date de l'assignation hors structure; f) la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu.
Aucune

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO DG-22 - Personnel en disponibilité

Liste du personnel en disponibilité par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), en indiquant : a) le poste initial; b) le salaire; c) le poste actuel, s'il y a lieu; d) la date de la mise en disponibilité; e) les prévisions pour 2015-2016.

CATÉGORIE D'EMPLOI	CLASSE D'EMPLOI	SALAIRE	DATE DE LA MISE EN DISPONIBILITÉ
Professionnel	Agents de recherche et de planification socio-économique	55 396 $	2014-11-19
	Agents de recherche et de planification socio-économique	62 280 $	2014-11-19
	Agents de recherche et de planification socio-économique	62 280 $	2014-11-19
	Agents de recherche et de planification socio-économique	75 538 $	2014-11-19
	Agents de recherche et de planification socio-économique	75 538 $	2011-11-19
	Agents de recherche et de planification socio-économique	75 538 $	2014-11-19
	Agents de recherche et de planification socio-économique	75 538 $	2014-11-19
	Agents de recherche et de planification socio-économique	75 538 $	2014-11-19
	Agents de recherche et de planification socio-économique	70 197 $	2014-11-19
	Agents de recherche et de planification socio-économique	75 538 $	2014-11-19
	Spécialistes en sciences de l'éducation	73 695 $	2014-11-19
	Spécialistes en sciences de l'éducation	70 197 $	2014-11-19
	Spécialistes en sciences de l'éducation	75 538 $	2014-11-19
	Spécialistes en sciences de l'éducation	75 538 $	2014-11-19
	Spécialistes en sciences de l'éducation	71 924 $	2014-11-19
	Spécialistes en sciences de l'éducation	69 061 $	2014-11-19
	Spécialistes en sciences de l'éducation	75 538 $	2014-11-19
	Spécialistes en sciences de l'éducation	67 431 $	2014-11-19
	Spécialistes en sciences de l'éducation	83 092 $	2014-11-19
	Spécialistes en sciences de l'éducation	75 538 $	2014-11-19
	Spécialistes en sciences de l'éducation	75 538 $	2014-11-19
	Ingénieurs, grade 1	81 695 $	2012-04-02
	Ingénieurs, grade 1	81 695 $	2012-03-05
	Ingénieurs, grade 1	66 868 $	2012-03-05
Fonctionnaires	Techniciens en vérification fiscale, classe nominale	49 895 $	2011-04-01
	Techniciens en vérification fiscale, classe nominale	45 618 $	2011-04-01
	Techniciens en vérification fiscale, classe nominale	53 458 $	2011-04-01
	Agents d'aide socio-économique, classe principale	59 336 $	2014-10-10
	Agents de secrétariat	41 822 $	2014-11-19
	Agents de secrétariat	41 822 $	2014-11-19
	Agents de secrétariat	41 822 $	2014-11-19
	Agents de secrétariat	41 822 $	2014-11-19

	Techniciens en administration, classe principale	46 618 $	2014-05-27
	Techniciens en administration, classe nominale	49 785 $	2011-04-01
	Inspecteurs de conformité législative et réglementaire, classe nominale	48 306 $	2014-03-24
	Inspecteurs de conformité législative et réglementaire, classe nominale	49 785 $	2015-01-03

Prévision pour 2015-2016 : Nous ne pouvons répondre à cette demande car la décision de mettre des personnes en disponibilité appartient au sous-ministre de chaque ministère ou au dirigeant de chaque organisme lorsqu'un événement, tel que prévu aux conventions collectives, survient (ex. : changement organisationnel, fermeture d'unité administrative, etc.)

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

NUMÉRO 23 – Occasionnels mis à pied

Pour chaque ministère et organisme public (y compris les agences, sociétés, établissements, institutions, etc.), fournir pour 2014-2015, le nombre d'occasionnels mis à pied dont le ministère ou l'organisme a mis fin à l'emploi ou dont le contrat n'a pas été renouvelé, en ventilant : a) par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, personnel de soutien, fonctionnaires, etc.); b) Prévisions pour 2015-2016; c) Par catégorie d'âge.

CATÉGORIE D'EMPLOI	CATÉGORIE D'ÂGE (Paie 25)			
	Moins de 25 ans	25 à 35 ans	Plus de 35 ans	Total
Cadre			4	4
Professionnel	35	405	256	696
Enseignant		12	59	71
Technicien	59	182	360	601
Personnel de bureau	58	202	694	954
Agent de la paix	99	104	59	262
Ouvrier	195	278	1 026	1 499
Total	446	1 183	2 458	4 087

Note : Code de mouvement 37 (Cessation d'emploi)
Personnel assujetti à la LFP
Les données de la paie 25 correspondent aux données du 5 mars 2015 de l'année budgétaire 2014-2015 et elles ne comprennent pas les données de la CSST.
Statuts d'emplois considérés : Occasionnel sans droit de rappel moins d'un an
Occasionnel sans droit de rappel plus 1 an

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

NUMÉRO 24 - Personnel rémunéré M/O affecté ailleurs

Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à d'autres organismes publics, parapublics, parapublics non gouvernementaux et autres, en indiquant : a) le nom de la personne; b) le poste occupé et le nom de l'organisme; c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant; d) l'assignation initiale; e) l'assignation actuelle; f) la date de l'assignation hors structure; g) la date de la fin de l'assignation (s'il y a lieu).
Aucune

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

NUMÉRO 25 - Abonnements

Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics en 2014-2015, en précisant pour chaque abonnement : a) coût de chacun; b) le fournisseur; c) la nature du service; Ventiler le montant total par catégories.

SECTEUR : **Commission de révision permanente des programmes**

FOURNISSEUR	TITRE	MONTANT
Corporation Sun Média	Abonnement - Journal de Québec, 2014-2015	89,99
Devoir inc., Le	Abonnement - Le Devoir, 2014-2015	185,28
Les Affaires	Abonnement - Les Affaires, 2014-2015	60,03

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

NUMÉRO 25 - Abonnements

Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics en 2014-2015, en précisant pour chaque abonnement : a) coût de chacun; b) le fournisseur; c) la nature du service; Ventiler le montant total par catégories.

SECTEUR : **Unités centrales**

FOURNISSEUR	TITRE	MONTANT
Mention Brussels	Veille média sociaux, Mention Brussels	235,75
Cedrom-Sni inc.	Abonnement au service de veille média, Eureka	8 160,00
Centre de services partagés du Québec	Revue de presse électronique, 1er octobre 2014 au 31 mars 2015	4 791,50
Centre de services partagés du Québec	Abonnement électronique à Legis Québec - L'accès direct à la source officielle, 2015	1 590,00
Centre de services partagés du Québec	Gazette officielle du Québec	656,00
Centre de services partagés du Québec	Abonnement aux projets de loi publics sanctionnés, français	195,00
CNW Telbec	Transmission de communiqués de presse, 2014-2015	1 063,75
Communication Demo inc.	Revue de presse électronique, 2014-2015	492,45
Corporation Sun Média	Abonnement électronique, Journal de Québec	100,00
Devoir inc., Le	Abonnement électronique, Le Devoir	185,26
Édition infopresse	Édition infopresse	82,00
Éditions Wilson et Lafleur inc., Les	Abonnement à la publication «Alter Ego: Loi sur les Normes du Travail»	105,00
Éditions Wilson et Lafleur inc., Les	Abonnement à la publication «Alter Ego: Loi sur les maladies professionnelles», 8e édition 2014	105,00
Éditions Wilson et Lafleur inc., Les	Abonnement à la publication «Alter Ego: Chartes des droits de la personne»	105,00
Éditions Yvon Blais inc., Les	Bulletin gestion plus, info employeur, 2014-2015	130,68

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

NUMÉRO 25 - Abonnements

Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics en 2014-2015, en précisant pour chaque abonnement : a) coût de chacun; b) le fournisseur; c) la nature du service; Ventiler le montant total par catégories.

SECTEUR : **Unités centrales**

FOURNISSEUR	TITRE	MONTANT
Entreprises Presse canadienne inc.	Abonnement à la Revue de presse électronique, 2014-2015	6 716,50
Greffe de l'éducation - publications, jurisprudence	Abonnement au logiciel «Natweb», Recueil des sentences de l'éducation	300,00
Les Affaires	Abonnement, «Les Affaires», 2014-2015	80,00
Mention Solutions SAS	Abonnement mensuel au magazine «Business 1»	29,99
Société québécoise d'information juridique	Banque en ligne Azimut 2014-2015	165,00

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

NUMÉRO 25 - Abonnements

Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics en 2014-2015, en précisant pour chaque abonnement : a) coût de chacun; b) le fournisseur; c) la nature du service; Ventiler le montant total par catégories.

SECTEUR : **Direction générale de l'Administration**

FOURNISSEUR	TITRE	MONTANT
Centre de services partagés du Québec	Abonnement annuel à la DGACQ, 2014-2015	55 000,00
Communication Demo inc.	Revue de presse écrite, 2014-2015	24 986,62
Groupe Excelso	Abonnement aux journaux, 2014-2015	2 198,34
Société de gestion du réseau informatique des commissions scolaires	Repères qc.ca	195,00
Solutions Novaxis inc.	Cit@tion - Droit du travail en ligne	2 382,44
Towary	Abonnement au magazine «Techno-sécurité»	470,57

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

NUMÉRO 25 - Abonnements

Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics en 2014-2015, en précisant pour chaque abonnement : a) coût de chacun; b) le fournisseur; c) la nature du service; Ventiler le montant total par catégories.

SECTEUR : **Sous-secrétariat aux relations de travail**

FOURNISSEUR	TITRE	MONTANT
Association des pharmaciens du Canada	Accès au système de guide des médicaments	1 047,00
Association québécoise d'établissements de santé et de services sociaux	Guides d'interprétation des conventions collectives (GICC), 2014-2015	1 204,00
Centre de services partagés du Québec	Abonnement électronique à Legis Québec - L'accès direct à la source officielle, 2015	795,00
Conference board of Canada, The	Extraction d'information en ligne, 2014-2015	10 370,80
Éditions Wilson et Lafleur inc., Les	Abonnement à la publication «Loi sur les normes du travail, chartes des droits de la personne législation-jurisprudence-doctrine»	156,00
Éditions Yvon Blais inc., Les	Abonnement, Lois du travail, 2014-2015	252,15
Greffe de l'éducation - publications, jurisprudence	Abonnement au logiciel «Natweb», Recueil des sentences de l'éducation	200,00
Société québécoise d'information juridique	Banque en ligne Azimut, 2014-2015	3 110,45
Statistique Canada	Commande d'études et rapports divers dans le domaine des ressources humaines	3 643,71

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

NUMÉRO 25 - Abonnements

Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics en 2014-2015, en précisant pour chaque abonnement : a) coût de chacun; b) le fournisseur; c) la nature du service; Ventiler le montant total par catégories.

SECTEUR : **Sous-secrétariat du dirigeant principal de l'information**

FOURNISSEUR	TITRE	MONTANT
CEFRIO [Centre francophone de rech. en informatisation des org.]	Cotisation annuelle, 2014-2015	1 000,00
Gartner Canada Co	CIO Signature Governnment, 2014-2015	94 900,00
Réseau Action TI Montréal	Cotisation annuelle, 2014-2015, 3 membres	495,00
Wire Report, The	Accès complet au site Wire Report, 2014-2015	895,00

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

NUMÉRO 25 - Abonnements

Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics en 2014-2015, en précisant pour chaque abonnement : a) coût de chacun; b) le fournisseur; c) la nature du service; Ventiler le montant total par catégories.

SECTEUR : **Sous-secrétariat aux infrastructures publiques**

FOURNISSEUR	TITRE	MONTANT
Project Management	Abonnement, Project Management, 2014-2015	56,23

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

NUMÉRO 26 – Réservation de loges, billets de saison

Les sommes déboursées par le cabinet ministériel, le ministère ou les organismes publics pour l'achat de billets de saison, la réservation de loges et les frais payés afin de devenir membre d'un club privé ou autre.		
FOURNISSEUR	TITRE	MONTANT
Aucune.		

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

NUMÉRO 27 – Sites Internet

Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site : a) le nom du site Web; b) le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site; c) les coûts de construction du site; d) les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour; e) les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement); f) la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites (nombre de « hits »); g) la fréquence moyenne de mise à jour; h) le responsable du contenu sur le site.

SECTEUR : Unités centrales

NOM DU SITE ET ADRESSE	NOM DE LA FIRME OU DES PERSONNES QUI ONT CONÇU LE SITE	COÛT DE CONSTRUCTION DU SITE	COÛT DE L'ENTRETIEN ET DE LA MISE À JOUR	RESPONSABLE DU CONTENU DU SITE	FRÉQUENCE MOYENNE DE MISES À JOUR ET NOMBRE DE VISITEURS PAR ANNÉE	NOMBRE DE FOIS QUE LE SITE A ÉTÉ REFAIT, COÛT, CRITÈRES
Secrétariat du Conseil du trésor [www.tresor.gouv.qc.ca]	Bell Solution Web (Bell Canada)	63 067 $	Hébergé au SCT, le site est entretenu et mis à jour par la Direction des communications.	Direction des communications	Des modifications ponctuelles et des ajouts sont apportés, selon les besoins. 1er mars 2014 au 28 février 2015 567 663 visites 313 801 visiteurs uniques	Trois fois : 2001, 2004 et 2009 L'ensemble des modifications ont été réalisées à l'interne en 2001 et 2004. Des frais de 63 067 $ ont été engendrés pour les travaux effectués à l'externe en 2009.
Microsite Négociations collectives → section du site Internet du SCT [www.tresor.gouv.qc.ca/negos] et site mobile Web [www.negociation.mobi]	Bell Solution Web (Bell Canada) Laflamme, Marilyn	66 844 $	Hébergé au SCT, l'entretien et la mise à jour sont effectués par la Direction des communications.	Direction des communications	Des modifications ponctuelles et des ajouts sont apportés, selon les besoins. 1er sept. 2014 au 28 février 2015 32 105 visites 22 023 visiteurs uniques	Réaménagement de l'information et remise en fonction du microsite pour le début des négociations pour le renouvellement des conventions collectives à l'automne 2014
Microsite Cadre de gestion de l'Administration gouvernementale → section du site Internet du SCT [www.tresor.gouv.qc.ca/cadredegestion]	Secrétariat du Conseil du trésor	Fait à l'interne Une firme externe a été mise à contribution pour des besoins spécifiques en support à l'équipe de la Direction des systèmes pour un montant de 2 550 $.	Hébergé au SCT, l'entretien et la mise à jour sont effectués par la Direction des systèmes et la Direction des communications. Un montant de 616,25 $ a été payé à l'externe en 2014-2015 pour du support à l'équipe de la Direction des systèmes.	Direction des communications	Des modifications ponctuelles et des ajouts sont apportés, selon les besoins. 15 juillet 2014 au 12 mars 2015 12 917 visites 8 015 visiteurs uniques	Première mise en ligne le 29 janvier 2014

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

NUMÉRO 27 – Sites Internet

Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site : a) le nom du site Web; b) le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site; c) les coûts de construction du site; d) les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour; e) les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement); f) la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites (nombre de « hits »); g) la fréquence moyenne de mise à jour; h) le responsable du contenu sur le site.

SECTEUR : Unités centrales

NOM DU SITE ET ADRESSE	NOM DE LA FIRME OU DES PERSONNES QUI ONT CONÇU LE SITE	COÛT DE CONSTRUCTION DU SITE	COÛT DE L'ENTRETIEN ET DE LA MISE À JOUR	RESPONSABLE DU CONTENU DU SITE	FRÉQUENCE MOYENNE DE MISES À JOUR ET NOMBRE DE VISITEURS PAR ANNÉE	NOMBRE DE FOIS QUE LE SITE A ÉTÉ REFAIT, COÛT, CRITÈRES
Portail Carrières de la fonction publique québécoise [www.carrieres.gouv.qc.ca]	Nurun inc.	93 278,50 $ → Construction du site et création d'une infolettre pour informer les abonnés des nouveaux emplois offerts	Hébergé au SCT, l'entretien et la mise à jour sont effectués par la Direction des systèmes et la Direction des communications.	Direction des communications Bureau de la gouvernance en gestion des ressources humaines Centre de services partagés du Québec	Des modifications ponctuelles et des ajouts sont apportés, selon les besoins. L'infolettre est transmise chaque semaine à plus de 143 570 personnes. 1er mars 2014 au 28 février 2015 2 232 721 visites 1 143 980 visiteurs uniques	Une refonte du portail Carrières a été réalisée à l'interne. La mise en ligne du nouveau portail est en attente.
Portail Infrastructures [www.infrastructures.gouv.qc.ca]	BRAD	67 578,50 $	Depuis février 2012, l'entretien et la mise à jour sont effectués par la Direction des communications.	Réseau de répondants issus des directions des communications du MAMOT, du MSSS, du MTQ, du MCC et du MEESR. La Direction des communications du SCT coordonne le contenu et les mises à jour. Ce site est fermé. Les données sont conservées en attente de décisions.	Depuis le 26 avril 2013, aucune mise à jour n'a été effectuée. Statistiques non disponibles	Aucune

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

NUMÉRO 27 – Sites Internet

Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site : le nom du site Web; le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site; les coûts de construction du site; les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour; les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement); la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites (nombre de « hits »); la fréquence moyenne de mise à jour; le responsable du contenu sur le site.

SECTEUR : Unités centrales

NOM DU SITE ET ADRESSE	NOM DE LA FIRME OU DES PERSONNES QUI ONT CONÇU LE SITE	COÛT DE CONSTRUCTION DU SITE	COÛT DE L'ENTRETIEN ET DE LA MISE À JOUR	RESPONSABLE DU CONTENU DU SITE	FRÉQUENCE MOYENNE DE MISES À JOUR ET NOMBRE DE VISITEURS PAR ANNÉE	NOMBRE DE FOIS QUE LE SITE A ÉTÉ REFAIT, COÛT, CRITÈRES
Programme d'identification visuelle [www.piv.gouv.qc.ca]	Cossette Communication	80 000 $	Coût de l'hébergement en 2014-2015 : 600 $/année	Direction des communications	Des modifications ponctuelles et des ajouts sont apportés, selon les besoins.	Aucune
Commission de révision permanente des programmes [www.revisiondesprogrammes.gouv.qc.ca]	Secrétariat du Conseil du trésor	Fait à l'interne Une firme externe a été mise à contribution pour des besoins spécifiques en support à l'équipe de la Direction des systèmes pour un montant de 637,50 $.	Hébergé au SCT, l'entretien et la mise à jour sont effectués par la Direction des communications et la Direction des systèmes.	Direction des communications	Des modifications ponctuelles et des ajouts sont apportés, selon les besoins. 2 sept. 2014 au 12 mars 2015 Visites : 72 358 Visiteurs uniques : 46 855	Première mise en ligne le 2 septembre 2014

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

NUMÉRO 27 – Sites Internet

Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site : le nom du site Web; le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site; les coûts de construction du site; les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour; les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement); la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites (nombre de « hits »); la fréquence moyenne de mise à jour; le responsable du contenu sur le site.

SECTEUR : Direction générale de l'administration

NOM DU SITE ET ADRESSE	NOM DE LA FIRME OU DES PERSONNES QUI ONT CONÇU LE SITE	COÛT DE CONSTRUCTION DU SITE	COÛT DE L'ENTRETIEN ET DE LA MISE À JOUR	RESPONSABLE DU CONTENU DU SITE	FRÉQUENCE MOYENNE DE MISES À JOUR ET NOMBRE DE VISITEURS PAR ANNÉE	NOMBRE DE FOIS QUE LE SITE A ÉTÉ REFAIT, COÛT, CRITÈRES
Forum des directrices et directeurs des ressources humaines de la fonction publique du Québec [www.fdrh.gouv.qc.ca]	Doris Bissonnette	1 500 $	L'entretien et la mise à jour sont effectués par la Direction des systèmes.	Direction des ressources financières et matérielles	Des modifications ponctuelles et des ajouts sont apportés, selon les besoins. Statistiques non disponibles	Aucune
Forum des responsables de la vérification interne [www.frvi.gouv.qc.ca]	Information non disponible → Site élaboré en 1996-1997	Données non disponibles	L'entretien et la mise à jour sont effectués par la Direction des systèmes.	Direction des ressources financières et matérielles	Des modifications ponctuelles et des ajouts sont apportés, selon les besoins. Statistiques non disponibles	Actualisation de la page d'accueil et des en-têtes en 2007 pour un coût de 1 680 $
Forum des gestionnaires en ressources matérielles [www.fgrm.gouv.qc.ca]	Secrétariat du Conseil du trésor	Fait à l'interne	L'entretien et la mise à jour sont effectués par la Direction des systèmes.	Direction des ressources financières et matérielles	Des modifications ponctuelles et des ajouts sont apportés, selon les besoins. Statistiques non disponibles	Deux fois depuis 1999 : en 2004 pour un montant de 1 100 $ et en 2007 pour un montant de 990 $.
Calendrier InterSectoriel [www.calendrier-intersectoriel.gouv.qc.ca]	Secrétariat du Conseil du trésor	Fait à l'interne	Hébergé au SCT, l'entretien et la mise à jour sont effectués par la Direction des systèmes.	Direction des ressources financières et matérielles	18 nov. 2014 au 12 mars 2015 Visites : 107 Visiteurs uniques : 73	Mise en ligne le 18 novembre 2014
Forum des jeunes de la fonction publique québécoise [www.forumjeunes.gouv.qc.ca]	Bleu Outremer (site original) Secrétariat du Conseil du trésor → Refonte du site en 2013-2014	Fait à l'interne en majeure partie. Deux firmes externes ont été mises à contribution pour des besoins spécifiques en support à l'équipe de la Direction des systèmes pour un montant totalisant 38 942,12 $.	L'entretien et la mise à jour sont effectués par la Direction des systèmes. Un montant de 4 122,50 $ a été payé à l'externe en 2014-2015 pour le développement d'un nouveau module.	Forum des jeunes de la fonction publique québécoise	Des modifications ponctuelles et des ajouts sont apportés, selon les besoins. Statistiques non disponibles	Refait en 2013-2014

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

NUMÉRO 27 – Sites Internet

Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site : le nom du site Web; le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site; les coûts de construction du site; les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour; les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement); la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites (nombre de « hits »); la fréquence moyenne de mise à jour; le responsable du contenu sur le site.

SECTEUR : Sous-secrétariat aux marchés publics

NOM DU SITE ET ADRESSE	NOM DE LA FIRME OU DES PERSONNES QUI ONT CONÇU LE SITE	COÛT DE CONSTRUCTION DU SITE	COÛT DE L'ENTRETIEN ET DE LA MISE À JOUR	RESPONSABLE DU CONTENU DU SITE	FRÉQUENCE MOYENNE DE MISES À JOUR ET NOMBRE DE VISITEURS PAR ANNÉE	NOMBRE DE FOIS QUE LE SITE A ÉTÉ REFAIT, COÛT, CRITÈRES
Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA) [www.rena.tresor.gouv.qc.ca/rena/]	Secrétariat du Conseil du trésor	Fait à l'interne	L'entretien et la mise à jour sont effectués par la Direction de la diffusion et du soutien.	Direction de la diffusion et du soutien	Information non disponible	Aucune
Extranet des marchés publics [www.marchespublics.tresor.gouv.qc.ca]	Secrétariat du Conseil du trésor	Fait à l'interne	L'entretien et la mise à jour sont effectués à l'interne.	Direction de la diffusion et du soutien	Du contenu est ajouté quotidiennement par les utilisateurs (Forum de discussion). 1er mars 2014 au 28 février 2015 Membres branchés : 2 298 sur un total de 3 344 enregistrés (68,72 %) Ministères et organismes ayant visité le site : 470 sur un total de 512 enregistrés (91,8 %) Visites : 51 491	Une fois en 2006. Le site a été déplacé de l'intranet gouvernemental vers l'Internet afin de permettre l'accès, en plus des ministères et organismes, aux réseaux de la santé et des services sociaux et de l'éducation.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

NUMÉRO 27 – Sites Internet

Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site : le nom du site Web; le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site; les coûts de construction du site; les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour; les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement); la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites (nombre de « hits »); la fréquence moyenne de mise à jour; le responsable du contenu sur le site.

SECTEUR : Sous-secrétariat du dirigeant principal de l'information

NOM DU SITE ET ADRESSE	NOM DE LA FIRME OU DES PERSONNES QUI ONT CONÇU LE SITE	COÛT DE CONSTRUCTION DU SITE	COÛT DE L'ENTRETIEN ET DE LA MISE À JOUR	RESPONSABLE DU CONTENU DU SITE	FRÉQUENCE MOYENNE DE MISES À JOUR ET NOMBRE DE VISITEURS PAR ANNÉE	NOMBRE DE FOIS QUE LE SITE A ÉTÉ REFAIT, COÛT, CRITÈRES
Portail de données ouvertes [www.donnees.gouv.qc.ca]	Ministère de la Sécurité publique	93 020 $	L'entretien et la mise à jour sont effectués par le ministère de la Sécurité publique. Le coût d'entretien est de 54 437 $ par tranche de six mois.	Direction de la vision et des orientations numériques	Des modifications ponctuelles et des ajouts sont apportés, selon les besoins. 1er mars 2014 au 28 février 2015 Visites : 66 183 Visiteurs uniques : 61 430	Aucune
Tableau de bord des projets en ressources informationnelles [www.tableaudebordprojetsri.gouv.qc.ca]	Loran	50 000 $	L'entretien et la mise à jour sont effectués par la Direction des systèmes.	Direction de l'optimisation des ressources informationnelles et de la performance en projet	Les nouvelles données sont ajoutées à chaque publication.	Aucune

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

NUMÉRO 29 - Visites ministérielles et sous ministérielles

Pour 2014-2015, les dépenses effectuées par ministère pour les visites ou rencontres ministérielles et sous ministérielles dans les régions du Québec, en ventilant pour chacune des régions.
Aucune

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

NUMÉRO 30 - Demandes d'accès à l'information

Pour chaque ministère et organisme, concernant les demandes d'accès à l'information en 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 : a) les coûts reliés au traitement et réponses aux demandes d'accès; b) le montant total facturé et récolté découlant des demandes d'accès à l'information; c) le nombre total de demandes reçues; d) le nombre de refus (en précisant, par catégorie, les raisons et/ou articles de la Loi invoqués pour le refus);e) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 20 jours; f) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 30 jours; g) le nombre de demandes ayant été traitées hors délai.
L'information concernant les demandes d'accès à l'information sera présentée au rapport annuel 2014-2015 des ministères et organismes.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

NUMÉRO 33 - Crédits périmés et gel de crédits

Le détail des crédits périmés et des gels de crédits pour chaque ministère et organisme par année budgétaire, et ce, pour l'année financière 2014-2015 et les prévisions pour 2015-2016.

Pour l'exercice financier 2014-2015, le respect de l'objectif de dépenses fixé lors du dépôt du Budget de dépenses 2014-2015 a nécessité, de la part des ministères et organismes, des efforts importants. Ainsi, le Conseil du trésor a procédé à une première suspension du droit d'engager des crédits de 361,4 M$, dont 305,0 M$ annoncés au Budget de dépenses 2014-2015 correspondant aux gains de productivité représentant 2 % de la masse salariale, aux efforts équivalant à une réduction de 3 % des dépenses de fonctionnement ainsi qu'au resserrement dans l'octroi et la promesse de subventions, le cas échéant.

Dans le cadre du suivi budgétaire de l'automne 2014, le Conseil du trésor a également décrété une deuxième suspension du droit d'engager des crédits de 293,3 M$, pour un total de 654,7M$. En conséquence, les crédits disponibles pour les ministères et organismes ont été diminués du même montant essentiellement pour couvrir les dépassements et risques de dépassements afin de respecter l'objectif de croissance des dépenses.

Pour l'exercice financier 2015-2016, le respect de l'objectif de dépenses fixé lors du dépôt du Budget de dépenses 2015-2016 nécessite la mise en place par les ministères et organismes de mesures d'économies, lesquelles sont déjà escomptées dans les enveloppes allouées.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

NUMÉRO 34 - Revenus autonomes et tarification

Tel que le mentionne la Politique de financement des services publics, l'inventaire complet des services que le ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère offrent aux citoyens et les tarifs qu'ils exigent. Le coût unitaire de chacun de ceux-ci. La liste de tous les revenus autonomes (tarifs, permis, droits, redevances, etc.) du ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère pour les trois dernières années et les projections pour l'année 2015-2016.
L'information concernant la Politique de financement des services publics sera présentée au rapport annuel 2014-2015 des ministères et organismes.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

NUMÉRO 35 - Plan de réduction

Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement pour 2014-2015 et les prévisions 2015-2016.
Pour l'exercice financier 2014-2015, le document Rigueur et responsabilité dans la gestion des dépenses fait état notamment des mesures administratives identifiées par les ministères et organismes pour respecter l'objectif de dépenses Pour l'exercice financier 2015-2016, le document Stratégie de gestion des dépenses fait état des mesures de contrôles de dépenses.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

NUMÉRO 36 - Transferts du gouvernement fédéral

Pour chaque ministère et organisme public, les sommes reçues en 2013-2014 et en 2014-2015, ainsi que les prévisions pour 2015-2016 et 2016-2017, en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement. Indiquer de façon ventilée pour chaque programme, ententes ou autres les sommes reçues, la ou les dates des versements et à quelles fins elles ont été consacrées par le ministère ou l'organisme.
Aucun transfert obtenu du gouvernement fédéral en 2014-2015

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

NUMÉRO 37- Primes au rendement et bonis

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2014-2015, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes au rendement et des bonis.		
	Montant déboursé en 2013-2014	Montant déboursé en 2014-2015[1]
Primes au rendement (bonis pour rendement exceptionnel) et bonus (bonis pour les CGRH)	254 422,72 $	137 262,00$ [2]

[1] Ce montant correspond aux primes au rendement de l'année financière 2013-2014 suite aux évaluations. Les déboursés sont effectuées sur l'année financière 2014-2015.
[2] Montant disponible seulement pour les CGRH. Pour les autres classes d'emplois l'opération des bonis aux rendements se fera ultérieurement.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

NUMÉRO 38 - Primes de départ

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2014-2015, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes de départ (allocations de transition), incluant les montants versés pour bris de contrat.

Cabinet de monsieur Stéphane Bédard : 83 679,89 $

Cabinet de monsieur Martin Coiteux : 4 320,84 $

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

NUMÉRO 39 - Augmentations de salaire

Pour chaque ministère et organisme dont les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc., fournir pour l'année financière 2014-2015 le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des augmentations de salaire.

CATÉGORIES D'EMPLOI	Masse salariale (en M$) 2014-2015 (Avril 2014 à décembre 2014)
Haute direction	76,2
Cadre	260,0
Professionnel	1 129,4
Enseignant	28,7
Technicien	529,0
Personnel de bureau	341,6
Agent de la paix	151,5
Ouvrier	91,0
Étudiant	32,2
Total	2 639,6

Personnel assujetti à la LFP.
Le paramètre salarial du 1er avril 2014 est de 2 % pour l'ensemble du personnel des secteurs public et parapublic.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

NUMÉRO 40 - Salaires versés sans fonction ou tâche assignée

Pour 2014-2015, combien y a-t-il de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, à qui les salaires sont versés sans qu'aucune fonction ou tâche ne leur soit assignée? Pour chaque personne : a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions; b) fournir la liste des salaires versés et préciser le montant total dépensé par le ministère ou l'organisme.

Il n'y a pas de cadre, de dirigeant ou de sous-ministre qui reçoit une rémunération sans exercer de fonction.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

NUMÉRO 42 - Comités formés par le Conseil exécutif et les MO

La liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires donnés à ces personnes.
Le SCT n'a aucun comité formé par le Conseil exécutif, concernant les comités interministériels veuillez-vous référez à la demande particulière numéro 6 de l'opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

NUMÉRO 44 – Coûts de reconduction des programmes

Coûts de reconduction des programmes existantes : liste exhaustive des programmes ministériels existants à la fin de l'année financière 2014-2015 et qui n'ont pas été reconduits intégralement en 2015-2016. Pour chacun de ces programmes existants en 2014-2015, donner le coût de reconduction intégral et la dépense prévue aux crédits 2015-2016, en incluant les programmes qui ont été abolis et pour lesquels la dépense sera nulle.

LISTE DE PROGRAMMES

- Le coût de reconduction des programmes est évalué sur une base globale. Au moment de la publication du *Point sur la situation économique et financière* de décembre 2014, l'écart à résorber en 2015-2016 afin de respecter l'objectif de dépenses de programmes était de 2 998 M$. Des mesures d'économies de 1 861 M$ ont été annoncées au Point, ramenant le solde de l'écart à résorber aux dépenses de programmes à 1 137 M$ pour 2015-2016.

- En escomptant l'impact net de la hausse de l'objectif de dépenses annoncée au dernier budget (108 M$) ainsi que l'utilisation de la marge budgétaire (300 M$), le solde des efforts à réaliser par les ministères et organismes n'est plus que de 729 M$ en 2015-2016.

- La stratégie et les principales mesures annoncées pour résorber cet écart sont présentées sommairement aux pages 12 à 15 du volume *Stratégie de gestion des dépenses* du Budget de dépenses 2015-2016.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

NUMÉRO 45 – Cran d'arrêt

Liste des situations en 2014-2015 où s'est appliqué le principe du cran d'arrêt, tel qu'il est défini dans le Budget de dépenses 2014-2015. Indiquer les nouvelles initiatives ou toute majoration apportée à un programme existant, les montants en cause ainsi que les mesures prises pour dégager les sommes nécessaires à leur financement.
Le cran d'arrêt s'applique spécifiquement aux initiatives et aux majorations non prévues au cadre budgétaire et ayant un impact financier. Pour celles-ci, les ministères doivent préciser quelles mesures permettront de dégager les sommes nécessaires à leur financement, en privilégiant des mesures de réduction de dépenses. Les initiatives permettant de répondre à des événements urgents et imprévus, telles les catastrophes naturelles, ne sont pas visées par le cran d'arrêt compte tenu de leur nature imprévisible, urgente et généralement incontournable. Essentiellement, les initiatives ou majorations ayant fait l'objet du cran d'arrêt à ce jour sont celles présentées aux deux derniers budgets. Elles ont fait l'objet d'un cran d'arrêt général, puisque financées à même les grands équilibres financiers, notamment par les mesures d'économies identifiées aux différents documents budgétaires. Ces initiatives ou majorations sont présentées sommairement à la section A.2 du *Plan économique du Québec* de mars 2015 et au tableau B.40 du *Plan budgétaire* de juin 2014.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

NUMÉRO 48 - Autorisation Art. 17, Loi sur les contrats - délégation

Portrait global et montant global de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2014-2015 qui ont fait l'objet de coûts additionnels autorisés suite à une délégation du pouvoir du dirigeant de l'organisme d'autoriser une dépense supplémentaire, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics. Indiquer si oui ou non le ministère ou l'organisme compile cette information et sous quel format. Si oui, fournir la liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) en indiquant : a) le nombre d'autorisations; b) le nom du professionnel ou de la firme touché(e); c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat; d) le montant accordé; e) le nom de la personne ayant autorisé la dépense supplémentaire; f) les motifs de la demande; g) tout rapport d'évaluation, de vérification ou d'enquête produit concernant un de ces contrats.
Ces informations sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : https://seao.ca.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

NUMÉRO 49 – Dépenses en informatique et employés attitrés aux dossiers informatiques

Concernant les dépenses en informatique, pour chacun des ministères et organismes (incluant les agences, sociétés, établissements, institutions ou autres) et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 : a) la dépense totale (opération et capital); b) les grands dossiers en cours; c) le nombre d'employés attitrés aux dossiers informatiques; d) le nombre de consultants externes attitrés aux dossiers informatiques.

LA DÉPENSE TOTALE (OPÉRATION ET CAPITAL) :

Pour l'exercice 2014-2015, la dépense totale prévue à la PARI (opération et capital) s'élevait à 10 456,2 k$, soit :

- 8 253,0 k$ en dépenses d'opérations (fonctionnement);
- 2 203,2 k$ en investissements liés à des projets spécifiques (capital).

LES GRANDS DOSSIERS EN COURS :

Les informations sont disponibles au tableau de bord (site Internet – https://www.tableaudebordprojetsri.gouv.qc.ca/)

LE NOMBRE DE CONSULTANTS EXTERNES ATTITRÉS AUX DOSSIERS INFORMATIQUES :

Veuillez référer à réponse de la question 11.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 50A - Masse salariale

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2014-2015, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : la masse salariale;		
CATÉGORIE D'EMPLOI	MASSE SALARIALE (en M$)	
	2013-2014	2014-2015 (Avril 2014 à décembre 2014)
Haute direction	94,4	76,2
Cadre	335,6	260,0
Professionnel	1 453,2	1 130,5
Enseignant	37,5	28,7
Technicien	700,8	529,2
Personnel de bureau	458,2	341,8
Agent de la paix	187,8	151,5
Ouvrier	116,6	91,0
Étudiant	36,1	32,2
TOTAL	3 420,2	2 641,1

Personnel assujetti à la LFP.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

NUMÉRO 50B – Indemnités de retraite

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2014-2015, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : des indemnités de retraite, s'il y a lieu.	
	NOMBRE
Aucune indemnité de retraite n'a été versée.	

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

NUMÉRO 52 - Bilan des compressions

Pour chaque ministère et organisme public, portrait complet et bilan détaillé des actions entreprises et des compressions réalisées à la suite de l'annonce du président du Conseil du trésor le 25 novembre 2014. Plus précisément, fournir l'information relative aux actions dans le cadre : a) du Plan de réduction des effectifs pour les ministères et organismes visant une réduction d'au minimum 2 % de leur niveau d'effectifs; b) du chantier sur la révision et l'optimisation des structures et des organismes de l'État; c) d'autres actions visant à limiter certains facteurs pouvant contribuer à augmenter les dépenses de rémunération; d) de la suspension des bonis du personnel de direction et d'encadrement des ministères, des organismes gouvernementaux et des cabinets ministériels. Fournir les prévisions pour 2015-2016.

a) À la fin de l'exercice financier 2014-2015, l'effectif utilisé du secteur de la fonction publique est estimé à 64 167 équivalents temps complet (ETC), soit une baisse de 1 162 ETC (ou 1,8 %) comparativement à l'exercice financier 2013-2014. Cette diminution résulte du gel de recrutement imposé par le Conseil du trésor en début d'année de même que de la gestion rigoureuse de l'effectif appliquée par les ministères et organismes. Le gouvernement est donc déjà très bien positionné pour respecter son objectif global de réduction des effectifs pour l'année 2015-2016. Les prochains mois seront consacrés à la consolidation des résultats obtenus à ce jour, de même qu'à la poursuite des efforts vers l'atteinte de cet objectif et à la constitution de la marge de 1 % qui sera allouée en fonction des priorités.

b) Les premières actions découlant du chantier de révision des structures et des organismes sont présentées aux pages 21 à 30 du volume *Stratégie de gestion des dépenses* du Budget de dépenses 2015-2016.

c) Les négociations pour le renouvellement des conventions collectives des employés syndiqués de l'État sont en cours et le gouvernement a déposé des propositions respectant la capacité de payer des contribuables. Le gouvernement propose des paramètres salariaux de 3 % sur 5 ans, qui s'ajouteraient à la hausse de 1 % qui sera accordée au 31 mars 2015 en application des conventions collectives en vigueur à cette date. Par la même occasion, le gouvernement souhaite corriger certaines incohérences dans la structure de la rémunération. Cette proposition prend en considération la faible croissance des dépenses de programmes au cours des prochaines années ainsi que les engagements financiers inhérents aux obligations des conventions collectives ou à la législation en matière de droit du travail. Ces engagements incluent notamment les coûts associés à la progression des employés dans les échelles salariales, au financement des régimes de retraite et aux obligations se rapportant à la Loi sur l'équité salariale.

d) Le projet de loi 28 prévoit la reconduction pour 2014-2015 de la mesure concernant la suspension de la rémunération additionnelle fondée sur le rendement du personnel de direction et du personnel d'encadrement des ministères et de certains organismes de même que de celui des cabinets ministériels. Il prévoit également que la rémunération additionnelle fondée sur le rendement, versée au personnel de direction et au personnel d'encadrement de certaines sociétés d'État, est conditionnelle à l'atteinte de cibles de résultat net.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

NUMÉRO 53 - Développement durable

Pour chaque ministère et organisme public, le détail des actions réalisées ou amorcées en 2014-2015 en vue d'atteindre les objectifs fixés dans la Stratégie gouvernementale de développement durable.
L'information concernant la stratégie gouvernementale de développement durable sera présentée au rapport annuel 2014-2015 des ministères et organismes.

Demandes non répondues

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX NON RÉPONDUES

# demande 2015-2016	SUJET DE LA DEMANDE	NOM DE LA DEMANDE	EXPLICATION
5	Formation en communication	La liste des dépenses en formation de communication : Organisée par le ministère ou l'organisme : a) les sommes dépensées en 2014-2015 et les prévisions pour 2015-2016, ventilées par type d'événement; b) le but recherché par chaque dépense; c) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie; Organisée par une firme externe : d) les sommes dépensées en 2014-2015 et les prévisions pour 2015-2016; e) le nom de la ou des firmes de publicité ou de communications; f) le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié); g) la liste et les noms des fournisseurs ou/et des consultants, s'il y a lieu; h) le but visé par chaque dépense; i) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie.	Demande répondue par la P02 (2e)
6	Formation en communication Personnel politique	La liste des dépenses en formation de communication : Organisée par le ministère ou l'organisme pour le personnel politique, les membres du conseil exécutif ou les députés : a) les sommes dépensées pour l'exercice financier 2013-2014 et les prévisions pour 2014-2015; b) le but visé par chaque dépense. c) la nature de la formation; d) les personnes concernées.	Demande répondue par la P02 (2e)
10	Contrats cabinet	Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un cabinet ministériel en 2014-2015, en indiquant, pour chaque contrat : a) les noms du professionnel ou de la firme; b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final); c) le coût; d) l'échéancier; e) dans le cas d'un octroi par soumission, les noms des soumissionnaires et le montant des soumissions.	Demande répondue par la G07
15h	Plaintes harcèlement psychologique	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2011-2012, 2012-2013 et 2013-2014 ainsi que les prévisions pour 2014-2015 (par établissement pour les réseaux de la santé et de l'éducation) : le nombre de plaintes pour harcèlement psychologique	Demande non pertinente
28	Nominations négociateurs, médiateurs, commissaires, experts, enquêteurs	Nominations, depuis le 1er avril 2014, de mandataires, d'émissaires, de négociateurs, de médiateurs, de commissaires, d'experts, d'enquêteurs et sans en restreindre la portée: a) la liste; b) le nom de la personne; c) les mandats de chacune de ces personnes; d) les contrats octroyés pour chaque mandat; e) le résultat du travail effectué; f) les échéances prévues; g) les sommes impliquées.	Demande répondue par la G07
31	Adjoints parlementaires	La liste de toutes les activités confiées à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres pour 2014-2015 : a) le coût (déplacements, etc.); b) le nombre de ressources affectées; c) le nombre de rencontres; d) le nombre d'ETC affecté à chaque mandat en indiquant leur fonction et leur titre.	Demande répondue par la G01 et G02

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX NON RÉPONDUES

# demande 2015-2016	SUJET DE LA DEMANDE	NOM DE LA DEMANDE	EXPLICATION
32	Ententes gouvernement fédéral et provinces	La liste des ententes et leur nature, signées en 2014-2015 entre le ministère ou l'organisme et le gouvernement fédéral ou d'autres provinces canadiennes, dont la signature a été permise à la suite d'une autorisation obtenue en vertu des articles 3.11, 3.12 ou 3.12.1 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif ou d'une exclusion obtenue en vertu du premier alinéa de l'article 3.13 de cette même loi.	La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat des Affaires intergouvernementales canadiennes et ce, pour tous les ministères et organismes. (Chaque M/O demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission)
41	Déplacés de leur fonction suite aux changements de gouvernement	Pour 2014-2015, combien y a-t-il de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, ayant été déplacés de leurs fonctions à la suite du changement de gouvernement? Pour chaque personne : a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions; b) fournir la liste des salaires versés; c) boni ou prime relié au déplacement de la fonction.	La réponse à cette question sera transmise par le Conseil éxecutif pour tous les ministères et organismes. (Chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
43	Ententes de confidentialité - projets de loi, des politiques, des stratégies, etc.	Pour la préparation des projets de loi, des politiques, des stratégies ou des consultations gouvernementales, indiquer, pour chaque type, si une entente de confidentialité a été requise par le ministère ou le cabinet auprès des partenaires. Le cas échéant, pour chacun des types visés, fournir la liste des partenaires engagés ainsi que ladite entente.	Demande non pertinente
46	ETC Plan Nord	Nombre de fonctionnaires ou ETC affectés à l'élaboration et à la mise en œuvre du Plan Nord en 2014-2015 et prévisions pour 2015-2016.	La réponse à cette question sera transmise par la Société du Plan Nord pour tous les ministères et organismes. (Chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
47	Budget Plan Nord	Ventilation du budget du ministère consacré à l'élaboration et à la mise en œuvre du Plan Nord pour 2014-2015 et prévision pour 2015-2016.	La réponse à cette question sera transmise par la Société du Plan Nord pour tous les ministères et organismes.(Chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
51	Taux d'absentéisme	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2014-2015, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le taux d'absentéisme.	Demande répondue par la G15c et G15f
54	Liste de tous les rapports, études, avis, analyses, enquêtes	Pour chaque ministère et organisme, liste de tous les rapports (d'évaluation, de vérification, d'enquête ou autres), études, avis, analyses, etc., produits par le ministère ou commandés à un organisme ou une firme externe en 2014-2015 en indiquant pour chacun : a) le sujet; b) la ou les raisons pourquoi il a été produit ou commandé; c) les coûts reliés à sa réalisation; d) le nom de l'organisme ou de la firme externe, s'il y a lieu. Préciser, pour chacun, s'il découle d'une demande du ministre ou du cabinet ministériel.	Demande non pertinente

Secrétariat
du Conseil du trésor
Québec

Secrétariat du Conseil du trésor

Étude des crédits

2015-2016

Demande de renseignements particuliers

Québec

Demandes particulières

Opposition officielle

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

Demandes de renseignements particuliers de l'opposition officielle

#	Demandes de renseignements particuliers
*1	Indiquer les sommes dépensés pour 2014-2015 par votre ministère et ses organismes pour l'informatique et les technologies de l'information. Préciser s'il s'agit d'achat de logiciels, de matériel ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ).
*2	Pour chacune des 5 dernières années, le montant consacré par l'ensemble des organismes et ministères au développement et à la mise en place de services électroniques.
3	Concernant l'utilisation, par le gouvernement du Québec, du suffixe «.québec» pour les sites Internet gouvernementaux : état de situation au 31 mars 2015, copie des notes ou études produites et montant accordé.
*4	État de situation des deux centres spécialisés en ressources informationnelles de Rimouski et de Chicoutimi. Pour chacun des centres : nombre d'employés embauchés au 31 mars 2015, budget accordé en 2014-2015, ainsi que les prévisions pour 2015-2016.
5	Suivi des mesures annoncées le 18 mars 2013 concernant le logiciel libre : a) État de situation du Centre d'expertise en logiciel libre : nombre d'employés embauchés au 31 mars 2015, budget accordé en 2014-2015, ainsi que les prévisions pour 2015-2016; b) Nombre de rencontres du comité interministériel sur la normalisation et l'interopérabilité, créé afin d'élaborer une liste de standards ouverts recommandés. Fournir les dates et résultats de chaque rencontre; c) État de situation au 31 mars 2015 et état d'avancement des travaux pour le lancement d'un appel d'offres ouvert pour le courriel électronique gouvernemental; d) État de situation au 31 mars 2015 de chacun des quatre projets phares développés depuis la création du Centre d'expertise en logiciel libre, notamment le projet de déploiement de 40 postes avec suite bureaucratique libre au ministère de l'Immigration; e) État de situation au 31 mars 2015 du remplacement des logiciels propriétaires utilisés dans certaines formations collégiales et universitaires; f) Nombre de rencontres du comité de gouverne du logiciel libre, mis en place pour émettre des recommandations quant aux projets prioritaires en fonction des besoins gouvernementaux et à l'état d'avancement des projets phares des ministères concernés; date de résultats de chaque rencontre; g) Résultats et états de situation au 31 mars 2015 de l'analyse des solutions afin de renforcer le respect des principes de la Loi sur les contrats des organismes publics, notamment une saine concurrence et l'équité entre les fournisseurs.
6	Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2012-2013, 2013-2014 et en 2014-2015 dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget, le nombre de rencontres tenues en 2012-2013, en 2013-2014 et en 2014-2015, ainsi que les résultats.
*7	Le 24 avril 2014, le premier ministre déclarait: «Nous nous engageons à donner aux citoyens le gouvernement le plus transparent et ouvert qu'ils auront eu au Québec.» Le 21 mai 2014, le premier ministre déclarait : «Il faut que la transparence soit la plus entière possible et qu'elle ne trouve comme limite que la protection de la vie privée. L'argent que nous engageons, c'est celui que nos concitoyennes et concitoyens ont durement gagné. Respectons leurs efforts, soyons dignes de leur confiance et donnons-leur l'information qui leur permettra de juger de l'administration des fonds publics. » Conformément à ces engagements, nous souhaitons obtenir la liste exhaustive des programmes ministériels existants à la fin de l'année financière 2013-2014 et qui n'ont pas été reconduits intégralement en 2014-2015 dans le cadre des crédits déposés le 4 juin 2014. Pour chacun de ces programmes, donner le coût de reconduction intégral et la dépense prévue aux crédits 2014-2015 en incluant les programmes qui ont été abolis et dont la dépense sera nulle. (Le total du coût de reconduction des programmes visés corresponds au montant de 6,1 G$ indiqué à la page A.27 du plan budgétaire 2014-2015 et le total des coûts non reconduits correspondant au montant de 3,2 G$ apparaissant à la même page.)
*8	Liste des nouvelles mesures instaurées en 2014-2015 et indiquer, pour chacune, les mesures abolies en conséquence. (Application du cran d'arrêt).
9	Concernant l'«analyse de la mise à jour économique et financière de décembre 2014» produite par le Vérificateur général du Québec et déposée à l'hiver 2015 : à la page 26, au paragraphe 45, le Vérificateur indique, concernant les marges de prudence : «La quasi-totalité de ces marges de prudence n'est pas divulguée dans *Le Point* de décembre 2014. Par conséquent, notre recommandation précédemment formulée dans notre rapport de février 2014 aux fins d'adopter une orientation claire concernant la marge de prudence à intégrer dans le scénario économique et dans les prévisions budgétaires, à la diffuser de façon explicite aux différents intervenants et à l'expliquer dans les documents budgétaires, demeure pertinente.» Fournir les détails, la ventilation et la provenance des marges de prudence de 250 millions pour 2014-2015, de 1,077 milliard pour 2015-2016 et pour 2,061 milliards pour 2016-2017.

#	Demandes de renseignements particuliers
10	Nombre de demandes et nombre de dérogations accordées par ministère depuis le 24 avril 2014 concernant le gel des embauches imposé aux ministères et organismes dont le personnel est assujetti à la Loi sur la fonction publique.
11	Total des sommes économisées par la mesure du gel des embauches en 2014-2015. Fournir une ventilation par ministère.
12	Total des sommes économisées en 2014-2015 par les mesures administratives en matière de contrôle de dépenses imposée aux ministères, aux organismes budgétaires, aux organismes autres que budgétaires, aux fonds spéciaux, aux activités administratives des réseaux de la Santé et de l'Éducation et aux sociétés d'État, et réalisées par des gains de productivité représentant 2 % de la masse salariale et 3 % des dépenses de fonctionnement imposées. Fournir une ventilation par ministère, organisme, fonds, réseau et société d'État.
13	Total des sommes économisées en 2014-2015 par les ministères et organismes budgétaires en raison du resserrement de l'octroi et de la promesse des subventions. Fournir une ventilation par ministère et organisme.
14	Pour chacune des unités autonomes de service : part du chiffre d'affaires pour chacune des cinq dernières années qui ne provient pas d'un ministère ou d'un organisme du gouvernement du Québec.
*15	Pour chacun des organismes, des agences ou des autres instances relevant du ministère, pour l'année 2014-2015, indiquer : a. La liste des employés et des membres du conseil d'administration; b. La liste des personnes dont le mandat a été renouvelé, en indiquant leur nom, leur titre et la date du début et de la fin de leur mandat, incluant leur rémunération; c. La liste des personnes qui ont été nommées en indiquant leur nom, leur titre et la date du début et de la fin de leur mandat, incluant leur rémunération et leur cv; d. Leurs frais de déplacement, frais de voyage, frais de repas et frais de représentation.
*16	Pour tout organisme relevant du Secrétariat du Conseil du trésor : a. Nombre de rencontres, repas ou réunions et les frais afférents; b. Liste des personnes à rencontrer en précisant le but de la rencontre; c. Frais de déplacement, frais de voyage, frais de repas et frais de représentation; d. Liste des participations à des colloques, des congrès et la liste des participants, incluant les coûts afférents.
17	Ventilation détaillée des effectifs temporaires dans la fonction publique au 1er mars de chaque année depuis 2005.
18	Nombre d'effectifs temporaires qui ont eu le statut de permanence, par année depuis 2004.
*19	Ventilation détaillée de l'effectif permanent dans la fonction publique au 1er mars 2011, 2012, 2014 et 2015.
20	Nombre d'unités autonomes de services propres à la fonction publique, en indiquant de quel ministère ou organisme relève chacune d'elles.
21	Liste des unités autonomes de service, nombre d'employés et date d'entrée en opération.
22	Pour l'année 2014-2015, le nombre d'employés embauchés issus des communautés culturelles, qui sont des personnes handicapées, qui sont anglophones, autochtones ou qui ont moins de 35 ans. Indiquer également : a. Le nombre d'employés ayant obtenu en 2014-2015 un remboursement pour dépenses liées au déménagement dans le cadre du programme ou des mesures pour les membres des communautés culturelles.
*23	Évaluation des coûts de système de chacun des ministères (pourcentage d'augmentation du budget du ministère qui est nécessaire uniquement pour maintenir le même niveau de service d'une année à l'autre).
*24	Liste de toutes les nouvelles structures administratives créées depuis le début de l'année financière 2014-2015, par année financière.
25	Nom de chacun des dirigeants réseaux de l'information et de chacun des dirigeants sectoriels de l'information et leur date d'entrée en fonction.
*26	Liste des politiques, des guides, des pratiques et des divers services visant à soutenir les organismes publics et les entreprises du gouvernement en matière de ressources informationnelles établies en 2014-2015.
*27	Liste des organismes ayant soumis en 2013-2014 une programmation annuelle en vertu de l'article 14 de la Loi sur la gouvernance et la gestion des ressources informationnelles des organismes publics et des entreprises du gouvernement.
*28	Comparaison des écarts salariaux en 2014-2015 entre les médecins, les spécialistes et les omnipraticiens, et leurs équivalents des autres provinces. Fournir une ventilation par spécialité.
29	Liste des projets inscrits au Plan québécois des infrastructures, incluant l'état d'avancement, financement accordé par année au cours des 5 dernières années, budget final prévu évolution du budget final au cours des 5 dernières années.

#	Demandes de renseignements particuliers
30	Pour chacune des cinq dernières années, le montant consacré par chacun des organismes et des ministères au développement et à la mise en place de services électroniques et informatiques. Fournir une ventilation par organisme et ministère.
*31	Total du montant dépensé en informatique pour le secteur public québécois en 2014-2015. Fournir une ventilation par ressource, externe et interne.
32	Montant accordé aux dix plus gros fournisseurs informatiques du secteur public québécois. Indiquer le nom de chacun de ces fournisseurs.
33	Pourcentage et montants des contrats informatiques externes qui sont allés à des firmes québécoises. Fournir une ventilation par firme.

*Voir la section « DEMANDES NON RÉPONDUES ».

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

NUMÉRO 3 - Suffixe «.Québec»

Concernant l'utilisation, par le gouvernement du Québec, du suffixe «.Québec» pour les sites Internet gouvernementaux : état de situation au 31 mars 2015, copie des notes ou études produites et montant accordé.
En septembre 2014, les ministères et organismes ont été appelés à fournir les noms de domaine à réserver sous « .quebec ». L'orientation gouvernementale de novembre 2014 a été à l'effet de ne pas migrer vers le «.quebec». Aucun montant n'a été accordé aux ministères et organismes.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

NUMÉRO 5 - Mesures concernant le logiciel libre

Suivi des mesures annoncées le 18 mars 2013 concernant le logiciel libre : b) Nombre de rencontres du comité interministériel sur la normalisation et l'interopérabilité, créé afin d'élaborer une liste de standards ouverts recommandés. Fournir les dates et résultats de chaque rencontre; c) État de situation au 31 mars 2015 et état d'avancement des travaux pour le lancement d'un appel d'offres ouvert pour le courriel électronique gouvernemental; g) Résultats et états de situation au 31 mars 2015 de l'analyse des solutions afin de renforcer le respect des principes de la Loi sur les contrats des organismes publics, notamment une saine concurrence et l'équité entre les fournisseurs.

b) Nombre de rencontres du comité interministériel sur la normalisation et l'interopérabilité, créé afin d'élaborer une liste de standards ouverts recommandés. Fournir les dates et résultats de chaque rencontre;

En 2014-2015, il n'y a eu aucune rencontre du comité interministériel sur la normalisation et l'interopérabilité.

c) État de situation au 31 mars 2015 et état d'avancement des travaux pour le lancement d'un appel d'offres ouvert pour le courriel électronique gouvernemental;

En 2014-2015, il n'y a pas eu d'appel d'offres pour le courriel électronique gouvernemental. Des travaux sont présentement en cours pour permettre une plus grande concurrence autour du service de courrier électronique gouvernemental.

g) Résultats et états de situation au 31 mars 2015 de l'analyse des solutions afin de renforcer le respect des principes de la Loi sur les contrats des organismes publics, notamment une saine concurrence et l'équité entre les fournisseurs.

Relativement à ses travaux sur les mécanismes administratifs qui freinent l'utilisation du logiciel libre au sein de l'Administration publique, le Secrétariat du Conseil du trésor a dégagé certaines pistes d'orientations. Elles ont été soumises à l'industrie en janvier dernier et ces commentaires seront considérés, notamment dans le cadre du projet de règlement sur les contrats en technologies de l'information actuellement en cours d'élaboration.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

NUMÉRO 6 - Comités interministériels

Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2012-2013, 2013-2014 et en 2014-2015 dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget, le nombre de rencontres tenues en 2012-2013, en 2013-2014 et en 2014-2015, ainsi que les résultats.				
NOM	MANDAT	MEMBRES	BUDGET	RÉSULTATS
Comité consultatif sur les règles d'encadrement du lobbyisme	Contribuer, par la formulation de commentaires et de suggestions, à l'évolution des règles d'encadrement du lobbyisme, y compris les questions relatives au registre des lobbyistes.	Présidé par le Commissaire au lobbyisme, et composé de : • Membres représentant des titulaires de charges publiques, dont un du Secrétariat du Conseil du trésor • Membres représentant des lobbyistes • Membres experts • Membres représentants le Commissaire au lobbyisme du Québec • Membres représentant la Conservatrice du registre des lobbyistes	S/O	Rencontre le 26 janvier 2015 : • Simplification des règles du processus d'inscription • Sensibilisation des titulaires de charges publiques et des lobbyistes à la légitimité du lobbyisme • Simplification du rôle des titulaires de charges publiques
Comité d'interaction avec les utilisateurs des Solutions d'affaires en gestion intégrée des ressources (SAGIR) pour le domaine des ressources matérielles.	Informer les utilisateurs des améliorations apportées au progiciel de gestion intégré (PGI) pour le domaine des ressources matérielles. Échanger sur les préoccupations qui interpellent chacune des parties notamment lors des changements législatifs et réglementaires du domaine des marchés publics.	Présidé par la Direction générale des solutions d'affaires en gestion intégrée des ressources (DGSAGIR) et accompagné de la Direction de la diffusion et du soutien (DDS), qui est le Maître d'ouvrage du domaine d'affaires en ressources matérielles (MOA), ainsi que les 59 membres actifs. Ces personnes sont les représentants des ministères et organismes utilisateurs du progiciel de gestion intégré (PGI) pour le domaine des ressources matérielles.	S/O	Une rencontre a eu lieu le 9 décembre 2014. • Présentation des livraisons (mise en production) et des améliorations. • Précisions concernant les responsabilités en matière de reddition de compte au Système électronique d'appels d'offres (SEAO) des achats écoresponsables. • Présentation du portail d'acquisition de la Direction générale des acquisitions (DGACQ) concernant l'identification d'articles et catalogue des produits écoresponsables. • Présentation d'éléments d'information disponible au portail du PGI.
Comité directeur de gestion de projets de la mise à niveau à la version 12 de la Solution d'affaires en gestion intégrée des ressources (SAGIR).	Assurer le bon déroulement du projet dans le respect de la portée, des orientations, des échéanciers et des budgets. Rendre compte de manière exécutive, à toute instance supérieure des différentes phases de réalisation du projet.	Présidé par le Centre des services partagés du Québec, le comité est composé de : • Centre des services partagés du Québec • Contrôleur des finances • Sûreté du Québec • Secrétariat du Conseil du trésor	S/O	Première rencontre le 30 janvier 2015 • Définir la structure de projet ainsi que les rôles et responsabilités des membres.

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

NUMÉRO 6 - Comités interministériels

Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2012-2013, 2013-2014 et en 2014-2015 dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget, le nombre de rencontres tenues en 2012-2013, en 2013-2014 et en 2014-2015, ainsi que les résultats.

NOM	MANDAT	MEMBRES	BUDGET	RÉSULTATS
Comité opérationnel ministère des Transports du Québec (MTQ) – Unité permanente anticorruption (UPAC)-Secrétariat du Conseil du trésor (SCT)-Prévention	• Coordonner les actions visant à sensibiliser les organisations sur l'intégrité dans les contrats publics par des formations. • Ce comité a été créé à la suite de la mise en place des actions concertées pour renforcer la lutte contre la collusion et la corruption présentées en octobre 2011 par la présidente du Conseil du trésor et le ministre des Transports.	• Ministère des Transports du Québec • Secrétariat du Conseil du trésor • Unité permanente anticorruption	S/O	Rencontres tenues les 11 septembre 2014 et 5 février 2015. • A permis de valider les formations offertes par le MTQ à ses employés ainsi que le programme de certification des employés du MTQ œuvrant en gestion contractuelle. • Ce comité a également participé à la préparation de capsules de formation qui sont maintenant utilisées par l'UPAC pour sensibiliser les organisations publiques sur l'intégrité dans la gestion contractuelle.
Projet de programme d'audit volontaire des firmes de génie-conseil de l'Ordre des ingénieurs du Québec (OIQ)	L'OIQ a décidé de développer un projet de programme d'audit volontaire pour les firmes de génie-conseil. Le Comité participe à l'élaboration de ce programme.	Présidé par l'OIQ. Participants : • Association des ingénieurs conseils du Québec • Bouthillette Parizeau • Deloitte • Genivar • Infrastructel • Ordre des ingénieurs du Québec Observateurs : • Autorité des marchés financiers • Commissaire au Lobbyisme • Ministère des Transport du Québec • Office des professions du Québec • Secrétariat du Conseil du trésor • Unité permanente anticorruption	S/O	Rencontre le 9 avril 2014. • Finalisation des discussions sur le développement du programme volontaire d'audit de l'Ordre des ingénieurs du Québec. • Un projet de norme pour la réalisation de ce type d'audit a été fait. • Le mandat du comité a été rempli. Le comité a par conséquent cessé ses activités.
Comité de réalisation de la phase étude de la mise à niveau à la version	Élaborer la stratégie de mise à niveau et déterminer les impacts sur les processus, les applications, les données et la technologie en vue de produire un dossier d'affaires	Présidé par le Centre des services partagés du Québec le comité est composé de:	S/O	Première rencontre le 28 janvier 2015 • Présentation générale du projet de mise à niveau, phase étude.

NUMÉRO 6 - Comités interministériels

Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2012-2013, 2013-2014 et en 2014-2015 dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget, le nombre de rencontres tenues en 2012-2013, en 2013-2014 et en 2014-2015, ainsi que les résultats.

NOM	MANDAT	MEMBRES	BUDGET	RÉSULTATS
12 de la Solution d'affaires en gestion intégrée des ressources (SAGIR).	conformément aux exigences du Secrétariat du Conseil du trésor. Rendre compte des résultats de l'étude au comité directeur de gestion de projets.	• Centre des services partagés du Québec • Contrôleur des finances • Sûreté du Québec • Secrétariat du Conseil du trésor		
Comité directeur pour l'implantation du virement bancaire électronique pour le paiement des factures aux fournisseurs du Gouvernement du Québec.	Confirmer les orientations et les objectifs à atteindre pour l'implantation du virement bancaire électronique comme mode de paiement des factures aux fournisseurs du gouvernement du Québec	Présidé par le Centre des services partagés du Québec, le comité est composé de : • Centre des services partagés du Québec • Contrôleur des finances • Ministère des Finances et de l'Économie • Secrétariat du Conseil du trésor	S/O	Ce comité a suspendu ses travaux en 2013-2014. Il n'y a donc pas eu de rencontre en 2014- 2015.
Comité pour soutenir l'emploi dans la région de la Côte-Nord	Présenter un portrait de la situation de la mobilité de la main d'œuvre de l'industrie de la construction dans la région de la Côte-Nord Évaluer l'opportunité de mettre en œuvre les recommandations formulées par la Table régionale sur la mobilité de la main-d'œuvre dans les secteurs industriels et de la construction et recommander, le cas échéant, des mesures détaillées à cet effet	Présidé par le Ministère de Travail, les autres organismes participants sont : • Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale ou Emploi-Québec • Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles (Hydro-Québec) • Ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire • Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport • Secrétariat du Conseil du trésor • Commission de la construction du Québec • Secrétariat au Plan Nord	S/O	Deux rencontres ont eu lieu durant l'exercice soit les 13 et 25 juin 2014 • Formation offerte dans le milieu municipal sur les règles d'octroi des contrats publics • Documentation sur les questions relatives au « *fly-in/fly-out* » en se souciant des impacts pour les communautés locales • Formation des travailleurs spécialisés avec la relance du Plan Nord • Suivi étroit des projets d'infrastructures relatifs au développement nordique.
Comité « Soumissions électroniques » dans le Système électronique d'appel d'offres (SEAO)	Mise en œuvre de la soumission en mode électronique notamment par : • la détermination des exigences opérationnelles pour la soumission électronique ;	Présidé par le Secrétariat du Conseil du trésor – Sous-secrétariat aux marchés publics (SCT-SSMP)	S/O	2 rencontres du comité ont eu lieu durant l'exercice, le 9 mai 2014 et le 6 juin 2014.

Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2012-2013, 2013-2014 et en 2014-2015 dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget, le nombre de rencontres tenues en 2012-2013, en 2013-2014 et en 2014-2015, ainsi que les résultats.

NOM	MANDAT	MEMBRES	BUDGET	RÉSULTATS
	• la conception d'une procédure pour la réception des soumissions électroniques ; • la mise à jour des documents types d'appel d'offres pour intégrer des parties spécifiques aux soumissions électroniques; • suivi de la réalisation du projet pilote.	Participants : • Centre de services partagés du Québec (CSPQ) • Conseillers et Gestion Informatiques (CGI) (Exploitant du SEAO - Partenaire) • Ministère des Transports du Québec (MTQ)		• Volet sécurité de la soumission en mode électronique par le biais notamment de la signature numérique passé en revue. • Plusieurs tests effectués à l'aide de l'ICPG (Infrastructure à clés publiques gouvernementale) • Réalisation de projets pilotes (MTQ et CSPQ) en parallèle avec la soumission papier • Aspects règlementaires avec la Direction des affaires juridiques du SCT.
Comité stratégique de suivi du régime d'autorisation de contracter	S'assurer d'une mise en œuvre efficiente et harmonieuse du régime d'autorisation de contracter qui a été instauré par la Loi sur l'intégrité en matière de contrats publics.	Présidé par le Secrétariat du Conseil du trésor – Sous-secrétariat aux marchés publics (SSMP) et composé de : • Autorité des marchés financiers • Unité permanente anticorruption	S/O	Rencontres les 2 mai 2014, 7 octobre 2014, 14 novembre 2014. • Suivi de l'évolution de la mise en place du régime d'autorisation de contracter. • Planification pour l'abaissement du seuil provincial à 5 M$. (Octobre 2014) • Évaluation de l'assujettissement de certains contrats de la Ville de Montréal.
Comité interministériel de haut-niveau sur l'exemplarité en construction bois	S'assurer du suivi de la mise en œuvre de la Charte du bois auprès des donneurs d'ouvrage publics afin que le gouvernement donne l'exemple quant à l'utilisation du bois dans la construction et coordonne les initiatives engagées à cette fin.	Présidé par le Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs et composé de : • Centre d'expertise sur la construction commerciale en bois • Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport • Ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, de la Science et de la Technologie • Ministère de la Culture et des Communications • Ministère de la Santé et des Services sociaux	S/O	Rencontres le 9 juin 2014 et le 27 octobre 2014. • Lors de ces rencontres, les participants ont poursuivi les échanges concernant la démarche d'application de la Charte du bois.

Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2012-2013, 2013-2014 et en 2014-2015 dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget, le nombre de rencontres tenues en 2012-2013, en 2013-2014 et en 2014-2015, ainsi que les résultats.

NOM	MANDAT	MEMBRES	BUDGET	RÉSULTATS
		• Ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire • Ministère des Finances et de l'Économie • Ministère des Transports • Secrétariat du Conseil du trésor • Société des établissements de plein air du Québec • Société québécoise des infrastructures • Université Laval		
Accord économique et commercial global entre le Canada et l'Union européenne • Table de coordination interministérielle (sous-ministres)	Assurer le suivi, la coordination et la mobilisation des ressources requises.	Sous-ministres des ministères directement interpellés. Présidé par le sous-ministre du ministère de l'Économie, de l'Innovation et des Exportations (MEIE). Le Secrétariat du Conseil du trésor (SCT) est représenté par le secrétaire.	Aucun	Aucune rencontre n'a eu lieu en 2014-2015.
• Table de coordination interministérielle (sous-ministres associés ou adjoints - SMA)	Assurer le suivi, la coordination et la mobilisation des ressources requises.	Sous-ministres associés ou adjoints des ministères directement interpellés. Présidé par le sous-ministre adjoint du MEIE. Le SCT est représenté par la secrétaire associée aux marchés publics.	Aucun	Aucune rencontre n'a eu lieu en 2014-2015.
• Équipe de soutien aux négociations	Identifier les enjeux de chacune des tables de négociations sectorielles et préparer la position du Québec. Répondre aux demandes du négociateur en chef du Québec et des négociateurs fédéraux et préparer tous les documents pertinents pour les soutenir dans les négociations. Participer aux négociations sectorielles.	Responsables des tables sectorielles de négociation et experts sectoriels. Le directeur de la recherche et des accords est responsable de la table de négociations sur les marchés publics.	Aucun	Aucune rencontre n'a eu lieu en 2014-2015.

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

NUMÉRO 6 - Comités interministériels

Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2012-2013, 2013-2014 et en 2014-2015 dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget, le nombre de rencontres tenues en 2012-2013, en 2013-2014 et en 2014-2015, ainsi que les résultats.

NOM	MANDAT	MEMBRES	BUDGET	RÉSULTATS
Comité de révision des Tarifs d'honoraires pour services professionnels fournis au gouvernement par des ingénieurs, des architectes ou des arpenteurs-géomètres	Consulter les principaux utilisateurs des règlements sur les tarifs d'honoraires pour services professionnels fournis au gouvernement par des ingénieurs, des architectes ou des arpenteurs-géomètres en vue de leur actualisation.	Représentants du ministère des Transports, de la Société québécoise des infrastructures, du ministère de la Santé et des Services sociaux et du ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport.	Aucun	Aucune rencontre formelle du Comité en 2014-2015.
Comité de révision des normes en matière d'acquisition, d'utilisation et de gestion de droits d'auteurs des documents détenus par le gouvernement, les ministères et les organismes publics désignés par le gouvernement	Réviser les normes en matière d'acquisition, d'utilisation et de gestion de droits d'auteurs des documents détenus par le gouvernement, les ministères et les organismes publics désignés par le gouvernement dans le but de les rendre conformes à la volonté gouvernementale.	Représentants du Centre des services partagés du Québec, du ministère de la Justice, du ministère de la Culture et des Communications et du SCT	Aucun	Première rencontre du comité le 4 février 2015. • Présentation du mandat du comité • Planification des travaux
Comité interministériel en économie sociale	Le mandat du comité est d'élaborer un nouveau Plan d'action gouvernemental en économie sociale (PAGES 2015-2020), qui viendra remplacer le Plan d'action gouvernemental en entrepreneuriat collectif, arrivé à échéance.	Sous la présidence du Ministère de l'Économie, de l'Innovation et des Exportations (MEIE), les autres organismes participants sont : • Institut de la statistique du Québec • Investissement Québec • Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation • Ministère de la Culture et des Communications • Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport • Ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Science • Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques • Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale	N/A	Aucune rencontre de ce comité n'a eu lieu durant l'année 2014-2015.

Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2012-2013, 2013-2014 et en 2014-2015 dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget, le nombre de rencontres tenues en 2012-2013, en 2013-2014 et en 2014-2015, ainsi que les résultats.

NOM	MANDAT	MEMBRES	BUDGET	RÉSULTATS
		• Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles • Ministère de la Famille • Ministère des Finances • Ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion • Ministère de la Santé et des Services sociaux • Ministère des Relations internationales et de la Francophonie • Ministère des Transports • Recyc-Québec • Secrétariat aux affaires autochtones • Secrétariat à la Capitale-Nationale • Secrétariat du Conseil du trésor (SCT) • Secrétariat à la jeunesse • Société d'habitation du Québec • Secrétariat à la région métropolitaine		
Comité sur l'intégration de critères sociaux aux cadres régissant les acquisitions publiques	La création de ce comité découle d'une des mesures du projet de PAGES : « Soutenir le développement des entreprises d'économie sociale »	Sous la présidence du MEIE et avec la collaboration du SCT, les autres organismes participants sont : • Centre de services partagés du Québec • Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation • Ministère de la Culture et des Communications • Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques • Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport • Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale	N/A	Aucune rencontre de ce comité n'a eu lieu durant l'année 2014-2015.

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

NUMÉRO 6 - Comités interministériels

Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2012-2013, 2013-2014 et en 2014-2015 dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget, le nombre de rencontres tenues en 2012-2013, en 2013-2014 et en 2014-2015, ainsi que les résultats.

NOM	MANDAT	MEMBRES	BUDGET	RÉSULTATS
Forum d'échanges sur les contrats d'approvisionnement et de services des organismes publics	Le mandat du Forum est de contribuer à l'optimisation des processus d'acquisition et de gestion contractuelle. Cela vise notamment à bonifier les textes réglementaires et les outils de gestion afin qu'ils répondent le mieux possible aux besoins des organismes publics et des entreprises qui contractent avec eux.	Sous la présidence du Secrétariat du Conseil du trésor (SCT), les autres organismes participants sont : • Association Québécoise de la Logistique et de l'Approvisionnement du Secteur de la Santé (AQLASS); • Centre collégial des services regroupés (CCSR) • Centre de services partagés du Québec (CSPQ); • Conférence des recteurs et des principaux des universités du Québec (CRÉPUQ); • Conseil du Patronat du Québec (CPQ) • Fédération canadienne de l'entreprise indépendante (FCEI) • Fédération des chambres de commerce du Québec (FCCQ) • Fédération des commissions scolaires du Québec (FCSQ) • Forum des gestionnaires en ressources matérielles (FGRM) • Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport (MELS) • Ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS) • Ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire (MAMOT) • Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MDDELCC) • Ministère des Finances (MFEQ)		Il n'y a eu aucune rencontre formelle du Forum en 2014-2015.

Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2012-2013, 2013-2014 et en 2014-2015 dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget, le nombre de rencontres tenues en 2012-2013, en 2013-2014 et en 2014-2015, ainsi que les résultats.

NOM	MANDAT	MEMBRES	BUDGET	RÉSULTATS
		• Regroupement d'achats dans le domaine de la Santé (MEDEC) • Regroupement des partenaires du gouvernement en technologie de l'information (RPGTI) • Réseau ACTION TI		
Forum d'échanges sur les contrats des organismes publics dans le domaine de la construction	Le mandat du Forum est de contribuer à l'optimisation des processus d'acquisition et de gestion contractuelle. Cela vise notamment à bonifier les textes réglementaires et les outils de gestion afin qu'ils répondent le mieux possible aux besoins des organismes publics et des entreprises qui contractent avec eux.	Sous la présidence du Secrétariat du Conseil du trésor (SCT), les autres organismes participants sont : • Association des Architectes en pratique privée du Québec (AAPPQ) • Association des constructeurs de routes et grands travaux du Québec (ACRGTQ) • Association de la construction du Québec (ACQ) • Association de consultants et laboratoires experts (ACLE) • Association des estimateurs et des économistes en construction du Québec (AEECQ) • Association des ingénieurs-conseils du Québec (AICQ) • Association patronale des entreprises en construction du Québec (APECQ) • Association des propriétaires de machinerie lourde du Québec (APMLQ) • Association québécoise des entrepreneurs en infrastructure (AQEI) • Commission de la construction du Québec (CCQ) • Corporation des entrepreneurs généraux du Québec (CEGQ)		Il n'y a eu aucune rencontre formelle du Forum en 2014-2015.

Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2012-2013, 2013-2014 et en 2014-2015 dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget, le nombre de rencontres tenues en 2012-2013, en 2013-2014 et en 2014-2015, ainsi que les résultats.

NOM	MANDAT	MEMBRES	BUDGET	RÉSULTATS
		• Ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire (MAMOT) • Ministère de la Culture et des Communications (MCC) • Ministère des Finances (MFQ) • Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport (MELS) • Ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS) • Ministère des Transports (MTQ) • Société québécoise des infrastructures (SQI).		
Forum des responsables de l'observation des règles contractuelles (RORC) des plus grands donneurs d'ouvrages dans le réseau de l'éducation	Informer et échanger sur les meilleures pratiques en matière contractuelle avec les RORC des 11 plus grands donneurs d'ouvrages dans le réseau de l'éducation	Présidé par le Secrétariat du Conseil du trésor – Sous-secrétariat aux marchés publics (SSMP) avec la participation de : • Cégep de Sherbrooke • Cégep Sainte-Foy • Centre collégial des services regroupés • Commission scolaire de Montréal • Commission scolaire Marguerite-Bourgeoys • Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport • Ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, de la Science et de la Technologie • Université de Montréal • Université du Québec à Montréal • Université Laval • Université McGill	S/O	Rencontre le 6 novembre 2014. • Échanges d'informations sur le cadre normatif et les meilleures pratiques des RORC, et consultation sur le projet de directive en gestion contractuelle.
Forum des responsables de l'observation des règles contractuelles (RORC) des plus grands donneurs	Informer et échanger sur les meilleures pratiques en matière contractuelle avec les RORC des huit plus grands donneurs	Présidé par le Secrétariat du Conseil du trésor – Sous-secrétariat aux marchés publics (SSMP) avec la participation de :	S/O	Rencontres les 5 novembre 2014 et le 28 janvier 2015.

Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2012-2013, 2013-2014 et en 2014-2015 dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget, le nombre de rencontres tenues en 2012-2013, en 2013-2014 et en 2014-2015, ainsi que les résultats.

NOM	MANDAT	MEMBRES	BUDGET	RÉSULTATS
d'ouvrages dans les ministères et organismes de l'administration gouvernementale	d'ouvrages dans les ministères et organismes de l'administration gouvernementale	• Centre de services partagés du Québec • Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale • Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles • Ministère des Transports du Québec • Régie de l'Assurance maladie du Québec • Revenu Québec • Société de l'Assurance Automobile du Québec • Société québécoise des infrastructures		• Échanges d'informations sur le cadre normatif et sur les meilleures pratiques à envisager par les RORC.
Forum des responsables de l'observation des règles contractuelles (RORC) des plus grands donneurs d'ouvrages dans le réseau de la santé et des services sociaux	Informer et échanger sur les meilleures pratiques en matière contractuelle avec les RORC des 12 plus grands donneurs d'ouvrages dans le réseau de la santé et des services sociaux	Présidé par le Secrétariat du Conseil du trésor – Sous-secrétariat aux marchés publics (SSMP) avec la participation de : • Appro-Montérégie • Centre de santé et des services sociaux de Laval • Centre hospitalier de l'Université de Montréal • Centre hospitalier universitaire de Québec • Centre hospitalier universitaire Sainte-Justine • Centre hospitalier universitaire de Sherbrooke • Centre universitaire de santé McGill • Groupe d'Approvisionnement en Commun de l'est du Québec • Groupe d'Approvisionnement en Commun de l'ouest du Québec	S/O	Rencontre le 7 novembre 2014 • Échanges d'information sur le cadre normatif et les meilleures pratiques des RORC. • Consultation sur le projet de directive en gestion contractuelle.

Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2012-2013, 2013-2014 et en 2014-2015 dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget, le nombre de rencontres tenues en 2012-2013, en 2013-2014 et en 2014-2015, ainsi que les résultats.

NOM	MANDAT	MEMBRES	BUDGET	RÉSULTATS
		• Hôpital juif • Ministère de la Santé et des Services sociaux • SIGMA santé		
Table de concertation sur les pratiques d'acquisitions écoresponsables	Informer, former et accompagner les ministères et les organismes publics sur les pratiques d'acquisitions écoresponsables. Développer des outils. Définir des orientations gouvernementales en matière d'acquisitions écoresponsables.	Sous la présidence du ministère du Développement durable, de l'Environnement, de la Faune et des Parcs (MDDEFP), les autres organismes participants sont : • Centre de services partagés du Québec (CSPQ) • Commission de la santé et de la sécurité du travail (CSST) • Forum des gestionnaires en ressources matérielles du gouvernement du Québec, (FGRM) • Hydro-Québec • Loto-Québec • Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport (MELS) • Ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles (MICC) • Ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS) • Ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire (MAMROT) • Ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation (MDEIE) • Recyc-Québec • Secrétariat du Conseil du trésor (SCT) • Société de l'Assurance automobile du Québec (SAAQ)	S/O	Une rencontre suivante a été tenue le 20 novembre 2014. Lors de cette rencontre, les participants ont échangé sur leurs réalisations et exploré les avenues pour accroître les initiatives visant à améliorer les pratiques d'acquisitions écoresponsables. Un extrait de la Stratégie gouvernementale de développement durable 2015-2020 a été examiné et le SCT s'est assuré de sa conformité au cadre normatif.

Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2012-2013, 2013-2014 et en 2014-2015 dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget, le nombre de rencontres tenues en 2012-2013, en 2013-2014 et en 2014-2015, ainsi que les résultats.

NOM	MANDAT	MEMBRES	BUDGET	RÉSULTATS
		• Société des Alcools du Québec (SAQ) • Société Immobilière du Québec (SIQ)		
Table des directeurs et directrices responsables de la planification stratégique	Table d'échange concernant sur les bonnes pratiques dans la démarche de la planification stratégique ainsi que la reddition de compte.	Ministères et organismes assujettis à la Loi sur l'administration publique et organismes assujettis à la Loi sur la gouvernance des sociétés d'État	N/A	Table coordonnée par le ministère du Conseil exécutif. Aucune rencontre en 2014-2015.
Comité de gouvernance des projets stratégiques d'infrastructure	• suivre la performance des projets et particulièrement celle des projets stratégiques soient ceux comportant un niveau de risque élevé et des enjeux importants; • identifier les problématiques et les enjeux importants et, le cas échéant, proposer un plan d'action à haut niveau en tenant compte des impacts sur le coût, la portée et l'échéancier; • informer les autorités concernées de la performance des projets stratégiques : – en identifiant les problématiques et les enjeux importants; – en mettant l'accent sur les projets de très grande envergure (par exemple les projets CHUM et Turcot) ou comportant un niveau de risque très élevé (coûts, parties prenantes, localisation). • proposer un plan d'action et assurer le suivi des actions convenues; • assurer toutes autres fonctions liées aux investissements en infrastructure.	Membres permanents : SCT : • le secrétaire associé aux infrastructures publiques; • le directeur général de la gestion des investissements en infrastructures publiques; • le directeur général de la gouvernance des projets d'infrastructure; • la directrice de la gouvernance des projets d'infrastructure; • la coordonnatrice et secrétaire du comité. Société québécoise des infrastructures : • le directeur général du bureau de coordination des projets et des projets stratégiques Transports; • le directeur de la planification et analyse financière et le directeur – assurance qualité; • le directeur de l'intelligence d'affaires. Membres sectoriels :	Aucun	Dates des rencontres : 2013-2014 et 2014-2015 • 10 juillet 2013 • 5 septembre 2013 • 3 octobre 2013 • 7 novembre 2013 • 5 décembre 2013 • 6 février 2014 • 20 mars 2014 • 1 mai 2014 • 18 septembre 2014 • 20 novembre 2014 • 22 janvier 2015 Certains projets du ministère des Transports, du ministère de la Santé et des Services sociaux, du ministère de la Culture et du ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Sciences et de la Technologie ont été soumis au comité de gouvernance. D'autres sujets ont été discutés :

Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2012-2013, 2013-2014 et en 2014-2015 dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget, le nombre de rencontres tenues en 2012-2013, en 2013-2014 et en 2014-2015, ainsi que les résultats.

NOM	MANDAT	MEMBRES	BUDGET	RÉSULTATS
		• le directeur général adjoint des investissements du ministère de la Santé et des Services sociaux; • le directeur général aux infrastructures p.i. du ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire; • le directeur général de l'administration et des immobilisations du ministère de la Culture et des Communications; • la directrice générale du financement au ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport; • le directeur général des infrastructures du ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, de la Science et de la Technologie, • le sous-ministre adjoint aux projets stratégiques du ministère des Transports. Membres invités (ad hoc) : • le ministère des Finances et de l'Économie du Québec - Tourisme Québec; • le ministère de la Sécurité publique; • le ministère du Développement durable, de l'Environnement, de la Faune et des Parcs; • la Commission de la capitale nationale du Québec.		• informations diverses liées à la Loi sur les infrastructures et à la Directive sur la gestion des projets majeurs d'infrastructure publique ; • portefeuille de projets des différents ministères visés, dont celui du réseau du transport et du réseau de la santé.

NUMÉRO 6 - Comités interministériels

Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2012-2013, 2013-2014 et en 2014-2015 dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget, le nombre de rencontres tenues en 2012-2013, en 2013-2014 et en 2014-2015, ainsi que les résultats.

NOM	MANDAT	MEMBRES	BUDGET	RÉSULTATS
Comité de coordination SCT/SQI	• assurer un suivi adéquat des projets d'infrastructure entre le SCT et la SQI; • déterminer les problèmes ou enjeux qui devraient être amenés au comité de gouvernance	• Divers intervenants du SCT et de la SQI.	Aucun	Dates des rencontres : 2013-2014 • 13 décembre 2013 • 20 décembre 2013 • 17 janvier 2014 • 31 janvier 2014 • 28 février 2014 2014-2015 • 25 avril 2014 • 28 avril 2014 • 9 mai 2014 • 23 mai 2014 • 6 juin 2014 • 12 septembre 2014 • 26 septembre 2014 • 24 octobre 2014 • élaboration de plans d'action pour répondre aux problématiques et enjeux identifiés; • suivi des actions convenues.
Comité de coordination SCT/MTQ	• assurer un suivi adéquat des projets d'infrastructure entre le SCT et le MTQ; • déterminer les problèmes ou enjeux qui devraient être amenés au comité de gouvernance	• Divers intervenants du SCT, de la SQI et du MTQ.	Aucun	Dates des rencontres : 2014-2015 • 6 mai 2014 • 10 septembre 2014

Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2012-2013, 2013-2014 et en 2014-2015 dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget, le nombre de rencontres tenues en 2012-2013, en 2013-2014 et en 2014-2015, ainsi que les résultats.

NOM	MANDAT	MEMBRES	BUDGET	RÉSULTATS
				• 10 octobre 2014 • 31 octobre 2014 • élaboration de plans d'action pour répondre aux problématiques et enjeux identifiés; • suivi des actions convenues.
Comité de coordination SCT/MTQ/AMT	• assurer un suivi adéquat des projets d'infrastructure entre le SCT, le MTQ et l'AMT; • déterminer les problèmes ou enjeux qui devraient être amenés au comité de gouvernance	• Divers intervenants du SCT, du MTQ et de l'AMT.	Aucun	Dates des rencontres : 2014-2015 • 31 octobre 2014 • élaboration de plans d'action pour répondre aux problématiques et enjeux identifiés; • suivi des actions convenues.
Comité interministériel de concertation – Électrification des transports		• Divers intervenants du SCT, du MEIE, du Tourisme, du MELS, du MERN, du MRIF, d'Hydro-Québec, de la SQI, de la SAAG de IQ, de la RBQ, du CGER, du MFQ, du MAMOT , MDDELCC et du MTQ.	Aucun	Une rencontre a eu lieu le 4 septembre 2014 • Validation de la pertinence des mesures d'électrification au regard d'objectifs de retombées concrètes tant environnementales qu'économiques; • Élaboration d'un plan d'action gouvernemental.
Comité consultatif sur les obligations vertes		• Divers intervenant du SCT, du MDDELCC, du MTQ et du MFQ.	Aucun	Une rencontre a eu lieu le 26 février 2015 • Présentation du projet de cadre de référence du programme d'obligations vertes; • Présentation du rôle du comité.
Comité des pilotes	Comité consultatif permettant de discuter de l'évolution de la plateforme de collaboration gouvernementale avec tous les pilotes des communautés	Sous la supervision du pilote de la plateforme de collaboration gouvernementale, le comité regroupe quatre pilotes actifs : le Secrétariat du Conseil du trésor, le Centre d'expertise en	Aucun budget spécifique	Le comité a siégé deux fois, soit les : 14 septembre 2014 et 15 janvier 2015

Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2012-2013, 2013-2014 et en 2014-2015 dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget, le nombre de rencontres tenues en 2012-2013, en 2013-2014 et en 2014-2015, ainsi que les résultats.

NOM	MANDAT	MEMBRES	BUDGET	RÉSULTATS
		logiciels libres du Centre de services partagés du Québec, le ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MDDELCC), le gouvernement ouvert		
Comité de suivi du projet	Comité opérationnel afin de préciser les besoins, identifier les problématiques et les pistes de solution	Sous la supervision du Secrétariat du Conseil du trésor avec la collaboration du Centre de services partagés du Québec	Aucun budget spécifique	Le comité a siégé quatre fois, soit les : 5 et 18 décembre 2014, 29 janvier 2015 et 11 février 2015
Table des conseillers en architecture d'entreprise	Réunir plusieurs intervenants d'organismes publics différents, afin de pouvoir échanger dans une perspective gouvernementale et répondre à plusieurs besoins, comme : • permettre aux organismes publics de contribuer aux travaux gouvernementaux; • favoriser le partage des expertises et des connaissances; • améliorer la concertation entre les organismes centraux (Secrétariat du Conseil du trésor, Centre de services partagés du Québec, MESS) et les organismes publics; • identifier des opportunités de services communs.	Coordonnée par le Secrétariat du Conseil du trésor, la Table est composée de représentants d'organismes publics qui sont désignés officiellement par leur gestionnaire. Les organismes publics ayant assisté sont : Commission administrative des régimes de retraite et d'assurance, Commission des normes du travail, Centre de services partagés du Québec, Commission de la santé et de la sécurité du travail, Commission des transports du Québec, Directeur général des élections, Financière agricole du Québec, ministère des Affaires municipales et de l'occupation du territoire, ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec, ministère de la Culture et des Communications, ministère du Conseil exécutif, ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques, ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport, ministère de l'Enseignement supérieur, ministère des	Aucun budget spécifique	Au fil des sept rencontres régulières tenues du 1er avril 2014 au 28 février 2015, les participants ont échangé et partagé sur : - l'architecture d'entreprise gouvernementale; - l'évolution de la Table des conseillers en architecture d'entreprise; - le projet de directive des médias sociaux au gouvernement du Québec; - l'architecture d'entreprise cible de Revenu Québec; - le gouvernement ouvert; - le développement d'une application mobile au Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques; - l'établissement des services partagés; - le leadership numérique et l'agenda 2015 du dirigeant de l'information; - la pratique de l'architecture d'entreprise. Certains organismes publics ont profité de la Table pour présenter les résultats de leurs travaux respectifs, à savoir le ministère du Développement durable, de

Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2012-2013, 2013-2014 et en 2014-2015 dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget, le nombre de rencontres tenues en 2012-2013, en 2013-2014 et en 2014-2015, ainsi que les résultats.

NOM	MANDAT	MEMBRES	BUDGET	RÉSULTATS
		Finances du Québec, ministère de la Justice du Québec, ministère des Relations internationales et de la Francophonie, ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles, ministère de la Sécurité publique, ministère de la Santé et des Services sociaux, ministère des Transports de l'Ontario, ministère des Transports du Québec, ministère du Travail du Québec, Régie de l'assurance maladie du Québec, Régie du bâtiment du Québec, Régie du cinéma, Agence du revenu du Québec, Régie des rentes du Québec, Société de l'assurance automobile du Québec, Sûreté du Québec et Tribunal administratif du Québec.		l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques et l'Agence du revenu du Québec.
Comité consultatif interministériel	Mise en œuvre de la Directive sur la sécurité de l'information	Ce comité est sous la responsabilité du Secrétariat du Conseil du trésor et il y a des représentants des ministères et des organismes suivants : Réseau de la santé et des services sociaux, Commission des lésions professionnelles, Commission de protection du territoire agricole du Québec, Société de l'assurance automobile du Québec, ministère du l'Éducation, du Loisir et du Sport, Régie de l'assurance maladie du Québec	Aucun budget spécifique	En 2014-2015, il y a eu quatre rencontres soient les 28 mai 2014, 16 juillet 2014, 24 septembre 2014 et 26 novembre 2014
Autre comité consultatif interministériel	Mise en œuvre de la Directive sur la sécurité de l'information et validation des guides de bonnes pratiques en sécurité de l'information	Ce comité est sous la responsabilité du Secrétariat du Conseil du trésor et il y a des représentants des ministères et des organismes suivants : Réseau de la santé et des services sociaux, Commission des lésions professionnelles, Commission de protection du territoire agricole du Québec,	Aucun budget spécifique	Chaque guide fait l'objet d'une rencontre

Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2012-2013, 2013-2014 et en 2014-2015 dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget, le nombre de rencontres tenues en 2012-2013, en 2013-2014 et en 2014-2015, ainsi que les résultats.

NOM	MANDAT	MEMBRES	BUDGET	RÉSULTATS
		Société de l'assurance automobile du Québec, ministère du l'Éducation, du Loisir et du Sport, Régie de l'assurance maladie du Québec, Sûreté du Québec, ministère du Conseil exécutif		
Comité savoir-faire et expertise	Accompagner et soutenir dans le développement du savoir-faire et de l'expertise.	Ce comité est piloté au Secrétariat du Conseil du trésor, il regroupe des participants et des ministères et des organismes suivant : Agence du revenu du Québec, ministère de la Justice du Québec, Commission administrative des régimes de retraite et d'assurance, Financière agricole du Québec, Société de l'habitation du Québec, ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles, Commission des normes du travail, Commission de la santé et de la sécurité du travail, ministère des Transports du Québec, Centre de services partagés du Québec, Centre de leadership et de développement des compétences du Centre de services partagés du Québec, Secrétariat du Conseil du trésor	Aucun	Du 1er avril 2014 au 28 février 2015, il y a eu deux rencontres soient les 22 septembre et 4 novembre 2014
Forum des dirigeants de l'information	Réunion de tous les dirigeants sectoriels de l'information et des dirigeants réseau de l'information désignés selon la loi sur la gouvernance et la gestion des ressources informationnelles des organismes publics et des entreprises du gouvernement adoptée le 13 juin 2011	- Le dirigeant principal de l'information et secrétaire du secrétariat du Conseil du trésor - 112 dirigeants sectoriels de l'information (1 par ministère ou organisme) - 2 dirigeants réseau de l'information (Santé et Éducation)	Aucun	Le principal résultat attendu est la réalisation des changements dans la gouvernance et la gestion des ressources informationnelles au gouvernement du Québec. Nombre de rencontres tenues en 2014-2015 : 2, soient : - le 7mai 2014, - le 8 octobre 2014.

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

NUMÉRO 6 - Comités interministériels

Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2012-2013, 2013-2014 et en 2014-2015 dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget, le nombre de rencontres tenues en 2012-2013, en 2013-2014 et en 2014-2015, ainsi que les résultats.

NOM	MANDAT	MEMBRES	BUDGET	RÉSULTATS
Forum des gestionnaires en technologies de l'information	La mission du Forum est de promouvoir l'excellence dans la gestion des technologies de l'information au gouvernement du Québec, de favoriser l'échange, la concertation et le réseautage entre les membres eux-mêmes, les membres des autres forums de concertation et avec les organismes centraux ainsi que de soutenir le développement de ses membres.	- Les gestionnaires en technologies de l'information du gouvernement du Québec (1 par ministère ou organisme)	Aucun	Le principal résultat attendu est d'effectuer un partage d'information sur des préoccupations communes afin de promouvoir les bonnes pratiques en matière de gestion des technologies de l'information au sein de l'appareil gouvernemental. Nombre de rencontres tenues en 2014-2015 : 3, soient : - le 30 mai 2014, - le 2 octobre 2014, - le 4 février 2015 (activité thématique).
Regroupement de réseaux en santé des personnes au travail (RRSPT)	Promouvoir et favoriser la consultation et la concertation soutenue des membres de réseaux préoccupés par la santé des personnes au travail et des organisations	Membres de réseaux en santé des personnes au travail et des organisations dont : • Comité interministériel des responsables de programmes d'aide (CIRPA) • Réseau des responsables en harcèlement et en violence en milieu de travail • Table patronale de concertation en santé et sécurité du travail		Permettre aux représentants de chacun des réseaux de compter sur les avis et conseils de l'ensemble des membres issus de leur domaine respectif d'intervention Formation portant sur l'intervention de crise – octobre 2014
Forum des directrices et directeurs des ressources humaines du réseau des ministères et organismes du gouvernement du Québec (FDRH)	Privilégier la concertation, l'échange et l'action dans le but de favoriser et de promouvoir l'efficacité et l'efficience de la gestion des ressources humaines dans la fonction publique du Québec Aviser à la demande des autorités gouvernementales ou de sa propre initiative sur toute question ayant un lien avec la gestion des personnes au sein de l'appareil gouvernemental.	Directrices et directeurs des ressources humaines du réseau des ministères et organismes du gouvernement du Québec.		Sept rencontres, en 2014-2015, visant l'échange de pratiques efficientes en ressources humaines et l'information stratégique à partager

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

NUMÉRO 6 - Comités interministériels

Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2012-2013, 2013-2014 et en 2014-2015 dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget, le nombre de rencontres tenues en 2012-2013, en 2013-2014 et en 2014-2015, ainsi que les résultats.

NOM	MANDAT	MEMBRES	BUDGET	RÉSULTATS
Assemblée des conseillers en relations de travail	Partager les connaissances, les façons de faire et les nouvelles réalités en relation de travail	Direction des relations de travail et CGRH responsables des relations de travail des MO		Deux assemblées offertes aux conseillers en relations de travail des MO, soit le 11 juin 2014 et 9 mars 2105
Réseau des responsables en matière de harcèlement et de violence en milieu de travail	Le réseau a pour mission de regrouper les responsables ministériels de la fonction publique québécoise ou de leurs représentants et de favoriser activement l'amélioration continue de leur expertise, dans la gestion du dossier harcèlement et violence en milieu de travail	Responsables ministériels en matière de harcèlement psychologique au sein des MO	S/O	Une rencontre s'est tenue le 3 février 2015
Table de concertation en recrutement et dotation	Concerter les ministères et organismes sur les opérations de recrutement à venir et les procédures de dotation	Conseiller en gestion des ressources humaines attitré dans les différents ministères et organismes		Aucune rencontre n'a été tenue en 2014-2015
Réseau sur la réintégration au travail	Comité d'échange en matière d'intégration au travail	Conseiller en gestion des ressources humaines responsable du dossier		Deux rencontres se sont tenues en 2014-2015
Groupe d'échanges sur le développement des compétences des cadres	Partager les connaissances, les façons de faire, les réalisations, les projets, les préoccupations et les écueils en matière de développement des compétences des cadres.	CGRH responsables du développement des cadres dans les ministères et organismes	-	Une rencontre a eu lieu en 2014-2015
Groupe – réseau reconnaissance	Le réseau a pour but d'échanger sur certains enjeux partagés, à définir des priorités et des actions à cet égard	Responsable ministériels en matière de reconnaissance au travail au sein des MO		Deux rencontres se sont tenues en 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

NUMÉRO 6 - Comités interministériels

Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2012-2013, 2013-2014 et en 2014-2015 dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget, le nombre de rencontres tenues en 2012-2013, en 2013-2014 et en 2014-2015, ainsi que les résultats.

NOM	MANDAT	MEMBRES	BUDGET	RÉSULTATS
Réseau interministériel en développement organisationnel	Proposer un milieu d'entraide, de soutien et de partage des bonnes pratiques en développement organisationnel (DO) afin de favoriser : • une vision intégrée des actions en DO • le positionnement de la fonction DO à l'intérieur des organisations • l'appropriation du rôle des conseillers • leur développement professionnel.	Conseillers en développement organisationnel des ministères et organismes		Une rencontre en 2014-2015
Rencontre avec les responsables de la GPMO des MO	Cette rencontre a pour but d'en savoir davantage sur les travaux menés par la DPMO du Bureau de la gouvernance en gestion des ressources humaines ainsi que les grands dossiers pour la prochaine année.	CGRH responsable du dossier dans les différents MO		Aucune rencontre ne s'est tenue en 2014-2015
Table d'échange en gestion de la main-d'œuvre	Cette table vise, entre autre, à : • échanger sur les sujets liés à la gestion de la main-d'œuvre, notamment la dotation des emplois, la tenue de concours, les étudiants et stagiaires, les occasionnels, la promotion sans concours ainsi que la diversité et l'accès à l'égalité en emploi; • transmettre l'information pertinente sur les projets en cours et le cadre réglementaire; • recueillir les commentaires sur les projets ou les modifications réglementaires envisagées; • former les intervenants sur les sujets traités par la Direction de la gestion de la main-d'œuvre.	Conseiller en gestion des ressources humaines attitré dans les différents ministères et organismes		Aucune rencontre en 2014-2015
Comité d'implantation SGR2 L2 – SGR3	Les responsabilités du comité d'implantation sont les suivantes : • Assurer l'arrimage entre les parties concernées • Suivre la progression des travaux	Coordonnateurs de site		Deux rencontres se sont tenues en 2014-2015

Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2012-2013, 2013-2014 et en 2014-2015 dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget, le nombre de rencontres tenues en 2012-2013, en 2013-2014 et en 2014-2015, ainsi que les résultats.

NOM	MANDAT	MEMBRES	BUDGET	RÉSULTATS
	• Partager l'information sur les problématiques rencontrées			
Table d'échanges avec les établissements d'enseignement (ÉE)	Échanger sur une base continue, avec les services des stages et du placement des ÉE, afin d'enrichir davantage nos pratiques, de mieux comprendre leur réalité et de demeurer compétitif en terme d'attraction de talents. Partage de bonnes pratiques selon des thématiques convenues entre les membres. Assurer la coordination des travaux et le secrétariat.	Secrétariat du Conseil du trésor Université Laval Université de Sherbrooke École de technologie supérieure École Polytechnique de Montréal École nationale d'administration publique CEGEP de Trois-Rivières Association canadienne de l'enseignement corporatif	Aucun	2 rencontres tenues en 2014-2015
Table de suivi en matière de stages	Échanger sur les problématiques vécues, les enjeux et les pistes de solutions envisageables. Échanger sur l'implantation et l'évolution des outils développés et au besoin, recommander des améliorations ou des modifications. Évaluer les besoins ainsi que la pertinence et la faisabilité d'implanter d'autres outils ou projets porteurs. Alimenter le SCT dans son rôle de vigie des bonnes pratiques en matière de stages.	Secrétariat du Conseil du trésor: Centre de services partagés du Québec Ministère des Transports du Québec Ministère des Finances	Aucun	2 rencontres tenues en 2014-2015
Comités de travail issus du Forum des directrices et directeurs des ressources humaines. Les sept comités de travail sont les suivants : 1. L'agilité et l'innovation dans les façons de faire; 2. Les milieux de travail et la mobilisation;	Agir à titre de comité consultatif auprès du Secrétariat du Conseil du trésor et collaborer à la définition et la mise en place des mesures prévues dans la Stratégie de gestion des ressources humaines 2012-2017.	Directrices et directeurs des ressources humaines des ministères et organismes de la fonction publique du Québec	Aucun	Au total, 13 rencontres se sont tenues en 2013-2014 avec les comités # 1, 2, 3 ,4 et 5.

Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2012-2013, 2013-2014 et en 2014-2015 dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget, le nombre de rencontres tenues en 2012-2013, en 2013-2014 et en 2014-2015, ainsi que les résultats.

NOM	MANDAT	MEMBRES	BUDGET	RÉSULTATS
3. La planification de la main-d'œuvre et l'évaluation des zones de vulnérabilité; 4. La compétitivité de la fonction publique comme employeur - volet attraction; 5. La compétitivité de la fonction publique comme employeur - volet dotation; 6. La gestion stratégique de l'expertise, des compétences et des connaissances; 7. Les relations du travail.				
Comité de gestion de l'expertise et du savoir-faire en ressources informationnelles	- Conseiller le dirigeant principal de l'information (DPI) en matière de gestion des ressources humaines en RI - Partager l'expertise et le savoir-faire en GRH afin de favoriser la mise en commun - Contribuer aux travaux priorisés par le comité	Représentants des ministères et organismes suivants : - Secrétariat du Conseil du trésor; - Revenu Québec - Société d'habitation du Québec; - Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles; - Commission des normes du travail.	Aucun	Sept rencontres se sont tenues en 2014-2015.
Table d'échanges des leaders en GRH	Échanger sur les grands enjeux actuels et à venir en GRH et à partager sur les stratégies et les meilleures pratiques à mettre en place pour répondre à ces enjeux	Centre hospitalier Universitaire de Québec (CHUQ) Industrielle Alliance Telus (Ordre des conseillers en ressources humaines agréé (CRHA) Hautes études commerciales (HEC) CMP Manufacturier Métro SCT	Aucun	4 rencontres en 2014-2015
Table de concertation sur la Carrière et le développement	Définir les orientations et les attentes gouvernementales pour une offre intégrée de gestion de la carrière et du	Vice-président en gestion des ressources humaines, directrice principale du Bureau de	Aucun	Une rencontre tenue en 2014-2015.

Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2012-2013, 2013-2014 et en 2014-2015 dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget, le nombre de rencontres tenues en 2012-2013, en 2013-2014 et en 2014-2015, ainsi que les résultats.

NOM	MANDAT	MEMBRES	BUDGET	RÉSULTATS
	développement destiné au personnel d'encadrement et des titulaires d'emplois supérieurs dans un cheminement continu. Assurer la concertation avec les intervenants majeurs en matière de carrière et développement des cadres et des TES de l'administration publique. Faire des recommandations aux autorités concernées.	la gouvernance en gestion de ressources humaines, directeurs et directrices en développement des ministères et organismes suivants : - Centre des services partagés du Québec; - Ministère du Conseil exécutif; - Secrétariat du Conseil du trésor.		
Groupe d'échanges interministériels sur le développement des cadres	Partager les connaissances, les façons de faire, les réalisations, les projets, les préoccupations et les écueils en matière de développement des compétences des cadres.	CGRH responsables du développement des cadres des ministères et organismes	Aucun	Deux rencontres ont été tenues
Réseau des répondants en éthique	Échanges sur les meilleures pratiques et préoccupations en matière d'éthique et de déontologie. Former les répondants en éthique.	Répondants en éthique des ministères et organismes	16 100$	Deux séances de formation ont été organisées en 2014-2015 aux nouveaux répondants en éthique
Réseau interministériel mobilisation et reconnaissance au travail (RIMRT)	Favoriser le partage d'information et de meilleures pratiques ainsi que la mise en valeur des initiatives en cette matière.	Conseillers en gestion des ressources humaines provenant de 18 ministères et organismes.	Aucun	Trois rencontres en 2013-2014
Réseau interministériel gestion du changement (RIGC)	Partager les meilleures pratiques en gestion du changement et favoriser l'échange d'information entre praticiens.	Conseillers en gestion des ressources humaines provenant de 28 ministères et organismes	Aucun	Une rencontre en 2013-2014
Comité de concertation sur les moyens d'évaluation (DME)	Offrir un lieu d'échange et d'information sur les outils, les pratiques, les orientations et les services en matière d'évaluation. Les sujets abordés proviennent de préoccupations du Secrétariat du Conseil du trésor autant que de celles des ministères et organismes présents.	Centre de services partagés du Québec Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques Ministère des Transports Ministère de la Sécurité publique Ministère de la Justice Régie des rentes du Québec	Aucun	Développement de moyens d'évaluation répondant aux besoins manifestés par le comité de concertation. Mise en place de mesures en matière d'évaluation répondant aux besoins manifestés par le comité de concertation.

Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2012-2013, 2013-2014 et en 2014-2015 dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget, le nombre de rencontres tenues en 2012-2013, en 2013-2014 et en 2014-2015, ainsi que les résultats.

NOM	MANDAT	MEMBRES	BUDGET	RÉSULTATS
		Société de l'assurance automobile du Québec Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation Commission de la santé et de la sécurité du travail		
Table de concertation sur la gestion prévisionnelle de main-d'œuvre	Agir de concert avec les ministères et les organismes sur la gestion prévisionnelle de main-d'œuvre afin d'identifier des problématiques communes ou spécifiques. Participer à la validation des travaux réalisés à la Direction de la planification de la main-d'œuvre et de l'information de gestion.	Responsables en gestion prévisionnelle de main-d'œuvre des ministères et organismes.	Aucun	Aucune rencontre pour l'année 2014-2015.
Comité de gouverne SAGIR Présidence : CSPQ	Veille à l'atteinte des objectifs et au respect des coûts et des échéanciers. Il est l'instance décisionnelle ultime et de reddition de comptes aux autorités gouvernementales. Il s'assure que les grands paramètres du projet (portée, budget, et échéancier) sont rencontrés et approuve tout changement au projet qui pourrait les modifier.	Secrétariat du Conseil du trésor Centre de services partagés du Québec Contrôleur des finances, Sûreté du Québec	Aucun	2 rencontres par année
Comité directeur SGR2-SGR3 Présidence : SCT	Agit à titre de gardien de la solution au nom de la communauté gouvernementale. Assure le respect et la cohérence de la solution avec les stratégies et les politiques gouvernementales. Assure le suivi de la portée, des orientations et des échéanciers en tenant compte du budget. Arbitre les enjeux majeurs et prend les décisions relatives aux éléments qui pourraient compromettre l'atteinte des objectifs du projet. Rend compte de manière exécutive au comité de	Secrétariat du Conseil du trésor Centre de services partagés du Québec Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques Ministère des Finances Régie de l'Assurance maladie du Québec Sûreté du Québec	Aucun	10 rencontres par année

Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2012-2013, 2013-2014 et en 2014-2015 dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget, le nombre de rencontres tenues en 2012-2013, en 2013-2014 et en 2014-2015, ainsi que les résultats.

NOM	MANDAT	MEMBRES	BUDGET	RÉSULTATS
	gouverne sur l'ensemble des responsabilités qui lui incombent.	Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale		
Comité de coordination SAGIR Exploitation, SGR2-SGR3 Présidence : SCT	Ce comité a comme principales responsabilités d'assurer le respect de la portée et des orientations fonctionnelles de la solution, de même que du budget, de l'échéancier et de prendre les décisions qui s'imposent à cet égard. Il est aussi responsable de s'assurer de la validité et de la justification de toute demande de changement au plan établi. Ce comité de coordination est aussi l'entité où se discute l'évolution et la coordination des travaux du MOE et où se prennent les décisions à la bonne marche de ces dernières.	Secrétariat du Conseil du trésor Centre de services partagés du Québec	Aucun	Rencontres aux 2 semaines
Comité consultatif des directrices et directeurs des ressources humaines - G-11 Présidence : SCT	Les échanges et la consultation relativement au domaine des ressources humaines couvert par SGR2 et SGR3. Les responsabilités de ce comité sont de : • Partager une vision et des orientations communes en matière de ressources humaines; • Favoriser des échanges dynamiques et créatifs entre la clientèle et le projet; • Assurer la cohésion entre les besoins de la clientèle et les pratiques et outils proposés; • Développer une relation de partenariat avec les directions des ressources humaines des MO clients; • Assurer la disponibilité des outils nécessaires permettant d'optimiser les processus en gestion des ressources humaines supportant le développement du projet et son implantation.	Secrétariat du Conseil du trésor Centre de services partagés du Québec Invités selon présentations (ad hoc) : Ministère de la Justice du Québec Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec Ministère de l'Éducation, des Loisirs et des Sports Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale Ministère de la Sécurité publique Sûreté du Québec Ministère de la Culture et des Communications Ministère des Transports du Québec Ministère de l'Énergie et des ressources naturelles	Aucun	Rencontres aux 6 semaines. (Comité suspendu en oct. 2014 étant donné l'état d'avancement des projets. Sollicitation ciblée maintenue.)

Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2012-2013, 2013-2014 et en 2014-2015 dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget, le nombre de rencontres tenues en 2012-2013, en 2013-2014 et en 2014-2015, ainsi que les résultats.

NOM	MANDAT	MEMBRES	BUDGET	RÉSULTATS
	(Ce comité est sous la responsabilité du maître d'ouvrage, tandis que le maître d'œuvre est présent à chacune des rencontres).			
Comité d'implantation SGR2-SGR3 Présidence : CSPQ	Assurer un arrimage étroit entre les ministères, les organismes et le projet à l'égard des travaux d'implantation de SGR2 et de SGR3. Les principales préoccupations de ce comité sont de préparer l'implantation dans les sites. Ce comité est le même que celui utilisé dans le cadre du projet SGR2 et le mode de fonctionnement découle de ce dernier. Plus particulièrement, les rencontres de ce comité visent à : • Faire le point sur l'avancement des travaux d'implantation dans les sites; • Échanger sur les préoccupations et les enjeux du projet et des sites; • Assurer le suivi des échéanciers et du calendrier communs à la clientèle; Partager et présenter les principales activités d'implantation à venir. La principale préoccupation de ce comité est de préparer l'implantation dans les sites.	Secrétariat du Conseil du trésor Centre de services partagés du Québec Ministères et organismes : 41 coordonnateurs des sites et leurs collaborateurs.	Aucuns frais encourus	Rencontres aux 6 semaines
Comité d'intégration et de gestion de projet SGR2 L2 (CIG) Présidence : CSPQ	Ce comité aide la directrice de projet dans l'atteinte de ses objectifs en mettant en place la synergie de gestion de projet nécessaire pour y arriver. Il aborde les principaux axes du projet soit : • Les demandes de changement; • Les points en suspens; • La gestion des risques et enjeux; • La gestion des bénéfices; • Le plan de communication; • La transformation organisationnelle.	Secrétariat du Conseil du trésor Centre de services partagés du Québec	Aucun	Rencontres aux 2 semaines

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

NUMÉRO 6 - Comités interministériels

Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2012-2013, 2013-2014 et en 2014-2015 dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget, le nombre de rencontres tenues en 2012-2013, en 2013-2014 et en 2014-2015, ainsi que les résultats.

NOM	MANDAT	MEMBRES	BUDGET	RÉSULTATS
Comité sur la gestion de risques SGR2 Présidence : CSPQ	Ce comité vise à faire le point avant le comité directeur afin d'intégrer le registre à jour au Tableau de bord. Il coordonne toutes les actions relatives à la gestion des risques : • Élabore le processus de gestion des risques (à venir); • Prépare et analyse les fiches de chaque risque; • Déclenche l'opération documentation des risques; • Autorise le plan d'atténuation; Identifie les risques stratégiques du projet et les documents.	Secrétariat du Conseil du trésor Centre de services partagés du Québec	Aucun	Rencontres au besoin
Comité d'arrimage MOE-MOA SGR2-L2 Présidence : CSPQ	Voir à la bonne marche du projet dans son ensemble. Plus particulièrement : • Veiller à l'arrimage des travaux en fonction de la planification et de la capacité des organisations impliquées; • Développer et maintenir une relation harmonieuse entre les équipes du maître d'œuvre et du maître d'ouvrage; • Analyser toute tendance du projet qui pourrait conduire ou impacter le budget, la portée et l'échéancier global et y trouver une solution; • Justifier tout écart en vue d'une demande de changement. (Ces sujets peuvent également être traités dans le cadre du CIG)	Secrétariat du Conseil du trésor Centre de services partagés du Québec	Aucun	Rencontres aux 2 semaines
Comité d'intégration et de gestion de projet SGR3 (CIG) Présidence : CSPQ	Ce comité a pour rôle de s'assurer que le déroulement des travaux s'effectue selon la planification établie, en respect de la portée du projet, et de prendre les décisions requises à cette fin. Il aide le directeur de projet dans l'atteinte de ses objectifs en mettant en place la synergie de gestion de projet	Secrétariat du Conseil du trésor Centre de services partagés du Québec	Aucun	Rencontres hebdomadaires

Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2012-2013, 2013-2014 et en 2014-2015 dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget, le nombre de rencontres tenues en 2012-2013, en 2013-2014 et en 2014-2015, ainsi que les résultats.

NOM	MANDAT	MEMBRES	BUDGET	RÉSULTATS
	nécessaire pour y arriver. Il aborde les principaux axes du projet (phases de conception, de réalisation, d'essais, d'implantation et de soutien post-implantation). Les responsabilités de ce comité sont de : • Valider tous les plans, les approuver ou les faire approuver par le comité directeur, selon le cas; • Assurer que les actions sont bien synchronisées entre les équipes; • Assurer que chacune des équipes réalise, au moment opportun, les activités et biens livrables attendus; • Assurer la qualité des biens livrables; • Valider les rapports d'avancement préparés par les chargés de projet; • Faire le suivi sur l'élaboration et la validation des demandes de changement, les points en suspens, la gestion des bénéfices et la transformation organisationnelle; • Faire le suivi des plans d'atténuation des risques; • Agir à titre d'instance de recommandation auprès du comité directeur; Contrôler et assurer le suivi de la réalisation des travaux par un ensemble d'indicateurs de gestion via les rapports de suivi et les tableaux de bord.			
Comité maîtrise d'ouvrage SGR3 Présidence : SCT	Le comité de maîtrise d'ouvrage est présidé par la directrice de la gouvernance des systèmes en ressources humaines (marraine du projet). Les principales responsabilités de ce comité sont de suivre et de voir à la bonne marche de toutes les activités du maître	Secrétariat du Conseil du trésor Centre de services partagés du Québec	Aucun	Rencontres hebdomadaires

Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2012-2013, 2013-2014 et en 2014-2015 dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget, le nombre de rencontres tenues en 2012-2013, en 2013-2014 et en 2014-2015, ainsi que les résultats.

NOM	MANDAT	MEMBRES	BUDGET	RÉSULTATS
	d'ouvrage et leur arrimage dans la planification globale du projet. À ce titre, ce comité contribuera à identifier toute problématique en lien avec le projet et en suggérant des pistes de solution. Il portera une attention particulière à : • La définition et la gestion de la portée du projet; • La gestion du changement; • Le nouveau projet de loi; • Le portail Carrières.			
Comité d'arrimage MOE-MOA – SGR3 Présidence : SCT	Le comité d'arrimage assure le suivi et la coordination des travaux des différentes équipes. Les principales responsabilités de ce comité sont de voir à la bonne marche du projet dans son ensemble. Plus particulièrement, ses responsabilités sont de : • Veiller à l'arrimage des travaux en fonction de la planification et de la capacité des organismes impliqués; • S'assurer que chacune des équipes réalise, au moment opportun, les activités et biens livrables attendus; • S'assurer du synchronisme des actions de chacun des intervenants et des équipes de projets; • Développer et maintenir une relation harmonieuse entre les équipes du maître d'œuvre et du maître d'ouvrage; • Analyser toute tendance du projet qui pourrait conduire ou impacter le budget, la portée et l'échéancier global et y trouver une solution. • Justifier tout écart en vue d'une demande de changement.	Secrétariat du Conseil du trésor Centre de services partagés du Québec	Aucun	Rencontres aux 2 semaines

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

NUMÉRO 6 - Comités interministériels

Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2012-2013, 2013-2014 et en 2014-2015 dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget, le nombre de rencontres tenues en 2012-2013, en 2013-2014 et en 2014-2015, ainsi que les résultats.

NOM	MANDAT	MEMBRES	BUDGET	RÉSULTATS
Comité stratégique SGR3 CSPQ-SCT Présidence : CSPQ	Veille à l'atteinte des objectifs et des échéanciers du projet. Concertation entre les parties.	Secrétariat du Conseil du trésor Centre de services partagés du Québec	Aucun	Rencontres au besoin
Comité d'arrimage des communications SGR3 Présidence : Animation : SCT	Ce comité discute des activités de communication concertées MOA-MOE-DGSAGIR pour notamment : • Proposer un plan de communication global s'adressant à différents publics; Soutenir les initiatives de communication afin de s'assurer d'une cohérence et cohésion d'ensemble.	Secrétariat du Conseil du trésor Centre de services partagés du Québec	Aucun	Rencontres au besoin
Comité de gestion de risques SGR3 Présidence : CSPQ	Ce comité vise à faire le point avant le comité directeur afin d'intégrer le registre à jour au Tableau de bord. Il coordonne toutes les actions relatives à la gestion des risques : • Élabore le processus de gestion des risques (à venir); • Prépare et analyse les fiches de chaque risque; • Déclenche l'opération documentation des risques; • Autorise le plan d'atténuation; Identifie les risques stratégiques du projet et les documents.	Secrétariat du Conseil du trésor Centre de services partagés du Québec	Aucun	Rencontres au besoin
Rencontres MOA RF-RH Présidence : Contrôleur des finances	Ces rencontres de niveau stratégique visent à convenir d'un mode d'approche avec la DGSAGIR et à échanger sur divers sujets et préoccupations touchant le rôle et les responsabilités des MOA (RF, RH, RM et RH-SQ)	Secrétariat du Conseil du trésor Contrôleur des finances	Aucun	3 rencontres en 2014
Comité des répondants des domaines d'affaires Mise à niveau du progiciel d'Oracle, à sa version 12 (MV12)	Identifier les préoccupations et les impacts apportés par la nouvelle version du PGI dans les opérations des MO.	Secrétariat du Conseil du trésor Contrôleur des finances Sûreté du Québec	Aucun	Avant le comité directeur (1 rencontre en 2014)

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

NUMÉRO 6 - Comités interministériels

Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2012-2013, 2013-2014 et en 2014-2015 dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget, le nombre de rencontres tenues en 2012-2013, en 2013-2014 et en 2014-2015, ainsi que les résultats.

NOM	MANDAT	MEMBRES	BUDGET	RÉSULTATS
Présidence : Contrôleur des finances				
Comité directeur MVR12 Présidence : Contrôleur des finances	Assure le bon déroulement du projet dans le respect de la portée, des orientations, des échéanciers et des budgets. Effectue l'encadrement général, la coordination et l'intégration des composantes du projet. Assure le suivi des enjeux et des risques ayant un impact sur l'échéancier ou le budget du projet. Recommande l'approbation du dossier d'affaires au comité de gouverne et au CA. Rend compte de manière exécutive au comité de gouverne des phases de SAGIR ou à toute autre instance supérieure.	Secrétariat du Conseil du trésor Centre de services partagés du Québec Contrôleur des finances Sûreté du Québec Desjardins	Aucun	Aux 2 mois
Comité directeur MOA RH-SCT Présidence : DGSAGIR	Ces rencontres de niveau stratégique visent à convenir d'un mode d'approche avec la DGSAGIR et à échanger sur divers sujets et préoccupations touchant le rôle et les responsabilités des MOA RH (SGR2-L2)	Secrétariat du Conseil du trésor Centre de services partagés du Québec	Aucun	Rencontres aux 2 mois
Comité de gestion SCT-DGSAGIR Présidence : Direction des relations MOA et pilotage	Ce comité a pour but d'assurer le bon fonctionnement des opérations en exploitation SGR2, SAGIP, la planification des livraisons (BUS et mensuelle) en fonction des priorités au niveau affaires et la reddition de compte. L'amélioration des façons de faire entre MOA et MOE est au cœur des discussions.	Secrétariat du Conseil du trésor Centre de services partagés du Québec	Aucun	Rencontres aux 2 mois (1 semaine avant le comité directeur)
Comité opérationnel SCT-DGSAGIR Organisé par la DGSAGIR	Ce comité a pour but d'assurer le suivi des opérations (problèmes, évolutions et améliorations) relié à SGR2.	Secrétariat du Conseil du trésor Centre de services partagés du Québec	Aucun	Rencontres aux 2 semaines
CII cellule d'intervention immédiate	Le CII a pour but de suivre les incidents de sévérité 2.	Secrétariat du Conseil du trésor	Aucun	Rencontres hebdomadaires

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

NUMÉRO 6 - Comités interministériels

Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2012-2013, 2013-2014 et en 2014-2015 dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget, le nombre de rencontres tenues en 2012-2013, en 2013-2014 et en 2014-2015, ainsi que les résultats.

NOM	MANDAT	MEMBRES	BUDGET	RÉSULTATS
Organisé par la DGSAGIR		Centre de services partagés du Québec		
Rencontres CII Organisées par la DGSAGIR	Cette table vise à discuter d'incidents spécifiques de sévérité 2 pour trouver des solutions adéquates et dénouer des problématiques en cours de réalisation.	Secrétariat du Conseil du trésor Centre de services partagés du Québec	Aucun	Rencontres au besoin
Table de suivi des opérations (téléphone) Présidé par la DGSAGIR	Cette table vise de façon générale à réunir les utilisateurs MO afin de leur présenter l'état de situation de différents dossiers reliés au domaine des ressources humaines dans SAGIR et d'être à l'écoute des problématiques d'ordre fonctionnel et opérationnel liées au module RH	Secrétariat du Conseil du trésor Centre de services partagés du Québec Ministères et organismes : 1 pilote du centre d'assistance et 1 spécialiste RH par MO	Aucun	Rencontres aux 2 mois
G-6 (Ministères) (par téléphone) Présidé par la DGSAGIR	Ce comité vise à régler les incidents et les problématiques touchant les employés à paie variable qui rencontrent d'importants problèmes communs liés au mode actuel de fonctionnement de la solution SGR2.	Secrétariat du Conseil du trésor Centre de services partagés du Québec Ministères et organismes : 6 directrices et directeurs des RH	Aucun	Rencontres hebdomadaires
Comité Système d'information (SI) Organisateur : DGSAGIR	Ce comité vise à améliorer les produits informationnels de SAGIR (extraction ERT, le générateur des états financiers (GEF) et l'environnement EI et le référentiel SAGIR.	Secrétariat du Conseil du trésor Centre de services partagés du Québec Ministères et organismes : environ 30 utilisateurs, dont 1 par MO.	Aucun	4 rencontres par an
Rencontres MOA RF-RH	Ces rencontres de niveau tactique visent à améliorer les façons de faire, les outils de travail et les mécanismes d'échange avec le MOE et entre les MOA. Elles visent également à échanger sur les dossiers communs et convenir des priorités d'affaires pour la planification des BUS et des livraisons mensuelles.	Secrétariat du Conseil du trésor Contrôleur des finances Sûreté du Québec	Aucun	Rencontres au besoin
Ateliers pour le passage en mode service SGR3	Ces rencontres visent à convenir des rôles et des responsabilités de tous les intervenants, des mécanismes d'échanges, des principes d'affaires, des éléments de	Secrétariat du Conseil du trésor Centre de services partagés du Québec	Aucun	3 rencontres en 2014-2015

Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2012-2013, 2013-2014 et en 2014-2015 dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget, le nombre de rencontres tenues en 2012-2013, en 2013-2014 et en 2014-2015, ainsi que les résultats.

NOM	MANDAT	MEMBRES	BUDGET	RÉSULTATS
Organisés par la vice-présidence aux ressources humaines et financières (VPRHF)	redditions de compte en mode exploitation afin de faire un passage le plus harmonieux possible en mode service.			
Comité de suivi avec la Direction des opérations financières et matérielles (DPOFM) Présidé par Direction générale des services de rémunérations (DGSR)	Ce comité vise à échanger sur le traitement de cas de paie manuel ayant des impacts sur la comptabilisation, sur les processus de travail et sur SGR1, SGR2 et SAGIP	Secrétariat du Conseil du trésor Centre de services partagés du Québec Contrôleur des finances	Aucun	Rencontres aux 2 à 3 mois
Comité interministériel concernant la nouvelle politique d'immigration, de diversité et d'inclusion	Validation des orientations de la nouvelle politique en matière d'immigration, de diversité et d'inclusion proposées par le ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion (MIDI)	Tous les ministères sont représentés.	—	Un cahier de consultation publique a été élaboré. Deux ateliers de travail tenus en 2014-2015.
Comité interministériel sur la taxe scolaire	Évaluer les impacts de différents scénarios relatifs à la taxe scolaire	SCT MAMOT MFQ MELS	0$	2 rencontres tenues jusqu'à ce jour. Le nombre de rencontre à venir est inconnu. Les résultats sont à venir.
Groupe des responsables en analyse et évaluation de programme (GRAEP)	Le GRAEP a été fondé en 1989 afin de favoriser le développement et la promotion de la fonction d'évaluation de programme dans les ministères et organismes du gouvernement du Québec.	Le GRAEP regroupe les personnes qui assument la responsabilité d'implanter la fonction d'évaluation de programme dans les ministères et les organismes du gouvernement du Québec et d'en diriger ou coordonner les activités. Le GRAEP regroupe 38 membres provenant de 20 ministères et 17 organismes (en date du 9 septembre 2014).	Le budget de fonctionnement de l'organisation provient principalement des cotisations de ses membres. La cotisation est établie à 200 $ par année et par membre.	Pour le Secrétariat du Conseil du trésor, le GRAEP offre : ▪ une tribune de consultation quant aux préoccupations et aux besoins des responsables de l'évaluation dans les MO; ▪ des collaborateurs dans le cadre de la mise en œuvre de la Directive concernant l'évaluation de programme dans les ministères et les organismes (décret 125-2014 du 19 février 2014); ▪ un réseau de collaborateurs dans le développement de la fonction d'évaluation, notamment par le biais de « coformations » offertes gratuitement entre les membres.

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

NUMÉRO 6 - Comités interministériels

Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2012-2013, 2013-2014 et en 2014-2015 dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget, le nombre de rencontres tenues en 2012-2013, en 2013-2014 et en 2014-2015, ainsi que les résultats.

NOM	MANDAT	MEMBRES	BUDGET	RÉSULTATS
Table sur l'aide au développement économique	Cette table interministérielle a le mandat de proposer, à la Commission de révision permanente des programmes (CRPP), des scénarios de révision de l'offre de programmes d'aide au développement économique du gouvernement du Québec afin d'en améliorer l'efficacité et l'efficience. Responsables : Ministère de l'économie, de l'Innovation et des Exportations (MEIE) Commission de révision permanente des programmes (CRPP)	La table est composée de représentants des ministères suivants : MEIE MFFP MFQ MTESS MAMOT MERN MAPAQ MTO MTQ SCT (CRPP)	80 K$	Rencontres tenues jusqu'à présent : • 7 janvier • 10 avril
Équipe-projet interministérielle sur l'aide au développement économique	L'équipe projet appuie la Table sur l'aide au développement économique Responsables : Ministère de l'économie, de l'Innovation et des Exportations (MEIE) Commission de révision permanente des programmes (CRPP)	La table est composée de représentants des ministères suivants : MEIE MERN MFFP MAPAQ MAMOT MFQ MTESS MTO MTQ SCT (CRPP)		Rencontres tenues jusqu'à présent : • 15 janvier • 27 janvier • 09 février • 19 février • 25 février • 12 mars • 19 mars • 25 mars • 08 avril
Table sur la culture	Identifier et quantifier l'ensemble des interventions des ministères et organismes dans le secteur de la culture. Élaborer les mécanismes de concertation favorisant la cohérence de l'action gouvernementale dans le secteur de la	La table est composée de représentants des ministères suivants : MCC MEESR MAMOT		Rencontres tenues jusqu'à présent : • 30 septembre • 30 octobre • 27 janvier

Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2012-2013, 2013-2014 et en 2014-2015 dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget, le nombre de rencontres tenues en 2012-2013, en 2013-2014 et en 2014-2015, ainsi que les résultats.

NOM	MANDAT	MEMBRES	BUDGET	RÉSULTATS
	culture, dans le respect des missions respectives des ministères et organismes concernés. Responsable : Ministère de la Culture et des Communications (MCC)	MFQ MTO MRIF SCT (CRPP)		• 17 mars
Table sur la culture Comité interministériel sur les festivals et événements	Ce comité appuie les travaux de la Table sur la culture Responsable : Ministère de la Culture et des Communications (MCC)	La table est composée de représentants des ministères et organismes suivants : MCC MCE MEESR MTO MTESS (SCN) SODEC CALQ SCT (CRPP)		Rencontre tenue jusqu'à présent : • 19 février
Table Emploi-Formation	Impliquer davantage les employeurs dans le système d'emploi et de formation Rendre les programmes scolaires plus flexibles, mieux intégrés entre les niveaux de scolarité et plus ouverts à la formation par voie de stages Améliorer l'information sur le marché du travail Encourager l'intégration en emploi de personnes éloignées du marché du travail Réviser et développer les dispositifs d'immigration en faveur d'une meilleure réponse aux besoins du marché du travail Responsable :	La table est composée de représentants des ministères suivants : MTESS MEIE MIDI MCE MEESR MFQ SCT (CRPP)		Rencontres tenues jusqu'à présent : • 16 septembre • 3 octobre • 10 octobre • 5 décembre • 19 décembre • 16 janvier • 02 février

Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2012-2013, 2013-2014 et en 2014-2015 dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget, le nombre de rencontres tenues en 2012-2013, en 2013-2014 et en 2014-2015, ainsi que les résultats.

NOM	MANDAT	MEMBRES	BUDGET	RÉSULTATS
	Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MTESS)			
Table sous-ministérielle sur l'action internationale du Québec	La Table a le mandat d'identifier des objectifs communs, de dégager des consensus et de contribuer à l'élaboration d'une vision pour redéfinir les instruments de l'action du gouvernement du Québec à l'international. Responsables : Ministère des Relations internationales et de la Francophonie (MRIF) Ministère de l'économie, de l'Innovation et des Exportations (MEIE)	La table est composée de représentants des ministères suivants : MRIF MEIE MESRS MTO MIDI MCC MAPAQ SCT (CRPP)		Rencontres tenues jusqu'à présent : • 25 septembre • 6 novembre • 29 janvier

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

NUMÉRO 6 - Comités interministériels

Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2012-2013, 2013-2014 et en 2014-2015 dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget, le nombre de rencontres tenues en 2012-2013, en 2013-2014 et en 2014-2015, ainsi que les résultats.

NOM	MANDAT	MEMBRES	BUDGET	RÉSULTATS
Comité-conseil sur l'allègement réglementaire et administratif	– de conseiller le gouvernement sur les mesures à mettre en œuvre afin d'alléger le fardeau réglementaire et administratif des entreprises; – d'identifier les problèmes et les besoins des entreprises en ce qui a trait au fardeau imposé par la réglementation et les formalités administratives; – de suggérer des domaines réglementaires et administratifs à traiter en priorité; – d'effectuer le suivi de la mise en œuvre des recommandations et des mesures des plans d'action, des stratégies ou des rapports adoptés par le gouvernement en matière d'allégement réglementaire et administratif des entreprises; – de proposer des moyens de diffuser les résultats atteints auprès de la population, en particulier de la communauté des affaires, en ce qui a trait à la réduction du fardeau imposé aux entreprises par la réglementation et les formalités administratives s'y rattachant; – de faire rapport annuellement au Conseil des ministres de l'état d'avancement de des travaux du Comité.	Coprésidents Ministre délégué aux Petites et Moyennes entreprises, à l'Allègement réglementaire et au Développement économique régional Vice-présidente principale et porte-parole nationale, Fédération canadienne de l'entreprise indépendante (FCEI) Membres Présidente-directrice générale, Fédération des chambres de commerce du Québec (FCCQ) Président, Conseil du patronat du Québec (CPQ) Secrétaire général associé, Secrétariat aux priorités et aux projets stratégiques, ministère du Conseil exécutif (MCE) Sous-ministre, ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MTESS) Secrétaire, Secrétariat du Conseil du trésor (SCT) Président-directeur général, Revenu Québec (RQ) Président, Manufacturiers et exportateurs du Québec (MEQ)	Aucun	Ce comité remplace le Comité de suivi en matière d'allégement réglementaire qui avait pour mandat de suivre la mise en œuvre des 63 recommandations du rapport du Groupe de travail sur la simplification réglementaire et administrative (rapport Audet). Le Comité-conseil s'est rencontré deux fois depuis sa création, soit : - 23 octobre 2014 - 3 février 2015

NUMÉRO 6 - Comités interministériels

Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2012-2013, 2013-2014 et en 2014-2015 dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget, le nombre de rencontres tenues en 2012-2013, en 2013-2014 et en 2014-2015, ainsi que les résultats.

NOM	MANDAT	MEMBRES	BUDGET	RÉSULTATS
		Sous-ministre, ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MDDELCC) Président-directeur général, Conseil québécois du commerce de détail (CQCD)		

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

NUMÉRO 9 - Mise à jour économique - décembre 2014

Concernant l'«analyse de la mise à jour économique et financière de décembre 2014» produite par le Vérificateur général du Québec et déposée à l'hiver 2015 : à la page 26, au paragraphe 45, le Vérificateur indique, concernant les marges de prudence : «La quasi-totalité de ces marges de prudence n'est pas divulguée dans Le Point de décembre 2014. Par conséquent, notre recommandation précédemment formulée dans notre rapport de février 2014 aux fins d'adopter une orientation claire concernant la marge de prudence à intégrer dans le scénario économique et dans les prévisions budgétaires, à la diffuser de façon explicite aux différents intervenants et à l'expliquer dans les documents budgétaires, demeure pertinente.» Fournir les détails, la ventilation et la provenance des marges de prudence de 250 millions pour 2014-2015, de 1,077 milliard pour 2015-2016 et pour 2,061 milliards pour 2016-2017.

Les commentaires du Secrétariat du Conseil du trésor à la page 104 du rapport du Vérificateur général apportaient des précisions concernant la nature et le niveau des marges disponibles du côté des dépenses de programmes en décembre 2014.

Lors du dépôt du dernier Budget, la marge budgétaire pour les années 2016-2017 et 2017-2018 était de 250 M$ par année (sur une base récurrente) alors que celle pour 2015-2016 avait été utilisée afin de réduire les efforts à réaliser par les ministères et organismes. L'information à cet effet est présentée à la page A.31 du *Plan économique du Québec* de mars 2015.

Les marges budgétaires visent à faire face à divers risques liés notamment à des dépassements de coûts de certains programmes et à des mesures d'économie dont le rendement serait moindre qu'anticipé. Elles permettront également au gouvernement de gérer les arbitrages interministériels qui seront requis lors de la préparation du budget de dépenses des années concernées. L'utilisation de telles marges est considérée comme une bonne pratique.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

NUMÉRO 10 - Dérogations - Gel d'embauche

Nombre de demandes et nombre de dérogations accordées par ministère depuis le 24 avril 2014 concernant le gel des embauches imposé aux ministères et organismes dont le personnel est assujetti à la Loi sur la fonction publique.

Au total, les ministères et organismes ont demandé plus de 4 800 autorisations d'embauche dont près de 4 200 concernaient des demandes de prolongations ou de renouvellements d'occasionnels. Le Conseil du trésor a autorisé un peu plus de 4 000 embauches dont près 3 600 prolongations ou de renouvellements d'occasionnels. Dans ce contexte difficile, les ministères et organismes ont limité leurs demandes. En effet, les résultats prévisionnels indiquaient une baisse de l'effectif utilisé de l'ordre de 1 162 ETC en 2014-2015.

En comparaison, lors du gel d'embauche décrété de juin 2011 à mars 2012, le CT avait autorisé près de 8 000 embauches.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

NUMÉRO 11 - Économies - Gel d'embauche

Total des sommes économisées par la mesure du gel des embauches en 2014-2015. Fournir une ventilation par ministère.
Ce n'est que lorsque les résultats finaux de l'exercice financier 2014-2015 seront connus que les économies générées par cette mesure pourront être évaluées.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

NUMÉRO 12 - Contrôle de dépenses - 2 % masse salariale et 3 % fonctionnement

Total des sommes économisées en 2014-2015 par les mesures administratives en matière de contrôle de dépenses imposée aux ministères, aux organismes budgétaires, aux organismes autres que budgétaires, aux fonds spéciaux, aux activités administratives des réseaux de la Santé et de l'Éducation et aux sociétés d'État, et réalisées par des gains de productivité représentant 2 % de la masse salariale et 3 % des dépenses de fonctionnement imposées. Fournir une ventilation par ministère, organisme, fonds, réseau et société d'État.

Pour l'exercice financier 2014-2015, de façon à permettre l'atteinte des cibles budgétaires, le gouvernement a imposé des mesures administratives à l'ensemble de l'appareil gouvernemental, visant notamment des gains de productivité représentant 2 % de la masse salariale ainsi des efforts équivalant à une réduction de 3 % des dépenses de fonctionnement.

En ce qui concerne les ministères et organismes budgétaires, les économies relatives aux gains de productivité représentant 2 % de la masse salariale sont de 47,5 M$ et les économies relatives aux efforts équivalant à une réduction de 3 % des dépenses de fonctionnement sont de 54,5 M$.

En ce qui concerne les organismes autres que budgétaires et les fonds spéciaux subventionnés, les économies relatives aux gains de productivité représentant 2 % de la masse salariale sont de 34,0 M$ et les économies relatives aux efforts équivalant à une réduction de 3 % des dépenses de fonctionnement sont de 39,3 M$.

En ce qui concerne les réseaux de la santé et de l'éducation, les mesures excluaient les dépenses reliées aux services à la population. Ainsi, les économies relatives aux gains de productivité représentant 2 % de la masse salariale sont de 32,6 M$ et les économies relatives aux efforts équivalant à une réduction de 3 % des dépenses de fonctionnement sont de 16,6 M$.

L'ensemble de ces économies représente une somme de 224,5 M$ et ont fait l'objet d'une suspension du droit d'engager des crédits par le Conseil du trésor.

En incluant les économies relatives au resserrement dans l'octroi de subventions, les économies globales atteignent 305 M$.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

NUMÉRO 13 - Économies - Resserrement octroi des subventions

Total des sommes économisées en 2014-2015 par les ministères et organismes budgétaires en raison du resserrement de l'octroi et de la promesse des subventions. Fournir une ventilation par ministère et organisme.

Pour l'exercice financier 2014-2015, de façon à permettre l'atteinte des cibles budgétaires, le gouvernement a imposé des mesures administratives à l'ensemble de l'appareil gouvernemental, visant notamment des gains de productivité représentant 2 % de la masse salariale, des efforts équivalant à une réduction de 3 % des dépenses de fonctionnement ainsi que le resserrement dans l'octroi et la promesse de subventions, le cas échéant.

En ce qui concerne les ministères et organismes budgétaires, les économies relatives au resserrement dans l'octroi et la promesse de subventions représentent une somme de 80,5 M$ et ont fait l'objet d'une suspension du droit d'engager des crédits par le Conseil du trésor.

En incluant les économies relatives à la masse salariale et au fonctionnement, les économies globales atteignent 305 M$.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

NUMÉRO 14 - Unités autonomes - Chiffre d'affaires

Pour chacune des unités autonomes de service : part du chiffre d'affaires pour chacune des cinq dernières années qui ne provient pas d'un ministère ou d'un organisme du gouvernement du Québec.

Au 31 mars 2014, deux unités autonomes de services étaient toujours en activité, soit le Laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale du ministère de la Sécurité publique et le Centre de gestion de l'équipement roulant du ministère des Transports.

Selon son rapport annuel 2013-2014, le Laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale a réalisé des revenus autonomes pour la vente de services accessoires totalisant la somme de 3 621,1 k$. Ces revenus autonomes contribuent pour 27,9 % du financement du Laboratoire. 3 450,0 k$, c'est-à-dire 95,3 % de ces revenus autonomes, proviennent de l'entente fédérale concernant le financement des coûts associés à l'établissement des profils génétiques (ADN) pour le fichier criminalistique du Québec.

Dans son rapport annuel 2013-2014, le Centre de gestion de l'équipement roulant rapporte que la grande majorité des revenus du Fonds de gestion de l'équipement roulant, totalisant 116 276,3 k$, proviennent de ses activités commerciales. Les clients du Centre sont le ministère des Transports, les autres ministères, les organismes, les organismes liés au réseau de la santé et des services sociaux, les organismes liés au réseau de l'éducation, les organismes municipaux, les municipalités ainsi que les organismes fédéraux et amérindiens.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 17 - Effectifs temporaires depuis 2005

Ventilation détaillée des effectifs temporaires[1] dans la fonction publique au 1er mars de chaque année depuis 2005

MINISTÈRE OU ORGANISME	CATÉGORIE D'EMPLOI	MARS 2006	MARS 2007	MARS 2008	MARS 2009	MARS 2010	MARS 2011	MARS 2012	MARS 2013	MARS 2014	MARS 2015
010-Culture et Communications	Professionnel	8	11	24	22	24	49	47	34	38	25
	Technicien	3	2	2	3	4	5	7	7	10	6
	Personnel de bureau	5	6	6	10	8	6	8	7	10	7
Total 010-Culture et Communications		16	19	32	35	36	60	62	48	58	38
030-Relations internationales et Francophonie	Haute direction	6	6	7	5	6	1	3	1	1	
	Cadre								1		
	Professionnel	2	4	18	24	21	26	23	28	17	7
	Technicien	3	1	5	7	2	3	4	8	6	5
	Personnel de bureau	4	7	6	4	5	8	6	5	6	2
	Ouvrier			1	1						
Total 030-Relations internationales et Francophonie		15	18	37	41	34	38	36	43	30	14
050-Affaires municipales et Occupation du territoire	Haute direction	2	2	2	2	2					
	Professionnel	7	21	21	20	30	57	34	33	43	25
	Technicien	3	6	2	5	9	12	7	6	9	7
	Personnel de bureau	3	3	6	7	11	12	10	10	12	8
Total 050-Affaires municipales et Occupation du territoire		15	32	31	34	52	81	51	49	64	40
052-Forêts, Faune et Parcs	Haute direction							1	2	1	2
	Cadre		3	2	2	1	3	1	1	1	1
	Professionnel	34	34	45	75	91	166	166	113	104	75
	Technicien	48	30	25	38	55	128	133	109	114	94
	Personnel de bureau	14	11	12	17	19	27	48	36	55	44
	Agent de la paix	14	54	81	39	46	49	119	136	116	20
	Ouvrier		1	1	3	5	5	1		1	1
Total 052-Forêts, Faune et Parcs		110	133	166	174	217	378	469	397	392	237
055-Immigration, Diversité et Inclusion	Haute direction	1	1								
	Cadre					1	1				
	Professionnel	19	25	13	30	35	37	40	44	42	32
	Enseignant								90	102	18
	Technicien		4	3	15	21	12	10	15	18	14
	Personnel de bureau	2	15	16	41	63	42	31	33	36	15
Total 055-Immigration, Diversité et Inclusion		22	45	32	86	120	92	81	182	198	79

060-Santé et Services sociaux	Haute direction	1								1	1
	Cadre	2	2	2	1	1	1	1	5	5	3
	Professionnel	21	20	36	53	49	34	48	93	109	75
	Technicien	7	5	10	12	13	9	22	28	25	11
	Personnel de bureau	3	10	15	31	31	15	28	40	37	23
Total 060-Santé et Services sociaux		34	37	63	97	94	59	99	166	177	113
063-Régie des rentes du Québec	Cadre									1	1
	Professionnel	18	18	16	24	32	24	33	20	37	25
	Technicien	5	12	4	3	7	9	16	19	22	13
	Personnel de bureau	47	63	33	17	47	56	78	99	96	77
	Ouvrier		1	1				1	5	5	1
Total 063-Régie des rentes du Québec		70	94	54	44	86	89	128	143	161	117
064-Régie de l'assurance-maladie du Québec	Professionnel	21	50	47	67	63	60	59	90	137	79
	Technicien	18	19	28	49	62	74	93	98	131	67
	Personnel de bureau	12	17	29	39	40	29	85	69	102	62
	Ouvrier			2	2			3	4	6	2
Total 064-Régie de l'assurance-maladie du Québec		51	86	106	157	165	163	240	261	376	210
065-Famille	Haute direction					1	1				
	Professionnel	7	6	17	29	25	37	46	32	45	30
	Technicien	2	2	4	3	4	20	27	15	17	3
	Personnel de bureau	1	2	5	7	4	10	21	15	13	8
Total 065-Famille		10	10	26	39	34	68	94	62	75	41
067-Enseignement supérieur, Recherche et Science	Cadre								1	2	1
	Professionnel	12	14	14	11	6	8	15	49	46	21
	Technicien	2	3	7	11	7	10	27	47	51	14
	Personnel de bureau	2	2	5	5	5	5	43	46	43	16
Total 067-Enseignement supérieur, Recherche et Science		16	19	26	27	18	23	85	143	142	52
075-Travail	Cadre						1	1		1	1
	Professionnel	2	4	7	11	6	9	6	3	6	3
	Technicien			1	1	3	2	1	1	1	
	Personnel de bureau	1		4	12	11	12	4	6	3	2
Total 075-Travail		3	4	12	24	20	24	12	10	11	6

080-Agriculture, Pêcheries et Alimentation	Haute direction	1	1	1	1	1	1	1	1		
	Cadre	1	1	1	1			1	2		
	Professionnel	28	39	77	94	106	88	84	97	86	50
	Enseignant	7	15	26	16	15	4	4	24	31	12
	Technicien	13	44	106	92	89	85	79	85	66	36
	Personnel de bureau	8	17	19	17	23	24	29	36	33	15
	Ouvrier									1	1
Total 080-Agriculture, Pêcheries et Alimentation		58	117	230	221	234	202	198	245	217	114
095-Sécurité publique	Haute direction				1	1	1				
	Cadre		1	1	1	3	3	2	3	3	2
	Professionnel	26	50	70	81	56	46	88	151	152	118
	Technicien	22	19	17	18	16	13	14	26	45	40
	Personnel de bureau	14	16	27	43	41	45	54	80	115	92
	Agent de la paix	377	359	408	549	640	485	334	394	526	595
	Ouvrier	10	13	10	7	5	5	21	31	44	36
Total 095-Sécurité publique		449	458	533	700	762	598	513	685	885	883
140-Conseil exécutif	Haute direction	8	8	7	4	3	3	3	2	2	1
	Cadre				2	3	1	2	1	1	1
	Professionnel	2	21	28	37	37	32	40	36	32	33
	Technicien	1	4	6	11	12	9	5	8	4	4
	Personnel de bureau	2	4	3	10	8	10	11	13	8	1
Total 140-Conseil exécutif		13	37	44	64	63	55	61	60	47	40
160-Conseil du trésor et Administration gouvernementale	Cadre							1	2	2	1
	Professionnel	19	20	28	41	55	63	67	56	52	29
	Technicien	6	4	6	8	6	14	12	8	12	5
	Personnel de bureau	7	9	13	17	26	26	17	14	13	8
Total 160-Conseil du trésor et Administration gouvernementale		32	33	47	66	87	103	97	80	79	43
188-Bureau de décision et de révision	Cadre					1	1				
	Professionnel						1	2	1		
	Personnel de bureau		1			1	1				
Total 188-Bureau de décision et de révision			1			2	3	2	1		

206-Conseil du patrimoine culturel du Québec	Professionnel								1	1	
Total 206-Conseil du patrimoine culturel du Québec									1	1	
210-Finances	Haute direction	2	2	2	2	1					
	Cadre				1	1					
	Professionnel	12	23	31	55	50	47	55	83	82	46
	Technicien	3	7	8	10	17	26	18	18	21	6
	Personnel de bureau	2	6	4	7	8	14	26	30	22	6
Total 210-Finances		19	38	45	75	77	87	99	131	125	58
238-Conseil supérieur de l'éducation	Haute direction		1	1	1	1	1				
	Professionnel	1	1		2	2	3	3	1	1	1
	Technicien						1	1			
	Personnel de bureau					1	1				
Total 238-Conseil supérieur de l'éducation		1	2	1	3	4	6	4	1	1	1
240-Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances	Professionnel	8	11	12	25	28	47	62	67	80	80
	Technicien	1	1	32	46	52	44	46	28	25	19
	Personnel de bureau	5	6	24	41	59	80	99	87	74	68
Total 240-Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances		14	18	68	112	139	171	207	182	179	167
244-Commissaire à la lutte contre la corruption	Haute direction							1	1	1	1
	Cadre										1
	Professionnel							8	13	17	15
	Technicien								1	2	
	Personnel de bureau							2	3	3	1
Total 244-Commissaire à la lutte contre la corruption								11	18	23	18
245-Commissaire à la santé et au bien-être	Cadre				1	1	1				
	Professionnel	8	11	11	9	8	4	2	4	4	3
	Technicien				2	2	1				
	Personnel de bureau	1	1	3	3	4	4			1	1
Total 245-Commissaire à la santé et au bien-être		9	12	14	15	15	10	2	4	5	4
246-Directeur des poursuites criminelles et pénales	Professionnel			1	3	4	1	2	2	5	2
	Technicien		2	1	1	1	4	6	32	41	28
	Personnel de bureau	5	6	9	26	31	28	38	55	66	46
Total 246-Directeur des poursuites criminelles et pénales		5	8	11	30	36	33	46	89	112	76

247-Commissaire au lobbyisme	Professionnel	2	3	1	1	3	3	4	6	5	3
	Technicien				2	4	2	1	3	2	
	Personnel de bureau	1				1	1				
Total 247-Commissaire au lobbyisme		3	3	1	3	8	6	5	9	7	3
256-Bureau d'audiences publiques sur l'environnement	Professionnel	2	1	1	1	5	5	1		2	2
	Technicien			1		2	1	1	1	1	
	Personnel de bureau	1	1		2	2	1	3	2	1	
Total 256-Bureau d'audiences publiques sur l'environnement		3	2	2	3	9	7	5	3	4	2
267-Commissaire à la déontologie policière	Cadre	1									
	Professionnel	4	4	3	2	4	4			2	2
	Technicien			1	1						
	Personnel de bureau				1		1	1	3	3	
Total 267-Commissaire à la déontologie policière		5	4	4	4	4	5	1	3	5	2
274-Commission d'évaluation de l'enseignement collégial	Professionnel	3	1	2	2	2	2	5	6	2	1
	Technicien							1	1		
	Personnel de bureau	1	1				1	1			
Total 274-Commission d'évaluation de l'enseignement collégial		4	2	2	2	2	3	7	7	2	1
278-Commission de l'équité salariale	Professionnel		1	4	4	7	12	7	18	15	2
	Technicien	1			1			1	1	1	
	Personnel de bureau	1			1	2		2	3	4	1
Total 278-Commission de l'équité salariale		2	1	4	6	9	12	10	22	20	3
280-Économie, Innovation et Exportations	Haute direction	1	3	2	2	2	3	2	1		
	Cadre			2	1	1	1	2	1	1	1
	Professionnel	21	27	29	42	54	83	65	79	68	30
	Technicien			1	2	3	4	4	8	6	5
	Personnel de bureau	2	1	3	5	14	21	18	21	17	18
Total 280-Économie, Innovation et Exportations		24	31	37	52	74	112	91	110	92	54
285-Commission des relations du travail	Professionnel	5	4	1	4	5	4		3	9	6
	Technicien				1	1				1	
	Personnel de bureau				6	6	1	4	6	7	4
Total 285-Commission des relations du travail		5	4	1	11	12	5	4	9	17	10

293-Bureau du coroner	Professionnel					1	1				
	Personnel de bureau	1	1			3	2		1	2	1
Total 293-Bureau du coroner		1	1			4	3		1	2	1
320-Société de l'assurance automobile du Québec	Haute direction									1	1
	Cadre	1	1	1	1	1					1
	Professionnel	22	29	40	62	64	92	78	104	123	68
	Technicien	8	50	52	80	93	78	84	102	103	67
	Personnel de bureau	33	38	33	138	167	140	180	212	286	188
	Agent de la paix	10	25	33	15	20	19	20	35	30	9
	Ouvrier				1	1		1	1		
Total 320-Société de l'assurance automobile du Québec		74	143	159	297	346	329	363	454	543	334
321-Fonds d'aide aux recours collectifs	Technicien								1		
	Personnel de bureau						1	1	1		
Total 321-Fonds d'aide aux recours collectifs							1	1	2		
323-Institut de la statistique du Québec	Haute direction	1	1								
	Cadre			1	1						
	Professionnel	9	8	13	22	14	21	27	22	27	15
	Technicien			1	7	5	9	10	2	6	4
	Personnel de bureau	3	1	2	4	2	4	9	3	6	3
	Ouvrier									1	1
Total 323-Institut de la statistique du Québec		13	10	17	34	21	34	46	27	40	23
328-Commission de protection du territoire agricole du Québec	Haute direction	3	4	4	5	5	4	3	2	1	1
	Professionnel			2	4	5	8	3	3	5	3
	Technicien			1	2	2	2	2	5	5	1
	Personnel de bureau	2	5	2	8	9	7	3	3	5	1
Total 328-Commission de protection du territoire agricole du Québec		5	9	9	19	21	21	11	13	16	6
344-Office de la protection du consommateur	Professionnel	1	4	3	2	2	2	4	5	4	3
	Technicien	1	1	2	1	2	1	2	3	13	7
	Personnel de bureau	2	2	8	8	9	6	3	9	2	
Total 344-Office de la protection du consommateur		4	7	13	11	13	9	9	17	19	10

347-Centre de services partagés du Québec	Cadre		1	1			1	1	3	2	2
	Professionnel	15	30	57	96	88	106	125	121	150	109
	Technicien	4	21	47	65	84	112	128	109	119	87
	Personnel de bureau	3	7	21	35	51	52	81	63	84	44
	Ouvrier	1	1			1	3	6	6	5	1
Total 347-Centre de services partagés du Québec		23	60	126	196	224	274	341	302	360	243
350-Éducation, Loisir et Sport	Cadre			1	1	2	2	4	3	3	1
	Professionnel	27	37	44	29	48	66	85	86	72	35
	Technicien	9	8	7	10	12	19	21	16	19	12
	Personnel de bureau	17	12	8	4	15	25	51	51	40	18
	Ouvrier									2	2
Total 350-Éducation, Loisir et Sport		53	57	60	44	77	112	161	156	136	68
352-Régie du cinéma	Professionnel	1			1	2	1	3	3	3	1
	Technicien	1	1			1	2			2	1
	Personnel de bureau	2	2	1	1	1		3	3	1	1
Total 352-Régie du cinéma		4	3	1	2	4	3	6	6	6	3
360-Office des professions du Québec	Cadre						1	1			
	Professionnel	1	2	1	3	5	3	2	4	6	3
	Technicien			1	1		1		1	2	
	Personnel de bureau				1	1	4	6	2	2	2
Total 360-Office des professions du Québec		1	2	2	5	6	9	9	7	10	5
367-Régie du bâtiment du Québec	Cadre		2	1							
	Professionnel	6	7	12	12	12	14	13	19	16	12
	Technicien	24	20	35	43	43	43	29	62	56	15
	Personnel de bureau			3	17	30	20	15	30	42	26
Total 367-Régie du bâtiment du Québec		30	29	51	72	85	77	57	111	114	53
368-Commission municipale du Québec	Professionnel				1	1		1	1	1	
	Personnel de bureau				1	2	2	1	1	1	1
Total 368-Commission municipale du Québec					2	3	2	2	2	2	1

370-Assemblée nationale	Cadre			1	1						
	Professionnel	9	10	14	19	22	16	18	25	19	17
	Technicien	9	13	10	16	17	15	12	14	21	20
	Personnel de bureau	9	13	14	9	12	19	20	13	10	10
	Agent de la paix		3	2	5	4	7	13	7	2	4
	Ouvrier	4	5	4	5	6	6	7	10	9	9
Total 370-Assemblée nationale		31	44	45	55	61	63	70	69	61	60
372-Commission de l'éthique de la science et de la technologie	Professionnel							2	1	3	2
Total 372-Commission de l'éthique de la science et de la technologie								2	1	3	2
374-Vérificateur général	Haute direction					1	1	1			
	Cadre						1	1		1	1
	Professionnel	26	56	73	60	47	51	64	58	50	46
	Technicien	1	1		1		3	2			
	Personnel de bureau	3	1		2	4	4	5	5	3	2
Total 374-Vérificateur général		30	58	73	63	52	60	73	63	54	49
380-Développement durable, Environnement et Lutte contre les changements	Professionnel	24	43	58	54	68	100	140	164	156	115
	Technicien	24	35	35	36	57	83	119	117	114	79
	Personnel de bureau	9	14	16	14	21	33	55	41	43	32
	Ouvrier							6	6	7	2
Total 380-Développement durable, Environnement et Lutte contre les changements climatiques		57	92	109	104	146	216	320	328	320	228
386-Régie des alcools, des courses et des jeux	Professionnel		1	4	4	4	6	3	5	5	5
	Technicien		1	5	6	6	5	9	11	13	1
	Personnel de bureau	4	4	4	5	7	4	9	12	16	6
Total 386-Régie des alcools, des courses et des jeux		4	6	13	15	17	15	21	28	34	12
390-Sûreté du Québec	Cadre		1						1	1	
	Professionnel	12	12	27	30	23	23	23	33	70	51
	Technicien	8	7	9	9	9	6	5	22	39	27
	Personnel de bureau	35	43	43	28	37	57	51	52	134	91
	Ouvrier				1				6	31	31
Total 390-Sûreté du Québec		55	63	79	68	69	86	79	114	275	200

392-Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec	Professionnel	1		1	2	2	2	2	2		
	Technicien		1	1				1	3	2	
	Personnel de bureau						2	2	3	1	1
Total 392-Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec		1	1	2	2	2	4	5	8	3	1
400-Justice	Cadre	1	1				1	1			1
	Professionnel	18	27	42	61	58	60	51	59	66	56
	Technicien	13	17	36	52	51	55	51	54	73	43
	Personnel de bureau	56	26	42	74	85	96	93	85	186	188
	Ouvrier					1	1				
Total 400-Justice		88	71	120	187	195	213	196	198	325	288
402-Comité de déontologie policière	Personnel de bureau			1	2	1		1	1		
Total 402-Comité de déontologie policière				1	2	1		1	1		
408-Commission d'accès à l'information	Professionnel	2	3	2	6	5	7	5	3	2	1
	Technicien			1	4	3			1	1	1
	Personnel de bureau	1	1	1	2	2			1	1	1
Total 408-Commission d'accès à l'information		3	4	4	12	10	7	5	5	4	3
414-Commission des lésions professionnelles	Haute direction			1	1	1	1	1	1	1	1
	Cadre				1						
	Professionnel	3	2	4	6	7	5	6	6	3	2
	Technicien			1	2	4	3	3	3	6	3
	Personnel de bureau	1	3	3	6	17	21	26	17	18	18
	Ouvrier									1	1
Total 414-Commission des lésions professionnelles		4	5	9	16	29	30	36	27	29	25
425-Commission québécoise des libérations conditionnelles	Professionnel										1
	Technicien									1	2
	Personnel de bureau			2	2	2	4	4	2	1	1
Total 425-Commission québécoise des libérations conditionnelles				2	2	2	4	4	2	2	4
430-Commission de la fonction publique	Professionnel		1		6	8	8	8	5	4	2
	Technicien			1	1	1	2	1	1		
	Personnel de bureau				2	2	2	2	2		
Total 430-Commission de la fonction publique			1	1	9	11	12	11	8	4	2

450-Tribunal administratif du Québec	Professionnel	1	3	1	1	2	4	4	7	2	3
	Technicien	2	2	5	9	10	5	10	15	11	5
	Personnel de bureau	3	1	2	5	5	8	16	15	10	8
	Ouvrier				1	1					
Total 450-Tribunal administratif du Québec		6	6	8	16	18	17	30	37	23	16
505-Conseil de gestion de l'assurance parentale	Professionnel				2						1
	Technicien		1	1			1				
Total 505-Conseil de gestion de l'assurance parentale			1	1	2		1				1
510-Régie du logement	Professionnel			3	7	5	2		5	3	2
	Technicien				1		3	1	1	1	3
	Personnel de bureau	6	7	6	12	19	13	10	24	21	2
Total 510-Régie du logement		6	7	9	20	24	18	11	30	25	7
520-La Financière agricole du Québec	Professionnel	10	13	10	13	7	12	31	34	42	24
	Technicien	4	2	5	16	13	10	62	60	51	13
	Personnel de bureau	3	4	4	4	5	5	19	14	23	10
Total 520-La Financière agricole du Québec		17	19	19	33	25	27	112	108	116	47
538-Office des personnes handicapées du Québec	Professionnel	6	5	5	10	7	12	12	19	12	4
	Technicien	1			1	1			2	3	1
	Personnel de bureau	3	2	1	2		3	2	3	3	2
Total 538-Office des personnes handicapées du Québec		10	7	6	13	8	15	14	24	18	7
547-Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec	Cadre				2	4	5	3	1		1
	Professionnel				1	3	6	5	5	3	2
	Enseignant				21	21	1	1	25	27	4
	Technicien							6	7	9	6
	Personnel de bureau			1	1			3	1	2	1
	Ouvrier							1	1	1	
Total 547-Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec				1	25	28	12	19	40	42	14
560-Curateur public du Québec	Professionnel	14	24	20	38	39	34	34	39	33	22
	Technicien	4	2	3	25	29	24	13	15	27	24
	Personnel de bureau	4	1	3	11	15	17	11	16	21	14
Total 560-Curateur public du Québec		22	27	26	74	83	75	58	70	81	60

600-Énergie et Ressources naturelles	Haute direction				1	1	1				
	Cadre			1	1			1	1		
	Professionnel	8	10	23	25	23	35	27	19	19	31
	Technicien	5	3	8	13	11	23	39	31	24	19
	Personnel de bureau			1	4	10	10	7	8	4	12
Total 600-Énergie et Ressources naturelles		13	13	33	44	45	69	74	59	47	62
630-Directeur général des élections du Québec	Professionnel	6	11	10	8	9	16	15	11	9	12
	Technicien	1	3	3	10	12	8	7	9	13	6
	Personnel de bureau	2	2	4	8	11	3	8	13	9	10
	Ouvrier						1	2			
Total 630-Directeur général des élections du Québec		9	16	17	26	32	28	32	33	31	28
660-Conseil du statut de la femme	Professionnel	1	1	3	2	3	4	2	1	2	4
	Technicien	1	1	1	2	2	1		1	2	2
	Personnel de bureau				1	1	1	2			1
Total 660-Conseil du statut de la femme		2	2	4	5	6	6	4	2	4	7
690-Conseil supérieur de la langue française	Professionnel		1	1	2	1	4	4	2	1	
	Personnel de bureau			1	1	1	1	1	1	1	
Total 690-Conseil supérieur de la langue française			1	2	3	2	5	5	3	2	
700-Emploi et de la Solidarité sociale	Cadre	1	1	1	3	1	1	1	1		
	Professionnel	20	42	61	90	126	134	104	95	100	60
	Technicien	46	119	236	557	559	330	318	345	506	238
	Personnel de bureau	11	35	72	179	171	137	269	232	366	182
	Ouvrier			1	1	1					
Total 700-Emploi et de la Solidarité sociale		78	197	371	830	858	602	692	673	972	480
702-Commission des normes du travail	Professionnel	6	8	7	9	12	7	6	19	21	9
	Technicien	12	10	4	4	8	13	23	24	17	13
	Personnel de bureau	8	11	9	7	11	16	20	18	17	13
Total 702-Commission des normes du travail		26	29	20	20	31	36	49	61	55	35
703-Commission de la santé et de la sécurité du travail	Cadre	3	4	4	4	5	3	3	1	2	2
	Professionnel	111	141	153	201	206	181	213	215	203	190
	Technicien	82	101	104	134	146	183	219	199	219	226
	Personnel de bureau	30	57	56	89	122	119	141	127	119	103
	Ouvrier		2	2		1	3	2			
Total 703-Commission de la santé et de la sécurité du travail		226	305	319	428	480	489	578	542	543	521

710-Office québécois de la langue française	Cadre								1	1	
	Professionnel	6	2	5	4	23	23	18	21	27	21
	Technicien	1	1	1	5	6	4	7	5	2	1
	Personnel de bureau	3	3	3	2	4	9	8	11	13	6
Total 710-Office québécois de la langue française		10	6	9	11	33	36	33	38	43	28
730-Société d'habitation du Québec	Professionnel	8	7	17	25	34	32	26	33	38	17
	Technicien	2	2	1	1	4	9	5	7	9	6
	Personnel de bureau	3	5	4	3	11	13	13	8	10	8
	Ouvrier					1	1				
Total 730-Société d'habitation du Québec		13	14	22	29	50	55	44	48	57	31
771-Fonds Accès Justice	Professionnel									1	
Total 771-Fonds Accès Justice										1	
773-Fonds des ressources informationnelles du secteur de la santé et des ser	Cadre								24		
	Professionnel								98	7	7
	Technicien								85	3	2
	Personnel de bureau								28	5	2
Total 773-Fonds des ressources informationnelles du secteur de la santé et des services sociaux									235	15	11
801-Fonds d'aide à l'action communautaire autonome	Professionnel	1	1	1	3	3	3	1	1	1	
	Personnel de bureau	1	1	1	1	2	2	1	1	2	1
Total 801-Fonds d'aide à l'action communautaire autonome		2	2	2	4	5	5	2	2	3	1
807-Fonds des réseaux de transport terrestre (FORT)	Cadre			1	1	4	2	1	2	2	4
	Professionnel	27	38	59	88	93	112	121	184	290	267
	Technicien	29	46	66	113	156	172	186	215	284	239
	Personnel de bureau	4	7	13	26	38	41	70	64	106	81
	Ouvrier	23	30	64	77	109	124	264	267	454	332
Total 807-Fonds des réseaux de transport terrestre (FORT)		83	121	203	305	400	451	642	732	1 136	923
812-Fonds des services de police	Professionnel	5	11	11	13	14	15	10	17	31	23
	Technicien	2	2	1	10	10	4	2	12	26	19
	Personnel de bureau	16	39	111	103	56	54	44	81	184	150
	Ouvrier	2	3	3	2	2	2	1	4	9	6
Total 812-Fonds des services de police		25	55	126	128	82	75	57	114	250	198

814-Fonds de partenariat touristique	Professionnel	2	1	5	8	11	11	11	10	10	6
	Technicien		1	1	2	7	3	2	3	5	1
	Personnel de bureau	1	2	2		4	8	13	12	12	4
	Ouvrier					1	1				
Total 814-Fonds de partenariat touristique		3	4	8	10	23	23	26	25	27	11
816-Fonds national de formation de la main-d'oeuvre	Professionnel	1		3	6	5	7	6	4		
	Technicien			2	2						
	Personnel de bureau				2	2	2				
Total 816-Fonds national de formation de la main-d'oeuvre		1		5	10	7	9	6	4		
817-Fonds d'information sur le territoire	Cadre			1	1	1	1			1	1
	Professionnel	5	8	7	22	29	26	19	13	18	10
	Technicien	2	2	3	16	24	23	52	48	73	33
	Personnel de bureau					3	7	15	11	11	
Total 817-Fonds d'information sur le territoire		7	10	11	39	57	57	86	72	103	44
820-Fonds de gestion de l'équipement roulant	Cadre		2	3	5			1	5	5	1
	Professionnel	1	1	1	1	1	2	5	7	9	7
	Technicien	4	2	1	1			3	7	7	5
	Personnel de bureau		2	3	1			8	4	4	2
	Ouvrier		2	2				97	96	92	44
Total 820-Fonds de gestion de l'équipement roulant		5	9	10	8	1	2	114	119	117	59
826-Fonds des ressources naturelles	Haute direction					1	1	1		1	
	Cadre	1	1		2	4	4	1			
	Professionnel	5	11	14	29	34	34	48	55	50	10
	Technicien	3	4	3	9	12	14	12	22	71	3
	Personnel de bureau		1	2	8	6	7	5	3	9	2
Total 826-Fonds des ressources naturelles		9	17	19	48	57	60	67	80	131	15
830-Commission des transports du Québec	Professionnel			1	6	2	3	4	4	5	2
	Technicien			2	1	1	4	7	5	3	1
	Personnel de bureau	3	3	3	13	12	15	13	8	13	8
Total 830-Commission des transports du Québec		3	3	6	20	15	22	24	17	21	11

850-Transports	Cadre						1				
	Professionnel	11	23	51	58	51	63	88	93	115	87
	Technicien	7	14	23	40	43	52	71	96	116	73
	Personnel de bureau	9	15	14	15	24	32	53	52	73	38
	Ouvrier						1	5	4	2	
Total 850-Transports		27	52	88	113	118	149	217	245	306	198
872-Indemnisation des victimes d'actes criminels	Professionnel		2	1					1	1	
	Technicien									1	1
	Personnel de bureau		1	1	1	1	1				
Total 872-Indemnisation des victimes d'actes criminels			3	2	1	1	1		1	2	1
874-Fonds du financement	Professionnel	1	3	2	1	1	1	2	1		
	Technicien						1				
	Personnel de bureau								1		
Total 874-Fonds du financement		1	3	2	1	1	2	2	2		
878-Fonds des registres	Cadre						1				
	Professionnel		2	4	8	4	4	2	2	7	10
	Technicien	15	12	13	3	1	9	7	7	13	14
	Personnel de bureau	1			1	1	2	5	5	7	7
Total 878-Fonds des registres		16	14	17	12	6	16	14	14	27	31
921-Conseil de la magistrature du Québec	Professionnel					1	3	2	1		
	Technicien					1	1		1		1
	Personnel de bureau									1	1
Total 921-Conseil de la magistrature du Québec						2	4	2	2	1	2
Total général		2 109	2 877	3 891	5 620	6 310	6 444	7 563	8 546	10 066	6 896

[1] Employés réguliers temporaires assujettis à la LFP (St-emploi codes 1 et 4 du Sagip). Il s'agit des employés qui sont à compléter la période de probation de deux ans prévue à la LFP (LRQ,c,F3.1.1), section 2, article 14.
Texte de loi : Un fonctionnaire acquiert le statut de permanent dès qu'il a été employé dans la fonction publique de façon continue pendant deux ans.
Données présentées selon la structure budgétaire 2014-2015. Les données redressées pour les années antérieures sont approximatives en raison de la comptabilisation des activités transférées d'un ministère à un autre.
Données compilées en mars de chaque année (paie 26).

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRESOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

NUMÉRO 18 - Effectifs temporaires nommés permanent depuis 2004

Nombre d'effectifs temporaires qui ont eu le statut de permanence, par année depuis 2004.											
	2004-2005	2005-2006	2006-2007	2007-2008	2008-2009	2009-2010	2010-2011	2011-2012	2012-2013	2013-2014	2014-2015 (Avril 2014 à décembre 2014)
Nombre d'employés temporaires devenus permanents	3 228	2 399	1 596	941	1 627	1 779	2 717	2 601	2 950	3 221	3 652

Employés assujettis à la LFP
Nombre de personnes différentes qui ont été nommées permanents.
Les données présentées prennent en considération les employés temporaires qui sont devenus permanents le 1er avril ou au cours de l'année budgétaire.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

NUMÉRO 20 - Unités autonomes de services

Nombre d'unités autonomes de services propres à la fonction publique, en indiquant de quel ministère ou organisme relève chacune d'elles.	
UNITÉS AUTONOMES DE SERVICES (UAS) ET UNITÉS AYANT CONCLU UNE CONVENTION DE PERFORMANCE ET D'IMPUTABILITÉ (CPI)	MINISTÈRE ou ORGANISME RESPONSABLE
Bureau des infractions et amendes (CPI)	Ministre de la Justice
Centre de conservation du Québec (CPI)	Ministre de la Culture et des Communications
Centre d'expertise en analyse environnementale du Québec (CPI)	Ministre du Développement durable, de l'Environnement, de la Faune et des Parcs
Centre d'expertise hydrique du Québec (CPI)	Ministre du Développement durable, de l'Environnement, de la Faune et des Parcs
Centre de gestion de l'équipement roulant (UAS)	Ministre des Transports
Centre de recouvrement du MESS (CPI)	Ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale
Contrôle routier Québec (CPI) [partie de la SAAQ]	Ministre des Transports
Emploi-Québec (CPI)	Ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale
Laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale (UAS)	Ministre de la Sécurité publique
Régie du cinéma (CPI)	Ministre de la Culture et des Communications

Note : Depuis 2010, quatre unités conventionnées ont annulé leur convention de performance et d'imputabilité: Transformation alimentaire Québec, du ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec (MAPAQ), la Régie du logement, la Régie des rentes du Québec et le Centre de signalisation du ministère des Transports.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 21 - Employés dans les unités autonomes

Liste des unités autonomes de service, nombre d'employés et date d'entrée en opération.

UNITÉS AUTONOMES DE SERVICES (UAS) ET UNITÉS AYANT CONCLU UNE CONVENTION DE PERFORMANCE ET D'IMPUTABILITÉ (CPI)	ETC TOTAL UTILISÉ 2014-2015	DATE D'ENTRÉE EN FONCTION
Bureau des infractions et amendes (CPI)	187 ETC	2001-06-12
Centre de conservation du Québec (CPI)	23 ETC	2002-11-20
Centre d'expertise en analyse environnementale du Québec (CPI)	131 ETC	2002-01-16
Centre d'expertise hydrique du Québec (CPI)	208 ETC	2001-12-04
Centre de gestion de l'équipement roulant (UAS)	433 ETC	1997-06-13
Centre de recouvrement du MESS (CPI)	190 ETC	2001-04-05
Contrôle routier Québec (CPI) [partie de la SAAQ]	310 ETC	2001-02-28
Emploi-Québec (CPI)	4 237 ETC	2002-04-16
Laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale (UAS)	143 ETC	1996-10-01
Régie du cinéma (CPI)	42 ETC	2001-01-01

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 22 - Employés embauchés groupes cibles ou < 35 ans et remboursement déménagement

Pour l'année 2014-2015, le nombre d'employés embauchés issus des communautés culturelles, qui sont des personnes handicapées, qui sont anglophones, autochtones ou qui ont moins de 35 ans. Indiquer également :
a. Le nombre d'employés ayant obtenu en 2014-2015 un remboursement pour dépenses liées au déménagement dans le cadre du programme ou des mesures pour les membres des communautés culturelles.

	2014-2015				
	COMMUNAUTÉ CULTURELLE	PERSONNE HANDICAPÉE	ANGLOPHONE	AUTOCHTONE	MOINS DE 35 ANS
Nombre d'employés selon le statut *					
Régulier	193	17	7	5	821
Occasionnel **	584	73	64	35	2 379
Nombre d'employés ayant reçu un remboursement lié aux frais de déménagement, du 1er avril 2014 au 31 mars 2015*** 2015 ***	5				

* Les résultats de 2014-2015 sont partiels (mouvements cumulatifs à la paie 26 du 19-03-2015) et ils excluent ceux de la CSST.
** Sont exclus du tableau les occasionnels avec droit de rappel (statut d'emploi = 12)
*** La mesure s'adresse aux membres des communautés culturelles résidant dans la région métropolitaine de Montréal qui acceptent un emploi régulier ou occasionnel de plus d'un an dans une autre région.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

NUMÉRO 25 - Dirigeants réseaux de l'information

Nom de chacun des dirigeants réseaux de l'information et de chacun des dirigeants sectoriels de l'information.
Date d'entrée en fonction (selon l'état de situation au 28 février 2015)

Ministères et organismes	Nom	Date d'entrée en fonction à titre de dirigeant de l'information
Agence métropolitaine de transport	Sylvain Beaupré	2011-11-22
Bibliothèque et Archives nationales du Québec	François Montreuil	2011-07-14
Bureau d'audiences publiques sur l'environnement	René Beaudet	2011-01-20
Bureau de décision et de révision	Martin Duguay	2011-08-09
Bureau des coroners	Éric Labbé	2015-02-23
Bureau des enquêtes indépendantes	VACANT	N/A
Centre de la francophonie des Amériques	Christiane Audet	2012-02-14
Centre de recherche industrielle du Québec	Yves Larocque	2012-11-02
Centre de services partagés du Québec	Michel Gauthier	2011-07-19
Comité consultatif sur l'accessibilité financière aux études	VACANT	N/A
Comité de déontologie policière	Éric Labbé	2015-02-23
Comité de la rémunération des juges	VACANT	N/A
Comité de la rémunération des procureurs aux poursuites criminelles et pénales	VACANT	N/A
Commissaire à la déontologie policière	Éric Labbé	2015-02-23
Commissaire à la lutte contre la corruption	VACANT	N/A
Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances	Marc Vézina	2014-08-25
Commission consultative de l'enseignement privé	Stéphane Lehoux	2013-04-19
Commission d'accès à l'information	Alain Gingras	2011-07-26
Commission de la capitale nationale du Québec	Brigitte Vachon	2014-02-03
Commission de la fonction publique	Pierre Soulières-Lemire	2011-09-15
Commission de la santé et de la sécurité du travail	Michel Dumas	2011-07-26
Commission de l'équité salariale	Julie Cerantola	2012-04-03
Commission de l'éthique en science et en technologie	VACANT	N/A
Commission de protection du territoire agricole du Québec	Christiane Fortin	2011-07-20
Commission de toponymie	Guy Falardeau	2011-07-19
Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse	Véronique Émond	2014-06-16
Commission des lésions professionnelles	Wilner Laforest	2011-07-15
Commission des normes du travail	Yves Babineau	2014-04-08
Commission des partenaires du marché du travail	Pierre E. Rodrigue	2014-08-15
Commission des relations du travail	Claude Métivier	2011-07-28
Commission des services juridiques	Johanne Herron	2011-08-09
Commission des transports du Québec	Claude Côté	2011-07-18
Commission d'évaluation de l'enseignement collégial	Stéphane Lehoux	2013-04-24
Commission municipale du Québec	Martin Arsenault	2014-10-16
Commission québécoise des libérations conditionnelles	Éric Labbé	2015-02-23
Conseil de gestion de l'assurance parentale	Frédéric Beauchamp	2012-12-19
Conseil de la justice administrative	Lison Dubé p. i.	2014-12-18
Conseil de la magistrature	Lison Dubé p. i.	2014-12-18
Conseil des arts et des lettres du Québec	Sylvie Poirier	2011-11-10
Conseil du patrimoine culturel du Québec	Ann Mundy	2011-09-15
Conseil du statut de la femme	Madeleine Bourgeois	2013-04-08
Conseil supérieur de la langue française	Josée Giroux	2014-08-14
Conseil supérieur de l'éducation	Stéphane Lehoux	2013-04-24
Conservatoire de musique et d'art dramatique du Québec	Anne Duchesne	2012-06-27
Curateur public	Luc Gratton	2013-09-20
Directeur des poursuites criminelles et pénales	Denis Germain	2012-08-30
École nationale de police du Québec	Nathalie Bournival	2014-07-01
École nationale des pompiers du Québec	VACANT	N/A
Financement-Québec	Rénald Bergeron	2011-11-28

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

NUMÉRO 25 - Dirigeants réseaux de l'information

Nom de chacun des dirigeants réseaux de l'information et de chacun des dirigeants sectoriels de l'information. Date d'entrée en fonction (selon l'état de situation au 28 février 2015)		
Fondation de la faune du Québec	Brigitte Boulianne	2011-08-24
Fonds d'aide aux recours collectifs	Lison Dubé p. i.	2014-12-18
Fonds de recherche du Québec – Nature et technologies	Marc Duguay	2013-09-13
Fonds de recherche du Québec – Santé	Marc Duguay	2013-09-13
Fonds de recherche du Québec – Société et culture	Marc Duguay	2013-09-13
Institut de la statistique du Québec	Anne Giguère	2011-07-29
Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec	Lidia Lassel	2011-07-19
Institut national des mines	Robert Marquis	2013-09-13
La Financière agricole du Québec	Louis Potvin	2013-04-12
Ministère des Finances	Rénald Bergeron	2011-07-21
Ministère de l'Économie, Innovation et Exportations	David Beardsell	2014-08-13
Ministère de la Culture et des Communications	Diane Bédard	2015-12-15
Ministère de la Famille	François Maltais	2014-03-26
Ministère de la Justice	Lison Dubé p. i.	2014-12-18
Ministère de la Santé et des Services sociaux	Richard Audet	2013-06-10
Ministère de la Sécurité publique	Éric Labbé	2015-02-23
Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation	Bernard Plante	2012-01-16
Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport	Stéphane Lehoux	2013-04-19
Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale	Pierre E. Rodrigue	2014-06-16
Ministère de l'Enseignement supérieur, Recherche et Science	Stéphane Lehoux	2013-04-19
Ministère de l'Immigration, Diversité et Inclusion	Manon Doray	2014-10-07
Ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire	Martin Arsenault	2014-10-16
Ministère des Relations internationales et Francophonie	Denis Bilodeau p. i.	2014-08-13
Ministère de l'Énergie et Ressources naturelles	Gilles Rousseau	2013-11-25
Ministère de la Forêts, Faune et Parcs	Gilles Rousseau	N/A
Ministère des Transports	Luc LeBlanc	2013-05-13
Ministère du Conseil exécutif	Bruno Légaré	2013-05-13
Ministère du Développement durable, Environnement et Lutte contre les changements climatiques	Yvan Déry	2012-03-29
Ministère du Tourisme	Denis Archambault	2011-07-18
Ministère du Travail	Robert Bédard	2013-06-27
Musée d'Art contemporain de Montréal	Richard Bellerose	2012-11-27
Musée de la Civilisation	Guylaine Belley	2011-11-02
Musée national des beaux-arts du Québec	Jean-François Fusey	2011-08-09
Office de la protection du consommateur	Jocelyne Marcil	2013-02-12
Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris	Pierre E. Rodrigue	2014-08-15
Office des professions du Québec	Jacques Laflamme	2011-07-18
Office Québec-Amériques pour la jeunesse	Marilyne Poliquin	2014-04-08
Office Québec-Monde pour la jeunesse	Marilyne Poliquin	2014-04-08
Office québécois de la langue française	Guy Falardeau	2014-02-07
Régie de l'assurance maladie du Québec	Gaël Ségal	2013-06-10
Régie de l'énergie	Alain R. Pagé	2011-09-30
Régie des alcools, des courses et des jeux	Éric Labbé	2015-02-23
Régie des installations olympiques	Pierre Marineau	2011-11-21
Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec	Éric Andriamanjay	2011-07-21
Régie des rentes du Québec	Marc Landry	2011-07-14
Régie du bâtiment du Québec	André Gravel	2011-07-13
Régie du cinéma	Christiane Papineau	2014-03-04
Régie du logement	Diane Mayrand	2011-07-14
Secrétariat du Conseil du trésor	Alexandre Mailhot	2011-10-12

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

NUMÉRO 25 - Dirigeants réseaux de l'information

Nom de chacun des dirigeants réseaux de l'information et de chacun des dirigeants sectoriels de l'information. Date d'entrée en fonction (selon l'état de situation au 28 février 2015)		
Société de développement de la Baie James	Josée Roy	2011-07-26
Société de développement des entreprises culturelles	Serge Bergeron	2012-08-02
Société de financement des infrastructures locales du Québec	Rénald Bergeron	2011-09-21
Société de l'assurance automobile du Québec	Karl Malenfant	2013-07-02
Société de la Place des Arts de Montréal	Christian Ruel	2013-10-15
Société de télédiffusion du Québec	Peter St-Onge	2014-03-13
Société des établissements de plein air du Québec	Gilbert Larocque	2012-10-23
Société des traversiers du Québec	Jonathan Kelly	2011-07-21
Société d'habitation du Québec	Claude Perron	2014-03-20
Société du Centre des congrès de Québec	Sylvie Godbout	2014-07-07
Société du Grand Théâtre de Québec	Nathalie Bélanger	2011-07-29
Société nationale de l'amiante	VACANT	N/A
Société du Palais des congrès de Montréal	Francis Lefebvre	2014-06-25
Société du parc industriel et portuaire de Bécancour	VACANT	N/A
Société québécoise de récupération et de recyclage	Jocelyn Husson	2011-07-22
Société québécoise d'information juridique	Benoit Raymond	2011-07-20
Société québécoise des infrastructures	Alain Dumas	2013-10-30
Sûreté du Québec	Richard Moffet	2013-11-08
Tribunal administratif du Québec	Marc Laberge	2014-03-31
Tribunal des droits de la personne	VACANT	N/A
Réseau de l'Éducation, du Loisir et du Sport	Nicole Lemieux	2014-10-01
Réseau de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Science	Normand Légaré	2014-01-24
Réseau de la Santé et des Services sociaux	Richard Audet	2013-06-10

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

NUMÉRO 29 - PQI, avancement, financement, budget final 5 dernières années

Liste des projets inscrits au Plan québécois des infrastructures, incluant l'état d'avancement, financement accordé par année au cours des 5 dernières années, budget final prévu évolution du budget final au cours des 5 dernières années.

L'article 9 de la Loi sur les infrastructures publiques spécifie qu'une liste détaillée des projets d'infrastructure publique dont le coût inscrit au PQI pour chaque projet est égal ou supérieur au montant déterminé par le Conseil du trésor est jointe à ce plan.

Pour accroître la transparence de l'information et concilier la capacité de produire et de soutenir une information de qualité, le Conseil du trésor a établi le seuil à 50 millions de dollars pour tous les projets, incluant ceux se rapportant aux infrastructures routières.

Avec un tel seuil, c'est plus de 150 projets qui ont été rendus publics lors du Budget 2015-2016 (voir liste ci-jointe).

L'information qui est présentée à l'égard de ces projets en fonction des catégories d'avancement sont les suivantes :

- Projets *à l'étude* (42 projets, vise des projets envisagés de façon préliminaire d'un montant de plus de 50 millions de dollars)
  - Le nom du projet envisagé;
  - La région administrative dans laquelle les investissements sont effectués.
- Projets en planification (45 projets, vise des projets estimés à un montant de plus de 50 millions de dollars)
  - Le nom du projet retenu;
  - La région administrative dans laquelle les investissements sont effectués.
- Projets en réalisation (67 projets, vise des projets autorisés d'un montant de plus de 50 millions de dollars)
  - Le nom du projet retenu;
  - Le coût total du projet;
  - La contribution respective des différents partenaires (gouvernement du Québec, gouvernement fédéral, municipalités, autres);
  - La région administrative dans laquelle les investissements sont effectués.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

NUMÉRO 29 - PQI, avancement, financement, budget final 5 dernières années

Liste des projets inscrits au Plan québécois des infrastructures, incluant l'état d'avancement, financement accordé par année au cours des 5 dernières années, budget final prévu évolution du budget final au cours des 5 dernières années.

Réseau routier[1]
En réalisation

	Nom	Région administrative	Contribution du Québec				Contribution des partenaires	Coût total
			Avant 2015-2016	2015-2016	2016-2025	Sous-total 2015-2025		
1-	Reconstruction de l'échangeur Turcot	06 - MTL	696,8	589,3	2 387,2	2 976,5	0,0	3 673,3
2-	Construction d'une route à quatre voies entre Québec et Saguenay (autoroute 73)	02 - S-L-S-J 03 - C-NAT	583,0	1,5	0,4	1,8	386,6	971,4
3-	Prolongement de l'autoroute 50 entre Doherty et Lachute	07 - OUT	821,6	1,6	0,0	1,6	43,0	866,3
4-	Réaménagement de la route 185 entre l'autoroute 20 et la frontière du Nouveau-Brunswick - Phases I et II	01 - B-S-L	432,4	15,2	5,6	20,9	299,7	752,9
5-	Prolongement de l'autoroute 73 entre Saint-Joseph-de-Beauce et Saint-Georges	12 - C-A	313,2	44,9	11,6	56,5	40,8	410,5
6-	Maintien d'actifs sur l'échangeur Turcot et de La Vérendrye	06 - MTL	258,1	30,0	112,7	142,7	0,0	400,8
7-	Réaménagement du Rond-point Dorval (composante routière)	06 - MTL	115,6	34,9	78,5	113,4	113,5	342,5
8-	Prolongement de la route 167 vers les monts Otish	10 - N-D-Q	244,3	2,4	0,0	2,4	0,0	246,8
9-	Prolongement de l'autoroute 35 entre Saint-Jean-sur-Richelieu et la frontière américaine - Phases I et II	16 - MTR	158,2	5,0	38,8	43,8	44,3	246,2
10-	Maintien d'actifs sur le pont Honoré-Mercier	06 - MTL 16 - MTR	107,8	23,9	94,5	118,3	0,0	226,1
11-	Prolongement de l'autoroute 20 entre Cacouna et Notre-Dame-des-Neiges	01 - B-S-L	196,7	19,0	1,5	20,5	0,5	217,8
12-	Réaménagement de l'échangeur Charest et Robert-Bourassa à Québec	03 - C-NAT	182,9	0,2	0,0	0,2	30,5	213,6
13-	Prolongement de la route 138 de Natashquan à Kegaska	09 - C-NOR	200,4	0,8	0,0	0,8	0,0	201,2

Note : Les montants ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au montant indiqué.

[1] La contribution du ministère des Transports à la réalisation des projets du secteur Réseau routier est assumée par le Fonds des réseaux de transport terrestre.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

NUMÉRO 29 - PQI, avancement, financement, budget final 5 dernières années

Liste des projets inscrits au Plan québécois des infrastructures, incluant l'état d'avancement, financement accordé par année au cours des 5 dernières années, budget final prévu évolution du budget final au cours des 5 dernières années.

Réseau routier
En réalisation

	Nom	Région administrative	Contribution du Québec				Contribution des partenaires	Coût total
			Avant 2015-2016	2015-2016	2016-2025	Sous-total 2015-2025		
14-	Prolongement de l'autoroute 5 du chemin de la Rivière au raccordement de la route 105	07 - OUT	73,0	0,7	15,3	16,0	78,0	167,0
15-	Contournement sud de Sherbrooke par le prolongement de l'autoroute 410 - Phase I	05 - EST	150,2	15,0	0,2	15,2	0,0	165,4
16-	Réaménagement de l'échangeur Décarie Nord entre les autoroutes 15 et 40 à Montréal	06 - MTL	144,2	1,5	0,0	1,5	0,0	145,7
17-	Maintien d'actifs sur les structures de l'autoroute métropolitaine	06 - MTL	112,7	12,9	19,1	32,0	0,0	144,7
18-	Élargissement de l'autoroute 73 entre Sainte-Marie et Saint-Joseph - Phase II	12 - C-A	61,2	0,0	5,8	5,8	73,2	140,2
19-	Prolongement de l'autoroute 70 vers la ligne Bagot	02 - S-L-S-J	67,7	27,7	36,0	63,7	0,0	131,4
20-	Maintien d'actifs du Tunnel Louis-Hippolyte-La Fontaine	06 - MTL 16 - MTR	83,1	0,2	23,6	23,8	7,2	114,1
21-	Relocalisation permanente de la route 112 à Thetford Mines	12 - C-A	42,2	32,2	35,5	67,7	0,0	109,9
22-	Maintien d'actifs sur l'échangeur Saint-Pierre	06 - MTL	77,4	6,9	12,0	18,9	0,0	96,2
23-	Réparation des murs et des plafonds des tunnels Ville-Marie et Viger à Montréal	06 - MTL	57,5	9,6	18,0	27,6	8,4	93,5
24-	Maintien d'actifs sur les échangeurs entre les autoroutes 20 et 30 à Boucherville	16 - MTR	66,9	22,3	4,1	26,3	0,0	93,2
25-	Réaménagement de l'échangeur entre les autoroutes 20 et 25 et la route 132 à Longueuil	16 - MTR	81,1	0,1	0,0	0,1	3,3	84,5
26-	Maintien d'actifs sur le pont de l'Île-aux-Tourtes	06 - MTL 16 - MTR	45,1	7,9	12,6	20,6	0,0	65,7
27-	Réfection de l'autoroute Dufferin-Montmorency - Phases III à VIII	03 - C-NAT	49,8	8,7	5,6	14,3	0,0	64,1
28-	Construction d'une voie de contournement de Longue-Rive	09 - C-NOR	53,9	0,7	2,0	2,7	0,0	56,7
Total En réalisation			5 476,9	914,9	2 920,5	3 835,5	1 129,0	10 441,6

Note : Les montants ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au montant indiqué.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

NUMÉRO 29 - PQI, avancement, financement, budget final 5 dernières années

Liste des projets inscrits au Plan québécois des infrastructures, incluant l'état d'avancement, financement accordé par année au cours des 5 dernières années, budget final prévu évolution du budget final au cours des 5 dernières années.

Réseau routier
En planification

	Nom	Région administrative		Nom	Région administrative
1-	Construction d'un nouveau pont sur la rivière Mistassini à Dolbeau-Mistassini	02 - S-L-S-J	7-	Réfection majeure du pont Pie-IX entre Montréal et Laval	06 - MTL 13 - LAV
2-	Construction d'une voie de contournement du quartier de l'Isle Maligne à Alma	02 - S-L-S-J	8-	Construction d'une voie de contournement de Rouyn-Noranda	08 - A-T
3-	Travaux sur l'échangeur Laurentien – Félix-Leclerc et sur les bretelles d'accès	03 - C-NAT	9-	Réfection de la route 389 entre Baie-Comeau et Fermont	09 - C-NOR
4-	Contournement sud de Sherbrooke par le prolongement de l'autoroute 410 - Phase II	05 - EST	10-	Reconstruction de la côte Arsène Gagnon sur la route 138 à Les Bergeronnes	09 - C-NOR
5-	Recouvrement partiel de l'autoroute Ville-Marie à Montréal	06 - MTL	11-	Reconstruction du pont Gouin entre Saint-Jean-sur-Richelieu et Iberville	16 - MTR
6-	Amélioration de l'accès au port de Montréal par le réaménagement de la sortie Sherbrooke de l'autoroute 25	06 - MTL			

Réseau routier
À l'étude

	Nom	Région administrative		Nom	Région administrative
1-	Réaménagement de la route 185 entre l'autoroute 20 et la frontière du Nouveau-Brunswick - Phase III	01 - B-S-L	11-	Boulevard urbain de l'Ouest de l'île de Montréal	06 - MTL
2-	Reconstruction des échangeurs au nord des ponts de Québec	03 - C-NAT	12-	Amélioration des accès au port de Montréal dans l'axe du boulevard l'Assomption	06 - MTL
3-	Reconstruction ou réfection majeure du pont de l'Île d'Orléans	03 - C-NAT	13-	Réfection majeure du tunnel Louis-Hippolyte-La Fontaine	06 - MTL 16 - MTR
4-	Élargissement de l'autoroute Henri-IV - Phase II (Volets I - II - III) [2]	03 - C-NAT	14-	Reconstruction ou réfection majeure du pont Honoré-Mercier	06 - MTL 16 - MTR
5-	Réfection majeure du tablier du pont de Québec	03 - C-NAT 12 - C-A	15-	Reconstruction ou réfection majeure du pont de l'Île-aux-Tourtes entre Vaudreuil et Senneville	06 - MTL 16 - MTR
6-	Réfection majeure des tunnels Ville-Marie et Viger	06 - MTL	16-	Prolongement de la route 138 - Tronçon Kegaska - La Romaine	09 - C-NOR
7-	Reconstruction de l'échangeur Saint-Pierre	06 - MTL	17-	Prolongement de la route 138 - Tronçon La Tabatière - Tête-à-la-Baleine	09 - C-NOR
8-	Réfection majeure de l'autoroute métropolitaine à Montréal	06 - MTL	18-	Reconstruction ou réfection majeure du pont Gédéon-Ouimet sur l'autoroute 15 entre Laval et Boisbriand	13 - LAV 15 - LAU
9-	Réfection majeure de la structure de l'échangeur Des Sources à Pointe-Claire et Dorval	06 - MTL	19-	Prolongement de l'autoroute 19 entre les autoroutes 440 et 640 de Laval à Bois-des-Filion	13 - LAV 15 - LAU
10-	Raccordement du boulevard Cavendish à Montréal	06 - MTL	20-	Prolongement de l'autoroute 35 jusqu'à la frontière américaine - Phases III et IV	16 - MTR

[2] À l'exclusion des travaux de la phase I, en réalisation au coût de 32,1 millions de dollars.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

NUMÉRO 29 - PQI, avancement, financement, budget final 5 dernières années

Liste des projets inscrits au Plan québécois des infrastructures, incluant l'état d'avancement, financement accordé par année au cours des 5 dernières années, budget final prévu évolution du budget final au cours des 5 dernières années.

Transport collectif [3]
En réalisation

	Nom	Région administrative	Contribution du Québec				Contribution des partenaires	Coût total
			Avant 2015-2016	2015-2016	2016-2025	Sous-total 2015-2025		
1-	Remplacement des voitures MR-63 du métro de Montréal	06 - MTL	441,5	75,6	1 321,7	1 397,3	352,8	2 191,7
2-	Train de banlieue Corridor Nord-Est (Train de l'Est)	06 - MTL 14 - LAN	624,9	119,0	0,0	119,0	0,0	743,9
3-	Programme Réno-Systèmes III - Métro de Montréal	06 - MTL	80,7	62,0	120,0	182,0	237,3	500,0
4-	Rapibus de la Société de transport de l'Outaouais	07 - OUT	175,1	31,3	0,0	31,3	80,6	287,0
5-	Programme Réno-infrastructures - Métro de Montréal	06 - MTL	65,5	37,2	82,5	119,8	64,7	250,0
6-	Infrastructure au Réseau des bus (Centre de transport Stinson) - Phase II	06 - MTL	105,0	6,5	0,0	6,5	44,8	156,4
7-	Construction du centre d'entretien pour trains de banlieue Lachine	06 - MTL	52,6	26,5	12,9	39,4	24,7	116,7
8-	Réfection majeure de la station Berri-UQAM - Phase I	06 - MTL	28,2	11,8	27,7	39,5	19,3	87,0
9-	Étagement ferroviaire de la jonction de l'Est	06 - MTL	59,6	0,0	0,0	0,0	0,0	59,6
	Total En réalisation		1 633,1	369,9	1 564,8	1 934,8	824,3	4 392,2

Note : Les montants ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au montant indiqué.
[3] La contribution du ministère des Transports à la réalisation des projets du secteur Transport collectif est assumée, en partie, par le Fonds des réseaux de transport terrestre.

Transport collectif
En planification

	Nom	Région administrative		Nom	Région administrative
1-	Construction du centre d'entretien pour trains de banlieue Pointe-Saint-Charles	06 - MTL	5-	Voie réservée dans l'axe Pie-IX entre le centre-ville de Montréal et Laval	06 - MTL 13 - LAV
2-	Reconstruction du Complexe Crémazie de la Société de transport de Montréal	06 - MTL	6-	Acquisition de 20 voitures de train de banlieue et de 3 locomotives par l'Agence métropolitaine de transport	06 - MTL 15-LAU 13 - LAV 16-MTR 14 - LAN
3-	Pôle multimodal Vendôme	06 - MTL	7-	Construction d'un deuxième garage pour la Société de transport de l'Outaouais	07 - OUT
4-	Programme Réno-tunnel (tunnel Mont-Royal) - Phase II	06 - MTL	8-	Construction d'un nouveau centre d'exploitation à Saint-Hubert et acquisition du terrain par le Réseau de transport de Longueuil	16 - MTR

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

NUMÉRO 29 - PQI, avancement, financement, budget final 5 dernières années

Liste des projets inscrits au Plan québécois des infrastructures, incluant l'état d'avancement, financement accordé par année au cours des 5 dernières années, budget final prévu évolution du budget final au cours des 5 dernières années.

Transport collectif
À l'étude

	Nom	Région administrative		Nom	Région administrative
1-	Bureau de projet sur le prolongement du réseau de métro de Montréal	06 - MTL	3-	Système de transport collectif sur le nouveau pont Champlain [4]	06 - MTL 16 - MTR
2-	Train de l'Ouest de Montréal, incluant la desserte de l'aéroport international Pierre-Elliot-Trudeau [4]	06 - MTL			

4. Ces projets sont éventuellement destinés à être pris en charge par la Caisse de dépôt et placement du Québec.

Transport maritime, aérien, ferroviaire et autre
En réalisation

	Nom	Région administrative	Contribution du Québec				Contribution des partenaires	Coût total
			Avant 2015-2016	2015-2016	2016-2025	Sous-total 2015-2025		
1-	Remplacement du N.M. Camille-Marcoux	01 - B-S-L 09 - C-NOR	162,9	12,1	0,0	12,1	0,0	175,0
2-	Remplacement du N.M. Lucien-L.	03 - C-NAT 09 - C-NOR	40,8	44,2	0,0	44,2	0,0	85,0
3-	Remplacement du N.M. Radisson	03 - C-NAT 09 - C-NOR	40,8	44,2	0,0	44,2	0,0	85,0
Total En réalisation			244,6	100,4	0,0	100,4	0,0	345,0

Note : Les montants ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au montant indiqué.

Transport maritime, aérien, ferroviaire et autre
En planification

	Nom	Région administrative		Nom	Région administrative
1-	Aéroport international Jean-Lesage de Québec - Phase II du projet de modernisation	03 - C-NAT			

Transport maritime, aérien, ferroviaire et autre
À l'étude

	Nom	Région administrative		Nom	Région administrative
1-	Faisabilité de la voie de contournement - Lac-Mégantic	05 - EST	2-	Faisabilité d'un pôle logistique	16 - MTR

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

NUMÉRO 29 - PQI, avancement, financement, budget final 5 dernières années

Liste des projets inscrits au Plan québécois des infrastructures, incluant l'état d'avancement, financement accordé par année au cours des 5 dernières années, budget final prévu évolution du budget final au cours des 5 dernières années.

Santé et Services sociaux
En réalisation

	Nom	Région administrative	Contribution du Québec				Contribution des partenaires	Coût total
			Avant 2015-2016	2015-2016	2016-2025	Sous-total 2015-2025		
1-	Centre hospitalier de l'Université de Montréal (CHUM) et centre de recherche [5]	06 - MTL	1 915,1	234,8	940,8	1 175,6	540,1	3 630,8
2-	Centre universitaire de Santé McGill (CUSM) - Site Glen	06 - MTL	1 547,9	50,0	10,0	60,0	855,9	2 463,8
3-	Centre hospitalier universitaire Sainte-Justine - Grandir en santé	06 - MTL	520,4	144,7	142,1	286,8	132,5	939,6
4-	Hôpital général juif Sir Mortimer B. Davis - Phases I - II - III	06 - MTL	322,1	40,0	10,0	50,0	6,9	378,9
5-	Relocalisation de l'Hôpital de Baie-Saint-Paul	03 - C-NAT	7,2	75,0	244,1	319,1	0,0	326,3
6-	Agrandissement de l'Hôpital Haut-Richelieu-Rouville	16 - MTR	47,9	42,3	18,2	60,5	1,2	109,6
7-	Agrandissement et réaménagement de l'urgence et des services ultras spécialisés	05 - EST	96,3	0,0	0,0	0,0	6,6	102,9
8-	Centre hospitalier universitaire de Québec - Hôtel-Dieu de Québec	03 - C-NAT	77,6	0,0	0,0	0,0	0,0	77,6
9-	Hôpital Maisonneuve-Rosemont - Urgence	06 - MTL	50,1	17,0	5,5	22,5	1,0	73,6
Total En réalisation			4 584,6	603,9	1 370,6	1 974,5	1 544,1	8 103,2

Note : Les montants ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au montant indiqué.
5. Le coût total inclut la construction du centre de recherche qui est terminée.

Santé et Services sociaux
En planification

	Nom	Région administrative		Nom	Région administrative
1-	Centre hospitalier régional de Trois-Rivières (Pavillon Sainte-Marie) - Phase II	04 - MAU	5-	Construction d'un centre régional intégré de cancérologie à l'Hôtel-Dieu de Lévis	12 - C-A
2-	Hôpital du Sacré-Coeur-de-Montréal - Centre intégré de traumatologie et unité mère-enfant	06 - MTL	6-	Hôpital Pierre-Le Gardeur - Ajout de 146 lits sur 2 étages	14 - LAN
3-	Hôpital Maisonneuve-Rosemont - Construction pour la dialyse	06 - MTL	7-	Nouveau pavillon de soins de santé mentale à l'Hôpital régional de Saint-Jérôme	15 - LAU
4-	Hôpital de Lachine - Projet de redéploiement du campus de Lachine	06 - MTL	8-	Construction d'un CHSLD d'une capacité de 212 lits à Saint-Jérôme	15 - LAU

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

NUMÉRO 29 - PQI, avancement, financement, budget final 5 dernières années

Liste des projets inscrits au Plan québécois des infrastructures, incluant l'état d'avancement, financement accordé par année au cours des 5 dernières années, budget final prévu évolution du budget final au cours des 5 dernières années.

Santé et Services sociaux
À l'étude

	Nom	Région administrative		Nom	Région administrative
1-	Hôpital régional de Rimouski - Nouvelle construction pour le bloc opératoire, la chirurgie d'un jour et la stérilisation	01 - B-S-L	5-	Modernisation et agrandissement de l'Hôpital de Verdun	06 - MTL
2-	Construction d'un nouvel Hôpital sur le site de l'hôpital L'Enfant-Jésus à Québec	03 - C-NAT	6-	Institut de cardiologie de Montréal - Centre de formation, regroupement des soins ambulatoires et agrandissement de l'urgence	06 - MTL
3-	Hôpital La Malbaie	03 - C-NAT	7-	Centre jeunesse des Laurentides - Regroupement et modernisation	15 - LAU
4-	Agrandissement du Centre Femme-Jeunesse-Famille au Centre hospitalier universitaire de Sherbrooke (Hôpital de Fleurimont)	05 - EST	8-	Construction d'un nouvel hôpital dans la région de Vaudreuil-Soulanges	16 - MTR

Enseignement supérieur et Recherche
En planification

	Nom	Région administrative		Nom	Région administrative
1-	Université de Montréal - Complexe des sciences à Outremont	06 - MTL	2-	Université McGill - Pavillon Wilson	06 - MTL

Enseignement supérieur et Recherche
À l'étude

	Nom	Région administrative		Nom	Région administrative
1-	Université McGill - Réaménagement de l'Hôpital Royal Victoria	06 - MTL	3-	HEC Montréal - Nouveau pavillon au centre-ville ou réaménagement du pavillon principal	06 - MTL
2-	École de santé publique de l'Université de Montréal - Composante du Pôle d'excellence en santé de Montréal	06 - MTL			

Culture
En réalisation

	Nom	Région administrative	Contribution du Québec				Contribution des partenaires	Coût total
			Avant 2015-2016	2015-2016	2016-2025	Sous-total 2015-2025		
1-	Musée national des beaux-arts du Québec	03 - C-NAT	33,1	12,0	0,0	12,0	58,3	103,4
2-	Réfection et agrandissement de l'édifice Wilder	06 - MTL	30,9	28,5	7,0	35,5	32,8	99,2
Total En réalisation			64,0	40,5	7,0	47,5	91,1	202,6

Note : Les montants ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au montant indiqué.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

NUMÉRO 29 - PQI, avancement, financement, budget final 5 dernières années

Liste des projets inscrits au Plan québécois des infrastructures, incluant l'état d'avancement, financement accordé par année au cours des 5 dernières années, budget final prévu évolution du budget final au cours des 5 dernières années.

Infrastructures municipales, sportives, communautaires et de loisirs
En réalisation

	Nom	Région administrative	Contribution du Québec				Contribution des partenaires	Coût total
			Avant 2015-2016	2015-2016	2016-2025	Sous-total 2015-2025		
1-	Amphithéâtre de Québec	03 - C-NAT	158,5	41,5	0,0	41,5	200,0	400,0
2-	Cité de la culture et du sport à Laval - Place Bell	13 - LAV	6,9	36,3	3,1	39,4	153,7	200,0
3-	Usine de filtration de Laval	13 - LAV	42,4	4,4	0,0	4,4	140,5	187,3
4-	Station d'épuration de Montréal	06 - MTL	8,9	1,2	53,7	54,9	86,2	150,0
5-	Rejets des eaux usées à Montréal	06 - MTL	7,9	23,3	18,1	41,4	98,7	148,0
6-	Quartier des spectacles à Montréal	06 - MTL	40,0	0,0	0,0	0,0	80,0	120,0
7-	Gare de triage d'Outremont à Montréal	06 - MTL	15,4	9,1	5,5	14,6	90,0	120,0
8-	Station d'épuration de Gatineau	07 - OUT	9,8	6,7	36,7	43,3	26,5	79,6
9-	Mise aux normes des installations d'eau potable à Baie-Comeau	09 - C-NOR	4,6	15,9	8,1	24,0	36,0	64,7
10-	Construction d'un centre multifonctionnel à Gatineau - Centre Robert-Guertin	07 - OUT	11,8	14,7	0,0	14,7	26,5	53,0
Total En réalisation			306,3	153,0	125,2	278,2	938,2	1 522,6

Note : Les montants ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au montant indiqué.

Infrastructures municipales, sportives, communautaires et de loisirs
En planification

	Nom	Région administrative		Nom	Région administrative
1-	Projet de biométhanisation - Ville de Québec	03 - C-NAT	6-	Réhabilitation de la Gare maritime et de la Jetée Alexandra dans le secteur du Vieux-Montréal et du Vieux-Port	06 - MTL
2-	Amélioration de la capacité et l'efficacité des installations d'accueil des croisiéristes internationaux à Québec	03 - C-NAT	7-	Projet de biométhanisation - Ville de Laval	13 - LAV
3-	Mise aux normes des installations d'eau potable à Shawinigan	04 - MAU	8-	Projet de biométhanisation - Ville de Longueuil	16 - MTR
4-	Construction d'un amphithéâtre sportif à Trois-Rivières	04 - MAU	9-	Projet de biométhanisation - Couronne Sud-Est de Montréal	16 - MTR
5-	Projet de biométhanisation - Ville de Montréal	06 - MTL	10-	Projet de biométhanisation - Couronne Sud-Ouest de Montréal	16 - MTR

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

NUMÉRO 29 - PQI, avancement, financement, budget final 5 dernières années

Liste des projets inscrits au Plan québécois des infrastructures, incluant l'état d'avancement, financement accordé par année au cours des 5 dernières années, budget final prévu évolution du budget final au cours des 5 dernières années.

Infrastructures municipales, sportives, communautaires et de loisirs
À l'étude

	Nom	Région administrative		Nom	Région administrative
1-	Anneau de glace Gaétan-Boucher à Québec	03 - C-NAT	3-	Remplacement de la toiture du Stade olympique	06 - MTL
2-	Agrandissement du Palais des congrès de Montréal	06 - MTL			

Édifices gouvernementaux
En réalisation

	Nom	Région administrative	Contribution du Québec				Contribution des partenaires	Coût total
			Avant 2015-2016	2015-2016	2016-2025	Sous-total 2015-2025		
1-	Construction d'un établissement de détention à Sorel-Tracy	16 - MTR	43,6	30,7	121,0	151,7	0,0	195,3
2-	Construction d'un établissement de détention à Amos	08 - A-T	50,2	60,0	15,7	75,7	0,0	125,9
3-	Construction d'un établissement de détention à Roberval	02 - S-L-S-J	115,1	0,0	0,0	0,0	0,0	115,1
4-	Construction d'un établissement de détention à Sept-Îles	09 - C-NOR	55,3	35,6	0,0	35,6	0,0	90,9
Total En réalisation			264,2	126,3	136,8	263,1	0,0	527,2

Note : Les montants ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au montant indiqué.

Édifices gouvernementaux
En planification

	Nom	Région administrative		Nom	Région administrative
1-	Construction d'un palais de justice à Rimouski	01 - B-S-L	3-	Rénovation de l'établissement de détention Maison Tanguay	06 - MTL
2-	Complexe Marie-Guyart - Réfection du stationnement	03 - C-NAT	4-	Réaménagement majeur au palais de justice de Saint-Hyacinthe	16 - MTR

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

NUMÉRO 29 - PQI, avancement, financement, budget final 5 dernières années

Liste des projets inscrits au Plan québécois des infrastructures, incluant l'état d'avancement, financement accordé par année au cours des 5 dernières années, budget final prévu évolution du budget final au cours des 5 dernières années.

Edifices gouvernementaux
À l'étude

	Nom	Région administrative		Nom	Région administrative
1-	Construction d'un édifice à bureaux sur le site d'Estimauville	03 - C-NAT	2-	Construction d'un édifice à bureaux sur le site de l'Îlot Voyageur	06 - MTL

Ressources informationnelles
En réalisation

	Nom	Région administrative	Contribution du Québec				Contribution des partenaires	Coût total
			Avant 2015-2016	2015-2016	2016-2025	Sous-total 2015-2025		
1-	Solution d'affaires en gestion intégrée des ressources (SAGIR) - Phase SGR2	03 - C-NAT	86,4	0,0	0,0	0,0	0,0	86,4

Note : Les montants ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au montant indiqué.

Autres – Barrages publics
En réalisation

	Nom	Région administrative	Contribution du Québec				Contribution des partenaires	Coût total
			Avant 2015-2016	2015-2016	2016-2025	Sous-total 2015-2025		
1-	Maintien d'actifs au barrage Des Quinze	08 - A-T	38,7	19,1	8,9	28,0	12,3	78,9

Note : Les montants ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au montant indiqué.

Autres – Plan Nord
En planification

	Nom	Région administrative		Nom	Région administrative
1-	Réfection de la route de la Baie-James	10 - N-D-Q			

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

NUMÉRO 29 - PQI, avancement, financement, budget final 5 dernières années

Liste des projets inscrits au Plan québécois des infrastructures, incluant l'état d'avancement, financement accordé par année au cours des 5 dernières années, budget final prévu évolution du budget final au cours des 5 dernières années.

Autres – Plan Nord
À l'étude

	Nom	Région administrative	Nom	Région administrative
1-	Construction d'un nouveau lien ferroviaire pour le transport de minerai en provenance de la fosse du Labrador	09 - C-NOR 10 - N-D-Q		

Légende
01 - B-S-L = Bas-Saint-Laurent
02 - S-L-S-J = Saguenay - Lac-Saint-Jean
03 - C-NAT = Capitale-Nationale
04 - MAU = Mauricie
05 - EST = Estrie
06 - MTL = Montréal
07 - OUT = Outaouais
08 - A-T=- Abitibi-Témiscamingue
09 - C-NOR = Côte-Nord
10 - N-D-Q = Nord-du-Québec
11 - G-I-M = Gaspésie – Îles-de-la-Madeleine
12 - C-A = Chaudière-Appalaches
13 - LAV = Laval
14 - LAN = Lanaudière
15 - LAU = Laurentides
16 - MTR = Montérégie
17 - C-D-Q = Centre-du-Québec

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

NUMÉRO 30 - Services électroniques

Pour chacune des cinq dernières années, le montant consacré par chacun des organismes et des ministères au développement et à la mise en place de services électroniques et informatiques. Fournir une ventilation par organisme et ministère.

EXERCICE FINANCIER	MONTANT
2014-2015	98 392 k$*
2013-2014	46 020 k$
2012-2013	54 732 k$
2011-2012	77 265 k$
2010-2011	80 300 k$

*Correspond au montant prévu, les résultats réels seront connus ultérieurement.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

NUMÉRO 32 - Dix plus gros fournisseurs informatiques

Montant accordé aux dix plus gros fournisseurs informatiques du secteur public québécois. Indiquer le nom de chacun de ces fournisseurs.

Valeur des contrats des 10 plus importants fournisseurs ou prestataires de services en TI selon la nature des contrats
Organismes publics des réseaux de l'administration gouvernementale, de la santé et des services sociaux et de l'éducation
Données préliminaires couvrant la période du 1er avril 2014 au 31 décembre 2014

Fournisseur ou prestataire de services	Approvisionnement	Services de nature technique	Services professionnels	Total
Logibec inc.	40 993 996 $	5 652 057 $	4 716 710 $	**51 362 763 $**
Conseillers en Gestion et Informatique CGI inc.	61 200 $	5 822 000 $	25 982 084 $	**31 865 284 $**
IBM Canada Ltée	27 456 563 $	2 169 325 $	550 179 $	**30 176 067 $**
Nurun Services conseils	- $	- $	20 276 165 $	**20 276 165 $**
Oracle Canada ULC	13 592 758 $	1 407 183 $	2 994 327 $	**17 994 268 $**
Systematix Technologies de l'Information Inc.	- $	173 588 $	16 743 166 $	**16 916 754 $**
MédiSolution Inc.	13 175 417 $	2 815 031 $	537 835 $	**16 528 283 $**
Société Conseil Groupe LGS	- $	- $	16 509 258 $	**16 509 258 $**
Bell Canada (Compagnie de téléphone Bell du Canada)	10 324 504 $	2 424 700 $	2 978 114 $	**15 727 318 $**
MicroLogic	14 263 524 $	263 376 $	86 466 $	**14 613 366 $**
Total des 10 principaux fournisseurs ou prestataires de services	**119 867 962 $**	**20 727 260 $**	**91 374 304 $**	**231 969 526 $**

Note : Les données du tableau ci-dessus proviennent du Système électronique d'appel d'offres (SEAO) et sont ensuite validées et compilées par le Secrétariat du Conseil du trésor. Elles présentent les contrats conclus avec un seul adjudicataire.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

NUMÉRO 33 - Contrats informatiques octroyés à des firmes québécoises

Pourcentage et montants des contrats informatiques externes qui sont allés à des firmes québécoises. Fournir une ventilation par firme.

En 2014-2015, le SCT a octroyé 15 contrats de services professionnels et de nature technique informatiques externes pour un montant total de 1 028 068,57 $ et ce, à 100 % à des firmes québécoises.

Nom de fournisseur	Montant du contrat
ARS Solutions réseaux et affaires	15 225,00 $
CMD4 inc.	91 140,00 $
Egyde conseils inc.	10 627,50 $
Fibrenoire inc.	600,00 $
Fujitsu Conseil [Canada] inc.	213 350,00 $
Informatique Pro-Contact inc.	2 608,00 $
Kasse Tête Conseils Inc.	10 627,50 $
Micro Logic Sainte-Foy ltée	1 498,00 $
Micro Logic Sainte-Foy ltée	3 385,00 $
Momentum Technologies inc.	270 575,00 $
Momentum Technologies inc.	397 194,00 $
Pixelweb télécom inc.	700,00 $
Softchoice LP	9 144,87 $
Technologies Iweb inc.	1 393,20 $

Demandes non répondues

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIÈRES NON RÉPONDUES DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

# demande 2015-2016	SUJET DE LA DEMANDE	NOM DE LA DEMANDE	EXPLICATION
1	Dépenses en logiciel, matériel et services professionnels en TI	Indiquer les sommes dépensés pour 2014-2015 par votre ministère et ses organismes pour l'informatique et les technologies de l'information. Préciser s'il s'agit d'achat de logiciels, de matériel ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ).	Demande répondue par la P03 (2e)
2	Services électroniques	Pour chacune des 5 dernières années, le montant consacré par l'ensemble des organismes et ministères au développement et à la mise en place de services électroniques.	Demande répondue par la P30 Opp off.
4	Centre spécialisés en RI - Rimouski et Chicoutimi	État de situation des deux centres spécialisés en ressources informationnelles de Rimouski et de Chicoutimi. Pour chacun des centres : nombre d'employés embauchés au 31 mars 2015, budget accordé en 2014-2015, ainsi que les prévisions pour 2015-2016.	Demande répondue par le CSPQ.
7	Reconduction des programmes 6,1 G$ et 3,2 G$	Le 24 avril 2014, le premier ministre déclarait: «Nous nous engageons à donner aux citoyens le gouvernement le plus transparent et ouvert qu'ils auront eu au Québec.» Le 21 mai 2014, le premier ministre déclarait : «Il faut que la transparence soit la plus entière possible et qu'elle ne trouve comme limite que la protection de la vie privée. L'argent que nous engageons, c'est celui que nos concitoyennes et concitoyens ont durement gagné. Respectons leurs efforts, soyons dignes de leur confiance et donnons-leur l'information qui leur permettra de juger de l'administration des fonds publics. » Conformément à ces engagements, nous souhaitons obtenir la liste exhaustive des programmes ministériels existants à la fin de l'année financière 2013-2014 et qui n'ont pas été reconduits intégralement en 2014-2015 dans le cadre des crédits déposés le 4 juin 2014. Pour chacun de ces programmes, donner le coût de reconduction intégral et la dépense prévue aux crédits 2014-2015 en incluant les programmes qui ont été abolis et dont la dépense sera nulle. (Le total du coût de reconduction des programmes visés corresponds au montant de 6,1 G$ indiqué à la page A.27 du plan budgétaire 2014-2015 et le total des coûts non reconduits correspondant au montant de 3,2 G$ apparaissant à la même page.)	Demande répondue par la G44.
8	Mesures en 2014-2015 - applications du cran d'arrêt	Liste des nouvelles mesures instaurées en 2014-2015 et indiquer, pour chacune, les mesures abolies en conséquence. (Application du cran d'arrêt).	Demande répondue par la G45.
15	Organismes et agences; membres C.A.	Pour tout organisme relevant du ministère, concernant le bureau de la présidence : a. Nombre de rencontres, repas ou réunions et les frais afférents; b. Liste des personnes à rencontrer en précisant le but de la rencontre; c. Frais de déplacement, frais de voyage, frais de repas et frais de représentation; d. Liste des participations à des colloques, des congrès et la liste des participants, incluant les coûts afférents	Cette demande ne concerne pas le Secrétariat du Conseil du trésor
16	Membres bureau de présidence	Pour tout organisme relevant du Secrétariat du Conseil du trésor : a. Nombre de rencontres, repas ou réunions et les frais afférents; b. Liste des personnes à rencontrer en précisant le but de la rencontre; c. Frais de déplacement, frais de voyage, frais de repas et frais de représentation; d. Liste des participations à des colloques, des congrès et la liste des participants, incluant les coûts afférents	Demande non pertinente.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIÈRES NON RÉPONDUES DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

# demande 2015-2016	SUJET DE LA DEMANDE	NOM DE LA DEMANDE	EXPLICATION
19	Effectifs permanents	Ventilation détaillée de l'effectif permanent dans la fonction publique au 1er mars 2011, 2012, 2014 et 2015.	Demande répondue par la P17 (2e).
23	Coûts de système M/O	Évaluation des coûts de système de chacun des ministères (pourcentage d'augmentation du budget du ministère qui est nécessaire uniquement pour maintenir le même niveau de service d'une année à l'autre).	Demande répondue par la G44.
24	Nouvelles structures administratives	Liste de toutes les nouvelles structures administratives créées depuis le début de l'année financière 2014-2015, par année financière.	Demande répondue par la P45 (2e).
26	Politiques visant à soutenir les organismes en ressources informationnelles	Liste des politiques, des guides, des pratiques et des divers services visant à soutenir les organismes publics et les entreprises du ouvernement en matière de ressources informationnelles établies en 2014-2015.	Demande répondue par la P74 (2e).
27	Liste des organismes / Art. 14 Loi sur la gouvernance	Liste des organismes ayant soumis en 2013-2014 une programmation annuelle en vertu de l'article 14 de la Loi sur la gouvernance et la gestion des ressources informationnelles des organismes publics et des entreprises du gouvernement.	Répondue par la P76 (2e).
28	Écarts salariaux médecins, spécialistes et omnipraticiens versus autres provinces	Comparaison des écarts salariaux en 2014-2015 entre les médecins, les spécialistes et les omnipraticiens, et leurs équivalents des autres provinces. Fournir une ventilation par spécialité.	Demande répondue par la P47a (2e).
31	Dépenses en informatique pour le secteur public québécois	Total du montant dépensé en informatique pour le secteur public québécois en 2014-2015. Fournir une ventilation par ressource, externe et interne.	Répondue par la P78 (2e).

Secrétariat
du Conseil du trésor
Québec

Secrétariat du Conseil du trésor

Étude des crédits

2015-2016

Demande de renseignements particuliers

Québec

Deuxième groupe d’opposition

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

Demandes de renseignements particuliers du deuxième groupe d'opposition

#	Demandes de renseignements particuliers du deuxième groupe d'opposition
*1	Pour chacun des organismes, agences, ou autres relevant du ministère pour 2014-2015, indiquer : - la liste des employés et des membres du conseil d'administration, en indiquant le poste qu'ils occupent et leur rémunération ; - la liste des personnes qui ont été nommées ou qui ont vu leur mandat renouvelé en indiquant : leur nom, leur titre, la date du début et de la fin de leur mandat, leur rémunération et leur CV ; - leur frais de déplacement, de repas, de voyage et de représentation.
2	Liste de toutes les formations (incluant les formations continues et celles menant à l'obtention d'une certification ou d'un diplôme), conférences, ateliers, journées d'activités, sommets, congrès ou autres activités auxquelles ont participé les employés du ministère et des organismes qui en relèvent au cours de l'année 2014-2015. Indiquer : - le lieu ; - le coût ; - la ou les dates de participation ; - le nombre de participants ; - le nom de la personne ou de l'organisme ayant offert l'activité ; - le nom de la formation ou de l'activité.
3	Sommes dépensées en 2014-2015 (et prévisions pour 2015-2016) par le ministère et chacun de ses organismes pour l'informatique et les technologies de l'information. Ventiler selon la catégorie de dépenses, soit s'il s'agit d'achat de logiciels ou de licences, de matériel ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ).
*4	Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires auxquels a participé le ministère en 2014-2015, en indiquant pour chacun : - son mandat ; - la liste des membres ; - le budget dépensé ; - le montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres ; - les résultats atteints.
5	Nombre et pourcentage d'employés occasionnels par secteurs au ministère en 2014-2015 et comparaison avec les six années financières précédentes. Préciser pour chaque secteur et pour chaque année le nombre et le pourcentage d'employés devenus permanents.
*6	Ventilation détaillée de toutes les compressions financières réalisées et à venir des ministères et organismes dans le cadre du Plan de retour à l'équilibre budgétaire pour chacune des années financières , 2012-2013, 2013-2014, 2014-2015 et prévisions pour 2015-2016. Fournir également le détail de toute autre demande de compressions du Conseil du Trésor auprès du ministère ou un de ses organismes. Ventilation par année, par ministère et organismes ainsi que par compressions réalisés et à venir.
7	Liste et copie de tous les sondages effectués en 2014-2015, en indiquant les coûts, le sujet et, le cas échéant, la firme retenue pour le réaliser.
8	Liste et copie de tous les avis, juridiques et autres, commandés en 2014-2015 par le ministère ou le cabinet du ministre en indiquant les coûts, le sujet, le nom de l'organisme ou de la personne qui a réalisé l'avis et la date de réception. Indiquer le nombre total d'avis demandés par le ministère.
*9	Liste de tous les frais de traduction et des documents traduits pour le ministère et chacun de ses organismes en 2014-2015. Fournir la liste des contrats octroyés, le nom des firmes retenues et les coûts.
*10	Mandats donnés à la Société immobilière du Québec pour la location, l'achat, l'aménagement, la décoration et les travaux divers en régie et/ou par sous-contrats, en 2014-2015.
11	Pour le ministère et chacun des organismes, agences, conseils, comités ou autres qui en relèvent, indiquer pour 2014-2015: a) la liste de tous les concours et tirages effectués ; b) les prix remis aux gagnants des concours et des tirages, ainsi que la valeur de ces prix ; c) l'objectif visé par la tenue de chacun des concours; d) la liste des concours qui ont pris fin.
12	Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, concernant les campagnes de publicité et de sensibilisation, fournir pour 2014-2015 : • le nom de toutes les campagnes; • les coûts de ces campagnes; • le nom de la firme ou du professionnel retenu pour la réaliser ; • les dates de diffusion de la campagne; • les objectifs visés par chaque campagne.
13	Pour 2014-2015, la liste des programmes de financement ou de subventions du Ministère, le montant global attitré au

#	Demandes de renseignements particuliers du deuxième groupe d'opposition
	programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, en indiquant pour chacun : a) le nom et la nature des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention ; b) le nom du ou des organismes bénéficiaires ; c) le montant qui leur a été accordé. Fournir également la liste des projets qui ont été rejetés pour chaque programme.
14	Pour le ministère et chacun des organismes, agences, conseils, comités ou autres qui en relèvent, indiquer pour 2014-2015: a) le nombre d'employés et le nom des employés affectés aux affaires publiques; b) le montant dépensé par le département des affaires publiques; c) le nombre et le détail des rencontres des employés affectés aux affaires publiques avec d'autres instances ou organismes publics, ventilé par instances ou organismes.
*15	Donnez le détail du contrôle des effectifs qui s'est produit pour l'année 2014-2015 et 2015-2016, de même que les prévisions pour l'année 2016-2017 et 2017-2018, pour respecter la cible de réduction des effectifs de 2 % qui est décrite en page A.50 du plan budgétaire de 2015-2016.
16	À la suite de l'adoption du projet de loi 15, Loi sur la gestion et le contrôle des effectifs des ministères et organismes du secteur public, des réseaux et des sociétés d'État, donnez par organisation, par catégories d'emplois et selon le type de poste, pour les exercices allant de 2014-2015 à 2017-2018 les éléments suivants : a) le nombre d'effectif; b) le nombre de congédiement; c) le nombre de départ à la retraite; d) le nombre de remplacement; e) la cible d'effectif, le nombre d'effectif que l'organisme ne doit pas dépasser selon le Conseil du trésor.
17	Évolution de la taille (nombre total d'employés) de chaque cabinet ministériel, de chaque ministère et de chaque organisme public depuis 2003. Fournir les données pour chacune des années financières, de 2003-2004 à 2014-2015. Prévisions pour 2015-2016.
18	Pour chaque cabinet ministériel, chaque ministère et chaque organisme, le nombre de départs au sein de l'effectif (régulier, occasionnel et étudiant) pour les années financières 2011-2012, 2012-2013, 2013-2014, 2014-2015. Fournir les données ventilées selon la raison du départ: - la retraite; - la démission; - la révocation pour incompétence; - la révocation pour incapacité; - la fin d'emploi; - le décès; - la mise à pied; - la destitution; - départ volontaire; - toute autre raison.
19	Depuis 2003-2004 et jusqu'au présent exercice, indiquer pour chaque cabinet ministériel, ministère, organisme, société d'État et organisation faisant parti des entités consolidés les éléments suivants : - Le nombre d'employés, - Le nombre d'employés selon la classe; - La dépense en masse salariale; - La dépense en rémunération (avantages sociaux +salaire); - Le coût total moyen par employé - Le coût total moyen par employé selon la classe d'employé.
20	Depuis 2003-2004 et jusqu'au présent exercice, indiquer pour chaque cabinet ministériel, ministère, organisme, société d'État et organisation faisant parti des entités consolidées les éléments suivants : - Le salaire annuel des 20 plus hauts salariés; - La rémunération totale des 20 plus hauts salariés.
*21	Détail des plans pour respecter les objectifs en 2014-2015 et 2015-2016 pour chacun des ministères, organismes et fonds spéciaux.
22	Depuis 2009-2010 et jusqu'au présent exercice, indiquer, en lien avec l'article 46 de la loi sur l'administration publique, pour chaque ministère, organisme, société d'État et organisation faisant parti des entités consolidés; les éléments suivants : - Les ressources financières pour chacun des programmes du budget des dépenses qui sont spécifiquement consacrées à l'atteinte des objectifs des plans stratégiques. - Les ressources financières pour chacun des programmes du budget des dépenses qui sont spécifiquement consacrées à l'atteinte des objectifs des plans d'action annuels. - Les objectifs et les indicateurs ciblés pour chacun des ministères et programmes du budget des dépenses.
23	Liste et solde de tous les fonds existants pour chacun des ministères et organismes ainsi que la dépense d'intérêts prévue en 2014-2015 pour chacun de ces fonds. Copie des états financiers de 2013-2014 et 2014-2015 pour chacun des fonds.

#	Demandes de renseignements particuliers du deuxième groupe d'opposition
24	Copie des études d'impacts, note interne ou analyse du ministère pour les mesures suivantes : - Hausse des taxes spécifique sur le tabac - Hausse des taxes spécifique sur les boissons alcoolisées - Hausse de la contribution des institutions financières - Hausse de l'impôt de 1,75 point de pourcentage applicable à l'égard des revenus imposables de plus de 100 000$ - Hausse des tarifs de garderies; - Hausse des tarifs d'Hydro-Québec; - Privatisation de la Société des alcools du Québec (SAQ); - Privatisation d'Hydro-Québec; - Regroupement des Centres de traitement informatique.
*25	Le détail des crédits périmés et des gels de crédits pour chaque ministère et organismes par année budgétaire de 2013-2014 et 2014-2015.
26	Total des économies non récurrentes observées en 2013-2014 et 2014-2015 pour l'ensemble des ministères et organismes du Fonds consolidé.
*27	Liste des économies non récurrentes de plus de un million de dollars pour 2013-2014 et 2014-2015 (pour l'ensemble des ministères et organismes du Fonds consolidé).
28	Total des crédits affectés à des dépenses non récurrentes pour 2013-2014 et 2014-2015 (tous les ministères et organismes du Fonds consolidé).
*29	Total des prévisions de crédits affectés à des dépenses non récurrentes pour 2015-2016 (tous les ministères et organismes du Fonds consolidé).
30A	Concernant l'effectif de la fonction publique : a) nombre d'ETC dont le port d'attache est situé hors des régions métropolitaines de Québec et de Montréal pour 2014-2015 et chacune des 5 années précédentes;
30B	Concernant l'effectif de la fonction publique : b) effectif de la fonction publique : nombre d'ETC dont le port d'attache est situé dans la région métropolitaine de Québec pour 2014-2015 et chacune des 5 années précédentes.
30C	Concernant l'effectif de la fonction publique : c) effectif de la fonction publique : nombre d'ETC dont le port d'attache est situé dans la région métropolitaine de Montréal pour 2014-2015 et chacune des 5 années précédentes.
31	Nombre et liste total d'organismes gouvernementaux budgétaires et non-budgétaires pour l'année 2014-2015 et pour chacune des 5 années précédentes.
32	Pour l'année 2013-2014 et 2014-2015, le nombre d'employés de la fonction publique qui ont été congédiés, par classe d'emploi et selon le motif du renvoi.
33	Nombre d'occasionnels de la fonction publique qui ont obtenus un statut permanent en 2013-2014 et 2014-2015. Ventilation par genre.
34	Liste des entités relevant du gouvernement, qui ont fait l'objet d'une recommandation durant les six dernières années. Mentionnez la date, un résumé de la recommandation ainsi que l'état de la situation.
35	Copie de toutes les études ou analyses produites en 2013-2014 et 2014-2015 portant sur des scénarios de privatisation d'activités assumées par le gouvernement du Québec.
36	Copie de toutes les études sur la rétention des employés en 2013-2014 et 2014-2015.
37	Évolution du nombre d'employés par ministère, par organismes autre que budgétaire, fonds spéciaux, réseaux de la santé et des services sociaux et, réseau de l'Éducation depuis 2003-2004. Ventiler par statut d'emploi.
*38	Évaluation des coûts de système de chacun des ministères (pourcentage d'augmentation du budget du ministère qui est nécessaire uniquement pour maintenir le même niveau de service d'une année à l'autre) en 2013-2014 et 2014-2015.
*39	Pour les exercices compris entre les années 2014-2015 à 2018-2019, donner les prévisions de l'évaluation des coûts de système de chacun des ministères (pourcentage d'augmentation du budget du ministère qui est uniquement nécessaire pour maintenir le même niveau de service d'une année à l'autre.
*40	Fournir, pour les exercices compris entre 2010-2011 et 2014-2015, les montants dépensés par ministère et organisme en service de consultation en informatique.
41	Fournir, pour les exercices compris entre 2009-2010 et 2013-2014, les montants dépensés par ministère et organisme en service de communication et de planification stratégique.
42	Fournir, pour les exercices compris entre 2010-2011 et 2014-2015, les montants dépensés par ministère et organisme en

#	Demandes de renseignements particuliers du deuxième groupe d'opposition
	service de génie de toutes sortes
43	Fournir, pour les exercices compris entre 2010-2011 et 2014-2015, les montants dépensés par ministère et organisme en agence de publicité.
*44	Fournir, pour les exercices compris entre 2010-2011 et 2014-2015, une liste annuelle des 10 campagnes publicitaires les plus couteuses, comprenant le nom de l'agence/firme ayant décroché le contrat et le montant déboursé par le gouvernement du Québec.
45	Liste de toutes les nouvelles structures administratives créées depuis le début de l'année financière 2003-2004 en indiquant le moment de la création et chacun de leur budget annuel depuis cette date.
46	Écart salarial par type d'emploi entre les employés de Revenu Québec et Revenu Canada.
47A	Comparaison des écarts salariaux entre les employés de la fonction publique et leurs équivalents des autres provinces canadiennes depuis 2003: • du domaine de la santé; 1. infirmiers; 2. médecins omnipraticiens; 3. médecins spécialistes; 4. cadres.
47B	Comparaison des écarts salariaux entre les employés de la fonction publique et leurs équivalents des autres provinces canadiennes depuis 2003: • du domaine de la sécurité publique; 1. policiers; 2. juristes; 3. procureurs; 4. cadres.
47C	Comparaison des écarts salariaux entre les employés de la fonction publique et leurs équivalents des autres provinces canadiennes depuis 2003: • du domaine de l'éducation; 1. professeurs; 2. chargés de cours; 3. recteurs; 4. doyens; 5. cadres.
47D	Comparaison des écarts salariaux entre les employés de la fonction publique et leurs équivalents des autres provinces canadiennes depuis 2003: • du domaine administratif; 1. gestionnaire et cadre; 2. professionnel.
47E	Comparaison des écarts salariaux entre les employés de la fonction publique et leurs équivalents des autres provinces canadiennes depuis 2003: • du milieu scientifique et technique; 1. ingénieur; 2. technicien; 3. gestionnaire de projet.
47F	Comparaison des écarts salariaux entre les employés de la fonction publique et leurs équivalents des autres provinces canadiennes depuis 2003: • du domaine de l'informatique; 1. analyste; 2. technicien.
*48	Nombre d'unités autonomes de services propre à la fonction publique en indiquant de quel ministère ou organisme relève chacune d'elle.
*49	Pour l'année 2013-2014 et 2014-2015 nombre d'employés embauchés issus des communautés culturelles, qui sont des personnes handicapées, qui sont anglophone, autochtones ou qui ont moins de 35 ans. Indiquer également : - Le nombre d'employés ayant obtenu en 2013-2014 et 2014-2015 un remboursement pour dépenses liées au déménagement dans le cadre du programme ou des mesures pour les membres des communautés culturelles.
*50	Pour les exercices allant de 2009-2010 à 2014-2015, fournir les dépenses annuelles en informatique pour chacun des ministères et organismes budgétaires
51	Pour les exercices allant de 2009-2010 à 2014-2015, la valeur des actifs liés aux projets informatiques qui ont été radiés du bilan de chacun des ministères et organismes
52	Pour les exercices allant de 2009-2010 à 2014-2015 et pour chacun des ministères et organismes; fournir les montants des crédits prévus dans le budget des dépenses

#	Demandes de renseignements particuliers du deuxième groupe d'opposition
53	Pour les exercices allant de 2009-2010 à 2013-2014 et pour chacun des ministères et organismes; fournir les montants des crédits réellement dépensés.
54	Pour les exercices allant de 2009-2010 à 2014-2015 et pour chacun des ministères et organismes; fournir les montants des crédits prévus en fonds spéciaux qui sont rattachés à ces ministères.
55	Pour les exercices allant de 2009-2010 à 2014-2015 et pour chacun des ministères et organismes; fournir les montants des crédits réellement dépensées dans les fonds spéciaux qui sont rattachés à ces ministères
56	Pour les exercices allant de 2009-2010 à 2014-2015 et pour chacun des ministères et organismes; fournir les montants des crédits prévues aux organismes autres que budgétaires et qui sont rattachés à ces ministères.
57	Pour les exercices allant de 2009-2010 à 2014-2015 et pour chacun des ministères et organismes; fournir les montants des crédits réellement dépensées dans les organismes autres que budgétaires qui sont rattachés à ces ministères.
58	Pour les exercices allant de 2009-2010 à 2014-2015 et pour chacun des ministères et organismes; fournir les montants des crédits prévues aux réseaux de la Santé et des services sociaux et de l'Éducation et qui sont rattachés à ces ministères.
59	Pour les exercices allant de 2010-2011 à 2014-2015 et pour chacun des ministères et organismes; fournir les montants des crédits réellement dépensées dans les réseaux de la Santé et des services sociaux et de l'Éducation et qui sont rattachés à ces ministères.
60	Pour les exercices allant de 2010-2011 à 2014-2015 et pour chacun des ministères et organismes; fournir les montants des crédits prévues aux comptes à fin déterminée et qui sont rattachés à ces ministères.
61	Pour les exercices allant de 2010-2011 à 2014-2015 et pour chacun des ministères et organismes; fournir les montants des crédits réellement dépensées dans comptes à fin déterminée et qui sont rattachés à ces ministères.
*62	Pour les exercices allant de 2010-2011 à 2014-2015 et pour chacun des ministères et organismes; fournir les montants des crédits prévues dans les « dépenses financées par le régime fiscal » et qui sont rattachés à ces ministères.
*63	Pour les exercices allant de 2010-2011 à 2014-2015 et pour chacun des ministères et organismes; fournir les montants des crédits réellement dépensées dans les « dépenses financées par le régime fiscal » et qui sont rattachés à ces ministères.
*64	Pour les exercices allant de 2010-2011 à 2014-2015 et pour chacun des ministères et organismes; fournir les montants des crédits prévues dans les «ajustements de consolidation » et qui sont rattachés à ces ministères.
*65	Pour les exercices allant de 2010-2011 à 2014-2015 et pour chacun des ministères et organismes; fournir les montants des crédits réellement dépensées dans les « ajustements de consolidation » et qui sont rattachés à ces ministères.
*66	Afin de rendre comparable les dépenses consolidées pour les années 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015, avec celle des dépenses budgétaires produisez un tableau illustrant dans des colonnes différentes les dépenses budgétaires, la valeur des crédits des fonds spéciaux, les crédits alloués aux organismes autres que budgétaires, les crédits accordés aux réseaux de la Santé et de l'Éducation, les comptes à fin déterminés, les dépenses financées par le régime fiscal et les ajustements de consolidation.
67	Pour chacun des grands secteurs de l'État, état de la situation et avancement des travaux relatifs à l'équité salariale.
68	Liste des nouvelles publications du Secrétariat en 2013-2014 et 2014-2015 et coût associés à chacune d'elles.
69	Copie de tous les travaux, études analyse et recherche réalisé par le Conseil du Trésor concernant la création d'une table de travail dans le dossier de l'indexation des rentes des retraités de l'État.
70	Copie de tous les travaux, études analyse et recherche réalisé par le Conseil du Trésor concernant l'utilisation du logiciel libre.
71	Copie de tous les travaux, études, analyses et recherche réalisé pour et par le Conseil du trésor concernant le CSPQ.
72	Copie de tous les travaux, études, analyses et recherche réalisé pour et par le Conseil du trésor sur l'informatique en 2014-2015.
*73	Nom de chacun des dirigeants du réseau de l'information et des dirigeants sectoriels de l'information en indiquant la date d'entrée en fonction et le nom de l'organisme ou du ministère qu'ils relèvent.
74	Liste et copie des politiques, des guides, des pratiques et des divers services visant à soutenir les ministères, les organismes publics et les entreprises du gouvernement en matière de ressources informationnelles établie en 2013-2014 et 2014-2015.
75	Liste des projets en ressources informationnelles autorisés en 2013-2014 et 2014-2015 par le Conseil du Trésor en vertu de l'article 15 de la loi sur la gouvernance et la gestion des ressources informationnelles des organismes publics.
76	Liste des organismes ayant soumis en 2013-2014 et en 2014-2015 une programmation annuelle en vertu de l'article 14 de la loi sur la gouvernance et la gestion des ressources informationnelles des organismes publics.
77	Concernant le tableau de bord du Conseil du trésor portant sur les projets informatiques pour l'ensemble du gouvernement

#	Demandes de renseignements particuliers du deuxième groupe d'opposition
	du Québec et du réseau de la Santé et de l'Éducation, pour les années allant de 2009-2010 jusqu'au présent exercice, fournir les données annuelles portant sur: - Liste des projets non inscrit dans le Tableau de bord - Liste des projets qui font l'objet d'une division ou de séparation en sous-projet en spécifiant la valeur globale du projet. - Coût relatif à la mise en œuvre du Tableau de bord et coût annuel pour la mise à jour.
78	Total des dépenses en ressources informationnelles des ministères et organismes en 2012-2013, en 2013-2014 et en 2014-2015 en spécifiant : - Les dépenses à l'interne et à l'externe passées dans les dépenses de fonctionnement - Les dépenses à l'interne et à l'externe qui ont été capitalisées - Ventilation par année et par ministère et organismes.
79	Initiatives mises en place pour accroître la présence des jeunes dans le secteur public pour les ministères et organismes. Somme dépensée pour chacune des initiatives pour 2010-2011 à 2014-2015.
80	Liste des concours de recrutement qui se sont tenus en 2010-2011 à 2014-2015 avec, pour chacun de ces concours : - Le nombre de postes offerts - Le nombre de postulants - La date - La nature réservée ou non - Le taux de réussite - La répartition par région administrative - La date de publication des résultats
81	Pour chacun des concours précédant, mentionner : - Le nombre de postulant issu de communautés culturelles - Le nombre de personnes handicapées - Le nombre d'anglophone - Le nombre d'autochtones - Le nombre de jeune de 35 ans et moins
*82	Pour les années comprises entre 2009-2010 jusqu'à 2014-2015, veuillez indiquer précisément et ce par ministère, organisme et entités quelles sont les mesures de contrôle de dépenses qui ont été mises en place, ainsi que les économies qui ont été réalisées.
*83 SQI 100	Concernant le Plan Québécois des Infrastructure (PQI), donnez une liste indiquant la valeur et l'état d'avancement de tous les projets inclus dans le plan valant plus de 25M $, ventilé par région administrative, par secteur d'activité et en indiquant le niveau de priorité de ces projets
84 SQI 101	Indiquer le coût estimé, le coût réel et l'écart de coûts, pour tous les projets qui ont été inscrits au PQI depuis sa création et qui ont été réalisés.
85 SQI 102	Liste et valeur des projets sous-évalués inscrits au dernier PQI.
86 SQI 103	La liste de tous les projets qui ont été ajoutés au cours des trois dernières années au PQI.
87 SQI 104	Liste des projets remis en question par le Conseil du Trésor et coûts liés au retardement de chacun des projets.
*88 SQI 105	Liste des projets remis en question par le Conseil du Trésor et coûts liés au retardement de chacun des projets
89 SQI 106	Liste des projets financés en partie par un ministère et en partie par un fonds.
90 SQI 107	Liste des projets retirés du PQI dans les 3 dernières années et état de situation pour chacun d'eux.
	*Voir la section « DEMANDES NON RÉPONDUES ».

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSTION

NUMÉRO 2 - Formation

Liste de toutes les formations (incluant les formations continues et celles menant à l'obtention d'une certification ou d'un diplôme), conférences, ateliers, journées d'activités, sommets, congrès ou autres activités auxquelles ont participé les employés du ministère et des organismes qui en relèvent au cours de l'année 2014-2015. Indiquer : - le lieu; - le coût; - la ou les dates de participation; - le nombre de participants; - le nom de la personne ou de l'organisme ayant offert l'activité; - le nom de la formation ou de l'activité.

SECTEUR : Unités centrales

FOURNISSEUR	TITRE / BUT	Au Québec	Hors Québec	NOMBRE DE PARTICIPANTS	MONTANT
Accent formation	Rédaction de courriels d'affaires, 1 jour	X		1	350,00
Alliance des cadres de l'État	Droit de gérance versus harcèlement psychologique, 0.5 jour	X		1	250,00
Association sur l'accès et la protection de l'information	22e Congrès annuel des conseillers en accès à l'information et en protection de la vie privée, 2 jours	X		2	650,00
Barreau du Québec	Les développements récents en droit de la santé et sécurité au travail, 1 jour	X		1	467,00
Barreau du Québec	Droits et médias, 3 heures	X		1	134,00
Barreau du Québec	Droits et médias - Faire face au tribunal de l'opinion publique, 1 jour	X		1	134,00
Barreau du Québec	Colloque en droit du travail, 1 jour	X		1	129,00
Barreau du Québec	Revue annuelle de la jurisprudence de la cour suprême du Canada en matière de droit constitutionnel, 1.5 heures	X		1	70,00
Barreau du Québec	Comment négocier avec les personnalités difficiles - Le coffret à outils, 2 heures	X		1	56,00
Barreau du Québec	Commission d'enquête et enquête administrative-comprendre les règles du jeu, 1 heure	X		1	36,00
Barreau du Québec	Diffamation: l'art de s'exprimer en toute liberté, 1 jour	X		1	36,00
Barreau du Québec	Clauses de non-concurrence, 1 jour	X		1	36,00

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSTION

NUMÉRO 2 - Formation

Liste de toutes les formations (incluant les formations continues et celles menant à l'obtention d'une certification ou d'un diplôme), conférences, ateliers, journées d'activités, sommets, congrès ou autres activités auxquelles ont participé les employés du ministère et des organismes qui en relèvent au cours de l'année 2014-2015. Indiquer : - le lieu; - le coût; - la ou les dates de participation; - le nombre de participants; - le nom de la personne ou de l'organisme ayant offert l'activité; - le nom de la formation ou de l'activité.

SECTEUR : Unités centrales

FOURNISSEUR	TITRE / BUT	Au Québec	Hors Québec	NOMBRE DE PARTICIPANTS	MONTANT
Barreau du Québec	Fiducie en quatre temps, 1 heure	X		1	36,00
Barreau du Québec	Le code de déontologie fait peau neuve, 3 heures	X		5	50,00
École nationale d'administration publique	Comprendre le fonctionnement de l'État - Le rôle de l'administration publique, 10 jours	X		1	2 150,00
Institut de la gestion financière de Québec	Forfaits conférences de l'IGFQ, 2014-2015	X		1	320,00
Institut des auditeurs internes, section de Québec	Cours de base en audit interne, 3 jours	X		1	875,00
Institut des auditeurs internes, section de Québec	Audit sur les risques, 2 jours	X		1	675,00
Institut des auditeurs internes, section de Québec	Panel sur le plan d'audit interne, 0.5 jour	X		2	60,00
Institut des auditeurs internes, section de Québec	Stratégie pour intégrer les outils d'analyses de données à un plan d'audit basé sur les risques, 1.5 heures	X		3	75,00
Le bâtonnier Louis Masson, Ad. E.	1002 principes de droit administratif, 3 heures	X		2	200,00
Université Laval	Aspect juridique des affaires, Législation de l'agroalimentaire, 1 session	X		1	630,14
Université Laval	Droit des administrations publiques, Droit des obligations, 1 session	X		1	617,78
Université Laval	Économie de la santé, 1 session	X		1	607,64
Université Laval	Application des régimes d'assurance collective, Fondements de la rémunération, 1 session	X		1	595,28

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSTION

NUMÉRO 2 - Formation

Liste de toutes les formations (incluant les formations continues et celles menant à l'obtention d'une certification ou d'un diplôme), conférences, ateliers, journées d'activités, sommets, congrès ou autres activités auxquelles ont participé les employés du ministère et des organismes qui en relèvent au cours de l'année 2014-2015. Indiquer : - le lieu; - le coût; - la ou les dates de participation; - le nombre de participants; - le nom de la personne ou de l'organisme ayant offert l'activité; - le nom de la formation ou de l'activité.

SECTEUR : Unités centrales

FOURNISSEUR	TITRE / BUT	Au Québec	Hors Québec	NOMBRE DE PARTICIPANTS	MONTANT
Université Laval	Principes de macroéconomie, 1 session	X		1	329,63
Université Laval	Environnement économique international, 1 session	X		1	323,45
Université Laval	Microprogramme de 2e cycle en légistique, 1 session	X		1	321,14
Université Laval	Introduction au droit de l'environnement et au développement durable, 1 session	X		1	304,48
Université Laval	Régimes politiques et sociétés dans le monde, 1 session	X		1	280,61
Université Laval	Certificat assurance et rentes collectives, 1 session	X		1	280,61

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSTION

NUMÉRO 2 - Formation

Liste de toutes les formations (incluant les formations continues et celles menant à l'obtention d'une certification ou d'un diplôme), conférences, ateliers, journées d'activités, sommets, congrès ou autres activités auxquelles ont participé les employés du ministère et des organismes qui en relèvent au cours de l'année 2014-2015. Indiquer : - le lieu; - le coût; - la ou les dates de participation; - le nombre de participants; - le nom de la personne ou de l'organisme ayant offert l'activité; - le nom de la formation ou de l'activité.

SECTEUR : Direction générale de l'Administration

FOURNISSEUR	TITRE / BUT	Au Québec	Hors Québec	NOMBRE DE PARTICIPANTS	MONTANT
Académie de Trans-Formation du Québec, L'	Vous engageriez-vous comme patron, 2 jours	X		1	725,00
Académie de Trans-Formation du Québec, L'	Exercices objectifs du cadre classe 4, 3 heures	X		1	550,00
Accent formation	Collaboratrices et partenaires (Méthode de révision et de correction de textes administratifs), 5 heures	X		32	1 995,00
AFI expertise	Oracle BI 11g R1: Création d'analyses et tableaux de bord, 4 jours	X		1	5 332,00
AFI expertise	Programmation d'applications, Java Entreprise (J2EE), 3 jours	X		2	3 820,00
AFI expertise	Initiation à la programmation en JAVA, 3 jours	X		2	3 000,00
AFI expertise	Microsoft Excel 2007/2010/2013, Avancé, 2 jours	X		1	430,00
Ass. des conseillers/ières en gestion des ress. hum. du gouv. du QC	Grand évènement de ressources humaines de la fonction publique 2014, 1 jour	X		3	450,00
Association des archivistes du Québec	Congrès de l'association des archivistes du Québec, 3 jours	X		1	350,00
Association professionnelle des entreprises en logiciels libres	Salon du logiciel libre et des technologies ouvertes du Québec, 1 jour	X		2	200,00
Camiq inc.	Herman - profil des préférences cérébrales, 1.5 heure	X		17	1 445,00
Camiq inc.	Herman - profil des préférences cérébrales, 1.5 heure	X		32	2 720,00

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSTION

NUMÉRO 2 - Formation

Liste de toutes les formations (incluant les formations continues et celles menant à l'obtention d'une certification ou d'un diplôme), conférences, ateliers, journées d'activités, sommets, congrès ou autres activités auxquelles ont participé les employés du ministère et des organismes qui en relèvent au cours de l'année 2014-2015. Indiquer : - le lieu; - le coût; - la ou les dates de participation; - le nombre de participants; - le nom de la personne ou de l'organisme ayant offert l'activité; - le nom de la formation ou de l'activité.

SECTEUR : Direction générale de l'Administration

FOURNISSEUR	TITRE / BUT	Au Québec	Hors Québec	NOMBRE DE PARTICIPANTS	MONTANT
Centre de services partagés du Québec	Chargés de projet avec expérience, 8 jours	X		1	2 580,00
Centre de services partagés du Québec	Formation des membres de comité de sélection, 1 heure	X		1	105,00
Commission scolaire de la Capitale	Préparation à la retraite, 2 jours	X		16	4 000,00
Connect Local Québec City	Conférence sur l'informatique, Connect Local Québec City	X		1	55,11
École nationale d'administration publique	Programme gouvernemental d'apprentissage du gestionnaire-leader de la fonction publique québécoise, 10 jours	X		2	8 400,00
École nationale d'administration publique	Comprendre le fonctionnement de l'État, 9.5 jours	X		1	2 150,00
École nationale d'administration publique	L'administrateur et le changement dans les organisations, Gestion de projets, Projet d'intervention, 1 session	X		1	1 637,00
Formation AFI	Gestion des environnements Windows, 4 jours	X		2	3 700,00
Formation AFI	Conception d'applications VBA sous Excel, 3 jours	X		1	710,00
Formation Prévention Secours inc.	Secourisme, 2 jours	X		7	206,00
Forum des jeunes de la fonction publique québécoise	Colloque 2014 - Savoir se démarquer, par ou commencer ? 1 jour	X		1	130,00
Institut d'administration publique de Québec	Conférence sur la cohérence gouvernementale, 2 heures	X		1	75,00

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSTION

NUMÉRO 2 - Formation

Liste de toutes les formations (incluant les formations continues et celles menant à l'obtention d'une certification ou d'un diplôme), conférences, ateliers, journées d'activités, sommets, congrès ou autres activités auxquelles ont participé les employés du ministère et des organismes qui en relèvent au cours de l'année 2014-2015. Indiquer : - le lieu; - le coût; - la ou les dates de participation; - le nombre de participants; - le nom de la personne ou de l'organisme ayant offert l'activité; - le nom de la formation ou de l'activité.

SECTEUR : Direction générale de l'Administration

FOURNISSEUR	TITRE / BUT	Au Québec	Hors Québec	NOMBRE DE PARTICIPANTS	MONTANT
Ministère du Travail (MTRAV)	Forum 2014 - Règlement des griefs, 1 jour	X		1	173,50
Mouvement québécois de la qualité	Dîner-conférence et formation LEAN, 0.5 jour	X		1	150,00
Optimum Talent inc.	Atelier-conférence sur le Neuroleadership, 2.5 heures	X		2	86,98
Opus 3 inc.	Conférence Nouveautés Oracle 12c, 1 jour	X		1	295,00
QVC-Inscript	Colloque québécois de la sécurité de l'information-CQSI, 2 jours	X		1	495,00
Regroupement de réseaux en santé des personnes au travail	Intervention de crise, 1 jour	X		2	300,00
Renée Hudon Parole publique	Présenter et animer efficacement, 1 jour	X		3	1 650,00
Solutions Web Paco inc.	Approche par compétences TRIMA, 3 heures	X		1	125,00
Université Laval	Modélisation et optimisation, Méthodes multicritères de décision, 1 session	X		1	740,30
Université Laval	Stratégies d'affaires électronique, Data Minig and Exploration, 1 session	X		1	617,28
Université Laval	Projet d'intervention en gestion des technologies de l'information, 1 session	X		1	557,22
Université Laval	L'entreprise et sa gestion, 1 session	X		1	404,57
Université Laval	Gestion de projets SIO, 1 session	X		1	331,32

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSTION

NUMÉRO 2 - Formation

Liste de toutes les formations (incluant les formations continues et celles menant à l'obtention d'une certification ou d'un diplôme), conférences, ateliers, journées d'activités, sommets, congrès ou autres activités auxquelles ont participé les employés du ministère et des organismes qui en relèvent au cours de l'année 2014-2015. Indiquer : - le lieu; - le coût; - la ou les dates de participation; - le nombre de participants; - le nom de la personne ou de l'organisme ayant offert l'activité; - le nom de la formation ou de l'activité.

SECTEUR : Direction générale de l'Administration

FOURNISSEUR	TITRE / BUT	Au Québec	Hors Québec	NOMBRE DE PARTICIPANTS	MONTANT
Université Laval	Gestion de la rémunération, 1 session	X		1	314,20
Université Laval	Gestion de la rémunération, 1 session	X		1	314,20

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSTION

NUMÉRO 2 - Formation

Liste de toutes les formations (incluant les formations continues et celles menant à l'obtention d'une certification ou d'un diplôme), conférences, ateliers, journées d'activités, sommets, congrès ou autres activités auxquelles ont participé les employés du ministère et des organismes qui en relèvent au cours de l'année 2014-2015. Indiquer : - le lieu; - le coût; - la ou les dates de participation; - le nombre de participants; - le nom de la personne ou de l'organisme ayant offert l'activité; - le nom de la formation ou de l'activité.

SECTEUR : Sous-secrétariat aux politiques budgétaires et aux programmes

FOURNISSEUR	TITRE / BUT	Au Québec	Hors Québec	NOMBRE DE PARTICIPANTS	MONTANT
Association des économistes québécois	Forfait conférences de l'IAPQ, 2014-2015	X		1	350,00
Centre de services partagés du Québec	Création de valeur dans le secteur public, 3.5 heures	X		1	160,00
CIA Learning System Distribution Center	Préparation à l'examen, Certified Internal Auditor	X		1	398,34
Club Les Optimates	Communication et leadership, 12 heures	X		1	250,00
École nationale d'administration publique	Principes et enjeux de l'administration publique, 1 session	X		1	378,46
Groupe des responsables en analyse et en évaluation de programme	Adhésion et activités du GRAEP pour l'année 2014, 3 jours	X		1	200,00
Institut de la gestion financière de Québec	Forfaits conférences de l'IGFQ, 2014-2015	X		6	1 920,00
Institut des auditeurs internes - Section de Montréal [IAIM]	Évènement réseautage - Ouverture de la saison, 3 heures	X		1	35,00
Le cercle finance du Québec et l'association CFA Québec	La démographie, l'économie et les finances publiques : où est-ce qu'on s'en va?, 2 heures	X		2	140,00
Minister of Finance of Nova Scotia	33E conférence intergouvernementale annuelle sur le budget, 3 jours		X	1	175,00
Mouvement québécois de la qualité	Développez vos habilités relationnelles, 1 jour	X		4	913,63
Mouvement québécois de la qualité	Dîner-conférence: la stratégie d'amélioration continue du gouvernement du Nouveau-Brunswick, 1 jour	X		1	150,00

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSTION

NUMÉRO 2 - Formation

Liste de toutes les formations (incluant les formations continues et celles menant à l'obtention d'une certification ou d'un diplôme), conférences, ateliers, journées d'activités, sommets, congrès ou autres activités auxquelles ont participé les employés du ministère et des organismes qui en relèvent au cours de l'année 2014-2015. Indiquer : - le lieu; - le coût; - la ou les dates de participation; - le nombre de participants; - le nom de la personne ou de l'organisme ayant offert l'activité; - le nom de la formation ou de l'activité.

SECTEUR : Sous-secrétariat aux politiques budgétaires et aux programmes

FOURNISSEUR	TITRE / BUT	Au Québec	Hors Québec	NOMBRE DE PARTICIPANTS	MONTANT
Ordre des comptables professionnels agréés du Québec	Passeport Multi-CPA, 8 jours	X		1	749,50
Société québécoise d'évaluation de programme	Utilisation du logiciel de données qualitatives NVivo 10, 1 jour	X		1	250,00
Société québécoise d'évaluation de programme	Colloque 2014-Capitaliser sur l'évaluation pour la conduite du changement: analyse critique, 1 jour	X		6	576,00
The Institute of Internal Auditors	Cotisation annuelle IAI 2014-2015, 1 jour	X		1	58,33
Université Laval	Principes et pratiques en gestion des risques, 1 session	X		1	638,74
Université Laval	Comportement organisationnel, 1 session	X		1	327,57
Université Laval	Gestion des ressources humaines, 1 session	X		1	321,39
Université Laval	Comptabilité, 1 session	X		1	312,39

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSTION

NUMÉRO 2 - Formation

Liste de toutes les formations (incluant les formations continues et celles menant à l'obtention d'une certification ou d'un diplôme), conférences, ateliers, journées d'activités, sommets, congrès ou autres activités auxquelles ont participé les employés du ministère et des organismes qui en relèvent au cours de l'année 2014-2015. Indiquer : - le lieu; - le coût; - la ou les dates de participation; - le nombre de participants; - le nom de la personne ou de l'organisme ayant offert l'activité; - le nom de la formation ou de l'activité.

SECTEUR : Sous-secrétariat aux relations de travail

FOURNISSEUR	TITRE / BUT	Au Québec	Hors Québec	NOMBRE DE PARTICIPANTS	MONTANT
Accent formation	Méthode de révision et de correction de texte, 1 jour	X		1	350,00
AFI Formation	Nouveautés et transition Adobe Acrobat pro XI, 4 heures	X		3	535,00
Barreau du Québec	Médias sociaux 3.0, 1 jour	X		1	162,00
Barreau du Québec	Colloque en droit du travail, 1 jour	X		2	258,00
Barreau du Québec	Les habilités politiques-outils pour devenir un bon stratège (formation en ligne), 3 heures	X		1	113,00
Barreau du Québec	Le code de déontologie des avocats fait peau neuve, 3 heures	X		1	10,00
Bureau de normalisation du Québec	Journée de partage france-Québec sur la santé en entreprise, 1 jour	X		1	150,00
C.F.C. Dolmen inc.	Le courage managérial, 2 jours	X		1	956,25
Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail	Le retour au travail : les rudiments, cours en ligne	X		1	64,00
Centre de formation patronale-syndicale inc.	Droit du travail, 1 jour	X		2	950,00
Centre de services partagés du Québec	Être plus stratégique dans vos rédactions, 1 jour	X		1	395,00
Centre de services partagés du Québec	Détermination des exigences, 1 jour	X		3	1 155,00
Centre de services partagés du Québec	Résolution créative de problème, 1 jour	X		1	370,00

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSTION

NUMÉRO 2 - Formation

Liste de toutes les formations (incluant les formations continues et celles menant à l'obtention d'une certification ou d'un diplôme), conférences, ateliers, journées d'activités, sommets, congrès ou autres activités auxquelles ont participé les employés du ministère et des organismes qui en relèvent au cours de l'année 2014-2015. Indiquer : - le lieu; - le coût; - la ou les dates de participation; - le nombre de participants; - le nom de la personne ou de l'organisme ayant offert l'activité; - le nom de la formation ou de l'activité.

SECTEUR : Sous-secrétariat aux relations de travail

FOURNISSEUR	TITRE / BUT	Au Québec	Hors Québec	NOMBRE DE PARTICIPANTS	MONTANT
Commission de la Santé et de la Sécurité du Travail (CSST)	Grand Rendez-vous CSST 2014, 2 jours	X		1	395,00
Deontologie.CA inc.	Agir face à l'invalidité en milieu de travail, 1 jour	X		1	175,00
École nationale d'administration publique	Panier de gestion, 12 heures	X		1	2 400,00
Éditions Yvon Blais inc., Les	Droit du travail 2014, 1 jour	X		1	455,00
Éditions Yvon Blais inc., Les	La négociation gagnant-gagnant, 1.5 heure	X		1	95,00
Éditions Yvon Blais inc., Les	Gradation des sanctions: est-il toujours nécessaire de donner une deuxième chance au coureur?, 1 jour	X		1	95,00
Formation AFI	Bâtir l'interface pour les utilisateurs - Access, 2 jours	X		1	460,00
Formation Qualitemps inc.	Lisez plus vite et lisez mieux, 1 jour	X		2	730,00
Forum des jeunes de la fonction publique québécoise	Survivre à une crise de confiance, 5 heures	X		1	125,00
Groupe CFC	Sens politique et pouvoir d'influence, 2 jours	X		1	978,75
Groupe Hay ltée, Le	Méthode d'évaluation Hay, 2 jours	X		1	1 600,00
Institut canadien de la retraite et des avantages sociaux	Colloque de l'institut canadien de la retraite et des avantages sociaux, 2 jours	X		1	1 225,00
Institut canadien des actuaires	Webémission de l'ICA sur la mortalité des retraités canadien, 1 jour	X		1	79,00

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSTION

NUMÉRO 2 - Formation

Liste de toutes les formations (incluant les formations continues et celles menant à l'obtention d'une certification ou d'un diplôme), conférences, ateliers, journées d'activités, sommets, congrès ou autres activités auxquelles ont participé les employés du ministère et des organismes qui en relèvent au cours de l'année 2014-2015. Indiquer : - le lieu; - le coût; - la ou les dates de participation; - le nombre de participants; - le nom de la personne ou de l'organisme ayant offert l'activité; - le nom de la formation ou de l'activité.

SECTEUR : Sous-secrétariat aux relations de travail

FOURNISSEUR	TITRE / BUT	Au Québec	Hors Québec	NOMBRE DE PARTICIPANTS	MONTANT
Institut canadien des actuaires	Colloque sur les régimes de retraite 2014, 1 jour	X		1	595,00
Institut canadien des actuaires	Atelier sur le professionnalisme de l'ICA, 1 jour	X		1	425,00
Institut de la gestion financière de Québec	Forfaits conférences de l'IGFQ, 2014-2015	X		2	640,00
Institut de la statistique du Québec	2e journée d'étude sur la qualité de l'emploi - la surqualification professionnelle, 1.5 jour	X		2	200,00
Le cercle finance du Québec et l'association CFA Québec	Colloque sur la retraite et les placements, 1 jour	X		1	225,00
Ministère du Travail (MTRAV)	Forum 2014 - Règlement des griefs, 1 jour	X		1	173,50
Ordre des conseillers en ressources humaines agréés	Rendez-vous relations de travail, 1 jour	X		1	375,00
Régie des rentes du Québec	Congrès régional de l'institut canadien de la retraite et des avantages sociaux, 2 jours	X		1	1 059,00
Regroupement de réseaux en santé des personnes au travail	Mise à jour de la jurisprudence rendue en 2013-2014 en matière de harcèlement psychologique, 1 jour	X		1	295,00
Société des actuaires	Économie, 1 jour	X		1	50,00
Société des actuaires	Méthode de statistique appliquée, 1 jour	X		1	50,00
Société des actuaires	Finance corporative, 1 jour	X		1	50,00
TÉLUQ Télé-Université	Comportement organisationnel, Conciliation emploi-famille et temps de travail, 1 session	X		1	716,20

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSTION

NUMÉRO 2 - Formation

Liste de toutes les formations (incluant les formations continues et celles menant à l'obtention d'une certification ou d'un diplôme), conférences, ateliers, journées d'activités, sommets, congrès ou autres activités auxquelles ont participé les employés du ministère et des organismes qui en relèvent au cours de l'année 2014-2015. Indiquer : - le lieu; - le coût; - la ou les dates de participation; - le nombre de participants; - le nom de la personne ou de l'organisme ayant offert l'activité; - le nom de la formation ou de l'activité.

SECTEUR : Sous-secrétariat aux relations de travail

FOURNISSEUR	TITRE / BUT	Au Québec	Hors Québec	NOMBRE DE PARTICIPANTS	MONTANT
TÉLUQ Télé-Université	Mathématiques appliquées à la gestion, 1 session	X		1	350,34
TÉLUQ Télé-Université	Politiques et pratiques de gestion de la main-d"oeuvre vieillissante, 1 session	X		1	350,34
TÉLUQ Télé-Université	Gestion des ressources humaines, 1 session	X		1	308,72
Université du Québec à Montréal (UQAM)	Gestion des opérations, 1 session	X		1	654,15
Université Laval	Certificat universitaire en gouvernance de sociétés, module 5, 3 jours	X		1	3 250,00
Université Laval	Rapport de projet d'intervention, 1 session	X		1	633,88
Université Laval	Stage interactionniste-stratégique, 1 session	X		1	621,24
Université Laval	69e congrès des relations industrielles, 1.5 jour	X		2	500,00
Université Laval	69e congrès des relations industrielles, 2 jours	X		2	500,00

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSTION

NUMÉRO 2 - Formation

Liste de toutes les formations (incluant les formations continues et celles menant à l'obtention d'une certification ou d'un diplôme), conférences, ateliers, journées d'activités, sommets, congrès ou autres activités auxquelles ont participé les employés du ministère et des organismes qui en relèvent au cours de l'année 2014-2015. Indiquer : - le lieu; - le coût; - la ou les dates de participation; - le nombre de participants; - le nom de la personne ou de l'organisme ayant offert l'activité; - le nom de la formation ou de l'activité.

SECTEUR : Sous-secrétariat à la négociation

FOURNISSEUR	TITRE / BUT	Au Québec	Hors Québec	NOMBRE DE PARTICIPANTS	MONTANT
Université Laval	Simulation d'un Conseil d'administration et de ses comités, module 5, 2.5 jours	X		1	3 250,00

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSTION

NUMÉRO 2 - Formation

Liste de toutes les formations (incluant les formations continues et celles menant à l'obtention d'une certification ou d'un diplôme), conférences, ateliers, journées d'activités, sommets, congrès ou autres activités auxquelles ont participé les employés du ministère et des organismes qui en relèvent au cours de l'année 2014-2015. Indiquer : - le lieu; - le coût; - la ou les dates de participation; - le nombre de participants; - le nom de la personne ou de l'organisme ayant offert l'activité; - le nom de la formation ou de l'activité.

SECTEUR : Bureau de la gouvernance en gestion des ressources humaines

FOURNISSEUR	TITRE / BUT	Au Québec	Hors Québec	NOMBRE DE PARTICIPANTS	MONTANT
Acti-Com	L'écriture stratégique, 1 jour	X		30	4 400,00
AFI expertise	Power Point 2014, 2 jours	X		1	250,00
Ass. des conseillers/ières en gestion des ress. hum. du gouv. du QC	Grand évènement de ressources humaines de la fonction publique 2014, 1 jour	X		4	900,00
Association canadienne de l'enseignement coopératif, comité Québec	Rencontre des membres de l'ACDEC-Québec, 2jours	X		1	290,00
Association canadienne de l'enseignement coopératif, comité Québec	Session de développement professionnel de l'ACDEC, 2 jours	X		1	290,00
Centre de services partagés du Québec	Journée de consolidation du programme de formation LAGG, 1 jour	X		1	820,00
Centre de services partagés du Québec	Détermination des exigences, 1 jours	X		1	385,00
Centre de services partagés du Québec	Développer son leadership pour l'administration publique, 1 jour	X		1	270,00
Conference Board of Canada, The	Médias sociaux du secteur public : Assurer votre stratégie des médias sociaux est encore relevant?, 1 jour	X		1	199,00
Institut d'administration publique de Québec	Forfaits conférences de l'IAPQ, 2014-2015	X		1	1 000,00
Institut d'administration publique de Québec	Hors-série - Le sens de l'État, 1.5 heure	X		1	45,00
Institut des auditeurs internes - Section de Montréal [IAIM]	Évènement réseautage - Les menaces du risque éthique, 1.5 heures	X		1	35,00

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSTION

NUMÉRO 2 - Formation

Liste de toutes les formations (incluant les formations continues et celles menant à l'obtention d'une certification ou d'un diplôme), conférences, ateliers, journées d'activités, sommets, congrès ou autres activités auxquelles ont participé les employés du ministère et des organismes qui en relèvent au cours de l'année 2014-2015. Indiquer : - le lieu; - le coût; - la ou les dates de participation; - le nombre de participants; - le nom de la personne ou de l'organisme ayant offert l'activité; - le nom de la formation ou de l'activité.

SECTEUR : Bureau de la gouvernance en gestion des ressources humaines

FOURNISSEUR	TITRE / BUT	Au Québec	Hors Québec	NOMBRE DE PARTICIPANTS	MONTANT
Mozaik Québec Coaching stratégique inc.	Formation en relation stratégique, 2.5 jours	X		1	500,00
Ordre des conseillers en ressources humaines agréés	Déléguer sans perdre le contrôle, 1 jour	X		1	525,00
Ordre des conseillers en ressources humaines et en relations industrielles agréés du Québec	Congrès 2014 International francophone des ressources humaines, 2 jours	X		1	1 350,00
Technologia Formation	Revoir les règles du français, 2 jours	X		1	725,00
Université de Sherbrooke	Colloque en éthique appliquée: corruption, conflits d'intérêts, copinage, 2 jours	X		1	280,00

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSTION

NUMÉRO 2 - Formation

Liste de toutes les formations (incluant les formations continues et celles menant à l'obtention d'une certification ou d'un diplôme), conférences, ateliers, journées d'activités, sommets, congrès ou autres activités auxquelles ont participé les employés du ministère et des organismes qui en relèvent au cours de l'année 2014-2015. Indiquer : - le lieu; - le coût; - la ou les dates de participation; - le nombre de participants; - le nom de la personne ou de l'organisme ayant offert l'activité; - le nom de la formation ou de l'activité.

SECTEUR : Sous-secrétariat aux marchés publics

FOURNISSEUR	TITRE / BUT	Au Québec	Hors Québec	NOMBRE DE PARTICIPANTS	MONTANT
Barreau du Québec	Langage clair, 2.5 heures	X		1	108,00
Barreau du Québec	Les contrats usuels de l'entreprise, 3 heures	X		1	89,00
Barreau du Québec	L'éthique, municipalité et construction (Post Commission Charbonneau), 3 heures	X		1	89,00
Barreau du Québec	Les responsabilités des administrateurs d'OSBL, 3 heures	X		1	89,00
Barreau du Québec	L'Éthique à l'heure des médias sociaux et instantanés, 3 heures	X		1	89,00
Camiq inc.	Herman - profil des préférences cérébrales, 1.5 heure	X		10	850,00
Camiq inc.	Rapport d'équipe - profil des préférences cérébrales	X		1	150,00
Centre de services partagés du Québec	Etre plus stratégique dans vos rédactions, 1 jour	X		2	790,00
Centre de services partagés du Québec	Journée des acquisitions et des TIC, 1 jour	X		5	1 290,00
Centre de services partagés du Québec	L'interface politico-administrative, 0.5 heure	X		1	25,00
Centre d'expertise des grands organismes	Analyses d'impact réglementaire (nouvelle politique sur l'allègement réglementaire), 2 heures	X		2	50,00
Conseil canadien des marchés publics	Forum du Conseil canadien des marchés publics, 2 jours	X		1	800,00

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSTION

NUMÉRO 2 - Formation

Liste de toutes les formations (incluant les formations continues et celles menant à l'obtention d'une certification ou d'un diplôme), conférences, ateliers, journées d'activités, sommets, congrès ou autres activités auxquelles ont participé les employés du ministère et des organismes qui en relèvent au cours de l'année 2014-2015. Indiquer : - le lieu; - le coût; - la ou les dates de participation; - le nombre de participants; - le nom de la personne ou de l'organisme ayant offert l'activité; - le nom de la formation ou de l'activité.

SECTEUR : Sous-secrétariat aux marchés publics

FOURNISSEUR	TITRE / BUT	Au Québec	Hors Québec	NOMBRE DE PARTICIPANTS	MONTANT
Contech	Méthodes de livraison de projets, documents contractuels normalisés «Canadian Standard Construction Document» (CCDC), 1 jour	X		1	635,00
Corporation des entrepreneurs généraux du Québec	18e Congrès annuel de la Corporation des entrepreneurs généraux du Québec, 2 jours	X		1	330,00
École nationale d'administration publique	Gestion de projets, 1 session	X		1	368,69
Faculté de droit de l'université Laval	Colloque «Vers une nouvelle ère en matière de protection de l'environnement regards croisés», 1 jour	X		1	260,00
Forum des jeunes de la fonction publique québécoise	Le 11e colloque annuel Forum des jeunes: «Savoir se démarquer, par où commencer ?», 1 jour	X		7	910,00
Médias transcontinental S.E.N.C.	Conférence: Octroi et gestion des contrats publics, Louis Morneau, 1 jour	X		1	795,00
Mouvement québécois de la qualité	Développez vos habilités relationnelles, 1 jour	X		8	1 827,31
Mouvement québécois de la qualité	Dîner-conférence: la stratégie d'amélioration continue du gouvernement du Nouveau-Brunswick, 0.5 jour	X		2	300,00
Ordre des comptables professionnels agréés du Québec	Passeport Multi-CPA, 8 jours	X		4	1 649,00
Société québécoise d'évaluation de programme	Lier des ressources et les résultats, 1 jour	X		1	200,00
Société québécoise d'évaluation de programme	Lier les ressources aux résultats pour gérer : Le rôle central du CGRR, 1 jour	X		1	120,00
TÉLUQ Télé-Université	Analyse microéconomique, 1 session	X		1	410,34

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSTION

NUMÉRO 2 - Formation

Liste de toutes les formations (incluant les formations continues et celles menant à l'obtention d'une certification ou d'un diplôme), conférences, ateliers, journées d'activités, sommets, congrès ou autres activités auxquelles ont participé les employés du ministère et des organismes qui en relèvent au cours de l'année 2014-2015. Indiquer : - le lieu; - le coût; - la ou les dates de participation; - le nombre de participants; - le nom de la personne ou de l'organisme ayant offert l'activité; - le nom de la formation ou de l'activité.

SECTEUR : Sous-secrétariat aux marchés publics

FOURNISSEUR	TITRE / BUT	Au Québec	Hors Québec	NOMBRE DE PARTICIPANTS	MONTANT
TÉLUQ Télé-Université	Baccalauréat en administration, 1 session	X		1	403,87
TÉLUQ Télé-Université	Baccalauréat en administration, 1 session	X		1	373,72
Université de Sherbrooke	Pratique professionnelle, Évaluation d'entreprises, 1 session	X		1	617,34
Université Laval	Leadership, communications et ressources humaines, module 4, 3 jours	X		1	3 250,00
Université Laval	Les aspects financiers, le contrôle et l'audit, module 3, 3 jours	X		1	3 250,00
Université Laval	Simulation d'un Conseil d'administratrion et de ses comités, Module 5, 3 jours	X		1	3 250,00
Université Laval	Fondements et pratique en design graphique, 1 session	X		1	623,14
Université Laval	Leader authentique, 1 session	X		1	341,26
Université Laval	Organiser son temps, ses priorités et ses multiples activités, 3.5 heures	X		1	325,00
Université Laval	Droit de l'environnement et contrôle de la pollution, 1 session	X		1	311,14
Wolters Kluwer Québec Ltée	La loi sur les contrats des organismes publics après 5 ans : un bilan, 1 jour	X		1	225,00

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSTION

NUMÉRO 2 - Formation

Liste de toutes les formations (incluant les formations continues et celles menant à l'obtention d'une certification ou d'un diplôme), conférences, ateliers, journées d'activités, sommets, congrès ou autres activités auxquelles ont participé les employés du ministère et des organismes qui en relèvent au cours de l'année 2014-2015. Indiquer : - le lieu; - le coût; - la ou les dates de participation; - le nombre de participants; - le nom de la personne ou de l'organisme ayant offert l'activité; - le nom de la formation ou de l'activité.

SECTEUR : Sous-secrétariat du dirigeant principal de l'information

FOURNISSEUR	TITRE / BUT	Au Québec	Hors Québec	NOMBRE DE PARTICIPANTS	MONTANT
Alliance des cadres de l'État	Rencontre annuelle des cadres, 1 jour	X		1	250,00
Association de sécurité informatique Montréal métropolitain, L'	Sécurité dans la cloud, 2 heures	X		1	35,00
Association des professionnels de vérification et du contrôle des systèmes d'information, section de Québec	La sécurité de l'information et les auditeurs internes, 3 heures	X		1	125,00
Association professionnelle des entreprises en logiciels libres	Le logiciel libre, carburant de l'économie du XXième siècle, 1 jour	X		1	80,00
Centre de services partagés du Québec	Chargés de projet avec expérience, 8 jours	X		1	2 580,00
Centre de services partagés du Québec	Nouveaux chargés de projet, 4 jours	X		1	1 395,00
Centre de services partagés du Québec	Être plus stratégique dans vos rédactions, 1 jour	X		1	395,00
Centre de services partagés du Québec	Compétences politiques et relationnelles, 1 jour	X		1	295,00
Centre de services partagés du Québec	Construire des ponts, l'art de négocier et persuader, 1 jour	X		1	295,00
Centre de services partagés du Québec	Journée des acquisitions et des TIC, 1 jour	X		3	585,00
Forum des jeunes de la fonction publique québécoise	Le 11e colloque annuel Forum des jeunes: «Savoir se démarquer, par où commencer ?», 1 jour	X		2	260,00
GéoCongrès 2014	Réunion ACRIgéo, 1 jour	X		2	180,00

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSTION

NUMÉRO 2 - Formation

Liste de toutes les formations (incluant les formations continues et celles menant à l'obtention d'une certification ou d'un diplôme), conférences, ateliers, journées d'activités, sommets, congrès ou autres activités auxquelles ont participé les employés du ministère et des organismes qui en relèvent au cours de l'année 2014-2015. Indiquer : - le lieu; - le coût; - la ou les dates de participation; - le nombre de participants; - le nom de la personne ou de l'organisme ayant offert l'activité; - le nom de la formation ou de l'activité.

SECTEUR : Sous-secrétariat du dirigeant principal de l'information

FOURNISSEUR	TITRE / BUT	Au Québec	Hors Québec	NOMBRE DE PARTICIPANTS	MONTANT
GOSEC	Gosec évènement annuel de la sécurité 10e édition, 1 jour	X		1	134,74
GP-Québec	Le gestionnaire de projet public, d'aujourd'hui à demain, 1 jour	X		2	500,00
Gravel, Denis François	Techniques pour des présentations réussies, 1.5 heure	X		58	600,00
Institut d'administration publique de Québec	Forfait institutionnel de l'Institut de l'adminstration publique de Québec	X		1	1 000,00
Institute for Citizen-Centred Service	Concept des services gouvernementaux numériques, 1 heure	X		1	99,00
ISACA	Certificaton en sécurité, ISACA	X		1	290,55
Le Carrefour de l'indutrie de la Sécurité	Cobit 5, une réponse à la sécurité de l'information gouvernementale ?, 1 jour	X		1	275,00
Multi Aspects Groupe inc.	Approche centrée sur les relations avec les dirigeants de l'information, 1.5 jour	X		1	2 300,00
Parti libéral du Québec	Le forum des idées pour le Québec - Vivre l'innovation, 3 jours	X		1	125,00
QVC-Inscript	Colloque québécois de la sécurité de l'information-CQSI, 2 jours	X		1	695,00
R3D Conseil	Atelier sur la valeur des projets, 3.5 heures	X		7	472,50
Réseau Action TI Montréal	Journée de l'informatique du Québec 2014, 1 jour	X		16	3 280,00
Réseau Action TI Montréal	9ème Salon «Business Inteligence» et Analytique, 1 jour	X		3	2 249,63

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSTION

NUMÉRO 2 - Formation

Liste de toutes les formations (incluant les formations continues et celles menant à l'obtention d'une certification ou d'un diplôme), conférences, ateliers, journées d'activités, sommets, congrès ou autres activités auxquelles ont participé les employés du ministère et des organismes qui en relèvent au cours de l'année 2014-2015. Indiquer : - le lieu; - le coût; - la ou les dates de participation; - le nombre de participants; - le nom de la personne ou de l'organisme ayant offert l'activité; - le nom de la formation ou de l'activité.

SECTEUR : Sous-secrétariat du dirigeant principal de l'information

FOURNISSEUR	TITRE / BUT	Au Québec	Hors Québec	NOMBRE DE PARTICIPANTS	MONTANT
Réseau Action TI Montréal	La technologie au coeur de l'amélioration de la performance et des services à la clientèle chez SSQ Groupe financier, 2.5 heures	X		8	630,00
Réseau Action TI Montréal	Parlons-en du cloud, 1 jour	X		2	550,00
Réseau Action TI Montréal	Les défis de l'évolution de la profession en TI au gouvernement du Québec, 3 heures	X		4	420,00
Réseau Action TI Montréal	Les défis d'évolution de la profession en TI au gouvernement du Québec, 1 jour	X		2	320,00
Réseau Action TI Montréal	La technologie au coeur de l'amélioration de la performance et des services à la clientèle, 1 jour	X		1	135,00
Réseau Action TI Montréal	Les technologies de l'information à la Régie des rentes du Québec étroitement aux stratégies d'affaires, 1 jour	X		2	100,00
Réseau Action TI Montréal	La technologie de l'information à la Régie des rentes du Québec étroitement liées aux stratégies d'affaires, 1 jour	X		1	50,00
Réseau des ingénieurs du Québec	Analyse de projets d'investissement et du risque afférent, 1 jour	X		1	555,00
TÉLUQ Télé-Université	Stratégies en affaires électroniques, Gestion de la sécurité des technologies de l'information, 1 session	X		1	746,20
TÉLUQ Télé-Université	Gestion stratégique des technologies de l'information, Impartition des techonologies de l'information, 1 session	X		1	716,67
TÉLUQ Télé-Université	Gouvernance des TI, 1 session	X		1	568,75

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSTION

NUMÉRO 2 - Formation

Liste de toutes les formations (incluant les formations continues et celles menant à l'obtention d'une certification ou d'un diplôme), conférences, ateliers, journées d'activités, sommets, congrès ou autres activités auxquelles ont participé les employés du ministère et des organismes qui en relèvent au cours de l'année 2014-2015. Indiquer : - le lieu; - le coût; - la ou les dates de participation; - le nombre de participants; - le nom de la personne ou de l'organisme ayant offert l'activité; - le nom de la formation ou de l'activité.

SECTEUR : Sous-secrétariat du dirigeant principal de l'information

FOURNISSEUR	TITRE / BUT	Au Québec	Hors Québec	NOMBRE DE PARTICIPANTS	MONTANT
Université Laval	Colloque «Big Data», 1 jour	X		2	340,00
Université Laval	Communication dans les organisations, 1 session	X		1	324,32
Université Laval	ComViz: communiquer par l'image en pub et en journalisme, 1 session	X		1	315,64
Université Laval	Planification de projet II, 1 session	X		1	295,14
Versalys Formation	Excel 2013 Intermédiaire français, 2 jours	X		1	220,00
Versalys Formation	PowerPoint 2013, 2 jours	X		1	220,00

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSTION

NUMÉRO 2 - Formation

Liste de toutes les formations (incluant les formations continues et celles menant à l'obtention d'une certification ou d'un diplôme), conférences, ateliers, journées d'activités, sommets, congrès ou autres activités auxquelles ont participé les employés du ministère et des organismes qui en relèvent au cours de l'année 2014-2015. Indiquer : - le lieu; - le coût; - la ou les dates de participation; - le nombre de participants; - le nom de la personne ou de l'organisme ayant offert l'activité; - le nom de la formation ou de l'activité.

SECTEUR : Sous-secrétariat aux infrastructures publiques

FOURNISSEUR	TITRE / BUT	Au Québec	Hors Québec	NOMBRE DE PARTICIPANTS	MONTANT
Académie de Trans-Formation du Québec, L'	Vous engageriez-vous comme patron ? 2 jours	X		2	1 450,00
Alliance des cadres de l'État	La retraite: Aventure ou mésaventure, 1 jour	X		1	425,00
Association des économistes québécois	Forfait conférences de l'IAPQ, 2014-2015	X		2	700,00
Centre de services partagés du Québec	Chargés de projet avec expérience, 8 jours	X		1	2 580,00
École nationale d'administration publique	Entrevue structurée - Alliance des cadres de l'État, 1 jour	X		1	450,00
Institut de la gestion financière de Québec	Forfaits conférences de l'IGFQ, 2014-2015	X		3	960,00
Ordre des comptables professionnels agréés du Québec	Passeport Multi-CPA, 8 jours	X		1	749,50
Ordre des évaluateurs agrées du Québec, L'	Inspection des immeubles, 1 jour	X		1	225,00
Ordre des ingénieurs du Québec	Colloque annuel de l'OIQ 2014, 2 jours	X		1	795,00
PMI-Montréal inc.	Symposium - «Project Management Institut», 1 jour	X		2	770,00
Project Management Institute	Project Management Professionnal - Examen, 1 jour	X		1	307,71

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

NUMÉRO 2 - Formation

Liste de toutes les formations, conférences, ateliers, journées d'activités, sommets, congrès ou autres auxquels ont participé les employés du ministère et des organismes en 2014-2015. Pour chacune, indiquer : Le lieu; Le coût; La ou les dates de participation; Le nombre de participants; Le nom de la personne ou de l'organisme l'ayant offert; Son nom.

SECTEUR : **Commission de révision permanente des programmes**

FOURNISSEUR	TITRE / BUT	Au Québec	Hors Québec	NOMBRE DE PARTICIPANTS	MONTANT
Institut de la gestion financière de Québec	Forfaits conférences de l'IGFQ, 2014-2015	X		1	320,00

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 3 - Dépenses en logiciel, matériel et services professionnels en TI

Sommes dépensées en 2014-2015 (et prévisions pour 2015-2016) par le ministère et chacun de ses organismes pour l'informatique et les technologies de l'information. Ventiler selon la catégorie de dépenses, soit s'il s'agit d'achat de logiciels ou de licences, de matériel ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ).

	Prévisions dépenses 2015-2016	Dépenses réelles 2014-2015 [1]
Logiciels	**728 200,00 $**	**571 747,95 $**
Matériels	**186 600,00 $**	**172 654,96 $**
Services professionnels	**6 419 356,00 $**	**6 390 763,74 $**
- Rémunération interne	5 182 892,00 $	5 280 062,54 $
- Contrats externes	468 000,00 $	478 373,96 $
- CSPQ	768 464,00 $	632 327,24 $
Projets (Amortissement)	**2 239 892,00 $**	**1 939 892,46 $**
TOTAL	**9 574 048,00 $**	**9 075 059,11 $**

Note 1 : Les dépenses réelles 2014-2015 sont présentées en date du 31 mars 2015, elles prennent donc en compte les dépenses préliminaires pour l'ensemble de l'exercice 2014-2015. Ces dépenses pourraient évoluer par rapport au bilan final de l'organisation afin de prendre en compte certaines factures à recevoir.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 5 - Occasionnel devenu permanent

Nombre et pourcentage d'employés occasionnels par secteurs au ministère en 2014-2015 et comparaison avec les six années financières précédentes. Préciser pour chaque secteur et pour chaque année le nombre et le pourcentage d'employés devenus permanents.

Ministère - 160 Secrétariat du Conseil du trésor		2008-2009	2009-2010	2010-2011	2011-2012	2012-2013	2013-2014	2014-2015 (Avril 2014 à décembre 2014)
Occasionnels	Nombre	78	78	67	37	44	49	31
	Pourcentage (Nb. occ / Nb. occ.+ Nb. rég.)	11,0%	11,8%	9,7%	5,6%	6,2%	6,9%	4,6%
Occasionnels nommés réguliers	Nombre	33	25	38	12	16	13	3
	Pourcentage (Nb. occ. nom.rég. / Nb. occ.)	42,3%	32,1%	56,7%	32,4%	36,4%	26,5%	9,7%

Employés assujettis à la LFP.
Le nombre d'occasionnels est compilé entre le 1er avril et le 31 mars de chaque année.
Les données présentées prennent en considération les employés occasionnels qui sont devenus temporaires le 1er avril ou au cours de l'année budgétaire.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 7 – Sondages

Liste et copie de tous les sondages effectués en 2014-2015, en indiquant les coûts, le sujet et, le cas échéant, la firme retenue pour le réaliser.		
FOURNISSEUR	SUJET	MONTANT
Aucune.		

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

NUMÉRO 8 - Avis juridiques

Liste et copie de tous les avis, juridiques et autres, commandés en 2014-2015 par le ministère ou le cabinet du ministre en indiquant les coûts, le sujet, le nom de l'organisme ou de la personne qui a réalisé l'avis et la date de réception. Indiquer le nombre total d'avis demandés par le ministère.
Pour les avis juridiques externes, nous vous demandons de référer à l'Étude des crédits du ministère de la Justice qui autorise les contrats de services juridiques confiés au secteur privé. Les avis juridiques demandés par le ministère ou le cabinet du ministère sont protégés par le secret professionnel en vertu de l'article 9 de la Charte des droits et libertés, lequel prévoit ce qui suit : « 9. Chacun a droit au respect du secret professionnel. Divulgation de renseignements confidentiels. Toute personne tenue par la loi au secret professionnel et tout prêtre ou autre ministre du culte ne peuvent, même en justice, divulguer les renseignements confidentiels qui leur ont été révélés en raison de leur état ou profession, à moins qu'ils n'y soient autorisés par celui qui leur a fait ces confidences ou par une disposition expresse de la loi. Devoir du tribunal. Le tribunal doit, d'office, assurer le respect du secret professionnel. » (nos soulignements) Le droit au secret professionnel appartient au gouvernement et lui seul peut y renoncer. La Loi sur le ministère de la Justice prévoit à son article 3 que « Le ministre de la Justice est le jurisconsulte du lieutenant-gouverneur et le membre jurisconsulte du Conseil exécutif du Québec. ». C'est à ce titre qu'il donne ses avis juridiques aux divers ministères. Le ministère ou ministre qui a demandé un avis juridique ne peut prendre la décision de renoncer à la protection du secret professionnel au nom du gouvernement. Le ministre de la Justice doit être consulté à ce sujet. Généralement, le ministre de la Justice ne renonce pas à la protection du secret professionnel parce que la diffusion des avis juridiques risquerait de nuire sérieusement aux intérêts de l'État. En effet, la communication des avis juridiques pourrait causer préjudice à des politiques gouvernementales, à des procédures judiciaires actuellement en cours ainsi qu'aux moyens de défense du procureur général du Québec ou à d'autres intérêts de l'État. De plus, nous portons à votre attention que l'article 214 du Règlement de l'Assemblée nationale énonce que : « 214. Dépôt du document : Lorsqu'un ministre cite, même en partie, un document, tout député peut lui demander de le déposer immédiatement. Le ministre doit s'exécuter, sauf s'il juge que cela serait contraire à l'intérêt public. ». Pour ces raisons, nous ne pouvons donner suite à votre demande de vous communiquer la liste et copie de tous les avis juridiques demandés en 2013-2014 et 2014-2015 par le SCT ou le cabinet dans le cadre de l'étude des crédits.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 11 - Concours et tirages

Pour le ministère et chacun des organismes, agences, conseils, comités ou autres qui en relèvent, indiquer pour 2014-2015 : a) la liste de tous les concours et tirages effectués; b) les prix remis aux gagnants des concours et des tirages, ainsi que la valeur de ces prix; c) l'objectif visé par la tenue de chacun des concours; d) la liste des concours qui ont pris fin.
Aucun concours ou tirage durant la période visée.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

NUMÉRO 12 - Campagnes de publicité et de sensibilisation

Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, concernant les campagnes de publicité et de sensibilisation, fournir pour 2014-2015 : • le nom de toutes les campagnes; • les coûts de ces campagnes; • le nom de la firme ou du professionnel retenu pour la réaliser; • les dates de diffusion de la campagne; • les objectifs visés par chaque campagne.
Aucune campagne de publicité n'a eu cours pendant l'année 2014-2015.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

NUMÉRO 13 – Subventions

Pour 2014-2015, la liste des programmes de financement ou de subventions du Ministère, le montant global attitré au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, en indiquant pour chacun : a) le nom et la nature des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention ; b) le nom du ou des organismes bénéficiaires; c) le montant qui leur a été accordé. Fournir également la liste des projets qui ont été rejetés pour chaque programme.
Aucune.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

NUMÉRO 14 –Employés affectés aux affaires publiques

Pour le ministère et chacun des organismes, agences, conseils, comités ou autres qui en relèvent, indiquer pour 2014-2015 : a) le nombre d'employés et le nom des employés affectés aux affaires publiques; b) le montant dépensé par le département des affaires publiques; c) le nombre et le détail des rencontres des employés affectés aux affaires publiques avec d'autres instances ou organismes publics, ventilé par instances ou organismes.

a) Deux employés sont affectés aux affaires publiques :
- Au Secrétariat du Conseil du trésor, M. Jean Auclair, responsable des relations avec les médias;
- À la Commission de révision permanente des programmes, Mme Nathalie Pitre, directrice des affaires publiques.

b) Les dépenses liées aux affaires publiques sont présentées dans la demande de renseignements généraux numéro 4.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

NUMÉRO 16 – Loi 15 – Nombre d'effectifs

À la suite de l'adoption du projet de loi 15, Loi sur la gestion et le contrôle des effectifs des ministères et organismes du secteur public, des réseaux et des sociétés d'État, donnez par organisation, par catégories d'emplois et selon le type de poste, pour les exercices allant de 2014-2015 à 2017-2018 les éléments suivants : a) le nombre d'effectif; b) le nombre de congédiement; c) le nombre de départ à la retraite; d) le nombre de remplacement; e) la cible d'effectif, le nombre d'effectif que l'organisme ne doit pas dépasser selon le Conseil du trésor.

Tel qu'indiqué au Budget de dépenses 2015-2016, le gouvernement a instauré en 2015 le dénombrement de l'effectif global. Il est à compiler les premières données colligées et un portrait de l'effectif gouvernemental sera ensuite dressé au cours du printemps 2015.

Pour la période du 1er janvier au 31 mars 2015, le Conseil du trésor a déterminé pour chaque ministre que le niveau de l'effectif global est équivalent à la somme des effectifs des organismes publics concernés dont il est responsable pour la période correspondante en 2014. Il revient à chaque ministre de répartir entre les organismes publics relevant de sa responsabilité la cible globale déterminée par le Conseil du trésor. Il en sera de même pour 2015-2016.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

NUMÉRO 17 - Évolution d'employés par ministère depuis 2003

Évolution de la taille (nombre total d'employés) de chaque cabinet ministériel, de chaque ministère et de chaque organisme public depuis 2003. Fournir les données pour chacune des années financières, de 2003-2004 à 2014-2015. Prévisions pour 2015-2016.

MINISTÈRE	STATUT	MARS 2007	MARS 2008	MARS 2009	MARS 2010	MARS 2011	MARS 2012	MARS 2013	MARS 2014	MARS 2015
010-Culture et Communications	Régulier	369	363	358	340	349	360	353	359	340
	Occasionnel	53	62	75	74	67	70	69	55	37
	Étudiant	4	4	8	12	31	30	36	22	30
Total 010-Culture et Communications		426	429	441	426	447	460	458	436	407
030-Relations internationales et Francophonie	Régulier	405	422	394	389	364	345	346	339	289
	Occasionnel	34	37	41	36	43	41	53	64	41
	Étudiant	3	6	10	15	13	28	16	9	6
Total 030-Relations internationales et Francophonie		442	465	445	440	420	414	415	412	336
050-Affaires municipales et Occupation du territoire	Régulier	556	478	434	436	461	445	425	421	432
	Occasionnel	78	57	64	67	75	67	74	66	66
	Étudiant	4	4	11	19	20	40	35	47	50
Total 050-Affaires municipales et Occupation du territoire		638	539	509	522	556	552	534	534	548
052-Forêts, Faune et Parcs	Régulier	2 186	2 166	2 148	2 072	2 142	2 245	2 234	2 251	2 164
	Occasionnel	371	331	332	388	373	299	299	300	358
	Étudiant	3	6	7	22	21	21	35	26	34
Total 052-Forêts, Faune et Parcs		2 560	2 503	2 487	2 482	2 536	2 565	2 568	2 577	2 556
055-Immigration, Diversité et Inclusion	Régulier	850	810	870	863	836	812	877	869	805
	Occasionnel	543	558	661	659	664	689	618	622	614
	Étudiant	6	8	58	71	119	125	130	126	131
Total 055-Immigration, Diversité et Inclusion		1 399	1 376	1 589	1 593	1 619	1 626	1 625	1 617	1 550
060-Santé et Services sociaux	Régulier	659	634	635	605	563	594	675	691	686
	Occasionnel	168	180	155	162	129	104	77	57	47
	Étudiant	4	1	5	15	7	8	12	12	20
Total 060-Santé et Services sociaux		831	815	795	782	699	706	764	760	753
063-Régie des rentes du Québec	Régulier	1 090	1 047	1 030	1 053	1 058	1 080	1 111	1 141	1 140
	Occasionnel	103	166	170	152	175	159	104	124	101
	Étudiant	8	7	10	14	23	30	19	24	20
Total 063-Régie des rentes du Québec		1 201	1 220	1 210	1 219	1 256	1 269	1 234	1 289	1 261
064-Régie de l'assurance-maladie du Québec	Régulier	1 213	1 161	1 128	1 099	1 082	1 226	1 273	1 398	1 360
	Occasionnel	401	398	397	407	434	372	391	310	274
	Étudiant	35	32	70	104	139	161	134	173	205
Total 064-Régie de l'assurance-maladie du Québec		1 649	1 591	1 595	1 610	1 655	1 759	1 798	1 881	1 839
065-Famille	Régulier	359	350	351	347	400	411	409	429	404
	Occasionnel	50	52	65	69	56	44	46	41	30
	Étudiant			7	6		11	16	23	26
Total 065-Famille		409	402	423	422	456	466	471	493	460

067-Enseignement supérieur, Recherche et Science	Régulier	241	243	230	209	193	238	372	440	376
	Occasionnel	144	149	167	325	209	114	360	337	358
	Étudiant			23	33	28	28	22	19	38
Total 067-Enseignement supérieur, Recherche et Science		385	392	420	567	430	380	754	796	772
075-Travail	Régulier	140	141	149	150	148	143	147	141	118
	Occasionnel	13	16	8	4	5	8	8	18	8
	Étudiant		1		1	1	4	3	4	8
Total 075-Travail		153	158	157	155	154	155	158	163	134
080-Agriculture, Pêcheries et Alimentation	Régulier	1 778	1 767	1 705	1 650	1 602	1 530	1 536	1 523	1 439
	Occasionnel	331	337	265	272	311	275	253	231	183
	Étudiant	4	7	10	33	22	32	25	32	23
Total 080-Agriculture, Pêcheries et Alimentation		2 113	2 111	1 980	1 955	1 935	1 837	1 814	1 786	1 645
095-Sécurité publique	Régulier	4 162	4 124	4 232	4 334	4 277	4 303	4 464	4 693	4 906
	Occasionnel	358	483	548	617	648	672	635	623	493
	Étudiant	3	7	29	27	49	70	74	60	58
Total 095-Sécurité publique		4 523	4 614	4 809	4 978	4 974	5 045	5 173	5 376	5 457
140-Conseil exécutif	Régulier	571	538	537	509	474	459	494	491	500
	Occasionnel	62	70	70	76	88	77	77	79	62
	Étudiant	4	6	9	9	10	14	20	14	14
Total 140-Conseil exécutif		637	614	616	594	572	550	591	584	576
160-Conseil du trésor et Administration gouvernementale	Régulier	503	505	471	490	505	530	561	567	569
	Occasionnel	32	30	31	29	20	17	22	26	13
	Étudiant	4	4	6	19	12	14	15	18	15
Total 160-Conseil du trésor et Administration gouvernementale		539	539	508	538	537	561	597	611	597
188-Bureau de décision et de révision	Régulier	10	9	8	7	10	10	12	13	14
	Occasionnel	2	2	2	3	2	2	1	1	1
	Étudiant									1
Total 188-Bureau de décision et de révision		12	11	10	10	12	12	13	14	16
206-Conseil du patrimoine culturel du Québec	Régulier	4	4	5	4	4	4	5	4	4
Total 206-Conseil du patrimoine culturel du Québec		4	4	5	4	4	4	5	4	4
210-Finances	Régulier	780	747	677	623	617	593	577	575	535
	Occasionnel	101	147	136	150	149	125	86	74	71
	Étudiant	7	12	11	19	27	21	25	25	29
Total 210-Finances		888	906	824	792	793	739	688	674	635
238-Conseil supérieur de l'éducation	Régulier	31	25	27	29	26	27	27	28	28
	Occasionnel		2	5	4	4	2	2	1	
	Étudiant						1			
Total 238-Conseil supérieur de l'éducation		31	27	32	33	30	30	29	29	28

240-Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances	Régulier	432	472	484	472	540	627	672	744	792
	Occasionnel	150	169	160	152	179	160	255	263	266
	Étudiant	1		2	5	15	41	54	21	24
Total 240-Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances		583	641	646	629	734	828	981	1 028	1 082
244-Commissaire à la lutte contre la corruption	Régulier						26	42	57	56
	Occasionnel							9	15	17
	Étudiant								1	
Total 244-Commissaire à la lutte contre la corruption							26	51	73	73
245-Commissaire à la santé et au bien-être	Régulier	53	60	64	68	63	14	14	14	14
	Occasionnel	3	7	8	9	13	5	4	3	5
	Étudiant		1	1	2	1	2		3	1
Total 245-Commissaire à la santé et au bien-être		56	68	73	79	77	21	18	20	20
246-Directeur des poursuites criminelles et pénales	Régulier	192	177	192	193	195	221	303	340	343
	Occasionnel	47	69	57	64	67	72	50	42	36
	Étudiant	6	5	6	10	9	12	20	26	52
Total 246-Directeur des poursuites criminelles et pénales		245	251	255	267	271	305	373	408	431
247-Commissaire au lobbyisme	Régulier	19	19	19	26	26	26	30	29	28
	Occasionnel	4	6	6	1	4	3	1	3	2
	Étudiant					1	1	1		
Total 247-Commissaire au lobbyisme		23	25	25	27	31	30	32	32	30
256-Bureau d'audiences publiques sur l'environnement	Régulier	50	48	46	46	43	42	41	44	43
	Occasionnel	13	9	8	1	10	6	6	5	8
	Étudiant			1	1	1	1	2	3	
Total 256-Bureau d'audiences publiques sur l'environnement		63	57	55	48	54	49	49	52	51
267-Comité de déontologie policière	Régulier	32	34	30	34	36	32	34	33	31
	Occasionnel	3	3	5	2	1	3	2	4	1
	Étudiant								1	
Total 267-Comité de déontologie policière		35	37	35	36	37	35	36	38	32
274-Commission d'évaluation de l'enseignement collégial	Régulier	26	25	25	20	16	22	24	23	23
	Occasionnel		3	6	5	5	1		2	2
	Étudiant						1	1		1
Total 274-Commission d'évaluation de l'enseignement collégial		26	28	31	25	21	24	25	25	26
278-Commission de l'équité salariale	Régulier	48	49	44	50	45	44	69	65	57
	Occasionnel	8	8	8	14	19	28	24	22	20
	Étudiant			1	1	1	3	5	4	1
Total 278-Commission de l'équité salariale		56	57	53	65	65	75	98	91	78

280-Développement économique, Innovation et Exportation	Régulier	645	627	648	630	644	624	643	564	710
	Occasionnel	37	53	82	82	54	59	45	45	40
	Étudiant	3	7	13	15	24	30	15	9	29
Total 280-Développement économique, Innovation et Exportation		685	687	743	727	722	713	703	618	779
285-Commission des relations du travail	Régulier	143	135	145	141	135	122	125	133	126
	Occasionnel	15	13	4	4	5	2		2	1
	Étudiant	2	4	2	4	1	2	4	1	4
Total 285-Commission des relations du travail		160	152	151	149	141	126	129	136	131
289-Conseil de la magistrature	Régulier	4	3	4	4	4	4	5	4	4
	Occasionnel	1	1	1	1		1	1	1	1
Total 289-Conseil de la magistrature		5	4	5	5	4	5	6	5	5
293-Bureau du coroner	Régulier	44	41	39	36	35	37	35	37	34
	Occasionnel	14	10	15	12	14	13	12	15	15
	Étudiant							1		
Total 293-Bureau du coroner		58	51	54	48	49	50	48	52	49
320-Société de l'assurance automobile du Québec	Régulier	2 686	2 631	2 699	2 646	2 640	2 686	2 754	2 826	2 776
	Occasionnel	751	832	857	961	955	811	882	795	714
	Étudiant	20	26	76	99	80	91	107	87	80
Total 320-Société de l'assurance automobile du Québec		3 457	3 489	3 632	3 706	3 675	3 588	3 743	3 708	3 570
321-Fonds d'aide aux recours collectifs	Régulier					3	3	3	2	2
Total 321-Fonds d'aide aux recours collectifs						3	3	3	2	2
323-Institut de la statistique du Québec	Régulier	203	187	200	190	202	208	201	206	201
	Occasionnel	166	150	168	200	261	139	166	140	174
	Étudiant	1	1	5	4	6	5	4	5	5
Total 323-Institut de la statistique du Québec		370	338	373	394	469	352	371	351	380
328-Commission de protection du territoire agricole du Québec	Régulier	95	91	96	94	94	88	89	88	89
	Occasionnel	9	7	11	7	11	11	7	9	8
	Étudiant	7	6	5	4	8	6	8	5	9
Total 328-Commission de protection du territoire agricole du Québec		111	104	112	105	113	105	104	102	106
344-Office de la protection du consommateur	Régulier	91	94	92	89	90	91	100	105	100
	Occasionnel	11	9	10	7	11	10	4	6	5
	Étudiant			3	6	11	5	8	6	6
Total 344-Office de la protection du consommateur		102	103	105	102	112	106	112	117	111
347-Centre de services partagés du Québec	Régulier	1 602	1 722	1 801	1 762	1 753	1 828	1 823	1 925	1 838
	Occasionnel	370	344	345	334	344	253	325	330	264
	Étudiant	13	7	17	37	60	72	93	90	75
Total 347-Centre de services partagés du Québec		1 985	2 073	2 163	2 133	2 157	2 153	2 241	2 345	2 177

350-Éducation, Loisir et Sport	Régulier	1 027	1 002	944	900	877	880	759	749	678
	Occasionnel	83	97	165	164	169	97	186	217	166
	Étudiant	4	5	8	14	13	33	50	55	38
Total 350-Éducation, Loisir et Sport		1 114	1 104	1 117	1 078	1 059	1 010	995	1 021	882
352-Régie du cinéma	Régulier	45	41	44	44	38	44	44	40	40
	Occasionnel	9	12	13	10	11	2	3	4	2
	Étudiant		1		1	1			3	1
Total 352-Régie du cinéma		54	54	57	55	50	46	47	47	43
360-Office des professions du Québec	Régulier	36	36	35	39	45	48	47	53	46
	Occasionnel	3	4	4	5	6	5	3	4	4
	Étudiant			1	1	1	2	3	2	4
Total 360-Office des professions du Québec		39	40	40	45	52	55	53	59	54
367-Régie du bâtiment du Québec	Régulier	353	356	371	359	369	359	446	459	464
	Occasionnel	81	66	75	75	91	80	46	49	32
	Étudiant			1	2	8	10	18	22	28
Total 367-Régie du bâtiment du Québec		434	422	447	436	468	449	510	530	524
368-Commission municipale du Québec	Régulier	12	11	14	15	17	19	19	18	20
	Occasionnel	2	2	3	2	1		2	3	2
	Étudiant						1	1		1
Total 368-Commission municipale du Québec		14	13	17	17	18	20	22	21	23
370-Assemblée nationale	Régulier	546	531	526	519	515	512	507	501	491
Total 370-Assemblée nationale		546	531	526	519	515	512	507	501	491
371-Commissaire à l'éthique et à la déontologie	Régulier						5	4	5	5
	Occasionnel						1	2	1	1
Total 371-Commissaire à l'éthique et à la déontologie							6	6	6	6
372-Commission de l'éthique en science et en technologie	Régulier					1	3	3	5	5
	Occasionnel					3	4	3	3	3
Total 372-Commission de l'éthique en science et en technologie						4	7	6	8	8
374-Vérificateur général	Régulier	243	255	263	256	264	273	279	265	260
	Occasionnel	8	4	1	1	2	4	2	2	1
	Étudiant	5	6	7	7	7	8	7	10	13
Total 374-Vérificateur général		256	265	271	264	273	285	288	277	274
380-Développement durable, Environnement et Lutte contre les changements climatiques	Régulier	1 580	1 550	1 519	1 505	1 520	1 560	1 617	1 655	1 626
	Occasionnel	245	284	365	377	386	313	348	358	258
	Étudiant	8	11	20	48	46	47	57	60	86
Total 380-Développement durable, Environnement et Lutte contre les changements climatiques		1 833	1 845	1 904	1 930	1 952	1 920	2 022	2 073	1 970

386-Régie des alcools, des courses et des jeux	Régulier	180	175	176	163	148	150	160	170	165
	Occasionnel	78	74	79	82	91	84	71	65	47
	Étudiant	1		1	3	7	12	7	4	7
Total 386-Régie des alcools, des courses et des jeux		259	249	256	248	246	246	238	239	219
390-Sûreté du Québec	Régulier	689	703	686	670	671	644	697	849	816
	Occasionnel	174	228	248	245	306	378	413	262	161
	Étudiant	4	5	1	4	1		1	4	5
Total 390-Sûreté du Québec		867	936	935	919	978	1 022	1 111	1 115	982
392-Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec	Régulier	42	43	42	41	43	43	40	40	38
	Occasionnel		1	1						1
Total 392-Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec		42	44	43	41	43	43	40	40	39
400-Justice	Régulier	2 101	2 024	1 994	1 866	1 799	1 756	1 749	1 829	1 837
	Occasionnel	1 074	1 135	1 262	1 280	1 374	1 424	1 514	1 461	1 333
	Étudiant	25	22	20	22	21	40	49	64	19
Total 400-Justice		3 200	3 181	3 276	3 168	3 194	3 220	3 312	3 354	3 189
402-Comité de déontologie policière	Régulier	16	16	18	14	14	14	14	15	14
	Occasionnel	1							1	
Total 402-Comité de déontologie policière		17	16	18	14	14	14	14	16	14
408-Commission d'accès à l'information	Régulier	39	36	49	51	52	52	54	49	49
	Occasionnel	4	14	8	10	11	9	10	11	8
	Étudiant		1	2		1	4	1	1	1
Total 408-Commission d'accès à l'information		43	51	59	61	64	65	65	61	58
414-Commission des lésions professionnelles	Régulier	418	414	405	406	407	415	405	412	402
	Occasionnel	16	19	22	13	11	13	17	14	5
	Étudiant			9	17	9	9	13	16	2
Total 414-Commission des lésions professionnelles		434	433	436	436	427	437	435	442	409
425-Commission québécoise des libérations conditionnelles	Régulier	34	36	38	39	39	38	38	39	38
	Occasionnel	4	7	7	6	4	6	8	5	4
	Étudiant		1		2	1	1	1	1	3
Total 425-Commission québécoise des libérations conditionnelles		38	44	45	47	44	45	47	45	45
430-Commission de la fonction publique	Régulier	29	38	35	35	35	36	36	38	35
	Occasionnel	6	4	3	2	8	4	4	1	2
	Étudiant			1	2	1			3	
Total 430-Commission de la fonction publique		35	42	39	39	44	40	40	42	37
450-Tribunal administratif du Québec	Régulier	238	228	226	213	203	226	227	233	228
	Occasionnel	17	23	24	22	22	20	31	23	18
	Étudiant	2	2	11	15	12	24	17	16	20
Total 450-Tribunal administratif du Québec		257	253	261	250	237	270	275	272	266

505-Conseil de gestion de l'assurance parentale	Régulier	10	13	15	13	15	12	13	12	12
	Occasionnel	1	2	1					1	
Total 505-Conseil de gestion de l'assurance parentale		11	15	16	13	15	12	13	13	12
510-Régie du logement	Régulier	190	186	188	189	180	179	179	168	174
	Occasionnel	31	28	34	27	43	36	38	53	47
	Étudiant				7	21	35	33	18	16
Total 510-Régie du logement		221	214	222	223	244	250	250	239	237
520-La Financière agricole du Québec	Régulier	532	523	522	495	489	556	549	575	542
	Occasionnel	171	182	194	191	179	102	109	81	52
	Étudiant				3	6	11	15	14	2
Total 520-La Financière agricole du Québec		703	705	716	689	674	669	673	670	596
538-Office des personnes handicapées du Québec	Régulier	122	118	119	106	110	103	109	103	96
	Occasionnel	19	32	24	30	35	32	28	28	19
	Étudiant		1	3	2		2	2	2	1
Total 538-Office des personnes handicapées du Québec		141	151	146	138	145	137	139	133	116
547-Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec	Régulier	127	124	140	132	128	130	146	143	137
	Occasionnel	175	165	151	170	191	178	167	162	158
	Étudiant	1	2	4	3	1	6	3	5	5
Total 547-Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec		303	291	295	305	320	314	316	310	300
560-Curateur public du Québec	Régulier	474	483	520	511	511	515	550	558	546
	Occasionnel	154	176	136	144	161	155	131	110	118
	Étudiant	2	2	36	37	40	60	46	63	62
Total 560-Curateur public du Québec		630	661	692	692	712	730	727	731	726
600-Énergie et Ressources naturelles	Régulier	352	351	334	335	341	337	334	259	742
	Occasionnel	61	53	59	64	68	53	49	34	53
	Étudiant	1	2	3	13	12	12	16	7	14
Total 600-Énergie et Ressources naturelles		414	406	396	412	421	402	399	300	809
630-Directeur général des élections du Québec	Régulier	184	195	205	206	209	218	226	218	218
	Occasionnel	137	60	68	33	30	112	99	206	55
	Étudiant		2		3	2	6	6	7	5
Total 630-Directeur général des élections du Québec		321	257	273	242	241	336	331	431	278
660-Conseil du statut de la femme	Régulier	50	48	46	43	41	45	40	34	35
	Occasionnel	6	7	4	3	2	1	6	3	2
	Étudiant	1		1	1		1	2	3	3
Total 660-Conseil du statut de la femme		57	55	51	47	43	47	48	40	40

690-Conseil supérieur de la langue française	Régulier	13	14	14	10	10	10	10	9	8
	Occasionnel	1	1	1	1	2	2	3	2	1
Total 690-Conseil supérieur de la langue française		14	15	15	11	12	12	13	11	9
700-Emploi et Solidarité sociale	Régulier	5 584	5 564	5 801	5 627	5 312	5 398	5 264	5 373	5 082
	Occasionnel	1 474	1 727	1 816	1 764	1 897	1 500	1 558	1 289	1 231
	Étudiant	23	26	72	124	158	204	222	188	202
Total 700-Emploi et Solidarité sociale		7 081	7 317	7 689	7 515	7 367	7 102	7 044	6 850	6 515
702-Commission des normes du travail	Régulier	524	501	488	467	436	458	474	464	453
	Occasionnel	70	64	70	50	73	61	58	55	45
	Étudiant	13	11	9	10	12	34	28	22	38
Total 702-Commission des normes du travail		607	576	567	527	521	553	560	541	536
703-Commission de la santé et de la sécurité du travail	Régulier	3 499	3 437	3 474	3 428	3 442	3 539	3 529	3 579	3 608
	Occasionnel	679	724	721	740	796	846	816	718	669
	Étudiant	8	7	33	33	47	98	116	133	143
Total 703-Commission de la santé et de la sécurité du travail		4 186	4 168	4 228	4 201	4 285	4 483	4 461	4 430	4 420
710-Office québécois de la langue française	Régulier	237	227	220	223	206	219	237	237	232
	Occasionnel	4	3	14	6	9	21	21	19	9
	Étudiant			2	4	6	2	2	5	3
Total 710-Office québécois de la langue française		241	230	236	233	221	242	260	261	244
730-Société d'habitation du Québec	Régulier	350	349	343	364	369	364	362	363	343
	Occasionnel	15	25	36	12	29	24	21	26	14
	Étudiant	2		2	8	6	17	14	19	25
Total 730-Société d'habitation du Québec		367	374	381	384	404	405	397	408	382
771-Fonds Accès Justice	Régulier							1	2	2
Total 771-Fonds Accès Justice								1	2	2
773-Fonds des ressources informationnelles du secteur de la santé et des services sociaux	Régulier							235	240	229
	Occasionnel							1	4	5
	Étudiant							2	1	3
Total 773-Fonds des ressources informationnelles du secteur de la santé et des services sociaux								238	245	237
801-Fonds d'aide à l'action communautaire autonome	Régulier	27	26	24	24	25	22	20	21	22
	Occasionnel	2	3	1	1					
	Étudiant						2	1	1	1
Total 801-Fonds d'aide à l'action communautaire autonome		29	29	25	25	25	24	21	22	23
807-Fonds des réseaux de transport terrestre (FORT)	Régulier	2 871	2 725	2 701	2 672	2 709	2 812	2 954	3 557	3 864
	Occasionnel	954	1 014	1 168	1 173	1 248	1 106	1 178	966	1 032
	Étudiant	45	37	50	75	108	112	123	144	160
Total 807-Fonds des réseaux de transport terrestre (FORT)		3 870	3 776	3 919	3 920	4 065	4 030	4 255	4 667	5 056

812-Fonds des services de police	Régulier	867	927	915	898	867	786	851	969	940
	Occasionnel	292	281	316	320	368	409	395	320	213
	Étudiant	1		2	2	5	5	4		1
Total 812-Fonds des services de police		1 160	1 208	1 233	1 220	1 240	1 200	1 250	1 289	1 154
814-Fonds de partenariat touristique	Régulier	273	267	263	252	254	253	257	247	232
	Occasionnel	34	39	39	28	23	24	22	22	15
	Étudiant	35	42	40	43	53	49	46	34	35
Total 814-Fonds de partenariat touristique		342	348	342	323	330	326	325	303	282
816-Fonds national de formation de la main-d'oeuvre	Régulier	19	23	27	27	29	29	26		
	Occasionnel	16	9	7	8	3	2	3		
Total 816-Fonds national de formation de la main-d'oeuvre		35	32	34	35	32	31	29		
817-Fonds d'information sur le territoire	Régulier	335	317	309	291	287	326	325	403	423
	Occasionnel	186	209	150	160	144	81	74	77	65
	Étudiant	1	1	22	36	40	38	35	31	26
Total 817-Fonds d'information sur le territoire		522	527	481	487	471	445	434	511	514
820-Fonds de gestion de l'équipement roulant	Régulier	218	203	192	167	138	226	226	275	253
	Occasionnel	215	242	279	307	318	217	230	188	175
	Étudiant	2	1	2	8	10	13	12	17	16
Total 820-Fonds de gestion de l'équipement roulant		435	446	473	482	466	456	468	480	444
826-Fonds des ressources naturelles	Régulier	488	455	443	427	413	460	485	544	124
	Occasionnel	183	219	236	207	466	370	260	260	26
	Étudiant	2	3	10	7	6	9	12	18	8
Total 826-Fonds des ressources naturelles		673	677	689	641	885	839	757	822	158
830-Commission des transports du Québec	Régulier	138	139	141	124	118	109	111	112	110
	Occasionnel	11	9	14	20	19	22	19	15	12
	Étudiant			2	5	7	9	6	4	
Total 830-Commission des transports du Québec		149	148	157	149	144	140	136	131	122
850-Transports	Régulier	1 333	1 352	1 321	1 279	1 281	1 414	1 465	1 496	1 224
	Occasionnel	109	135	153	177	201	232	218	191	77
	Étudiant	18	18	30	36	42	67	73	64	50
Total 850-Transports		1 460	1 505	1 504	1 492	1 524	1 713	1 756	1 751	1 351
872-Fonds d'aide aux victimes d'actes criminels	Régulier	4	4	5	5	5	6	5	5	6
	Occasionnel	1	2	2	1	1	1	1		
	Étudiant						1	2		
Total 872-Fonds d'aide aux victimes d'actes criminels		5	6	7	6	6	8	8	5	6

874-Fonds du financement	Régulier	15	12	12	12	9	8	7	8	9
	Occasionnel	5	6	5	5	9	7	9	6	6
Total 874-Fonds du financement		20	18	17	17	18	15	16	14	15
878-Fonds des registres	Régulier	133	124	118	113	115	108	104	109	116
	Occasionnel	14	11	13	20	21	23	26	19	10
	Étudiant				1	1	1	1		1
Total 878-Fonds des registres		147	135	131	134	137	132	131	128	127
921-Magistrature et nomination des juges	Régulier	29	26	27	26	24	23	23	23	24
	Occasionnel	4	6	10	6	7	8	10	12	13
	Étudiant		1	1	1	1	1	2	1	1
Total 921-Magistrature et nomination des juges		33	33	38	33	32	32	35	36	38
Total général		60 519	60 727	62 086	61 830	62 502	62 521	64 336	65 189	62 989

Personnel régulier, occasionnel et étudiant assujetti à la LFP.

Données présentées selon la structure budgétaire 2014-2015. Les données redressées pour les années antérieures sont approximatives en raison de la comptabilisation des activités transférées d'un ministère à un autre.

Données compilées en mars de chaque année (paie 26).

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 18 - Nombre de départs

Pour chaque cabinet ministériel, chaque ministère et chaque organisme, le nombre de départs au sein de l'effectif régulier pour les années financières 2012-2013, 2013-2014, 2014-2015. Fournir les données ventilées selon la raison du départ: - la retraite; - la démission; - la révocation pour incompétence; - la révocation pour incapacité; - la fin d'emploi; - le décès; - la mise à pied; - la destitution; - toute autre raison.

MINISTÈRE	MOTIF	2012-2013	2013-2014	2014-2015
010-Culture et Communications	Démission		2	3
	Retraite	23	18	19
	Autres départs			3
Total 010-Culture et Communications		23	20	25
030-Relations internationales et Francophonie	Démission	1	3	
	Retraite	18	18	17
	Autres départs	2	2	5
Total 030-Relations internationales et Francophonie		21	23	22
050-Affaires municipales et Occupation du territoire	Démission	4	5	3
	Retraite	16	30	14
	Autres départs	3		2
Total 050-Affaires municipales et Occupation du territoire		23	35	19
052-Forêts, Faune et Parcs	Démission	18	10	8
	Retraite	127	92	41
	Autres départs	29	28	4
Total 052-Forêts, Faune et Parcs		174	130	53
055-Immigration, Diversité et Inclusion	Démission	5	7	9
	Retraite	58	51	55
	Autres départs	1	3	4
Total 055-Immigration, Diversité et Inclusion		64	61	68
060-Santé et Services sociaux	Démission	10	13	6
	Retraite	29	25	20
	Autres départs	3	8	4
Total 060-Santé et Services sociaux		42	46	30

063-Régie des rentes du Québec	Démission	8	7	4
	Retraite	40	48	41
	Autres départs	7	4	6
Total 063-Régie des rentes du Québec		55	59	51
064-Régie de l'assurance-maladie du Québec	Démission	8	12	14
	Retraite	43	51	40
	Autres départs	4	3	10
Total 064-Régie de l'assurance-maladie du Québec		55	66	64
065-Famille	Démission	2	5	4
	Retraite	15	10	17
	Autres départs	1	2	1
Total 065-Famille		18	17	22
067-Enseignement supérieur, Recherche et Science	Démission	5	1	1
	Retraite	22	18	16
	Autres départs	3	2	1
Total 067-Enseignement supérieur, Recherche et Science		30	21	18
075-Travail	Démission	1	1	2
	Retraite	13	15	9
	Autres départs	1		2
Total 075-Travail		15	16	13
080-Agriculture, Pêcheries et Alimentation	Démission	21	9	10
	Retraite	87	74	63
	Autres départs	5	4	10
Total 080-Agriculture, Pêcheries et Alimentation		113	87	83

095-Sécurité publique	Démission	60	39	48
	Retraite	121	126	88
	Autres départs	36	46	55
Total 095-Sécurité publique		217	211	191
140-Conseil exécutif	Démission	2	1	5
	Retraite	24	18	24
	Autres départs	1	3	1
Total 140-Conseil exécutif		27	22	30
160-Conseil du trésor et Administration gouvernementale	Démission	6	5	2
	Retraite	20	27	19
	Autres départs	2		2
Total 160-Conseil du trésor et Administration gouvernementale		28	32	23
188-Bureau de décision et de révision	Autres départs		1	
Total 188-Bureau de décision et de révision			1	
210-Finances	Démission	6	3	4
	Retraite	20	20	22
	Autres départs		3	
Total 210-Finances		26	26	26
238-Conseil supérieur de l'éducation	Retraite	1	1	
	Autres départs	1		
Total 238-Conseil supérieur de l'éducation		2	1	
240-Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances	Démission	5	5	7
	Retraite	20	21	10
	Autres départs	4	4	6
Total 240-Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances		29	30	23
244-Commissaire à la lutte contre la corruption	Démission	2		2
	Autres départs		1	
Total 244-Commissaire à la lutte contre la corruption		2	1	2
245-Commissaire à la santé et au bien-être	Retraite		1	1
Total 245-Commissaire à la santé et au bien-être			1	1
246-Directeur des poursuites criminelles et pénales	Démission	2	2	2
	Retraite	7	15	15

	Autres départs	2	3	1
Total 246-Directeur des poursuites criminelles et pénales		11	20	18
256-Bureau d'audiences publiques sur l'environnement	Retraite	1		
	Autres départs	2	1	2
Total 256-Bureau d'audiences publiques sur l'environnement		3	1	2
267-Commissaire à la déontologie policière	Retraite	2	2	3
Total 267-Commissaire à la déontologie policière		2	2	3
274-Commission d'évaluation de l'enseignement collégial	Démission	1		1
	Retraite	1	1	2
	Autres départs		1	
Total 274-Commission d'évaluation de l'enseignement collégial		2	2	3
278-Commission de l'équité salariale	Démission	2	1	1
	Retraite		2	5
	Autres départs	1		
Total 278-Commission de l'équité salariale		3	3	6

280-Économie, Innovation et Exportations	Démission	6		3
	Retraite	34	28	16
	Autres départs	4	5	2
Total 280-Économie, Innovation et Exportations		44	33	21
285-Commission des relations du travail	Démission	1		1
	Retraite	5	5	5
	Autres départs	3	4	2
Total 285-Commission des relations du travail		9	9	8
289-Conseil de la magistrature du Québec	Retraite		1	
Total 289-Conseil de la magistrature du Québec			1	
293-Bureau du coroner	Retraite	2	1	5
Total 293-Bureau du coroner		2	1	5
320-Société de l'assurance automobile du Québec	Démission	11	10	13
	Retraite	125	136	112
	Autres départs	12	25	18
Total 320-Société de l'assurance automobile du Québec		148	171	143
321-Fonds d'aide aux recours collectifs	Démission	1		1
	Autres départs		1	
Total 321-Fonds d'aide aux recours collectifs		1	1	1
323-Institut de la statistique du Québec	Démission	1		
	Retraite	5	8	6
	Autres départs		2	2
Total 323-Institut de la statistique du Québec		6	10	8

328-Commission de protection du territoire agricole du Québec	Démission	2	1	
	Retraite	2	4	4
	Autres départs	3		
Total 328-Commission de protection du territoire agricole du Québec		7	5	4
344-Office de la protection du consommateur	Démission		3	
	Retraite	4	6	4
	Autres départs	1		
Total 344-Office de la protection du consommateur		5	9	4
347-Centre de services partagés du Québec	Démission	9	6	10
	Retraite	69	83	74
	Autres départs	8	8	20
Total 347-Centre de services partagés du Québec		86	97	104
350-Éducation, Loisir et Sport	Démission	6	9	12
	Retraite	46	47	35
	Autres départs	4	1	7
Total 350-Éducation, Loisir et Sport		56	57	54
352-Régie du cinéma	Démission	1		
	Retraite	3	4	
	Autres départs			1
Total 352-Régie du cinéma		4	4	1
360-Office des professions du Québec	Retraite	3	1	2
	Autres départs		1	1
Total 360-Office des professions du Québec		3	2	3

367-Régie du bâtiment du Québec	Démission	4	8	6
	Retraite	16	9	8
	Autres départs	5	7	2
Total 367-Régie du bâtiment du Québec		25	24	16
368-Commission municipale du Québec	Démission		1	
	Autres départs		4	
Total 368-Commission municipale du Québec			5	
370-Assemblée nationale	Démission	5	6	3
	Retraite	20	16	24
	Autres départs	6	1	3
Total 370-Assemblée nationale		31	23	30
371-Commissaire à l'éthique et à la déontologie	Démission			1
Total 371-Commissaire à l'éthique et à la déontologie				1
374-Vérificateur général	Démission	5	8	8
	Retraite	6	6	3
	Autres départs	1	1	3
Total 374-Vérificateur général		12	15	14
380-Développement durable, Environnement et Lutte contre les changements climatiques	Démission	18	18	15
	Retraite	73	79	69
	Autres départs	8	5	13
Total 380-Développement durable, Environnement et Lutte contre les changements climatiques		99	102	97
386-Régie des alcools, des courses et des jeux	Démission		1	1
	Retraite	5	6	7
	Autres départs	1	2	2
Total 386-Régie des alcools, des courses et des jeux		6	9	10
390-Sûreté du Québec	Démission	16	15	15
	Retraite	25	24	26
	Autres départs	3	4	5
Total 390-Sûreté du Québec		44	43	46
392-Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec	Démission		1	
	Retraite	4	3	2
	Autres départs	1	2	1
Total 392-Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec		5	6	3

400-Justice	Démission	7	6	9
	Retraite	100	100	84
	Autres départs	8	6	8
Total 400-Justice		115	112	101
402-Comité de déontologie policière	Retraite			1
	Autres départs		2	
Total 402-Comité de déontologie policière			2	1
408-Commission d'accès à l'information	Démission	1		
	Retraite		4	
	Autres départs			2
Total 408-Commission d'accès à l'information		1	4	2
414-Commission des lésions professionnelles	Démission	1	1	
	Retraite	17	19	10
	Autres départs	3	5	2
Total 414-Commission des lésions professionnelles		21	25	12
425-Commission québécoise des libérations conditionnelles	Retraite	2		1
	Autres départs	1	2	
Total 425-Commission québécoise des libérations conditionnelles		3	2	1
430-Commission de la fonction publique	Retraite	2	1	2
	Autres départs			1
Total 430-Commission de la fonction publique		2	1	3
450-Tribunal administratif du Québec	Démission	4	2	
	Retraite	10	9	19
	Autres départs	3		3
Total 450-Tribunal administratif du Québec		17	11	22
505-Conseil de gestion de l'assurance parentale	Démission			1
Total 505-Conseil de gestion de l'assurance parentale				1
510-Régie du logement	Démission			1
	Retraite	17	9	2
	Autres départs	1	1	
Total 510-Régie du logement		18	10	3

520-La Financière agricole du Québec	Démission	4		2
	Retraite	19	35	21
	Autres départs	1		2
Total 520-La Financière agricole du Québec		24	35	25
538-Office des personnes handicapées du Québec	Démission		15	1
	Retraite	7	7	4
	Autres départs		1	1
Total 538-Office des personnes handicapées du Québec		7	23	6
547-Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec	Démission	1	1	1
	Retraite	9	9	9
	Autres départs	1		1
Total 547-Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec		11	10	11
560-Curateur public du Québec	Démission	5	6	3
	Retraite	16	16	28
	Autres départs	1	3	4
Total 560-Curateur public du Québec		22	25	35
600-Énergie et Ressources naturelles	Démission	3		8
	Retraite	8	8	43
	Autres départs		2	4
Total 600-Énergie et Ressources naturelles		11	10	55
630-Directeur général des élections	Démission	1	1	2
	Retraite	5	16	15
	Autres départs			2
Total 630-Directeur général des élections		6	17	19
660-Conseil du statut de la femme	Démission		1	
	Retraite	3	4	3
	Autres départs		1	1
Total 660-Conseil du statut de la femme		3	6	4
690-Conseil supérieur de la langue française	Retraite		1	
Total 690-Conseil supérieur de la langue française			1	
700-Emploi et Solidarité sociale	Démission	31	12	17
	Retraite	276	273	291
	Autres départs	36	32	36

Total 700-Emploi et Solidarité sociale		343	317	344

702-Commission des normes du travail	Démission	1	3	7
	Retraite	21	21	22
	Autres départs	5		2
Total 702-Commission des normes du travail		27	24	31
703-Commission de la santé et de la sécurité du travail	Démission	40	24	
	Retraite	142	178	
	Autres départs	16	9	
Total 703-Commission de la santé et de la sécurité du travail		198	211	
710-Office québécois de la langue française	Démission	2	2	1
	Retraite	9	12	13
	Autres départs			5
Total 710-Office québécois de la langue française		11	14	19
730-Société d'habitation du Québec	Démission	4	5	3
	Retraite	26	20	14
	Autres départs	3	3	2
Total 730-Société d'habitation du Québec		33	28	19
773-Fonds des ressources informationnelles du secteur de la santé et des services sociaux	Démission	1	6	10
	Retraite			1
	Autres départs	1		1
Total 773-Fonds des ressources informationnelles du secteur de la santé et des services sociaux		2	6	12
801-Fonds d'aide à l'action communautaire autonome	Retraite	3		
	Autres départs	1		
Total 801-Fonds d'aide à l'action communautaire autonome		4		

807-Fonds des réseaux de transport terrestre (FORT)	Démission	42	39	53
	Retraite	161	138	118
	Autres départs	21	22	16
Total 807-Fonds des réseaux de transport terrestre (FORT)		224	199	187
812-Fonds des services de police	Démission	4	10	9
	Retraite	41	42	46
	Autres départs	1	5	6
Total 812-Fonds des services de police		46	57	61
814-Fonds de partenariat touristique	Démission	1	4	1
	Retraite	13	9	10
	Autres départs	2	1	1
Total 814-Fonds de partenariat touristique		16	14	12
816-Fonds national de formation de la main-d'oeuvre	Retraite		1	
	Autres départs	1		
Total 816-Fonds national de formation de la main-d'oeuvre		1	1	
817-Fonds d'information sur le territoire	Démission	2	3	4
	Retraite	12	24	11
	Autres départs			1
Total 817-Fonds d'information sur le territoire		14	27	16
820-Fonds de gestion de l'équipement roulant	Démission	1		7
	Retraite	10	10	11
	Autres départs	2	1	5
Total 820-Fonds de gestion de l'équipement roulant		13	11	23

826-Fonds des ressources naturelles	Démission	4	8	3
	Retraite	18	17	18
	Autres départs	3	5	3
Total 826-Fonds des ressources naturelles		25	30	24
830-Commission des transports du Québec	Démission	1	1	1
	Retraite	4	10	2
	Autres départs		3	2
Total 830-Commission des transports du Québec		5	14	5
850-Transports	Démission	16	13	13
	Retraite	77	62	52
	Autres départs	12	5	5
Total 850-Transports		105	80	70
872-Indemnisation des victimes d'actes criminels	Retraite	2	1	
Total 872-Indemnisation des victimes d'actes criminels		2	1	
878-Fonds des registres	Démission	1		2
	Retraite	2	5	2
	Autres départs	3	2	1
Total 878-Fonds des registres		6	7	5
921-Magistrature et nomination des juges	Retraite	4		2
Total 921-Magistrature et nomination des juges		4		2
Total général		2 918	2 896	2 500

Employés assujettis à la LFP.
Données présentées selon la structure de l'exercice financier 2014-2015.
Les données redressées pour les années antérieures sont approximatives en raison de la comptabilisation des activités transférées d'un ministère à un autre.
Les données de 2014-2015 couvrent la période du 1er avril 2014 au 18 mars 2015 inclusivement et elles ne comprennent pas les départs de la CSST.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 19 - Dépenses en RH par ministère

Depuis 2003-2004 et jusqu'au présent exercice, indiquer pour chaque cabinet ministériel, ministère, organisme, société d'État et organisation faisant parti des entités consolidés les éléments suivants :

MINISTÈRE	CTG EMPLOI	2003-2004		2004-2005		2005-2006		2006-2007		2007-2008		2008-2009		2009-2010		2010-2011		2011-2012		2012-2013		2013-2014		2014-2015	
		MASSE SALARIALE (1 000$)	NB PERSONNES	MASSE SALARIALE (1 000$)	NB PERSONNES	MASSE SALARIALE (1 000$)	NB PERSONNES	MASSE SALARIALE (1 000$)	NB PERSONNES	MASSE SALARIALE (1 000$)	NB PERSONNES	MASSE SALARIALE (1 000$)	NB PERSONNES	MASSE SALARIALE (1 000$)	NB PERSONNES	MASSE SALARIALE (1 000$)	NB PERSONNES	MASSE SALARIALE (1 000$)	NB PERSONNES	MASSE SALARIALE (1 000$)	NB PERSONNES	MASSE SALARIALE (1 000$)	NB PERSONNES	MASSE SALARIALE (1 000$)	NB PERSONNES
010-Culture et Communications	Haute-direction,Cadres	5 005,4	66	4 606,8	57	4 425,0	55	4 159,0	58	4 361,6	52	4 527,1	54	4 307,5	53	4 070,6	45	4 518,7	49	4 307,6	47	4 183,3	42	3 400,4	46
	Professionnels	15 902,1	325	15 740,8	308	15 633,5	302	13 067,8	315	13 226,2	264	14 222,6	286	14 248,8	288	14 130,6	299	15 297,3	338	15 905,4	310	16 460,3	303	12 031,0	283
	PBTA/Ouvrier	8 794,5	299	8 456,4	268	8 186,2	257	5 786,0	235	5 523,9	178	5 716,9	167	5 495,5	164	4 833,2	155	4 685,6	140	4 479,9	129	4 531,4	133	3 107,3	110
	Autres	585,6	183	443,6	126	395,2	115	612,3	152	555,9	132	579,8	130	618,2	110	758,0	141	760,6	135	795,5	129	510,0	80	403,9	71
Total 010-Culture et Communications		30 287,6	873	29 247,6	759	28 639,8	729	23 625,2	760	23 667,6	626	25 046,5	637	24 670,0	615	23 792,4	640	25 262,2	662	25 488,3	615	25 685,0	558	18 942,6	510
030-Relations internationales et Francophonie	Haute-direction,Cadres	7 074,2	80	7 231,9	84	7 084,6	83	7 558,2	89	8 133,1	97	8 338,3	92	8 471,4	89	8 007,1	83	7 544,5	81	7 091,8	76	6 864,0	74	5 329,0	73
	Professionnels	12 400,6	231	12 166,2	237	11 863,9	232	11 452,2	246	11 872,5	260	12 750,1	248	12 902,6	250	13 095,7	249	12 317,4	264	12 954,4	254	13 748,8	270	9 352,0	222
	PBTA/Ouvrier	5 789,9	191	5 635,6	188	5 719,4	180	5 731,9	187	5 983,5	191	5 891,4	192	5 402,0	166	4 952,2	167	4 629,7	145	4 663,6	144	4 792,4	153	3 327,9	120
	Autres	89,9	29	92,8	29	151,7	39	190,4	35	292,7	54	225,8	46	332,0	45	283,8	43	357,6	55	469,7	65	272,5	42	204,0	29
Total 030-Relations internationales et Francophonie		25 354,6	531	25 126,5	538	24 819,6	534	24 932,5	557	26 281,7	602	27 205,6	578	27 108,0	550	26 338,7	542	24 849,3	545	25 179,5	539	25 677,6	539	18 212,9	444
050-Affaires municipales et Occupation du territoire	Haute-direction,Cadres	4 671,0	55	4 889,7	58	5 497,5	66	5 637,9	66	5 706,2	66	5 666,3	58	5 559,1	62	5 458,1	60	5 077,4	59	5 805,4	62	5 899,1	66	4 919,8	71
	Professionnels	15 845,9	329	16 513,1	329	18 625,3	361	19 051,3	381	17 098,6	381	16 278,4	323	17 115,6	327	18 402,2	364	19 420,1	357	18 764,8	351	19 158,5	335	14 744,6	327
	PBTA/Ouvrier	8 144,0	283	7 850,9	265	8 131,7	273	8 387,5	270	7 849,4	267	6 822,3	220	6 682,3	201	6 699,1	207	6 580,7	204	6 339,1	184	6 337,1	183	4 653,7	169
	Autres	338,7	78	237,5	61	304,8	79	327,6	76	298,2	69	313,2	68	454,7	72	520,9	79	551,5	82	595,1	87	783,7	97	742,9	104
Total 050-Affaires municipales et Occupation du territoire		28 999,6	745	29 491,2	713	32 559,3	779	33 404,4	793	30 952,4	783	29 080,1	669	29 811,7	662	31 080,3	710	31 629,7	702	31 504,4	684	32 178,4	681	25 060,9	671
052-Forêts, Faune et Parcs	Haute-direction,Cadres	15 048,9	205	14 529,9	194	14 130,8	204	14 382,4	218	15 905,8	212	15 939,4	200	15 905,4	197	16 293,6	201	16 504,4	200	16 453,1	202	16 351,2	192	15 302,7	244
	Professionnels	38 494,7	727	37 460,3	702	36 741,8	720	36 702,8	751	37 674,5	736	38 621,3	727	39 996,2	750	44 385,5	856	48 372,9	914	50 928,0	953	53 551,2	952	50 583,3	1 230
	PBTA/Ouvrier	56 562,3	1 849	54 917,8	1 775	55 799,4	1 840	57 170,8	1 834	57 369,9	1 732	55 589,5	1 657	55 123,3	1 600	52 510,9	1 558	52 812,9	1 571	53 324,0	1 552	53 184,3	1 492	49 166,3	2 417
	Autres	20 483,8	875	20 582,5	786	19 343,9	627	20 787,5	720	21 069,1	642	21 427,8	643	21 752,0	668	21 935,9	647	22 728,6	631	22 309,0	607	22 078,7	550	16 155,3	578
Total 052-Forêts, Faune et Parcs		130 589,6	3 656	127 490,5	3 457	126 015,9	3 391	129 043,5	3 523	132 019,4	3 322	131 578,0	3 227	132 776,9	3 215	135 125,9	3 262	140 418,8	3 316	143 014,1	3 314	145 165,4	3 186	131 207,6	4 469
055-Immigration, Diversité et Inclusion	Haute-direction,Cadres	5 035,6	60	4 411,5	58	4 200,6	54	4 497,0	60	4 800,5	62	5 375,1	63	5 552,6	63	5 742,2	65	5 832,3	63	5 574,4	58	5 400,1	58	3 869,7	50
	Professionnels	20 323,4	388	19 587,2	368	17 500,2	355	18 081,2	368	18 971,6	366	20 117,1	406	21 775,8	418	21 493,2	424	21 636,4	433	21 208,1	410	21 518,0	399	16 876,8	384
	Enseignant	14 678,2	554	13 190,9	471	15 486,8	483	16 115,3	500	15 699,9	528	18 714,2	622	21 176,7	606	19 794,5	550	20 536,9	562	21 083,5	586	21 485,5	541	16 424,0	514
	PBTA/Ouvrier	17 555,3	600	16 577,9	540	15 727,7	513	15 918,5	530	16 602,5	520	16 633,0	520	16 896,7	509	16 507,8	490	16 354,4	484	16 466,7	474	16 771,0	489	12 870,8	456
	Autres	292,6	109	236,3	101	209,0	76	339,8	88	419,4	107	896,2	174	1 113,3	186	1 307,4	224	1 287,2	252	1 262,0	215	1 371,5	229	1 448,4	236
Total 055-Immigration, Diversité et Inclusion		57 885,0	1 711	54 003,8	1 538	53 124,2	1 481	54 951,8	1 546	56 494,0	1 583	61 735,5	1 785	66 515,1	1 782	64 845,2	1 753	65 647,2	1 794	65 594,7	1 743	66 546,1	1 716	51 489,7	1 640
060-Santé et Services sociaux	Haute-direction,Cadres	6 268,3	75	6 346,8	77	6 018,1	73	5 987,9	69	6 489,3	74	6 379,1	76	6 567,0	77	6 534,2	74	6 887,6	81	8 352,6	96	9 584,5	102	7 518,3	96
	Professionnels	27 557,5	512	27 398,2	514	26 099,9	502	24 223,8	454	24 314,5	467	24 921,0	477	25 671,9	465	24 790,6	447	23 914,7	457	24 965,8	474	26 783,9	499	21 363,4	456
	PBTA/Ouvrier	11 298,8	383	11 397,7	394	10 766,3	402	10 772,7	398	10 759,4	400	10 626,4	384	10 598,9	371	9 749,8	330	8 860,7	307	9 300,5	304	9 665,9	305	7 193,0	261
	Autres	275,4	67	292,3	93	232,3	64	357,5	76	253,9	66	304,6	57	418,2	65	448,0	68	319,8	54	327,2	60	299,3	51	300,5	44
Total 060-Santé et Services sociaux		45 400,0	1 037	45 435,0	1 078	43 116,5	1 041	41 341,9	997	41 817,0	1 007	42 231,0	994	43 256,0	978	41 522,6	919	39 982,8	899	42 946,1	934	46 333,6	957	36 375,1	857
063-Régie des rentes du Québec	Haute-direction,Cadres	4 844,5	59	4 956,7	62	5 202,5	66	5 104,8	64	4 896,8	64	5 126,6	63	5 524,6	66	5 935,8	67	6 123,5	71	6 673,7	74	6 782,8	73	5 320,6	74
	Professionnels	24 387,7	449	24 515,6	465	24 638,7	471	24 434,8	462	25 208,1	462	25 757,9	451	28 337,5	484	29 582,7	520	31 058,5	524	32 407,8	525	34 326,9	550	27 277,0	535
	Enseignant																	4,1	1						
	PBTA/Ouvrier	22 771,0	739	23 549,3	792	23 833,3	776	24 836,0	803	26 891,6	819	26 854,0	805	26 782,7	792	26 380,2	825	26 344,6	808	26 152,0	748	26 691,6	771	21 193,1	738
	Autres	443,5	94	360,6	91	272,9	79	236,0	57	321,8	84	364,3	64	407,5	79	382,9	60	433,7	71	301,4	61	325,0	54	302,2	50
Total 063-Régie des rentes du Québec		52 446,7	1 341	53 382,2	1 410	53 947,4	1 392	54 611,5	1 386	57 318,3	1 429	58 102,8	1 383	61 052,3	1 421	62 281,6	1 472	63 964,4	1 475	65 534,8	1 408	68 126,2	1 448	54 093,0	1 397
064-Régie de l'assurance-maladie du Québec	Haute-direction,Cadres	5 847,0	75	5 797,1	76	6 035,7	82	6 650,2	86	6 623,8	88	6 446,3	80	6 810,3	87	6 946,4	82	8 188,2	102	8 933,3	101	9 530,6	103	7 473,1	100
	Professionnels	26 941,4	525	27 920,2	537	28 765,3	569	29 812,2	590	31 618,3	617	31 582,5	599	31 427,5	577	32 581,5	633	36 000,0	678	39 793,6	727	44 965,8	794	34 620,0	753
	PBTA/Ouvrier	35 384,1	1 214	35 584,7	1 149	35 086,4	1 164	34 704,1	1 127	34 501,8	1 126	34 391,0	1 115	34 702,9	1 083	34 119,8	1 133	34 631,4	1 094	35 264,7	1 068	35 480,9	1 067	26 433,5	951
	Autres	327,4	83	669,9	142	879,0	170	696,5	152	733,9	141	936,0	162	1 511,3	210	1 869,0	244	1 872,4	280	2 025,5	269	2 342,8	303	1 928,5	280
Total 064-Régie de l'assurance-maladie du Québec		68 499,8	1 897	69 971,8	1 904	70 766,4	1 985	71 862,9	1 955	73 477,8	1 972	73 355,8	1 956	74 452,0	1 957	75 516,6	2 092	80 691,9	2 154	86 017,1	2 165	92 320,1	2 267	70 455,1	2 084
065-Famille	Haute-direction,Cadres	1 900,2	25	2 054,7	25	2 734,5	32	2 706,2	31	2 627,4	31	2 811,5	34	3 034,0	38	3 246,7	38	3 111,9	38	3 450,8	38	3 316,8	32	2 170,1	30
	Professionnels	8 917,6	178	9 869,0	201	11 430,0	241	12 037,1	242	11 889,3	263	13 363,6	278	13 798,3	264	13 647,3	291	14 813,4	309	15 506,5	293	16 142,3	312	12 466,1	283
	Enseignant															11,4	1								
	PBTA/Ouvrier	5 342,3	188	5 528,0	182	5 979,4	201	6 321,7	216	6 541,8	215	6 581,0	222	6 516,2	201	6 161,3	244	7 496,0	233	7 252,8	203	7 196,7	201	5 234,5	183
	Autres	62,1	22	70,1	21	56,3	15	53,4	16	32,9	12	106,0	22	124,0	30	33,7	8	116,4	24	280,6	34	327,5	43	278,4	41
Total 065-Famille		16 222,1	413	17 521,9	429	20 200,2	489	21 118,4	505	21 091,3	521	22 862,1	556	23 472,4	533	23 100,5	582	25 537,7	604	26 490,6	568	26 983,3	588	20 149,1	537
067-Enseignement supérieur, Recherche et Science	Haute-direction,Cadres	1 364,9	20	1 454,3	18	1 208,9	19	1 186,9	16	1 154,1	14	1 292,0	15	1 188,7	15	1 096,7	15	1 366,5	17	2 662,3	37	3 348,6	45	2 862,4	41
	Professionnels	5 107,8	326	4 928,8	299	5 317,3	335	5 158,1	322	5 194,8	326	5 615,7	349	6 228,3	365	6 468,1	378	6 373,9	363	9 288,8	489	12 696,6	458	9 612,6	370
	PBTA/Ouvrier	10 523,4	365	10 598,2	385	10 331,3	354	10 174,6	352	10 470,8	361	10 645,0	348	10 385,8	340	10 266,9	336	9 784,4	302	10 077,3	366	11 134,6	332	8 048,1	294
	Autres	196,5	55	304,3	76	289,9	70	305,3	64	273,1	57	359,6	55	575,1	69	527,5	58	421,6	58	436,2	57	476,0	66	344,7	42
Total 067-Enseignement supérieur, Recherche et Science		17 192,5	766	17 285,7	778	17 147,4	778	16 824,8	754	17 092,7	758	17 912,2	767	18 377,8	789	18 359,1	787	17 946,4	740	22 464,5	949	27 655,8	901	20 867,7	747
075-Travail	Haute-direction,Cadres	1 836,2	20	2 100,7	21	1 895,5	20	1 919,7	20	1 919,7	19	1 826,6	17	1 853,9	19	1 848,5	19	1 548,9	16	1 569,9	21	2 355,3	25	1 487,0	18
	Professionnels	5 639,0	86	5 705,2	90	5 504,8	87	5 038,6	82	5 269,2	89	5 359,9	85	5 513,4	88	5 387,1	86	5 332,0	86	5 877,4	95	5 766,5	96	3 933,4	78
	PBTA/Ouvrier	2 133,3	71	2 178,7	67	2 281,6	74	2 299,9	81	2 407,4	85	2 455,8	82	2 392,5	81	2 514,9	80	2 538,8	77	2 454,2	87	2 527,2	82	1 643,2	63
	Autres	38,2	12	33,1	10	37,6	13	28,8	10	44,3	12	29,2	8	48,6	8	15,5	2	42,2	11	57,0	9	54,7	9	80,1	15
Total 075-Travail		9 646,8	189	10 017,7	188	9 719,5	194	9 287,0	193	9 640,6	205	9 671,6	192	9 808,4	196	9 766,0	187	9 461,9	190	9 958,5	212	10 703,6	212	7 143,7	174
080-Agriculture, Pêcheries et Alimentation	Haute-direction,Cadres	11 540,1	140	11 390,9	141	11 288,6	140	11 442,1	140	10 982,8	129	11 059,3	131	11 031,1	127	10 998,2	132	11 128,8	133	10 939,2	122	11 289,6	117	8 439,8	113
	Professionnels	42 221,0	802	41 851,8	789	40 718,1	779	40 241,8	788	42 304,5	820	43 180,1	802	43 291,7	785	43 928,3	817	44 245,7	827	45 127,4	805	46 863,2	799	35 461,8	756
	Enseignant	10 414,8	196	8 610,1	196	8 556,0	194	8 595,2	194	8 784,6	213	9 468,5	213	9 438,2	202	9 611,7	218	9 747,2	212	9 693,6	205	10 000,7	202	7 512,2	202
	PBTA/Ouvrier	43 027,4	1 373	40 328,1	1 285	38 942,0	1 251	39 714,3	1 303	40 042,1	1 315	39 009,8	1 141	36 417,6	1 068	34 379,2	1 066	33 161,8	960	31 542,8	892	30 339,3	847	22 287,0	770
	Autres	731,1	209	395,0	138	418,1	124	389,4	107	441,9	126	522,9	133	1 086,2	202	1 007,8	188	939,7	177	984,6	170	854,3	155	858,1	143
Total 080-Agriculture, Pêcheries et Alimentation		107 934,4	2 720	102 575,9	2 549	99 922,7	2 488	100 382,8	2 532	102 556,0	2 603	103 240,6	2 420	101 264,8	2 384	99 925,1	2 421	99 223,1	2 309	98 287,6	2 194	99 347,2	2 120	74 558,9	1 984
095-Sécurité publique	Haute-direction,Cadres	23 407,6	360	23 329,4	367	24 101,1	377	24 577,4	394	25 396,0	391	25 962,4	403	27 253,5	394	27 585,3	415	28 811,8	415	28 822,0	414	31 543,1	435	25 216,7	446
	Professionnels	44 161,4	915	44 539,2	900	43 616,3	895	44 596,7	956	48 294,6	999	50 120,1	1 047	51 755,1	1 024	51 704,0	1 037	53 230,5	1 086	55 328,9	1 082	57 514,4	1 056	43 533,0	997
	PBTA/Ouvrier	27 433,2	952	27 596,5	951	26 925,1	926	27 647,2	966	29 695,7	1 060	31 080,8	1 053	32 615,5	1 047	30 724,6	1 054	30 710,6	1 015	30 575,1	997	31 739,1	998	24 606,9	941
	Autres	93 929,7	2 889	91 224,8	2 728	96 865,6	2 788	95 886,4	2 780	96 182,0	2 854	101 677,6	2 918	119 047,0	3 092	123 360,4	3 093	131 208,4	3 153	138 883,2	3 311	149 187,6	3 481	122 760,3	3 434
Total 095-Sécurité publique		188 931,9	5 116	186 689,9	4 946	191 508,1	4 986	192 707,6	5 096	199 568,3	5 304	208 840,9	5 421	230 671,1	5 557	233 374,3	5 599	243 961,3	5 669	253 609,2	5 804	269 984,2	5 970	216 116,9	5 818
140-Conseil exécutif	Haute-direction,Cadres	8 521,0	98	9 114,1	94	8 873,6	89	11 450,0	130	11 392,0	130	11 407,5	119	11 249,2	113	11 298,5	110	10 316,9	118	10 978,5	126	12 115,8	113	9 409,4	115
	Professionnels	10 476,1	208	10 521,0	203	10 326,9	204	19 704,5	423	20 202,3	427	20 839,7	440	21 446,8	418	19 985,4	418	19 297,8	407	20 019,0	426	22 139,7	408	16 914,5	390
	PBTA/Ouvrier	6 931,2	239	7 113,2	240	6 541,8	212	6 300,9	217	6 362,4	219	6 325,0	203	6 207,7	189	5 573,9	175	5 192,5	156	5 255,3	164	5 802,7	162	4 447,8	155
	Autres	176,3	45	161,3	40	210,2	46	205,6	43	251,2	53	348,4	66	338,0	56	326,5	51	342,3	57	416,0	65	362,5	57	224,9	36
Total 140-Conseil exécutif		26 104,6	590	26 909,6	577	25 952,6	551	37 660,9	813	38 207,9	829	38 920,6	828	39 241,7	776	37 184,2	754	35 149,5	738	36 668,7	781	40 420,7	740	30 996,6	696
160-Conseil du trésor et Administration gouvernementale	Haute-direction,Cadres	6 472,7	86	7 162,2	84	6 606,5	84	7 101,8	81	7 491,2	81	7 523,3	91	7 703,8	85	7 578,4	92	7 571,1	87	8 266,7	91	8 786,5	95	7 094,3	93
	Professionnels	17 963,4	362	19 245,1	380	19 042,9	406	17 906,2	379	17 531,2	357	18 117,6	388	19 135,2	372	19 384,6	404	20 200,9	417	23 045,4	444	24 914,6	458	19 288,9	443
	PBTA/Ouvrier	9 097,1	334	7 882,1	257	8 619,2	306	7 268,7	275	6 724,4	220	6 086,0	223	5 840,6	193	5 658,1	187	5 529,0	154	5 678,2	168	5 632,9	161	4 082,5	145
	Autres	112,2	27	139,5	25	116,7	37	138,9	28	194,7	35	162,1	36	270,4	40	267,4	48	281,8	42	284,0	37	262,3	42	255,3	38
Total 160-Conseil du trésor et Administration gouvernementale		33 645,4	809	34 428,9	746	34 385,3	833	32 415,6	763	31 941,5	693	31 889,0	738	32 950,1	690	32 888,5	731	33 582,8	700	37 274,4	740	39 596,2	756	30 721,0	719
188-Bureau de décision et de révision	Haute-direction,Cadres							497,0	5	528,1	5	408,8	4	351,5	4	402,0	4	345,6	4	364,1	4	407,5	6	416,8	4
	Professionnels							155,7	5	97,3	4	105,2	4	119,5	2	112,9	5	241,9	4	277,6	4	306,8	7	318,1	7
	PBTA/Ouvrier							131,9	5	130,7	5	139,4	5	131,0	8	150,3	5	161,4	7	170,9	6	192,5	6	146,7	5
	Autres							6,0	1											7,2	1	8,4	1	16,9	2
Total 188-Bureau de décision et de révision								790,6	16	756,1	14	653,3	13	601,9	14	665,2	14	749,0	15	819,8	15	915,2	20	898,4	18

206-Conseil du patrimoine culturel du Québec	Haute-direction,Cadres	201,8	2	155,2	3	191,3	2	201,1	2	205,0	2	205,3	3	259,4	3	203,9	2	206,6	2	218,8	2	232,0	2	186,9	2
	Professionnels											19,6	1							23,9	1	62,1	1	49,4	1
	PBTA/Ouvrier	69,9	4	71,1	2	63,4	3	72,1	2	80,3	2	85,8	2	84,1	4	88,6	2	92,2	2	101,9	2	93,8	2	37,8	1
	Autres											8,3	1	6,9	1	4,3	1								
Total 206-Conseil du patrimoine culturel du Québec		271,7	6	226,3	5	254,7	5	273,1	4	285,3	4	319,0	7	350,4	8	296,8	5	298,8	4	344,6	5	387,9	5	274,0	4
210-Finances	Haute-direction,Cadres	11 432,7	182	9 451,9	116	9 600,1	114	9 014,5	109	9 858,8	110	9 640,5	111	9 938,5	111	10 436,7	118	10 154,9	107	10 289,3	110	10 269,2	104	7 645,9	96
	Professionnels	34 857,0	1 000	27 782,4	580	26 326,9	610	25 876,1	540	27 443,6	553	27 661,7	561	26 604,7	518	26 705,5	526	26 440,6	503	25 870,9	503	26 792,8	486	20 430,5	447
	PBTA/Ouvrier	16 571,4	703	13 781,6	456	11 938,1	455	11 620,2	391	11 585,7	391	10 578,1	358	9 591,0	309	8 824,1	296	8 268,0	256	7 385,7	239	6 370,1	189	3 609,1	129
	Autres	1 344,9	391	333,3	96	216,6	51	231,2	48	350,9	70	544,8	88	710,9	92	430,9	75	548,5	93	501,7	78	307,7	52	331,0	55
Total 210-Finances		64 206,0	2 276	51 349,2	1 248	48 081,8	1 230	46 742,0	1 088	49 239,0	1 124	48 425,1	1 118	46 845,1	1 030	46 397,2	1 015	45 412,0	959	44 047,6	930	43 739,8	831	32 016,5	727
238-Conseil supérieur de l'éducation	Haute-direction,Cadres	269,1	3	278,9	4	279,4	4	314,9	4	439,4	4	509,2	5	545,6	5	546,1	6	430,7	6	407,2	5	350,6	5		
	Professionnels	832,2	17	780,1	19	771,3	18	856,9	18	853,4	17	977,3	20	1 228,3	22	1 177,4	24	1 241,7	20	1 176,0	21	1 199,8	18	12,5	1
	PBTA/Ouvrier	486,9	16	457,0	15	375,8	11	375,3	12	392,6	12	393,9	12	339,7	9	306,3	9	277,2	10	258,3	6	313,2	7	14,8	1
	Autres																	12,5	1	8,2	2			7,3	1
Total 238-Conseil supérieur de l'éducation		1 588,2	36	1 516,0	38	1 426,6	33	1 547,0	34	1 685,5	33	1 880,4	37	2 113,7	36	2 029,7	39	1 962,1	37	1 849,7	34	1 863,7	30	34,7	3
240-Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances	Haute-direction,Cadres	2 476,8	33	2 522,3	31	2 787,8	36	2 947,7	37	3 144,5	40	3 673,4	45	3 599,2	44	3 559,8	51	4 213,5	54	4 585,5	54	5 170,9	58	4 255,2	55
	Professionnels	8 536,0	165	8 817,7	173	9 198,3	185	9 919,4	206	11 283,7	230	12 420,7	244	12 988,0	255	13 750,3	300	15 841,1	350	18 520,7	376	21 931,8	436	18 653,4	441
	PBTA/Ouvrier	12 674,6	415	12 581,1	420	12 675,4	428	13 137,9	433	14 046,1	469	15 023,0	483	14 800,5	518	14 443,3	545	17 053,9	596	18 780,6	686	22 003,8	694	17 512,4	658
	Autres	76,6	22	76,6	21	99,6	25	104,4	26	106,2	25	108,3	27	164,3	29	407,6	66	702,3	111	895,2	131	532,3	81	365,9	54
Total 240-Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances		23 763,9	635	23 997,7	645	24 761,2	674	26 109,3	702	28 580,5	764	31 225,4	799	31 552,0	846	32 161,1	962	37 810,8	1 111	42 782,1	1 247	49 638,9	1 269	40 787,0	1 208
244-Commissaire à la lutte contre la corruption	Haute-direction,Cadres																	376,2	4	504,1	4	382,3	4	411,9	4
	Professionnels																	600,3	24	1 513,8	47	3 416,0	68	2 708,6	61
	PBTA/Ouvrier																	129,9	5	197,3	12	495,5	20	438,2	16
	Autres																					2,5	1	10,6	1
Total 244-Commissaire à la lutte contre la corruption																		1 106,3	33	2 215,2	63	4 296,3	93	3 569,4	82
245-Commissaire à la santé et au bien-être	Haute-direction,Cadres	289,2	4	328,7	4	398,9	4	515,2	7	575,5	5	679,6	7	799,6	9	814,1	9	742,8	10	303,3	2	310,6	2	239,1	2
	Professionnels	1 310,6	31	1 354,0	36	1 401,5	31	1 640,5	40	2 246,1	48	2 680,4	53	2 906,1	57	3 028,9	57	1 841,4	50	742,6	18	685,9	14	644,0	15
	PBTA/Ouvrier	473,2	19	568,8	18	541,3	17	529,3	21	625,4	21	607,1	25	763,5	23	707,2	30	527,1	23	184,6	4	199,4	5	128,7	4
	Autres									24,8	3	11,4	3	26,4	7	21,0	6	47,1	5	5,8	2	42,1	3	33,7	5
Total 245-Commissaire à la santé et au bien-être		2 073,1	54	2 251,5	58	2 341,7	52	2 685,0	68	3 471,9	77	3 978,5	88	4 495,6	96	4 571,3	102	3 158,3	88	1 236,2	26	1 238,1	24	1 045,6	26
246-Directeur des poursuites criminelles et pénales	Haute-direction,Cadres	211,7	4	243,2	4	250,9	3	305,4	5	496,7	5	530,0	5	559,6	6	654,3	6	834,1	13	1 227,7	15	1 709,6	21	1 409,2	21
	Professionnels	435,9	8	348,5	8	439,4	12	598,6	13	653,3	15	733,7	17	942,4	18	1 144,5	25	1 498,2	32	2 020,9	44	3 160,3	59	2 706,5	61
	PBTA/Ouvrier	6 609,2	241	6 616,8	242	6 906,0	262	7 229,8	266	7 749,6	280	8 019,5	275	8 425,6	277	8 664,0	286	9 139,5	308	10 323,6	340	11 959,3	383	9 255,0	358
	Autres	209,4	27	119,8	18	168,8	29	169,0	32	173,8	29	293,9	47	297,7	43	458,2	58	499,0	60	626,7	72	576,1	74	716,3	102
Total 246-Directeur des poursuites criminelles et pénales		7 466,2	280	7 328,3	272	7 765,1	306	8 302,8	316	9 073,4	329	9 577,1	344	10 225,3	344	10 920,9	375	11 970,8	413	14 198,9	471	17 405,4	537	14 087,0	542
247-Commissaire au lobbyisme	Haute-direction,Cadres	422,5	4	443,8	4	495,6	5	554,6	6	627,6	7	667,1	6	532,1	7	684,0	8	595,4	7	700,2	7	735,2	6	573,4	6
	Professionnels	402,3	9	613,8	12	558,1	12	554,3	13	594,3	15	492,6	13	618,8	13	642,8	18	779,2	21	828,3	17	886,4	14	747,2	16
	PBTA/Ouvrier	227,0	8	254,0	9	277,0	10	275,4	12	293,0	11	355,0	11	356,7	11	364,4	16	441,7	14	454,8	13	551,0	15	365,2	14
	Autres			4,3	1	15,6	3	7,5	1			4,9	2	5,9	1	28,1	3	17,8	2	19,3	4	1,0	1		
Total 247-Commissaire au lobbyisme		1 051,9	21	1 315,8	26	1 346,3	30	1 391,7	32	1 514,9	33	1 519,6	32	1 513,6	32	1 719,3	45	1 834,0	44	2 002,6	41	2 173,7	36	1 685,7	36
256-Bureau d'audiences publiques sur l'environnement	Haute-direction,Cadres	916,2	10	911,4	10	929,1	13	960,1	9	914,3	10	818,6	8	836,2	8	993,3	9	977,6	10	974,3	11	1 079,8	10	826,6	9
	Professionnels	1 491,4	32	1 310,9	32	1 302,6	31	1 394,1	34	1 488,2	34	1 511,6	32	1 404,3	30	1 296,9	33	1 306,8	32	1 365,1	28	1 515,8	25	1 230,3	27
	PBTA/Ouvrier	960,7	35	890,9	29	827,8	28	868,1	27	795,2	24	736,5	23	665,5	20	562,1	23	670,8	18	625,7	17	612,7	16	512,7	16
	Autres	51,0	7	72,0	8	75,1	8	14,1	3	3,7	1	18,3	4	24,3	4	49,6	5	34,6	3	67,8	5	51,9	5	46,6	5
Total 256-Bureau d'audiences publiques sur l'environnement		3 419,2	84	3 185,2	79	3 134,5	80	3 236,4	73	3 201,3	69	3 085,0	67	2 930,3	62	2 902,0	70	2 989,8	63	3 032,9	61	3 260,2	56	2 616,3	57
267-Commissaire à la déontologie policière	Haute-direction,Cadres	295,2	3	262,1	5	345,8	3	353,4	3	458,9	4	474,7	4	487,5	4	478,6	5	468,2	4	495,1	4	520,6	5	526,2	5
	Professionnels	1 251,3	24	1 144,4	21	1 121,4	21	1 156,5	24	1 243,7	23	1 387,7	22	1 400,1	20	1 505,4	22	1 635,5	22	1 772,0	24	1 906,3	27	1 402,0	25
	PBTA/Ouvrier	443,8	14	431,7	14	448,6	14	497,9	15	498,1	18	453,3	19	460,8	16	500,2	17	435,4	14	397,1	13	397,7	13	235,2	9
	Autres	3,5	1	7,0	2	11,3	3	18,1	4	7,3	2	6,8	2	6,4	1	7,9	1	4,2	1			4,1	1	10,9	1
Total 267-Commissaire à la déontologie policière		1 993,8	42	1 845,2	42	1 927,1	41	2 025,9	46	2 208,0	47	2 322,5	47	2 354,8	41	2 492,2	45	2 543,2	41	2 664,1	41	2 828,7	46	2 174,2	40
274-Commission d'évaluation de l'enseignement collégial	Haute-direction,Cadres	275,6	4	398,0	5	457,5	6	492,5	7	582,7	5	600,9	5	618,1	5	477,8	5	448,9	4	530,6	6	578,4	6	407,8	6
	Professionnels	992,0	21	925,2	19	824,8	17	852,4	14	887,2	17	842,5	18	894,7	18	761,6	15	701,6	13	698,3	14	899,9	14	647,3	15
	PBTA/Ouvrier	308,3	9	308,6	9	287,4	11	237,9	9	261,3	8	308,2	10	301,4	10	264,5	11	262,6	9	271,0	7	279,4	9	205,0	7
	Autres	4,6	1	2,2	1													3,7	1	4,5	1	4,7	1	11,8	3
Total 274-Commission d'évaluation de l'enseignement collégial		1 580,5	35	1 634,0	34	1 569,7	34	1 582,7	30	1 731,2	30	1 751,6	33	1 814,2	33	1 504,0	31	1 416,7	27	1 504,4	28	1 762,4	30	1 271,8	31
278-Commission de l'équité salariale	Haute-direction,Cadres	617,2	6	553,3	8	689,6	8	816,9	9	749,0	10	778,6	7	795,5	7	785,5	10	858,9	9	770,5	10	817,9	7	615,4	7
	Professionnels	2 081,7	41	2 140,3	45	1 999,3	46	1 930,2	42	2 003,0	42	1 963,7	41	2 288,8	45	2 316,3	55	2 509,1	52	3 376,3	74	3 825,1	70	2 707,4	64
	PBTA/Ouvrier	651,2	23	683,7	24	638,3	22	609,0	20	547,4	19	474,3	16	519,1	18	438,8	20	579,1	23	773,8	26	798,6	23	598,2	21
	Autres	8,3	3	8,4	2	5,0	2	4,2	1	10,3	3	14,3	2	19,0	2	29,4	2	61,1	10	89,7	12	84,3	10	38,4	6
Total 278-Commission de l'équité salariale		3 358,4	73	3 385,6	79	3 332,3	78	3 360,3	72	3 309,7	74	3 230,9	66	3 622,3	72	3 570,1	87	4 008,1	94	5 010,3	122	5 526,0	110	3 959,4	98
280-Économie, Innovation et Exportations	Haute-direction,Cadres	6 807,3	98	7 564,3	88	7 559,7	99	7 027,7	81	6 494,2	89	6 964,9	80	7 080,2	83	7 231,6	87	7 609,6	87	7 835,7	90	7 169,8	76	6 060,2	85
	Professionnels	25 286,8	574	30 238,7	600	26 906,9	561	25 534,4	505	25 867,2	518	27 521,3	546	28 978,6	536	28 869,0	554	28 901,3	546	30 409,5	550	29 326,0	536	24 192,8	551
	PBTA/Ouvrier	6 729,3	275	7 698,6	261	6 146,1	230	6 376,1	203	6 368,5	208	6 529,7	216	6 570,7	206	6 539,5	201	6 258,0	192	5 965,9	193	5 769,4	184	5 292,9	196
	Autres	209,9	67	634,6	171	146,9	45	191,8	41	202,8	41	356,9	66	607,1	80	589,8	84	601,3	94	708,2	84	308,2	44	432,8	63
Total 280-Économie, Innovation et Exportations		39 033,3	1 014	46 136,2	1 120	40 759,6	935	39 130,0	830	38 932,7	856	41 372,8	908	43 236,6	905	43 230,0	926	43 370,2	919	44 919,3	917	42 573,5	840	35 978,6	895
285-Commission des relations du travail	Haute-direction,Cadres	5 150,7	55	5 539,5	58	5 679,2	57	6 067,3	60	6 099,7	58	6 124,2	56	6 109,4	55	5 993,7	56	5 370,6	54	4 772,6	46	5 062,5	48	4 489,6	44
	Professionnels	2 454,6	47	2 558,3	51	2 518,2	48	2 371,2	49	2 540,8	47	2 740,1	47	2 601,0	52	2 679,5	52	2 564,9	51	2 786,9	50	3 193,2	56	2 434,7	54
	PBTA/Ouvrier	1 988,9	65	2 025,9	64	2 047,8	69	2 051,6	63	2 037,6	61	1 899,1	57	1 880,2	53	1 833,7	51	1 692,2	53	1 606,9	48	1 718,7	48	1 307,9	45
	Autres	20,1	5	23,1	7	31,1	7	26,8	6	50,6	9	74,8	10	61,5	9	70,9	9	60,0	7	83,9	11	56,5	7	42,8	7
Total 285-Commission des relations du travail		9 614,2	172	10 146,8	180	10 276,3	181	10 516,8	178	10 728,7	175	10 838,1	170	10 652,2	169	10 577,8	168	9 687,8	165	9 250,3	155	10 030,9	159	8 275,0	150
289-Conseil de la magistrature du Québec	Haute-direction,Cadres	120,2	1	120,2	1	120,1	1	122,6	1	125,0	2	127,5	1	130,1	1	130,8	1	131,7	1	140,3	1	151,3	1	116,5	1
	Professionnels	75,1	1	74,8	1	74,8	1	68,3	1	71,0	1	87,3	1	89,1	1	89,2	1	90,2	1	143,6	2	109,4	2	50,0	1
	PBTA/Ouvrier	75,6	2	76,8	2	93,8	3	108,5	3	114,3	3	118,0	3	121,7	3	114,8	3	99,1	4	119,2	3	129,3	3	95,6	3
	Autres	5,0	1	3,0	1																				
Total 289-Conseil de la magistrature du Québec		275,8	5	274,8	5	288,7	5	299,4	5	310,3	6	332,9	5	340,9	5	334,7	5	321,0	6	403,1	6	390,0	6	262,1	5
293-Bureau du coroner	Haute-direction,Cadres	1 826,4	17	1 759,0	18	1 580,3	17	1 500,7	15	1 469,7	15	1 499,1	14	1 361,1	13	1 303,0	13	1 338,9	13	1 283,6	11	1 213,6	10	1 017,9	10
	Professionnels	760,1	14	771,7	14	751,5	13	731,8	13	660,2	11	685,7	11	721,0	13	576,2	9	574,6	11	714,8	9	857,0	13	721,0	13
	PBTA/Ouvrier	978,3	34	941,3	31	973,9	37	1 018,9	42	992,6	36	987,4	37	865,5	38	970,3	36	947,0	31	991,0	28	1 066,7	34	791,2	30
	Autres	10,5	1	6,0	2	7,3	3			4,6	2	5,8	2	2,5	1			6,6	2	19,7	3	4,4	1	19,3	3
Total 293-Bureau du coroner		3 575,2	66	3 477,9	65	3 313,0	70	3 251,4	70	3 127,1	64	3 178,1	64	2 950,1	65	2 849,6	58	2 867,1	57	3 009,0	51	3 141,8	58	2 549,4	56
320-Société de l'assurance automobile du Québec	Haute-direction,Cadres	13 358,2	182	13 789,3	197	14 508,7	195	14 070,1	204	14 903,8	200	15 707,0	201	16 375,1	200	16 295,5	198	15 941,7	198	16 177,2	189	17 174,8	194	13 884,8	201
	Professionnels	53 620,6	1 003	54 309,8	1 032	54 662,2	999	54 952,8	1 042	57 378,6	1 039	60 238,5	1 076	64 477,3	1 140	66 881,7	1 188	68 378,2	1 211	73 552,9	1 282	80 138,9	1 333	62 452,3	1 297
	PBTA/Ouvrier	69 215,2	2 376	67 623,6	2 404	64 076,0	2 230	67 147,9	2 204	69 322,1	2 249	72 405,6	2 396	75 442,1	2 397	73 310,6	2 341	72 203,2	2 166	73 212,3	2 252	74 015,7	2 161	55 643,6	1 975
	Autres	12 083,0	440	14 597,7	506	14 861,1	598	15 562,5	577	15 550,4	576	15 813,7	597	16 461,6	593	15 909,6	543	15 727,8	564	16 774,4	556	17 752,5	545	14 005,8	513
Total 320-Société de l'assurance automobile du Québec		148 277,1	4 001	150 320,4	4 139	148 107,9	4 022	151 733,2	4 027	157 154,9	4 064	164 164,8	4 270	172 756,2	4 330	172 397,3	4 270	172 250,9	4 139	179 716,9	4 279	189 082,0	4 233	145 986,5	3 986

321-Fonds d'aide aux recours collectifs	Professionnels															29,7	1	64,8	1	68,8	2	78,1	1	56,9	1
	PBTA/Ouvrier															31,8	3	69,7	3	73,7	3	67,7	4	46,5	3
	Autres																	0,7	1						
Total 321-Fonds d'aide aux recours collectifs																61,6	4	135,2	5	142,5	5	145,8	5	103,4	4
323-Institut de la statistique du Québec	Haute-direction,Cadres	1 255,8	13	1 277,2	13	1 328,7	13	1 291,8	14	1 224,8	14	1 598,6	16	1 784,7	19	2 005,3	21	1 903,8	22	1 673,0	21	1 947,9	19	1 494,6	19
	Professionnels	8 631,8	206	8 607,8	188	9 057,8	188	9 608,8	204	9 989,3	207	10 281,9	210	11 257,8	229	11 802,9	225	11 683,4	218	11 404,5	213	11 777,1	205	9 003,7	200
	PBTA/Ouvrier	3 679,6	174	3 766,6	195	3 565,0	185	4 167,7	243	4 446,5	223	4 981,8	228	4 530,8	202	5 455,1	325	5 240,7	285	5 170,1	244	4 299,6	203	3 732,8	180
	Autres	45,4	13	32,8	10	60,9	14	36,5	6	93,7	18	109,3	22	196,9	32	111,4	18	70,4	15	75,5	16	57,9	16	66,9	15
Total 323-Institut de la statistique du Québec		13 612,6	406	13 684,4	406	14 012,4	400	15 104,9	467	15 754,3	462	16 971,6	476	17 770,2	482	19 374,6	589	18 898,3	540	18 323,0	494	18 082,6	443	14 298,0	414
328-Commission de protection du territoire agricole du Québec	Haute-direction,Cadres	1 996,3	24	2 006,2	22	1 982,4	22	1 864,1	19	1 764,6	19	1 834,9	18	1 912,3	18	1 868,5	20	2 054,4	20	2 067,4	21	2 239,3	19	1 663,7	18
	Professionnels	1 912,4	33	1 851,4	29	1 807,5	26	1 880,8	28	1 924,4	31	2 039,4	35	2 104,2	33	1 982,5	35	1 977,6	35	1 937,1	33	2 054,7	28	1 594,6	31
	PBTA/Ouvrier	2 074,0	68	2 026,7	67	1 952,1	66	2 045,7	70	2 126,9	64	2 150,8	65	2 189,8	66	2 203,7	64	2 171,1	61	2 089,2	60	2 192,5	66	1 667,7	57
	Autres	59,9	17	63,6	18	92,5	28	154,7	31	148,7	31	133,0	27	149,9	27	130,0	22	130,4	20	132,2	20	81,3	11	88,0	11
Total 328-Commission de protection du territoire agricole du Québec		6 042,6	142	5 947,8	136	5 834,5	142	5 945,4	148	5 964,7	145	6 158,2	145	6 356,3	144	6 184,6	141	6 333,6	136	6 225,9	134	6 567,9	124	5 014,1	117
343-Services Québec	PBTA/Ouvrier											0,9	1												
	Autres											8,5	1	17,0	1										
Total 343-Services Québec												9,4	2	17,0	1										
344-Office de la protection du consommateur	Haute-direction,Cadres	918,7	12	742,0	10	726,2	8	866,1	11	951,1	12	912,6	9	955,3	11	959,8	10	961,4	9	1 047,9	10	1 177,6	10	787,0	13
	Professionnels	2 085,9	33	2 078,8	35	2 105,6	37	1 771,3	39	1 952,7	36	1 975,5	36	1 935,1	34	2 018,8	42	2 346,3	46	2 542,4	42	2 878,1	45	2 222,9	43
	PBTA/Ouvrier	2 599,9	78	2 545,8	74	2 450,8	72	2 423,3	80	2 485,4	78	2 307,3	75	2 321,7	68	2 240,7	63	2 225,0	65	2 370,1	66	2 368,9	69	1 908,9	65
	Autres	60,6	13	12,8	3	30,0	8	45,7	12	46,5	12	70,4	14	127,7	13	213,1	25	146,2	20	144,0	19	153,8	19	119,8	13
Total 344-Office de la protection du consommateur		5 665,2	136	5 379,3	122	5 312,7	125	5 106,4	142	5 435,6	138	5 265,8	134	5 339,8	126	5 432,4	140	5 678,9	140	6 104,4	137	6 578,4	143	5 038,6	134
347-Centre de services partagés du Québec	Haute-direction,Cadres	7 854,6	101	6 745,2	91	6 910,7	92	8 386,8	119	10 616,5	136	11 328,1	138	11 645,0	138	12 018,4	153	12 406,3	147	12 986,7	153	14 041,5	150	10 660,1	143
	Professionnels	40 458,2	755	38 911,5	774	37 002,1	746	42 703,6	912	48 642,1	969	50 245,6	970	50 965,1	1 012	51 800,8	1 060	54 367,3	1 067	56 968,1	1 102	65 677,5	1 246	52 071,7	1 163
	PBTA/Ouvrier	38 633,8	1 140	38 163,2	1 128	37 399,7	1 153	41 373,7	1 287	44 872,4	1 368	47 613,7	1 441	49 031,1	1 459	46 917,2	1 393	45 992,9	1 357	44 140,5	1 287	45 348,2	1 246	34 217,3	1 104
	Autres	302,3	73	296,4	67	410,9	96	538,8	115	547,4	128	566,0	138	949,6	153	1 116,5	186	965,5	176	1 270,1	189	1 255,5	186	918,0	163
Total 347-Centre de services partagés du Québec		87 248,8	2 069	84 116,4	2 060	81 723,4	2 087	93 003,0	2 433	104 678,3	2 601	109 753,4	2 687	112 590,9	2 762	111 852,8	2 792	113 732,1	2 747	115 365,5	2 731	126 322,7	2 828	97 867,0	2 573
350-Éducation, Loisir et Sport	Haute-direction,Cadres	9 048,5	102	8 778,7	101	8 639,4	103	8 275,2	98	8 654,6	109	8 951,9	104	9 061,1	109	8 928,7	105	8 951,4	109	7 779,3	102	7 991,0	89	6 209,4	83
	Professionnels	36 229,2	810	36 130,4	803	35 506,0	788	35 752,2	791	36 089,1	802	37 225,9	804	38 826,1	821	38 321,5	851	37 512,6	834	34 268,4	808	33 873,3	713	25 829,7	687
	PBTA/Ouvrier	16 973,6	541	16 386,8	556	16 098,8	563	16 347,3	559	16 332,3	603	16 564,8	572	15 865,8	527	14 485,4	485	13 288,6	419	11 511,1	392	10 569,1	327	7 576,3	285
	Autres	157,3	47	127,7	38	157,5	44	210,5	59	226,1	64	227,4	54	405,3	90	397,0	84	439,7	90	674,0	110	651,4	107	533,2	82
Total 350-Éducation, Loisir et Sport		62 408,6	1 500	61 423,5	1 498	60 401,6	1 498	60 585,2	1 507	61 302,0	1 578	62 970,0	1 534	64 158,3	1 547	62 132,6	1 525	60 192,4	1 452	54 232,8	1 412	53 084,8	1 236	40 148,6	1 137
352-Régie du cinéma	Haute-direction,Cadres	376,7	7	346,0	7	380,0	6	361,5	6	307,4	4	296,7	3	330,0	6	461,2	6	451,8	4	547,2	6	524,2	7	403,7	5
	Professionnels	1 097,9	21	1 001,3	24	1 049,6	21	1 118,0	22	1 009,9	20	1 160,6	23	1 368,0	24	1 237,2	23	1 110,3	21	1 259,4	22	1 257,0	23	999,1	22
	PBTA/Ouvrier	1 049,3	40	926,8	34	940,8	35	1 060,3	35	1 185,4	35	1 193,2	36	1 080,6	30	1 000,1	28	852,2	26	839,3	24	905,1	25	643,2	22
	Autres	14,8	4			8,0	3	16,7	4	32,2	7	18,0	5	29,6	4	24,4	3	19,1	6			28,8	4	44,7	6
Total 352-Régie du cinéma		2 538,8	72	2 274,1	65	2 378,3	65	2 556,6	67	2 534,8	66	2 668,4	67	2 808,2	64	2 722,8	60	2 433,5	57	2 646,0	52	2 715,2	59	2 090,7	55
360-Office des professions du Québec	Haute-direction,Cadres	521,7	7	562,7	5	567,2	5	577,4	5	587,6	9	529,9	7	480,0	4	588,1	6	712,4	6	737,7	6	797,3	7	550,4	8
	Professionnels	1 145,9	22	1 193,2	21	1 172,8	21	1 193,0	21	1 233,2	19	1 298,4	22	1 542,4	24	1 677,4	30	1 963,4	32	2 129,9	33	2 222,8	33	1 719,3	33
	PBTA/Ouvrier	688,6	22	682,0	21	674,5	19	696,3	21	680,1	18	676,7	21	639,6	18	720,4	21	705,3	22	685,9	19	617,5	20	444,2	17
	Autres	24,3	4	9,5	3	9,7	3	12,8	2	18,4	3	20,1	3	23,3	2	41,7	4	39,0	7	26,8	4	38,6	4	30,4	5
Total 360-Office des professions du Québec		2 380,5	55	2 447,3	50	2 424,2	48	2 479,6	49	2 519,2	49	2 525,1	53	2 685,4	48	3 027,5	61	3 420,2	67	3 580,3	62	3 676,2	64	2 744,3	63
367-Régie du bâtiment du Québec	Haute-direction,Cadres	2 505,6	33	2 529,9	35	2 425,2	33	2 557,9	33	2 561,5	36	2 634,8	36	2 860,0	37	2 988,7	35	3 288,0	41	3 638,0	46	4 346,0	51	3 794,5	50
	Professionnels	4 205,6	72	4 484,5	78	4 375,9	90	4 369,6	90	4 784,1	88	5 222,6	91	5 042,1	93	4 980,5	95	5 168,3	93	5 966,0	111	7 208,3	117	5 718,7	120
	PBTA/Ouvrier	13 456,8	395	12 875,9	384	12 530,0	385	12 521,0	383	12 520,7	397	12 917,4	381	13 561,9	405	13 814,0	408	14 001,7	373	14 115,0	399	15 212,9	401	11 384,8	372
	Autres	117,3	31	98,8	28	84,6	28	96,2	30	75,3	22	117,9	32	150,5	30	198,0	37	172,8	32	229,9	44	258,9	53	258,7	52
Total 367-Régie du bâtiment du Québec		20 285,3	531	19 989,1	525	19 415,8	536	19 544,7	536	19 941,5	543	20 892,7	540	21 614,6	565	21 981,1	575	22 630,9	539	23 949,0	600	27 026,1	622	21 156,7	594
368-Commission municipale du Québec	Haute-direction,Cadres	2 068,2	21	1 925,7	20	1 573,9	17	1 190,2	15	1 012,5	11	1 076,1	13	1 216,1	11	1 248,0	12	1 360,4	14	1 425,4	13	1 546,7	17	895,9	14
	Professionnels	95,0	2	67,8	1	69,8	1	69,1	1			42,2	2	72,5	3	87,0	2	105,1	2	140,8	3	201,7	4	96,3	3
	PBTA/Ouvrier	425,6	14	383,7	17	172,9	11	135,5	4	144,7	4	154,8	6	143,5	7	188,8	7	181,7	8	261,0	7	245,0	8	124,5	6
	Autres	0,2	1			3,7	1	1,5	1			0,8	1					3,1	1	8,0	1	14,5	2	7,2	1
Total 368-Commission municipale du Québec		2 589,0	38	2 377,2	38	1 820,4	30	1 396,3	21	1 157,2	15	1 273,9	22	1 432,1	21	1 523,9	21	1 650,3	25	1 835,2	24	2 008,0	31	1 123,8	24
370-Assemblée nationale	Haute-direction,Cadres	3 613,3	46	3 526,7	45	3 625,5	45	3 741,0	48	3 394,7	42	3 673,6	43	3 829,3	43	3 895,7	42	3 731,5	37	3 481,4	39	3 589,7	35	2 337,4	32
	Professionnels	8 508,1	165	8 651,4	158	8 580,7	164	9 059,6	169	9 956,5	178	9 848,0	180	10 049,5	183	9 919,8	187	10 376,7	185	10 743,8	191	11 143,5	191	8 744,2	187
	PBTA/Ouvrier	10 071,1	307	9 948,8	296	9 838,3	308	10 620,6	334	11 059,0	327	10 903,3	322	11 035,0	315	10 567,6	306	10 449,2	296	10 271,9	290	10 263,0	281	7 757,2	270
	Autres							1 711,5	45	1 695,0	48	1 683,5	47	1 510,4	41	1 626,7	42	1 823,6	47	2 052,5	44	2 027,1	46	1 507,4	44
Total 370-Assemblée nationale		22 192,6	518	22 126,9	499	22 044,5	517	25 132,8	596	26 105,2	595	26 108,4	592	26 424,2	582	26 009,8	577	26 381,1	565	26 549,6	564	27 023,3	553	20 346,1	533
371-Commissaire à l'éthique et à la déontologie	Haute-direction,Cadres															40,1	1	170,1	1	171,6	1	175,7	1	135,3	1
	Professionnels															6,0	2	175,4	2	240,4	4	170,9	4	144,6	4
	PBTA/Ouvrier															7,9	1	92,1	3	62,3	4	95,4	3	69,5	2
	Autres																			22,4	2	11,4	1		
Total 371-Commissaire à l'éthique et à la déontologie																54,0	4	437,6	6	496,7	11	453,3	9	349,3	7
372-Commission de l'éthique de la science et de la technologie	Haute-direction,Cadres															87,5	1	91,4	1	97,5	1	99,9	1	76,9	1
	Professionnels													1,5	1	187,0	7	174,4	6	186,8	6	230,9	6	225,0	6
	PBTA/Ouvrier															20,4	1	33,9	2	40,0	1	41,6	2	23,1	1
Total 372-Commission de l'éthique de la science et de la technologie														1,5	1	294,9	9	299,8	9	324,4	8	372,3	9	325,0	8
374-Vérificateur général	Haute-direction,Cadres	2 719,7	29	2 882,9	30	2 985,1	32	2 851,9	34	3 285,7	34	3 524,1	35	3 736,8	34	3 851,9	38	4 050,1	41	4 484,5	41	4 662,9	42	3 767,8	44
	Professionnels	8 935,9	193	8 829,3	187	8 573,1	190	9 031,5	226	10 432,9	229	11 220,6	225	11 399,9	233	11 739,1	235	12 071,1	238	12 697,3	243	12 700,6	238	9 501,6	221
	PBTA/Ouvrier	928,5	32	986,8	34	940,0	31	899,4	31	947,2	35	987,9	32	978,0	32	1 007,6	30	935,2	30	1 016,2	27	976,7	28	746,5	24
	Autres	116,3	18	128,1	19	189,0	21	159,9	24	117,4	13	172,3	18	172,9	18	158,8	19	140,9	16	175,4	21	208,4	23	187,5	22
Total 374-Vérificateur général		12 700,4	272	12 827,0	270	12 687,2	274	12 942,6	315	14 783,2	311	15 904,9	310	16 287,6	317	16 757,3	322	17 197,3	325	18 373,4	332	18 548,5	331	14 203,4	311
380-Développement durable, Environnement et Lutte contre les changements climatiques	Haute-direction,Cadres	8 955,4	112	8 958,6	109	8 453,0	106	8 033,3	104	8 859,8	104	9 095,2	104	9 174,6	107	9 770,8	112	9 610,5	108	10 152,8	112	10 446,5	111	8 087,6	104
	Professionnels	49 135,8	926	48 375,1	885	47 215,2	883	46 636,7	873	47 586,9	871	49 519,9	901	51 937,1	928	51 646,7	934	54 028,0	971	57 677,6	1 028	62 954,8	1 090	48 527,3	1 049
	PBTA/Ouvrier	36 932,9	1 181	34 916,3	1 086	33 960,2	1 071	34 192,7	1 093	34 941,7	1 076	35 785,2	1 103	36 706,2	1 089	36 683,4	1 118	36 262,2	1 076	36 492,6	1 062	37 765,9	1 073	28 144,7	953
	Autres	884,7	211	627,5	180	608,1	160	637,6	160	787,2	182	1 103,4	232	1 568,8	258	1 571,8	283	1 519,9	268	1 682,3	286	1 704,3	272	1 668,5	258
Total 380-Développement durable,Environnement et Lutte contre les changements climatiques		95 908,7	2 430	92 877,4	2 260	90 236,6	2 220	89 500,3	2 230	92 175,6	2 233	95 503,7	2 340	99 386,8	2 382	99 672,7	2 447	101 420,5	2 423	106 005,4	2 488	112 871,5	2 546	86 428,0	2 364
386-Régie des alcools, des courses et des jeux	Haute-direction,Cadres	2 429,2	26	2 399,8	25	2 560,0	31	2 797,7	30	2 539,6	31	2 813,1	32	2 946,2	30	2 677,0	27	2 718,3	28	2 747,4	29	3 215,6	28	2 436,1	28
	Professionnels	3 697,5	81	3 735,7	80	3 851,0	81	3 623,6	74	3 669,0	68	3 539,5	67	3 371,3	68	2 906,6	60	2 908,8	63	3 443,4	60	3 745,9	65	2 949,1	62
	PBTA/Ouvrier	5 977,7	200	5 723,7	190	5 527,1	190	5 747,6	189	5 872,6	188	5 936,3	198	5 950,8	193	5 788,9	201	5 671,0	185	5 765,4	170	5 910,9	167	4 386,0	156
	Autres	60,7	16	50,4	14	25,0	8	78,5	16	54,4	15	80,3	17	142,3	26	162,8	26	194,7	30	206,4	33	138,4	21	134,9	22
Total 386-Régie des alcools, des courses et des jeux		12 165,1	323	11 909,6	309	11 963,0	310	12 247,4	309	12 135,5	302	12 369,2	314	12 410,6	317	11 535,3	314	11 492,9	306	12 162,6	292	13 010,8	281	9 906,0	268
390-Sûreté du Québec	Haute-direction,Cadres	2 307,6	33	2 518,1	33	2 552,1	33	2 495,9	35	2 180,1	32	2 370,1	29	2 300,6	29	2 368,6	31	2 624,2	33	2 407,4	32	2 573,1	29	1 717,3	27
	Professionnels	11 737,1	238	11 612,7	251	12 705,2	275	13 404,0	297	13 407,8	301	14 399,9	304	14 979,7	291	14 839,7	290	15 297,7	312	18 110,8	382	21 306,2	393	16 139,8	367
	PBTA/Ouvrier	20 907,7	742	20 062,0	718	19 635,7	679	20 347,8	689	22 183,2	757	23 191,0	770	23 736,6	751	23 989,7	837	26 038,6	860	26 549,6	921	28 360,1	858	21 367,3	775
	Autres	24,4	6	183,9	37	116,9	29	142,1	33	152,4	33	135,9	34	146,9	33	131,3	32	6,6	18	4,0	1	100,8	18	143,4	28
Total 390-Sûreté du Québec		34 976,7	1 019	34 376,7	1 039	35 009,9	1 016	36 389,8	1 054	37 923,6	1 123	40 096,9	1 137	41 163,9	1 104	41 329,3	1 190	43 967,1	1 223	47 071,7	1 336	52 340,1	1 298	39 367,7	1 197

392-Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec	Haute-direction,Cadres	1 130,1	11	1 004,6	12	1 011,6	10	1 046,7	9	1 046,7	11	1 175,4	13	1 264,8	13	1 325,8	13	1 320,0	13	1 150,0	11	1 147,6	12	1 001,1	11
	Professionnels	824,4	13	808,2	15	892,9	15	848,2	14	955,8	16	841,9	16	754,3	13	843,4	13	822,8	16	954,7	17	917,6	14	692,2	13
	PBTA/Ouvrier	721,1	23	724,9	21	724,7	20	733,4	20	783,4	21	866,9	22	881,8	23	824,0	25	743,1	22	710,0	22	666,4	20	513,1	19
	Autres					2,6	1													3,7	1	4,6	1	9,9	2
Total 392-Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec		2 675,6	47	2 537,7	48	2 631,8	46	2 628,3	43	2 785,9	48	2 884,2	51	2 900,8	49	2 993,3	51	2 886,0	51	2 818,4	51	2 736,1	47	2 216,3	45
400-Justice	Haute-direction,Cadres	12 199,1	147	12 027,6	142	11 225,0	134	11 401,8	145	12 674,2	147	12 906,1	146	12 899,4	155	12 886,1	151	12 952,7	152	13 910,3	155	14 420,5	156	10 725,6	144
	Professionnels	42 022,4	764	41 802,5	745	43 080,7	726	43 873,7	728	44 772,0	768	46 179,2	779	47 068,9	775	43 973,4	771	46 036,6	776	53 802,8	813	59 119,4	837	46 008,3	819
	PBTA/Ouvrier	66 183,2	2 530	65 596,2	2 514	67 386,3	2 604	69 766,3	2 581	71 909,4	2 636	73 352,1	2 653	75 760,1	2 610	74 390,4	2 675	74 545,6	2 597	76 554,1	2 670	79 868,4	2 631	61 392,2	2 481
	Autres	740,9	141	518,7	113	633,1	113	1 008,9	156	809,5	135	834,6	124	752,1	131	764,8	126	822,0	129	1 063,7	165	1 069,6	173	655,5	108
Total 400-Justice		121 145,6	3 582	119 944,9	3 514	122 325,2	3 577	126 050,8	3 610	130 165,1	3 686	133 272,0	3 702	136 480,5	3 671	132 014,6	3 723	134 356,9	3 654	145 331,0	3 803	154 477,9	3 797	118 781,5	3 552
402-Comité de déontologie policière	Haute-direction,Cadres	758,5	8	755,5	8	776,4	9	765,4	8	696,7	6	722,2	7	806,8	7	707,8	6	678,9	7	704,5	6	705,4	7	609,7	6
	Professionnels	167,2	3	137,3	2	132,4	2	149,3	2	321,1	4	350,9	4	160,1	4	201,5	2	188,3	3	200,2	3	271,8	5	145,4	4
	PBTA/Ouvrier	305,9	11	314,9	9	321,0	10	310,8	9	280,6	9	306,2	11	293,5	7	259,8	7	282,9	10	253,8	6	220,4	6	167,8	5
Total 402-Comité de déontologie policière		1 231,7	22	1 207,8	19	1 229,8	21	1 225,5	19	1 298,4	19	1 379,3	22	1 260,5	18	1 169,1	15	1 150,1	20	1 158,6	15	1 197,6	18	922,9	15
408-Commission d'accès à l'information	Haute-direction,Cadres	713,0	8	676,8	7	701,0	7	773,3	10	786,8	9	969,7	10	1 081,8	11	1 187,6	11	1 186,1	14	1 244,9	11	1 211,1	10	874,7	9
	Professionnels	1 442,2	23	1 388,6	25	1 300,1	25	1 107,7	22	1 107,9	26	1 250,0	29	1 632,5	30	1 630,3	36	1 837,7	35	2 054,6	34	2 216,4	33	1 698,9	35
	PBTA/Ouvrier	764,7	25	731,6	25	808,2	27	786,7	23	759,5	27	800,6	28	886,7	27	843,6	31	818,4	25	829,9	25	838,3	22	609,6	20
	Autres	24,4	5	36,4	7	15,6	4	29,8	3	19,6	5	45,8	8	25,2	5	54,1	9	74,5	9	59,8	10	18,1	2	5,5	2
Total 408-Commission d'accès à l'information		2 944,3	61	2 833,4	64	2 824,9	63	2 697,6	58	2 673,8	67	3 066,2	75	3 626,2	73	3 715,6	87	3 916,7	83	4 189,2	80	4 283,8	67	3 188,5	66
414-Commission des lésions professionnelles	Haute-direction,Cadres	12 874,6	124	12 532,1	119	12 333,8	118	12 797,9	124	12 880,3	129	12 972,1	127	13 680,3	133	13 922,4	136	14 724,5	138	14 820,7	130	15 146,1	131	13 144,2	130
	Professionnels	8 073,9	117	8 154,1	118	8 050,7	121	8 103,4	116	8 021,5	110	8 164,1	111	8 571,9	116	8 814,6	119	9 400,1	123	9 820,2	120	10 418,1	125	7 360,2	119
	PBTA/Ouvrier	6 945,0	234	7 000,3	231	6 843,0	229	6 961,1	233	7 267,2	225	7 276,6	228	7 203,7	233	7 055,8	214	7 039,1	216	7 252,4	212	7 187,8	211	5 259,4	184
	Autres	62,5	18	56,6	17	65,3	22	75,0	24	78,0	24	115,7	30	185,2	45	165,1	31	171,2	33	218,4	31	220,0	29	153,2	24
Total 414-Commission des lésions professionnelles		27 956,0	493	27 743,1	485	27 292,8	490	27 937,4	497	28 247,0	488	28 528,4	496	29 641,1	527	29 957,8	500	31 334,9	510	32 111,8	493	32 972,0	496	25 917,0	457
425-Commission québécoise des libérations conditionnelles	Haute-direction,Cadres	1 185,5	12	1 177,6	13	1 081,0	13	954,2	14	1 176,8	14	1 247,0	12	1 344,2	13	1 263,9	12	1 187,9	13	1 176,8	12	1 316,5	13	1 182,5	13
	Professionnels	576,7	10	557,9	9	507,4	9	562,4	14	793,9	14	881,6	15	930,0	16	896,0	17	883,7	15	981,3	15	1 086,5	15	811,1	18
	PBTA/Ouvrier	303,1	9	310,6	10	286,7	9	329,8	16	588,4	22	608,7	25	630,3	23	632,5	24	633,2	22	659,6	25	669,2	22	479,3	18
	Autres	5,6	1					4,0	1	16,6	2	57,0	4	11,4	4	15,4	4	13,4	3	31,0	5	19,1	4	31,1	4
Total 425-Commission québécoise des libérations conditionnelles		2 070,9	32	2 046,2	32	1 875,2	31	1 850,4	45	2 575,7	52	2 794,3	56	2 915,8	56	2 807,9	57	2 718,2	53	2 848,7	57	3 091,3	54	2 504,0	53
430-Commission de la fonction publique	Haute-direction,Cadres	794,9	9	709,4	8	557,7	6	618,7	6	620,9	6	690,0	7	722,2	8	700,6	9	750,0	8	813,1	8	800,7	7	668,2	9
	Professionnels	874,6	17	921,8	19	999,2	23	1 061,4	22	1 241,4	24	1 136,8	31	1 244,7	28	1 240,6	30	1 269,5	28	1 469,4	32	1 600,2	26	1 099,4	23
	PBTA/Ouvrier	298,6	14	314,3	14	334,9	14	332,0	14	377,0	14	258,3	13	238,8	16	354,2	20	303,7	14	324,5	13	315,6	14	246,0	11
	Autres	11,9	3	6,7	2	12,0	3	19,0	5	27,4	3	29,9	3	30,5	4	42,3	6	21,2	4	4,5	1	30,0	5	13,9	3
Total 430-Commission de la fonction publique		1 980,0	43	1 952,2	43	1 903,7	46	2 031,2	47	2 266,6	47	2 115,1	54	2 236,3	56	2 337,7	65	2 344,4	54	2 611,4	54	2 746,6	52	2 027,4	46
450-Tribunal administratif du Québec	Haute-direction,Cadres	10 269,5	99	10 087,7	100	9 602,0	93	10 260,8	102	10 697,8	107	10 273,5	102	10 840,6	103	10 381,4	102	11 025,6	98	11 081,2	102	11 203,8	125	9 430,3	103
	Professionnels	1 798,1	36	1 779,3	37	1 843,4	35	1 953,8	37	1 666,7	34	1 473,6	25	1 544,9	30	1 481,4	38	1 766,4	40	2 198,3	39	2 337,7	40	1 887,5	40
	PBTA/Ouvrier	4 436,6	146	4 449,9	148	4 318,5	143	4 479,2	145	4 591,6	152	4 690,2	155	4 637,0	146	4 249,2	147	4 326,1	149	4 823,0	150	4 872,9	147	3 580,2	137
	Autres	53,8	11	56,3	15	66,8	17	83,5	14	99,0	17	195,0	33	197,6	35	205,4	36	240,9	41	264,9	37	265,3	32	257,5	35
Total 450-Tribunal administratif du Québec		16 558,0	292	16 373,2	300	15 830,8	288	16 777,3	298	17 055,0	310	16 632,3	315	17 220,2	314	16 317,4	323	17 358,9	328	18 367,4	328	18 679,7	344	15 155,5	315
505-Conseil de gestion de l'assurance parentale	Haute-direction,Cadres			28,4	1	232,8	2	248,8	2	279,4	4	246,7	2	233,6	3	265,9	2	267,9	2	254,3	3	231,9	3	211,1	2
	Professionnels			9,5	2	328,8	7	398,3	8	512,6	11	575,4	12	573,8	13	547,2	8	558,4	11	545,8	7	543,1	11	448,3	8
	PBTA/Ouvrier			7,6	1	91,5	3	119,2	5	164,8	6	145,1	6	136,5	6	158,8	6	139,6	6	65,4	4	94,2	4	108,4	5
	Autres																			3,7	1	9,2	1		
Total 505-Conseil de gestion de l'assurance parentale				45,4	4	653,2	12	766,4	15	956,8	21	967,2	20	943,9	22	972,0	16	965,8	19	869,3	15	878,4	19	767,8	15
510-Régie du logement	Haute-direction,Cadres	3 815,1	38	3 825,4	40	4 008,7	41	4 154,7	50	5 064,2	50	5 026,4	49	4 959,6	46	4 967,9	46	4 928,2	51	5 654,3	53	5 684,2	51	4 774,2	50
	Professionnels	1 061,4	16	909,6	16	1 001,5	16	1 119,1	16	993,6	17	1 064,3	19	1 268,8	24	1 315,3	25	1 314,8	22	1 274,8	22	1 293,2	25	1 066,8	21
	PBTA/Ouvrier	4 876,2	174	4 945,4	173	4 687,2	167	4 786,1	171	5 081,5	169	5 337,0	186	5 408,7	171	5 395,0	184	5 383,6	170	5 446,5	172	5 754,3	169	4 388,9	161
	Autres	15,9	7	33,6	9	18,7	8	25,2	6	19,5	6	62,7	13	76,2	18	218,4	72	205,2	62	265,1	62	217,5	44	180,8	51
Total 510-Régie du logement		9 768,6	235	9 714,1	238	9 716,1	232	10 085,2	243	11 158,8	242	11 490,4	267	11 713,4	259	11 896,6	327	11 831,8	305	12 640,8	309	12 949,2	289	10 410,7	283
520-La Financière agricole du Québec	Haute-direction,Cadres	3 681,4	41	3 472,7	39	3 490,3	42	3 815,6	43	4 064,6	43	4 111,3	42	4 056,4	48	4 293,1	44	4 224,1	44	4 194,4	45	4 477,4	42	3 280,2	38
	Professionnels	15 689,3	308	16 452,3	309	16 769,8	312	17 039,2	312	17 740,3	322	18 443,9	333	18 355,6	322	18 636,4	336	19 337,1	335	20 097,1	338	20 881,4	350	16 161,2	342
	PBTA/Ouvrier	14 395,8	515	14 429,3	502	14 140,5	492	14 213,1	482	14 347,6	460	14 966,3	477	14 976,1	458	13 917,6	443	13 489,9	419	13 032,3	380	13 055,7	374	9 547,8	331
	Autres	135,4	30	144,2	33	163,5	36	168,1	32	172,8	36	195,6	34	174,9	29	208,0	35	278,4	45	258,1	42	383,8	54	219,4	38
Total 520-La Financière agricole du Québec		33 901,9	894	34 498,5	883	34 564,2	882	35 236,0	869	36 325,3	861	37 717,1	886	37 563,0	857	37 055,0	858	37 329,5	843	37 581,9	805	38 798,3	820	29 208,6	749
538-Office des personnes handicapées du Québec	Haute-direction,Cadres	694,3	7	600,5	9	781,1	10	728,4	9	720,8	8	783,2	8	812,9	8	779,9	8	826,5	9	835,6	10	830,6	20	551,4	9
	Professionnels	3 820,2	72	3 851,3	80	4 094,2	98	4 478,1	96	4 683,1	96	4 684,5	93	4 680,5	92	4 828,1	94	4 875,0	97	4 847,9	94	4 943,9	88	3 793,3	82
	PBTA/Ouvrier	2 464,9	83	2 047,5	74	2 040,2	67	1 860,4	64	1 870,5	65	1 912,6	61	1 912,6	57	1 860,0	59	1 781,1	52	1 780,5	54	1 736,1	49	1 183,2	42
	Autres	36,6	13	13,7	5	18,6	5	19,2	6	41,1	9	54,7	10	72,9	13	54,3	9	38,3	8	58,3	12	33,3	5	24,6	2
Total 538-Office des personnes handicapées du Québec		7 016,0	175	6 513,1	168	6 934,1	180	7 086,2	175	7 315,5	178	7 435,0	172	7 478,9	170	7 522,3	170	7 520,9	166	7 522,3	170	7 543,9	162	5 552,5	135
547-Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec	Haute-direction,Cadres	959,6	12	1 004,4	13	1 080,5	13	1 109,8	15	1 143,8	14	1 296,6	16	1 353,9	21	1 729,1	22	1 783,2	22	1 695,2	20	1 873,4	21	1 527,3	21
	Professionnels	1 621,8	31	1 587,7	31	1 579,8	32	1 643,3	33	1 698,2	31	1 859,6	41	2 118,7	41	1 927,3	36	1 918,4	38	2 358,8	46	2 464,3	49	1 812,5	44
	Enseignant	5 669,3	98	4 122,9	96	4 339,8	115	4 644,2	129	4 776,1	131	5 181,5	136	5 385,0	133	5 528,7	156	5 569,2	171	5 762,5	153	6 036,5	145	4 718,0	135
	PBTA/Ouvrier	3 577,0	139	3 492,6	137	4 177,1	166	4 566,0	187	4 391,1	167	4 546,0	164	4 615,6	169	4 689,1	175	4 620,4	169	4 572,2	156	4 578,0	152	3 422,0	140
	Autres	13,6	5	6,3	4	16,8	7	19,9	6	9,0	4	25,3	9	48,9	9	44,8	7	46,8	12	68,8	13	50,0	8	74,3	7
Total 547-Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec		11 841,3	285	10 214,0	281	11 194,1	333	11 983,4	370	12 018,1	347	12 909,0	366	13 522,1	373	13 919,0	396	13 937,9	412	14 457,5	388	15 002,3	375	11 554,1	347
560-Curateur public du Québec	Haute-direction,Cadres	2 498,8	30	2 738,0	32	2 786,5	33	3 083,1	44	3 676,9	41	3 524,9	44	3 433,9	39	3 402,0	42	3 837,7	40	3 901,4	41	3 986,8	47	2 838,1	38
	Professionnels	13 724,1	289	14 176,1	292	15 071,0	312	15 731,6	338	16 979,8	352	18 155,4	341	18 814,5	344	18 837,8	367	19 635,4	374	21 276,1	381	22 023,0	374	17 355,6	371
	PBTA/Ouvrier	9 371,1	320	9 340,6	327	9 403,8	339	10 289,6	347	10 788,0	355	11 410,0	374	11 420,3	363	11 037,4	373	11 183,0	362	11 274,5	349	11 550,7	335	8 660,5	322
	Autres	126,4	23	100,4	25	108,2	23	110,0	24	225,6	53	340,1	70	609,2	88	560,2	85	706,2	105	848,8	105	845,6	106	700,9	91
Total 560-Curateur public du Québec		25 720,3	662	26 355,1	676	27 369,6	707	29 214,3	753	31 670,2	801	33 430,4	829	34 277,9	834	33 837,4	867	35 362,3	881	37 300,8	876	38 406,2	862	29 555,1	822
600-Énergie et Ressources naturelles	Haute-direction,Cadres	2 757,3	32	2 717,0	30	2 572,4	35	2 814,6	34	2 996,0	34	3 291,0	39	3 672,3	38	3 317,4	37	3 127,1	32	2 998,6	30	2 732,6	32	2 293,3	58
	Professionnels	11 907,3	211	11 259,0	209	10 909,8	204	9 405,7	198	10 471,3	202	11 123,2	205	11 993,8	209	11 629,7	219	11 371,5	224	11 369,6	198	10 601,3	208	10 529,6	460
	PBTA/Ouvrier	9 923,2	315	8 865,1	286	8 313,5	270	7 895,0	267	8 269,0	262	7 480,1	235	7 285,9	219	7 287,1	234	7 406,0	226	7 182,4	218	5 992,7	201	5 236,2	342
	Autres	120,3	32	40,9	12	27,9	9	79,9	17	96,4	24	130,1	28	295,6	46	276,0	50	268,4	49	261,4	47	227,8	28	112,6	37
Total 600-Énergie et Ressources naturelles		24 708,2	590	22 882,1	537	21 823,5	518	20 195,2	516	21 832,8	522	22 024,4	507	23 247,7	512	22 510,2	540	22 173,0	531	21 811,9	493	19 554,4	469	18 171,7	897
630-Directeur général des élections du Québec	Haute-direction,Cadres	1 439,7	15	1 526,4	18	1 609,5	18	1 499,1	19	1 851,2	21	2 006,2	24	2 050,9	23	1 965,1	22	2 014,9	21	2 133,1	22	2 326,8	24	1 613,0	21
	Professionnels	4 869,2	175	5 313,2	312	5 681,5	115	5 997,0	122	6 084,9	118	6 505,8	122	6 570,6	114	6 504,2	121	6 975,7	139	7 801,6	136	8 284,2	151	6 483,7	146
	PBTA/Ouvrier	4 654,4	223	4 544,1	182	4 363,2	145	5 135,9	267	4 947,2	175	5 279,2	250	4 785,2	161	4 633,8	140	4 843,3	238	6 017,5	276	6 567,3	330	4 708,0	276
	Autres	66,6	18	73,2	16	66,2	18	62,6	12	59,5	12	51,2	11	53,0	10	56,5	13	89,5	18	107,4	20	125,3	18	112,8	17
Total 630-Directeur général des élections du Québec		11 029,8	431	11 456,9	528	11 720,3	296	12 694,5	420	12 942,9	326	13 842,5	407	13 459,8	308	13 159,6	296	13 923,5	416	16 059,6	454	17 303,6	523	12 917,5	460
660-Conseil du statut de la femme	Haute-direction,Cadres	394,9	4	388,6	4	394,8	4	255,1	6	370,6	4	403,1	5	479,7	5	490,0	5	510,0	8	482,0	8	401,1	4	308,5	4
	Professionnels	1 537,0	28	1 523,9	28	1 391,3	28	1 458,5	28	1 384,6	30	1 280,7	30	1 220,3	25	1 222,9	25	1 255,9	27	1 219,5	27	1 290,5	24	930,6	22
	PBTA/Ouvrier	938,6	32	911,3	34	862,6	29	910,6	30	883,5	33	878,1	29	781,5	30	729,1	28	761,3	29	715,4	27	609,8	22	443,4	19
	Autres	19,9	5	34,4	7	9,7	3	29,4	6	25,6	5	16,8	3	38,2	4	34,5	6	14,1	2	30,4	7	12,8	8	36,0	8
Total 660-Conseil du statut de la femme		2 890,5	69	2 858,1	73	2 658,4	64	2 653,6	70	2 664,4	72	2 578,8	67	2 519,6	64	2 476,5	64	2 541,4	66	2 447,3	69	2 314,2	58	1 718,5	53

690-Conseil supérieur de la langue française	Haute-direction,Cadres	219,4	2	219,0	2	211,9	3	206,5	2	212,3	2	226,4	3	298,9	3	258,9	3	156,0	2	113,0	1	106,9	1	155,5	2
	Professionnels	297,1	6	304,4	6	266,7	6	251,3	6	339,3	7	360,6	9	307,8	9	277,1	11	330,0	9	404,2	9	457,3	11	235,4	8
	PBTA/Ouvrier	252,5	10	260,3	8	221,5	8	195,9	8	212,0	7	170,6	8	118,6	5	107,7	5	113,6	3	108,3	3	118,0	3	94,6	3
	Autres															2,3	1								
Total 690-Conseil supérieur de la langue française		769,0	18	783,8	16	700,1	17	653,7	16	763,6	16	757,7	20	725,3	17	646,0	20	599,6	14	625,5	13	682,2	15	485,5	13
700-Emploi et de la Solidarité sociale	Haute-direction,Cadres	34 006,0	457	31 702,7	415	30 320,0	407	30 632,1	403	31 020,9	405	32 205,6	408	33 204,7	425	33 735,5	406	34 031,0	397	33 940,8	422	33 217,5	377	25 015,3	361
	Professionnels	82 843,4	1 684	77 578,0	1 514	75 183,9	1 499	76 545,8	1 545	82 166,5	1 548	87 164,7	1 694	94 289,7	1 782	95 434,0	1 785	96 952,9	1 803	99 872,2	1 830	102 285,4	1 827	78 566,3	1 720
	PBTA/Ouvrier	213 235,4	6 597	196 779,0	6 068	191 385,2	5 859	192 443,5	5 850	200 819,1	6 068	214 539,1	6 437	218 339,7	6 265	210 806,1	5 997	203 124,8	5 631	200 218,5	5 447	200 471,5	5 212	149 469,4	4 859
	Autres	819,7	276	526,8	214	1 089,9	333	1 079,8	298	1 315,6	360	1 773,1	452	2 406,9	493	3 005,1	553	3 002,6	579	3 410,9	564	3 052,5	529	2 266,6	420
Total 700-Emploi et de la Solidarité sociale		330 904,5	9 014	306 586,5	8 211	297 979,0	8 098	300 701,2	8 096	315 322,2	8 381	335 682,5	8 991	348 241,0	8 965	342 980,7	8 741	337 111,3	8 410	337 442,3	8 263	339 026,9	7 945	255 317,7	7 360
702-Commission des normes du travail	Haute-direction,Cadres	2 226,2	28	2 631,5	36	3 104,8	40	3 052,1	38	3 018,0	36	3 153,3	33	3 128,2	32	3 089,1	33	3 132,3	38	3 615,6	39	3 655,2	37	2 671,2	36
	Professionnels	7 641,1	153	9 325,0	201	11 968,1	237	12 947,7	258	13 554,8	257	13 601,0	244	13 766,3	236	13 369,2	239	13 904,5	248	15 276,7	250	16 114,8	239	12 135,4	239
	PBTA/Ouvrier	13 926,9	452	13 561,5	433	11 327,9	393	11 124,1	367	11 230,4	361	11 266,9	334	10 552,4	318	10 147,5	331	10 472,8	337	10 882,6	310	11 107,4	299	7 999,8	278
	Autres	147,3	31	158,1	30	149,0	30	269,6	48	306,9	48	290,1	44	262,6	43	288,0	48	423,6	62	466,9	62	464,7	56	573,0	67
Total 702-Commission des normes du travail		23 941,5	664	25 676,2	700	26 549,7	700	27 393,4	711	28 110,1	702	28 311,2	655	27 709,5	629	26 893,7	651	27 933,3	685	30 241,7	661	31 342,2	631	23 379,3	620
703-Commission de la santé et de la sécurité du travail	Haute-direction,Cadres	17 613,0	216	18 080,7	216	18 132,1	224	18 464,6	220	18 978,5	223	19 277,6	229	19 588,7	230	20 108,5	235	21 934,2	247	22 280,9	240	22 154,7	256	17 241,4	238
	Professionnels	105 242,8	2 005	107 747,2	2 027	107 275,3	2 023	107 491,9	2 021	113 742,7	2 047	115 211,9	2 053	117 019,4	2 064	120 074,2	2 144	121 748,6	2 175	130 031,9	2 277	137 934,5	2 305	108 505,0	2 274
	PBTA/Ouvrier	77 980,6	2 382	77 951,6	2 357	76 535,9	2 276	75 845,7	2 311	78 826,7	2 332	80 043,5	2 331	81 556,5	2 357	79 810,4	2 405	84 026,2	2 477	80 718,0	2 413	80 006,6	2 245	60 847,8	2 114
	Autres	853,8	219	840,7	215	625,9	169	768,0	192	807,3	208	814,6	205	1 025,5	210	1 122,3	229	1 342,0	269	1 634,8	304	1 963,1	349	1 726,3	319
Total 703-Commission de la santé et de la sécurité du travail		201 690,3	4 822	204 620,2	4 815	202 569,2	4 692	202 570,2	4 744	212 355,3	4 810	215 347,6	4 818	219 190,1	4 861	221 115,4	5 013	229 051,0	5 168	234 665,5	5 234	242 059,0	5 155	188 320,4	4 945
710-Office québécois de la langue française	Haute-direction,Cadres	1 360,1	18	1 400,5	18	1 427,5	19	1 553,3	20	1 643,0	19	1 684,4	19	1 651,6	19	1 400,7	20	1 369,9	16	1 564,7	19	1 578,2	19	1 234,3	16
	Professionnels	8 586,7	167	8 387,0	163	8 399,6	159	8 330,2	154	8 245,9	154	8 508,7	155	8 695,0	160	8 509,0	161	8 704,8	171	9 306,2	180	10 018,9	183	7 974,5	175
	PBTA/Ouvrier	2 880,7	88	2 776,5	89	2 805,6	87	2 852,2	87	2 973,7	85	2 872,8	91	2 876,1	84	2 631,2	89	2 550,9	81	2 928,0	90	3 075,3	87	2 234,7	78
	Autres	32,6	11	22,5	9	25,2	10	22,7	9	24,5	6	38,3	9	90,0	14	142,5	21	74,3	13	35,3	9	73,8	11	68,0	13
Total 710-Office québécois de la langue française		12 860,1	284	12 586,5	279	12 657,9	275	12 758,5	270	12 887,1	264	13 104,2	274	13 312,6	277	12 683,3	291	12 699,9	281	13 834,1	298	14 746,2	300	11 511,5	282
730-Société d'habitation du Québec	Haute-direction,Cadres	2 028,0	22	2 071,1	24	2 145,7	25	2 351,9	28	2 334,2	33	2 500,1	27	2 824,1	34	2 672,0	32	2 829,2	31	2 802,9	33	2 525,2	30	2 183,2	28
	Professionnels	11 508,1	203	11 640,0	211	11 562,9	231	11 574,1	215	11 769,0	229	12 106,2	239	12 618,1	244	13 746,6	269	14 564,0	265	15 327,9	290	16 007,8	272	11 766,4	259
	PBTA/Ouvrier	6 087,2	188	6 008,7	181	5 447,5	172	5 491,1	163	5 664,5	177	5 785,8	177	5 457,1	171	5 400,5	174	5 253,9	158	5 057,3	154	5 272,3	151	3 739,4	129
	Autres	134,6	27	62,8	17	89,6	22	110,9	28	124,7	25	131,7	22	209,1	32	207,9	32	272,9	39	321,1	38	363,8	36	309,8	36
Total 730-Société d'habitation du Québec		19 758,0	440	19 782,6	433	19 245,7	450	19 528,0	434	19 892,3	464	20 523,8	465	21 108,4	481	22 027,0	507	22 920,1	493	23 509,3	515	24 169,2	489	17 998,9	452
771-Fonds Accès Justice	Professionnels																			26,2	2	98,8	2	80,6	3
Total 771-Fonds Accès Justice																				26,2	2	98,8	2	80,6	3
773-Fonds des ressources informationnelles du secteur de la santé et des services sociaux	Haute-direction,Cadres																			553,8	25	2 165,9	27	1 565,5	24
	Professionnels																			1 626,0	99	6 695,7	115	5 359,2	120
	PBTA/Ouvrier																			1 299,0	116	5 460,9	132	3 893,4	124
	Autres																			3,8	2	54,9	8	14,3	4
Total 773-Fonds des ressources informationnelles du secteur de la santé et des services sociaux																				3 482,7	242	14 377,4	282	10 832,3	272
801-Fonds d'aide à l'action communautaire autonome	Haute-direction,Cadres	273,6	3	275,3	3	266,2	4	274,3	3	286,4	3	247,2	4	284,9	3	290,8	3	296,1	3	159,0	2	111,9	1	132,6	2
	Professionnels	794,4	18	795,8	17	762,3	17	813,3	16	915,5	19	931,9	18	873,3	17	902,5	17	916,3	17	990,5	18	961,8	15	755,5	16
	PBTA/Ouvrier	505,5	19	462,5	19	372,5	16	367,0	12	325,5	12	276,1	10	283,4	11	244,4	9	219,3	7	174,3	5	202,4	5	156,4	6
	Autres			6,9	1											7,1	1	11,4	3	15,2	1	14,8	2	14,6	1
Total 801-Fonds d'aide à l'action communautaire autonome		1 573,5	40	1 540,6	40	1 401,0	37	1 454,6	31	1 527,4	34	1 455,2	32	1 441,5	31	1 444,8	30	1 443,1	30	1 339,1	26	1 290,8	23	1 059,2	25
807-Fonds des réseaux de transport terrestre (FORT)	Haute-direction,Cadres	18 643,3	259	18 034,1	251	17 789,0	254	17 677,4	259	17 884,0	251	18 275,1	255	18 690,5	259	18 974,4	258	17 886,0	244	19 052,4	253	20 147,4	255	15 652,9	249
	Professionnels	42 081,1	777	42 056,2	759	41 765,8	764	42 785,8	766	42 071,5	774	44 861,3	804	46 209,9	836	49 568,0	868	50 324,7	900	55 754,2	993	67 989,8	1 185	59 774,6	1 257
	PBTA/Ouvrier	128 570,1	4 779	124 158,2	4 622	118 640,1	4 436	117 111,0	4 340	117 203,4	4 248	119 606,2	4 297	123 610,1	4 343	124 336,2	4 366	125 153,5	4 376	129 419,5	4 422	137 299,0	4 523	107 468,2	4 330
	Autres	1 893,6	396	2 015,9	439	1 759,9	374	2 171,4	434	2 349,8	456	2 536,1	484	2 874,9	504	3 425,0	576	3 539,2	626	4 090,8	665	4 375,9	675	4 778,1	726
Total 807-Fonds des réseaux de transport terrestre (FORT)		191 188,1	6 211	186 264,4	6 071	179 954,8	5 828	179 745,5	5 799	179 508,7	5 729	185 278,8	5 840	191 385,4	5 942	196 303,5	6 068	196 903,5	6 146	208 316,8	6 333	229 812,1	6 638	187 673,9	6 562
812-Fonds des services de police	Haute-direction,Cadres	1 982,2	28	1 943,6	28	1 971,2	26	2 111,8	31	2 217,2	33	2 796,6	37	3 019,8	38	2 684,1	37	2 686,5	37	2 870,7	34	3 073,1	39	2 374,1	34
	Professionnels	4 042,3	96	4 364,2	95	4 573,8	97	5 152,3	126	6 149,7	133	6 892,7	143	7 129,1	146	7 611,5	154	7 506,7	180	8 670,6	177	9 127,0	174	7 261,9	174
	PBTA/Ouvrier	30 787,2	1 095	31 478,3	1 117	33 088,8	1 163	34 090,0	1 168	36 465,5	1 225	38 231,7	1 263	39 285,2	1 210	39 290,0	1 281	38 437,1	1 251	40 128,7	1 286	41 905,9	1 250	31 540,3	1 144
	Autres	162,1	52	67,1	30	88,3	31	111,8	37	95,7	37	136,8	44	174,5	43	188,5	51	342,8	88	420,6	95	32,1	12	52,8	14
Total 812-Fonds des services de police		36 973,8	1 271	37 853,2	1 270	39 722,1	1 317	41 465,9	1 362	44 928,1	1 428	48 057,7	1 487	49 608,6	1 437	49 774,2	1 523	48 973,2	1 556	52 090,6	1 592	54 138,2	1 475	41 229,1	1 366
814-Fonds de partenariat touristique	Haute-direction,Cadres	1 249,5	18	1 220,0	17	1 815,9	27	1 951,5	26	1 970,9	26	2 085,1	24	2 245,0	25	2 160,4	25	2 330,7	25	2 335,8	23	2 302,3	23	1 936,6	23
	Professionnels	4 139,0	82	4 330,3	85	5 898,0	118	6 004,0	116	5 940,2	126	6 518,5	127	6 759,5	133	6 664,2	126	6 931,5	134	7 056,1	127	7 431,7	132	5 773,6	127
	PBTA/Ouvrier	4 802,8	189	5 054,1	183	6 358,8	231	6 816,1	228	6 979,2	234	6 811,9	234	6 566,7	214	6 193,1	201	6 060,8	206	6 070,0	187	5 954,8	180	4 278,0	160
	Autres	559,1	121	579,4	118	628,3	137	518,9	116	512,8	112	626,6	127	781,2	122	734,1	110	723,3	102	734,7	104	677,7	94	568,7	78
Total 814-Fonds de partenariat touristique		10 750,4	410	11 183,7	403	14 701,0	513	15 290,6	486	15 403,2	498	16 042,0	512	16 352,4	494	15 751,7	462	16 046,2	467	16 196,6	441	16 366,4	429	12 557,0	388
816-Fonds national de formation de la main-d'oeuvre	Haute-direction,Cadres	88,6	1	88,2	1	88,2	1	91,5	2	87,3	2	153,9	2	172,7	2	205,7	2	130,9	2	94,6	2	154,4	2		
	Professionnels	1 709,6	39	1 642,6	37	1 479,3	33	799,7	21	863,7	25	908,4	26	996,1	25	1 005,8	25	967,7	25	981,1	24	971,5	19		
	PBTA/Ouvrier	657,9	25	652,5	23	612,2	20	590,8	19	564,6	16	572,5	14	477,8	16	446,0	14	409,6	11	407,0	14	449,5	20		
	Autres					6,1	1																		
Total 816-Fonds national de formation de la main-d'oeuvre		2 456,1	65	2 383,2	61	2 185,9	55	1 482,0	42	1 515,5	43	1 634,9	42	1 646,6	43	1 657,5	41	1 508,1	38	1 482,7	40	1 575,4	41		
817-Fonds d'information sur le territoire	Haute-direction,Cadres	2 706,3	33	2 879,5	36	2 906,9	36	2 753,7	33	2 911,6	35	3 038,2	35	3 137,3	34	2 948,4	34	3 092,3	34	3 033,7	33	3 540,0	43	2 774,9	38
	Professionnels	8 391,7	165	8 470,1	162	7 931,1	160	8 132,5	161	8 240,0	159	8 155,8	152	8 129,2	146	8 464,5	156	9 136,0	163	9 350,2	161	10 997,3	207	9 656,2	211
	PBTA/Ouvrier	13 164,1	439	13 266,7	422	12 665,5	424	12 400,2	397	12 419,9	394	10 976,9	339	10 605,0	327	9 859,7	304	9 058,1	277	8 566,2	250	9 643,0	287	8 019,4	273
	Autres	159,5	41	156,9	32	289,5	63	179,6	43	286,7	57	333,2	58	568,5	62	611,1	73	614,1	78	550,8	68	516,8	63	358,9	49
Total 817-Fonds d'information sur le territoire		24 421,6	678	24 773,2	652	23 793,0	683	23 466,0	634	23 858,3	645	22 504,2	584	22 439,9	569	21 883,7	567	21 900,6	552	21 500,9	512	24 697,1	600	20 809,4	571
820-Fonds de gestion de l'équipement roulant	Haute-direction,Cadres	1 792,0	34	1 759,1	35	1 698,6	31	1 887,1	35	1 980,1	34	2 123,4	38	2 193,5	35	1 954,9	36	1 672,0	30	1 686,1	29	2 025,9	30	1 536,5	31
	Professionnels	1 084,0	24	1 079,8	21	1 178,7	22	1 260,1	25	1 360,9	28	1 500,2	33	1 574,2	29	1 558,3	29	1 555,5	29	1 795,2	36	1 973,5	39	1 654,2	38
	PBTA/Ouvrier	14 517,1	443	14 487,4	447	13 512,2	427	13 995,3	429	14 634,3	454	15 658,8	483	16 615,2	479	16 567,6	466	16 510,3	471	16 605,4	471	17 132,2	448	12 861,1	420
	Autres	93,5	36	80,8	27	61,8	21	72,4	21	127,7	30	116,9	26	213,8	43	278,6	63	278,0	63	250,1	54	250,7	52	267,1	54
Total 820-Fonds de gestion de l'équipement roulant		17 486,5	537	17 407,0	530	16 451,3	501	17 214,8	510	18 102,9	546	19 399,3	580	20 596,7	586	20 359,4	594	20 015,8	593	20 336,7	590	21 382,4	569	16 319,0	543
826-Fonds des ressources naturelles	Haute-direction,Cadres	3 961,2	50	4 139,8	52	4 494,6	60	4 343,4	58	4 553,9	58	4 511,5	58	4 456,2	56	4 253,6	57	3 888,5	59	3 946,5	53	4 140,4	53	846,4	20
	Professionnels	14 100,9	267	13 453,0	263	13 258,9	244	14 950,6	279	15 140,8	268	14 838,7	271	15 035,4	254	15 149,7	279	17 592,4	346	19 395,8	353	21 825,5	389	5 842,5	175
	PBTA/Ouvrier	23 581,4	2 020	22 822,9	1 897	23 106,0	1 859	24 104,5	1 820	23 225,0	1 746	21 689,9	1 489	22 640,3	1 573	22 302,6	1 461	21 962,7	1 574	22 062,3	1 309	23 633,3	1 360	7 126,0	405
	Autres	324,5	96	217,1	60	262,7	68	341,7	83	517,9	113	516,1	104	674,9	105	557,9	99	539,8	101	683,5	112	778,2	122	415,5	78
Total 826-Fonds des ressources naturelles		41 968,1	2 433	40 632,7	2 272	41 122,2	2 231	43 740,3	2 240	43 437,6	2 185	41 556,2	1 922	42 806,8	1 988	42 263,7	1 896	43 983,4	2 080	46 088,1	1 827	50 377,4	1 924	14 230,4	678
830-Commission des transports du Québec	Haute-direction,Cadres	1 914,1	21	1 871,2	22	1 945,6	20	2 010,7	23	2 128,3	22	2 155,5	21	2 169,3	20	2 068,5	22	2 009,3	22	2 104,7	19	2 175,9	23	1 695,5	20
	Professionnels	1 839,5	36	2 087,6	45	2 174,7	41	2 081,2	39	2 239,5	40	2 258,5	45	2 424,3	40	2 398,5	43	2 669,8	47	2 600,9	43	2 372,6	41	1 795,8	34
	PBTA/Ouvrier	3 782,6	119	3 672,2	118	3 388,9	106	3 425,2	106	3 441,3	108	3 433,5	108	3 301,4	112	3 080,6	109	2 793,5	96	2 859,7	91	2 935,9	84	2 250,2	83
	Autres	35,1	11	37,2	10	22,2	6	8,6	4	8,3	2	26,6	6	61,0	13	67,9	13	94,6	16	86,9	14	67,7	12	29,9	6
Total 830-Commission des transports du Québec		7 571,2	187	7 668,2	195	7 531,5	173	7 525,6	172	7 817,5	172	7 874,2	180	7 955,9	185	7 615,5	187	7 567,1	181	7 652,2	167	7 552,2	160	5 771,4	143

850-Transports	Haute-direction,Cadres	8 837,6	107	8 828,9	106	8 734,8	111	8 803,8	115	8 194,4	102	7 834,1	104	7 851,8	96	7 854,2	98	8 171,2	99	7 933,4	91	7 767,1	88	5 757,7	79
	Professionnels	35 383,5	638	35 183,4	633	34 450,9	615	32 522,3	610	34 393,1	632	33 839,2	656	35 490,1	666	37 083,6	698	40 163,7	766	44 005,1	823	46 812,8	818	34 310,2	749
	PBTA/Ouvrier	31 002,8	944	30 116,0	917	29 627,4	904	32 063,0	974	33 436,9	993	34 816,9	1 066	34 462,7	1 038	32 577,7	992	33 841,2	1 058	36 092,9	1 093	37 547,4	1 088	27 780,3	987
	Autres	771,0	174	722,9	143	596,4	127	660,0	126	775,7	134	811,5	152	1 114,2	177	1 143,2	191	1 179,9	201	1 323,7	206	1 563,5	229	1 469,6	224
Total 850-Transports		75 994,8	1 863	74 851,2	1 799	73 409,5	1 757	74 049,1	1 825	76 800,0	1 861	77 301,8	1 978	78 918,7	1 977	78 658,7	1 979	83 356,0	2 124	89 355,1	2 213	93 690,8	2 223	69 317,8	2 039
872-Indemnisation des victimes d'actes criminels	Haute-direction,Cadres									66,2	1	88,2	1	95,5	1	96,0	1	176,3	2	64,0	2				
	Professionnels	109,5	2	98,6	3	122,9	2	102,8	3	128,3	2	144,1	3	159,8	2	160,0	2	169,6	2	243,5	6	274,5	5	212,7	4
	PBTA/Ouvrier	82,2	4	118,0	4	105,9	3	85,7	3	98,4	7	100,1	5	116,9	5	116,9	3	118,8	3	80,8	3	83,9	2	67,7	2
	Autres																	2,4	1	25,2	3	20,6	3	7,8	1
Total 872-Indemnisation des victimes d'actes criminels		191,7	6	216,5	7	228,8	5	188,5	6	292,9	10	332,5	9	372,2	8	372,9	6	467,2	8	413,5	14	379,0	10	288,2	7
874-Fonds du financement	Haute-direction,Cadres	86,3	1	153,9	2	118,2	2	203,7	2	220,2	2	224,6	2	229,1	2	95,1	2								
	Professionnels	574,7	14	502,4	12	477,0	16	596,7	16	637,7	16	670,8	13	689,9	14	604,9	17	716,8	15	675,0	16	689,2	15	534,9	13
	PBTA/Ouvrier	131,6	4	136,5	4	122,7	6	131,1	7	130,8	5	89,4	4	111,1	4	119,9	6	53,6	4	78,4	4	79,1	3	61,9	2
Total 874-Fonds du financement		792,7	19	792,8	18	717,9	24	931,5	25	988,7	23	984,8	19	1 030,1	20	819,9	25	770,3	19	753,4	20	768,3	18	596,8	15
878-Fonds des registres	Haute-direction,Cadres	593,2	8	596,4	7	684,1	8	667,7	7	640,0	8	470,3	5	445,7	6	575,5	7	686,6	7	539,6	7	490,1	6	435,2	6
	Professionnels	1 757,0	36	1 924,2	39	1 974,9	38	2 014,3	40	1 887,2	32	2 024,5	36	2 056,6	38	2 186,2	42	2 090,5	40	2 493,3	46	2 927,2	47	2 143,1	48
	PBTA/Ouvrier	3 323,4	123	3 566,5	125	3 480,3	121	3 393,8	121	3 355,9	112	3 326,6	104	3 480,7	103	3 462,2	106	3 352,9	104	3 264,2	100	3 261,0	88	2 488,6	90
	Autres					1,2	1					15,7	1	14,9	1	12,6	2	15,1	1	28,0	2	27,8	5	15,8	3
Total 878-Fonds des registres		5 673,6	167	6 087,1	171	6 140,6	168	6 075,8	168	5 883,1	152	5 837,2	146	5 998,0	148	6 236,4	157	6 145,0	152	6 325,1	155	6 706,1	146	5 082,7	147
921-Magistrature et nomination des juges	Haute-direction,Cadres	99,2	1	98,9	1	84,8	2	89,6	1	91,8	1	98,7	1	105,4	1	107,6	1	108,4	1	119,7	1	129,5	1	104,2	1
	Professionnels	661,5	17	747,6	14	716,9	14	833,5	16	888,2	18	917,2	20	989,0	17	966,2	19	980,3	17	1 167,5	18	1 322,7	19	1 024,0	19
	PBTA/Ouvrier	594,8	22	668,2	22	677,6	23	673,0	20	713,9	19	763,7	20	714,6	24	642,0	18	550,9	18	701,4	22	784,1	19	582,0	18
	Autres			5,4	1			2,1	1	23,2	1	42,3	4	39,5	5	29,8	6	22,6	4	35,9	6	24,3	5	24,3	4
Total 921-Magistrature et nomination des juges		1 355,5	40	1 520,0	38	1 479,4	39	1 598,3	38	1 717,1	39	1 821,9	45	1 848,5	47	1 745,5	44	1 662,2	40	2 024,6	47	2 260,6	44	1 734,5	42
Total général		**2 843 164,0**	**77 787**	**2 792 111,5**	**74 796**	**2 766 863,5**	**74 044**	**2 818 030,1**	**75 295**	**2 914 912,1**	**76 250**	**3 004 873,5**	**77 463**	**3 097 927,0**	**77 524**	**3 089 562,9**	**78 596**	**3 140 076,7**	**78 706**	**3 250 258,6**	**79 489**	**3 418 239,4**	**79 175**	**2 639 538,5**	**75 297**

Employés assujettis à la LFP.
Données selon la structure budgétaire 2014-2015. Pour l'année 2014-2015, les données couvrent la période d'avril à décembre 2014.
Les données redressées pour les années antérieures sont approximatives en raison de la comptabilisation des activités transférées d'un ministère à un autre.
Un employé peut être compté en double si pendant l'année budgétaire il a changé de catégorie d'emploi ou de ministère.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 20 - Les 20 plus hauts salaries

Depuis 2003-2004 et jusqu'au présent exercice, indiquer pour chaque cabinet ministériel, ministère, organisme, société d'État et organisation faisant parti des entités consolidées les éléments suivants : - Le salaire annuel des 20 plus hauts salariés; - La rémunération totale des 20 plus haut salariés.

		2014-2015	
NUMÉRO DU MINISTÈRE	MINISTÈRE	SALAIRE ANNUEL	NOMBRE DE PERSONNES
10	Culture et Communications	123 592	2
		124 593	1
		127 857	7
		138 730	1
		141 241	2
		147 675	1
		154 252	4
		179 120	1
		202 556	1
Total 10			20
30	Relations internationales et Francophonie	127 857	5
		128 046	1
		138 730	2
		140 500	1
		146 072	1
		154 252	3
		171 737	1
		177 390	1
		179 120	4
		202 556	1
Total 30			20
50	Affaires municipales et Occupation du territoire	138 730	4
		145 667	1
		148 619	1
		154 252	3
		161 429	1
		164 086	1
		173 303	1
		178 040	1
		179 120	5
		202 556	1
		208 887	1
Total 50			20
52	Forêts, Faune et Parcs	127 857	16
		138 570	1
		173 569	1
		179 120	1
		208 887	1
Total 52			20
55	Immigration, Diversité et Inclusion	107 532	1
		111 187	1
		111 442	1
		112 692	1
		114 103	4
		120 496	1
		127 857	5
		147 036	1
		153 945	1
		154 252	1
		179 120	2
		202 556	1
Total 55			20
60	Santé et Services sociaux	149 702	1
		152 284	1
		154 252	1
		156 211	1
		158 946	1
		160 800	1
		161 740	1
		167 084	1
		179 120	2
		183 778	3

		190 840	1
		192 967	1
		202 556	1
		213 677	1
		229 775	2
		273 800	1
Total 60			20
65	Famille	123 592	3
		127 857	3
		128 995	1
		131 218	1
		139 225	1
		143 328	1
		151 969	1
		152 284	1
		154 252	2
		159 845	1
		160 800	1
		172 588	1
		179 120	2
		202 556	1
Total 65			20
67	Enseignement supérieur, Recherche et Science	135 786	9
		138 730	1
		151 227	1
		154 252	1
		161 894	1
		163 792	4
		179 120	2
		229 775	1
Total 67			20
71	Tourisme	101 378	1
		101 827	4
		112 918	1
		114 103	7
		127 857	2
		139 185	1
		148 665	1
		154 252	2
		202 556	1
Total 71			20
75	Travail	179 120	1
		183 778	12
		190 840	4
		208 887	2
		318 281	1
Total 75			20
80	Agriculture, Pêcheries et Alimentation	141 241	3
		143 457	1
		144 496	1
		152 284	2
		154 252	5
		163 774	2
		179 120	3
		183 643	1
		190 840	1
		202 556	1
Total 80			20
95	Sécurité publique	154 252	6
		165 246	1
		166 824	1
		173 802	1
		174 679	1
		175 608	1
		177 934	1
		179 120	1
		183 778	4
		194 640	1
		208 887	2
Total 95			20
140	Conseil exécutif	179 120	2
		190 840	4
		197 032	2
		198 584	1

		200 278	1
		201 269	2
		202 556	1
		208 887	5
		240 334	1
		310 000	1
Total 140			20
160	Conseil du trésor et Administration gouvernementale	168 870	1
		170 178	1
		175 282	1
		179 120	10
		190 840	4
		208 887	2
		229 774	1
Total 160			20
210	Finances	138 730	1
		144 496	4
		152 284	2
		154 252	2
		179 120	7
		190 840	1
		202 556	1
		252 754	1
		265 738	1
Total 210			20
280	Développement économique, Innovation et Exportation	114 103	1
		120 496	2
		126 825	1
		127 131	1
		127 857	4
		132 000	1
		151 894	1
		154 252	4
		172 588	1
		179 120	1
		190 840	1
		200 382	1
		202 556	1
Total 280			20
350	Éducation, Loisir et Sport	114 103	8
		127 857	5
		133 230	1
		154 252	1
		174 921	1
		175 682	1
		179 120	2
		208 887	1
Total 350			20
370	Assemblée nationale	101 827	4
		104 151	1
		107 471	1
		107 532	1
		107 532	1
		114 103	2
		117 864	1
		124 372	1
		127 857	3
		135 082	1
		144 496	2
		151 115	1
		179 120	1
Total 370			20
380	Développement durable, Environnement et Lutte contre les changements climatiques	127 857	8
		127 859	1
		144 496	1
		151 447	1
		154 252	1
		159 489	1
		161 965	2
		179 120	4
		208 887	1
Total 380			20
400	Justice	152 284	3

		154 252	4
		162 280	1
		162 365	1
		165 526	5
		173 802	1
		179 120	2
		181 554	1
		197 032	1
		202 556	1
Total 400			20
600	Énergie et Ressources naturelles	120 496	1
		125 033	1
		127 857	13
		157 093	1
		161 642	1
		179 120	2
		208 887	1
Total 600			20
700	Emploi et Solidarité sociale	143 328	4
		144 496	1
		147 022	1
		147 036	1
		147 675	1
		148 626	1
		151 721	1
		152 284	3
		154 252	1
		154 815	1
		161 965	1
		179 120	1
		202 556	1
		208 887	2
Total 700			20
850	Transports	152 284	1
		152 286	1
		154 252	2
		161 965	1
		162 076	1
		170 037	1
		171 683	1
		179 120	4
		181 056	1
		182 532	1
		183 778	1
		185 126	1
		193 785	1
		198 900	1
		208 887	2
Total 850			20
900	Commissaire à l'éthique et à la déontologie		
	Commissaire au lobbyisme du Québec	132 798	1
		143 575	1
		175 608	1
	Directeur générale des élections	127 857	9
		132 413	2
		160 416	1
		190 840	1
	Vérificateur général	154 252	1
		179 120	2
		208 887	1
Total 900			20

Employés assujettis à la LFP.
Données selon la structure de l'exercice financier 2014-2015.
Salaire annuel à la dernière paie de l'année (paie 26).

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

NUMÉRO 22 - Art. 46 LAP Ressources financières

Depuis 2009-2010 et jusqu'au présent exercice, indiquer, en lien avec l'article 46 de la loi sur l'administration publique, pour chaque ministère, organisme, société d'État et organisation faisant parti des entités consolidés; les éléments suivants : - Les ressources financières pour chacun des programmes du budget des dépenses qui sont spécifiquement consacrées à l'atteinte des objectifs des plans stratégiques; - Les ressources financières pour chacun des programmes du budget des dépenses qui sont spécifiquement consacrées à l'atteinte des objectifs des plans d'action annuels; - Les objectifs et les indicateurs ciblés pour chacun des ministères et programmes du budget des dépenses.
Il appartient à chaque ministère et organisme assujetti à la Loi sur l'administration publique de rendre compte, dans son rapport annuel de gestion, des ressources utilisées pour atteindre les résultats liés aux objectifs fixés dans le plan stratégique organisationnel. .

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 23 - Liste et solde des fonds

Liste et solde de tous les fonds existants pour chacun des ministères et organismes ainsi que la dépense d'intérêts prévue en 2014-2015 pour chacun de ces fonds. Copie des états financiers de 2013-2014 et 2014-2015 pour chacun des fonds.		
FONDS EXISTANTS	SOLDES DE L'EXERCICE (EN MILLIERS DE DOLLARS)	DÉPENSE D'INTÉRÊTS PRÉVUE EN 2014-2015
Pour les exercices financiers 2013-2014 et 2014-2015, le volume Budget des fonds spéciaux 2015-2016 déposé à l'Assemblée nationale le 26 mars 2015 présente chaque fonds spécial, incluant le solde de l'exercice, et ce, pour chacun des portefeuilles. .		

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

NUMÉRO 24 - Hausse taxes, impôt

Copie des études d'impacts, note interne ou analyse du ministère pour les mesures suivantes : - Hausse des taxes spécifique sur le tabac; - Hausse des taxes spécifique sur les boissons alcoolisées; - Hausse de la contribution des institutions financières; - Hausse de l'impôt de 1,75 point de pourcentage applicable à l'égard des revenus imposables de plus de 100 000$; - Hausse des tarifs de garderies; - Hausse des tarifs d'Hydro-Québec; - Privatisation de la Société des alcools du Québec (SAQ); - Privatisation d'Hydro-Québec; - Regroupement des Centres de traitement informatiques.

Le Ministère des Finances répondra à la demande, sauf pour le dernier point.

Pour le dernier point, concernant le regroupement des centres de traitement informatiques, nous vous informons qu'en vertu notamment des articles 37 et 39 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (L.R.Q.; C. A-2.1) ci-après désignée « Loi sur l'accès », l'information ne vous est pas communiquée.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

NUMÉRO 26 - Économies

Total des économies non récurrentes observées en 2013-2014 et 2014-2015 pour l'ensemble des ministères et organismes du Fonds consolidé.

Pour respecter leur enveloppe de dépenses, les ministères et organismes ont eu à réaliser des économies dont certaines pouvaient ne pas être récurrentes. Ce n'est toutefois que lorsque les résultats finaux de l'exercice financier 2014-2015 seront connus qu'un portrait du total des économies non récurrentes observées pourra être établi.

Par ailleurs, parmi les mesures exigées par le Conseil du trésor, les mesures d'économies suivantes n'avaient pas nécessairement un caractère récurrent :

— Mesures visant à limiter à l'essentiel les heures supplémentaire, l'octroi de contrats, les dépenses de publicité, de formation et de déplacement, la tenue de réunions et de rencontres à l'extérieur des lieux du travail, les achats ainsi que le remboursement des dépenses de fonction du personnel d'encadrement et de la haute direction;

— Report ou étalement de certains projets dont des mesures du Discours sur le budget annoncées en juin 2014;

— Gel de recrutement dans la fonction publique.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

NUMÉRO 28 - Crédits affectés dépenses non récurrentes

Total des crédits affectés à des dépenses non récurrentes pour 2013-2014 et 2014-2015 (tous les ministères et organismes du Fonds consolidé).
Des mesures sont proposées au Discours sur le Budget, reliées aux objectifs gouvernementaux. Certaines de ces mesures sont mises en place pour une période déterminée, et tel qu'annoncé, des ajustements sont apportés lorsque ces mesures prennent fin.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO DP-30A - ETC hors régions métropolitaines

Concernant l'effectif de la fonction publique :
a) nombre d'ETC dont le port d'attache est situé hors des régions métropolitaines de Québec et de Montréal pour 2014-2015 et chacune des 5 années précédentes;

RÉGION ADMINISTRATIVE	2010-2011	2011-2012	2012-2013	2013-2014	2014-2015 Données de avril à décembre 2014
01-Bas-Saint-Laurent	1 571,0	1 548,6	1 544,0	1 572,1	1 198,2
02-Saguenay-Lac-Saint-Jean	1 433,4	1 409,8	1 419,0	1 428,6	1 096,3
04-Mauricie	1 607,3	1 618,6	1 599,4	1 604,7	1 198,9
05-Estrie	1 266,4	1 248,4	1 235,5	1 241,0	938,0
07-Outaouais	1 218,5	1 209,6	1 250,7	1 271,1	947,6
08-Abitibi-Témiscamingue	1 476,5	1 461,9	1 470,2	1 496,1	1 128,1
09-Côte-Nord	877,0	885,9	899,8	926,7	695,7
10-Nord-du-Québec	225,1	240,3	242,9	240,1	170,6
11-Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	1 103,0	1 087,9	1 086,3	1 106,6	837,6
17-Centre-du-Québec	703,7	675,9	674,5	676,0	506,6
90-Hors Québec	154,2	108,4	30,5	29,3	23,2
Total hors régions métropolitaines de Québec et de Montréal	**11 636,1**	**11 495,3**	**11 452,8**	**11 592,3**	**8 740,8**

[1] (ETC) Équivalent temps complet : Ces données incluent le nombre d'employés réguliers, occasionnels et étudiants assujettis à la LFP
Données présentées selon la structure budgétaire 2014-2015. Pour l'année 2014-2015, les données couvrent la période d'avril à décembre 201
Un nouveau système informatique a été mis en service au cours de l'année 2010-2011, lequel n'accepte pas les adresses de travail hors Québe
Par conséquent, la grande majorité des employés travaillant hors Québec sont maintenent comptabilisés en fonction de l'adresse du siège social de l'organisation pour laquelle ils travaillen

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO DP_30B - ETC région métropolitaine QC

Concernant l'effectif de la fonction publique : b) effectif de la fonction publique : nombre d'ETC[1] dont le port d'attache est situé dans la région métropolitaine de Québec pour 2014-2015 et chacune des 5 années précédentes.

	2010-2011	2011-2012	2012-2013	2013-2014	2014-2015 Données de avril à décembre 2014
03-Capitale-Nationale	26 520,3	26 680,0	27 132,3	27 798,2	20 768,3
12-Chaudière-Appalaches	1 506,9	1 483,0	1 496,5	1 528,7	1 128,6
Total région métropolitaine de Québec	**28 027,2**	**28 163,0**	**28 628,8**	**29 327,0**	**21 896,9**

[1] (ETC) Équivalent temps complet : Ces données incluent le nombre d'employés réguliers, occasionnels et étudiants assujettis à la LFP.
Données présentées selon la structure budgétaire 2014-2015.
Pour l'année 2014-2015, les données couvrent la période d'avril à décembre 2014.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO DP-30C - ETC région métropolitaine MTL

Concernant l'effectif de la fonction publique : c) effectif de la fonction publique : nombre d'ETC[1] dont le port d'attache est situé dans la région métropolitaine de Montréal pour 2014-2015 et chacune des 5 années précédentes.

	2010-2011	2011-2012	2012-2013	2013-2014	2014-2015 Données de avril à décembre 2014
06-Montréal	11 733,6	11 773,7	11 987,3	12 335,4	9 333,5
13-Laval	815,0	817,8	834,2	845,6	689,5
14-Lanaudière	971,4	967,4	972,0	992,2	740,1
15-Laurentides	1 520,1	1 544,9	1 586,0	1 622,4	1 216,6
16-Montérégie	3 536,7	3 548,7	3 588,6	3 559,2	2 663,4
Total région métropolitaine de Montréal	**18 576,8**	**18 652,5**	**18 968,1**	**19 354,8**	**14 643,1**

[1] (ETC) Equivalent temps complet : Ces données incluent le nombre d'employés réguliers, occasionnels et étudiants assujettis à la LFP.
Données présentées selon la structure budgétaire 2014-2015.
Pour l'année 2014-2015, les données couvrent la période d'avril à décembre 2014.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

NUMÉRO 31 – Nombre organismes gouvernementaux

Nombre et liste total d'organismes gouvernementaux budgétaires et non-budgétaires pour l'année 2014-2015 et pour chacune des 5 années précédentes.
L'information concernant le nombre et liste total des organismes gouvernementaux budgétaires et non budgétaires pour les 5 années précédentes est disponible au Volume 1 des Comptes publics pour chacune des années correspondantes.

Liste des organismes autres que budgétaires
au 31 mars 2015

Nom de l'organisme
Agence du revenu du Québec
Agence métropolitaine de transport
Autorité des marchés financiers
Bibliothèque et Archives nationales du Québec
Bureau de décision et de révision
Centre de la francophonie des Amériques
Centre de recherche industrielle du Québec
Centre de services partagés du Québec
Commission de la capitale nationale du Québec
Commission des lésions professionnelles
Commission des normes du travail
Commission des services juridiques
Conseil de gestion de l'assurance parentale
Conseil des arts et des lettres du Québec
Conservatoire de musique et d'art dramatique du Québec
Corporation d'urgences-santé
École nationale de police du Québec
École nationale des pompiers du Québec
Financement-Québec
Fondation de la faune du Québec
Fonds d'aide aux recours collectifs
Fonds de l'assurance médicaments
Fonds de recherche du Québec - Nature et technologies
Fonds de recherche du Québec - Santé
Fonds de recherche du Québec - Société et culture
Héma-Québec
Institut de la statistique du Québec
Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec
Institut national de santé publique du Québec
Institut national des mines
Institut national d'excellence en santé et en services sociaux
La Financière agricole du Québec
Musée d'Art contemporain de Montréal
Musée de la Civilisation
Musée national des beaux-arts du Québec
Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris
Office des professions du Québec
Office Québec-Amériques pour la jeunesse
Office Québec-Monde pour la jeunesse
Régie de l'assurance maladie du Québec
Régie de l'énergie
Régie des installations olympiques
Régie du bâtiment du Québec
Régie du cinéma
Société de développement de la Baie-James
Société de développement des entreprises culturelles
Société de financement des infrastructures locales du Québec
Société de la Place des Arts de Montréal
Société de l'assurance automobile du Québec
Société de télédiffusion du Québec
Société des établissements de plein air du Québec
Société des Traversiers du Québec
Société d'habitation du Québec
Société du Centre des congrès de Québec
Société du Grand Théâtre de Québec
Société du Palais des congrès de Montréal
Société du parc industriel et portuaire de Bécancour
Société du Plan Nord

Source : Sous-secrétariat aux politiques budgétaires et aux programmes
Date : 10 Avril 2015

Liste des organismes autres que budgétaires
au 31 mars 2015

Nom de l'organisme
Société nationale de l'amiante
Société québécoise de récupération et de recyclage
Société québécoise des infrastructures
Société québécoise d'information juridique

Source : Sous-secrétariat aux politiques budgétaires et aux programmes
Date : 10 Avril 2015

Liste des organismes budgétaires
au 31 mars 2015

Nom de l'organisme
Bureau d'audiences publiques sur l'environnement
Bureau des enquêtes indépendantes
Comité consultatif sur l'accessibilité financière aux études
Comité de déontologie policière
Comité de la rémunération des juges
Comité de la rémunération des procureurs aux poursuites criminelles et pénales
Commissaire à la déontologie policière
Commissaire à la lutte contre la corruption
Commissaire à la santé et au bien-être
Commissaire à l'éthique et à la déontologie
Commissaire au lobbyisme du Québec
Commission consultative de l'enseignement privé
Commission d'accès à l'information
Commission de la fonction publique
Commission de la représentation électorale
Commission de l'équité salariale
Commission de l'éthique en science et en technologie
Commission de protection du territoire agricole du Québec
Commission de toponymie
Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse
Commission des partenaires du marché du travail
Commission des relations du travail
Commission des transports du Québec
Commission d'évaluation de l'enseignement collégial
Commission municipale du Québec
Commission québécoise des libérations conditionnelles
Conseil de la justice administrative
Conseil de la magistrature
Conseil du patrimoine culturel du Québec
Conseil du statut de la femme
Conseil supérieur de la langue française
Conseil supérieur de l'éducation
Coroner
Curateur public
Directeur des poursuites criminelles et pénales
Directeur général des élections
Office de la protection du consommateur
Office des personnes handicapées du Québec
Office québécois de la langue française
Protecteur du citoyen
Régie des alcools, des courses et des jeux
Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec
Régie du logement
Tribunal administratif du Québec
Tribunal des droits de la personne
Vérificateur général

Source : Sous-secrétariat aux politiques budgétaires et aux programmes
Date : 10 Avril 2015

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO P32 - Employés congédiés

Pour l'année 2013-2014 et 2014-2015, le nombre d'employés de la fonction publique[1] qui ont été congédiés, par classe d'emploi et selon le motif du renvoi.

CLASSE D'EMPLOI	NOMBRE D'EMPLOYÉS
100-Conseiller gestion ress. humaines	2
104-Agent d'information	1
105-Agent rech.et planific.socio-économ.	9
106-Agronome	1
108-Analyste informat.et proc.administr.	7
111-Attaché d'administration	5
115-Avocat et notaire	1
120-Médecin	1
126-Travailleur social	1
133-Conseiller affaires internationales	1
186-Ingénieur	2
200-Agent de bureau	22
207-Agent d'indemnisation	1
208-Agent rentes, retraite et assurances	2
211-Auxiliaire de bureau	1
214-Agent d'aide socio-économique	15
221-Agent de secrétariat	22
223-Préposé aux permis et à l'immatriculation	10
249-Préposé aux renseignements	10
253-Préposé aux télécommunications	8
258-Technicien de laboratoire	2
261-Technicien entretien des aéronefs	1
263-Technicien des travaux publics	1
264-Technicien en administration	13
265-Technicien arts appliqués et graph.	1
266-Technicien en eau et assainissement	1
269-Technicien en foresterie	3
271-Technicien en information	1
272-Technicien en informatique	3
273-Technicien en mécanique du bâtiment	1
283-Technicien en droit	3
300-Agent de protection de la faune	2
307-Agent des services correctionnels	20
310-Contrôleur routier	1
421-Electricité	1

430-Patrouille	4
434-Entretien mécanique équip. motorisés	5
443-Foresterie	1
445-Faune	1
446-Cuisine	2
451-Surveillance de la propriété	1
459-Constr.entretien routes et struct.	13
630-Cadre	3
675-Personnel enseignant	1
833-Huissier-audiencier	3
Total	210

1- Employés assujettis à la LFP (réguliers et occasionnels) excluant la CSST.
2- La classe d'emploi est l'équivalent du corps d'emploi.
Les codes de départs relatifs au congédiement retenus sont : Révocation «33» et Destitution «39».
Les données sont présentées selon la structure budgétaire 2014-2015.
Les données couvrent la période du 1er avril 2014 au 18 mars 2015 inclusivement (paie 26).

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO DP-33 - Occasionnel devenu permanent

Nombre d'occasionnels de la fonction publique qui ont obtenus un statut permanent en 2013-2014 et 2014-2015. Ventilation par genre.

CATÉGORIE D'EMPLOI	2012-2013		2013-2014		2014-2015	
	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes
Haute direction		1		1	1	
Cadre	2			1	1	
Professionnel	363	546	336	493	138	253
Enseignant	56	83	16	13		
Technicien	228	352	366	571	86	205
Personnel de bureau	86	619	224	1 049	62	248
Agent de la paix	178	75	200	108	124	86
Ouvrier	91	5	399	22	29	5
Total	1 004	1 681	1 541	2 258	441	797
Grand total	2 685		3 799		1 238	

Employés assujettis à la LFP.
Données selon la structure budgétaire 2014-2015.
Les données présentées prennent en considération les employés occasionnels qui sont devenus temporaires le 1er avril ou au cours de l'année budgétaire.
Pour l'année 2014-2015, les données couvrent la période d'avril à décembre 2014.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 34 - Entités recommandées

Liste des entités relevant du gouvernement, qui ont fait l'objet d'une recommandation durant les six dernières années. Mentionnez la date, un résumé de la recommandation ainsi que l'état de la situation.
Nous vous informons qu'en vertu du paragraphe 3 du premier alinéa de l'article 33 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (L.R.Q.; C. A-2.1) ci-après désignée « Loi sur l'accès », les recommandations du Conseil du trésor ne vous sont pas communiquées, et ce, avant l'expiration d'un délai de vingt-cinq (25) ans de leur date. De plus, ces recommandations sont partie intégrante de décisions du Conseil du trésor qui, en vertu de l'alinéa 2 de l'article 30 de la Loi sur l'accès ne vous sont pas communiquées, et ce, également, avant l'expiration d'un délai de vingt-cinq ans de leur date.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSTION

NUMÉRO 35 - Études privatisation

Copie de toutes les études ou analyses produites en 2013-2014 et 2014-2015 portant sur des scénarios de privatisation d'activités assumées par le gouvernement du Québec.
S'il en était, les études ou les analyses ne peuvent être communiquées en vertu des articles 37 et 39 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

NUMÉRO 36 – Études rétention des employés

Copie de toutes les études sur la rétention des employés en 2013-2014 et 2014-2015.
Nous vous informons que ces renseignements ne vous sont pas communiqués, et ce, en vertu de les articles 20 et 27 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (Chapitre A-2.1).

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSTION

NUMÉRO 37 - Évolution d'employés par ministère depuis 2003 par statut d'emploi

Évolution du nombre d'employés par ministère, par organismes autre que budgétaire, fonds spéciaux, réseaux de la santé et des services sociaux et, réseau de l'Éducation depuis 2003-2004. Ventiler par statut d'emploi.

Effectifs du secteur public et des réseaux
(en ETC)

Année	Fonction publique[1]	Réseau de la santé[2]	Réseaux de l'éducation[3]	Total[4]
2002-2003	59 790	184 151	136 096	380 037
2003-2004	60 826	187 958	136 704	385 488
2004-2005	59 088	190 644	135 453	385 185
2005-2006	57 846	193 891	134 558	386 295
2006-2007	57 378	196 353	138 530	392 261
2007-2008	57 292	199 924	139 887	397 103
2008-2009	57 910	204 765	141 797	404 472
2009-2010	58 544	209 894	143 629	412 067
2010-2011	58 209	212 223	145 343	415 775
2011-2012	58 282	216 475	147 108	421 865
2012-2013	59 038	220 017	149 264	428 352
2013-2014	60 276	n.d.	n.d.	n.d.

(1) Aux ministères, aux organismes budgétaires et aux fonds spéciaux (sauf le Fonds des services de police), s'ajoutent douze organismes autres que budgétaires (Centre de services partagés du Québec, Commission des normes du travail, Fonds d'aide aux recours collectifs, Institut de la Statistique du Québec, Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec, La Financière agricole du Québec, Office des professions du Québec, Régie de l'assurance maladie du Québec, Régie du bâtiment du Québec, Régie du cinéma, Société de l'assurance automobile du Québec, Société d'habitation du Québec) et trois fiducies (Régie des rentes du Québec, Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances et Le Curateur public du Québec).

(2) Excluant les médecins et les autres professionnels de la santé (environ 25 000 personnes).

(3) Excluant le personnel des établissements d'enseignement universitaire.

(4) Excluant le Fonds des services de police et 50 organismes autres que budgétaires non assujettis à la Loi sur la fonction publique (environ 25 000 personnes) dont l'Agence du revenu du Québec, et les sociétés d'État dont Hydro-Québec, Loto-Québec, la Société des alcools du Québec et Investissement Québec.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSTION

NUMÉRO 41 - Service de communication et de planification stratégique

Fournir, pour les exercices compris entre 2010-2011 et 2014-2015, les montants dépensés par ministère et organisme en service de communication et de planification stratégique.	
Description du mandat	Montant
Il n'y a aucun contrat en service de communication et de planification stratégique pour l'année 2014-2015.	

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSTION

NUMÉRO 42 - Service de génie de toutes sortes

Fournir, pour les exercices compris entre 2010-2011 et 2014-2015, les montants dépensés par ministère et organisme en service de génie de toutes sortes	
Description du mandat	Montant
Il n'y a aucun contrat en service de génie pour l'année 2014-2015.	

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSTION

NUMÉRO 43 - Agences de publicité

Fournir, pour les exercices compris entre 2010-2011 et 2014-2015, les montants dépensés par ministère et organisme en agence de publicité.	
Description du mandat	Montant
Il n'y a aucun contrat avec des agences de publicité pour l'année 2014-2015.	

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

NUMÉRO 45 - Nouvelles structures administratives

Liste de toutes les nouvelles structures administratives créées depuis le début de l'année financière 2003-2004 en indiquant le moment de la création et chacun de leur budget annuel depuis cette date.

NOM DE LA NOUVELLE STRUCTURE ADMINISTRATIVE	Budget annuel de dépenses 2015-2016	DATE DE CRÉATION	DATE D'ENTRÉE EN ACTIVITÉ
Services Québec	L'information concernant les organismes budgétaires est disponible au volume Crédits des ministères et organismes du Budget de dépenses 2015-2016.	17 décembre 2004	2 mai 2005
Société de financement des infrastructures locales		17 décembre 2004	17 décembre 2004
Directeur des poursuites criminelles et pénales		6 décembre 2005	5 mars 2007
Centre de services partagés du Québec		24 mai 2005	27 juin 2005
Commissaire à la santé et au bien-être		17 juin 2005	13 août 2006
Centre de la francophonie des Amériques		2006	19 mars 2008
Conseil des appellations réservées et des termes valorisants		8 novembre 2006	2008
Office Québec-Monde pour la jeunesse		26 mai 2009	26 mai 2009
Infrastructure Québec		4 décembre 2009	17 mars 2010
Institut national des mines	L'information concernant les organismes autres que budgétaires est disponible au volume Budget des organismes autres que budgétaires du Budget de dépenses 2015-2016.	26 mai 2009	28 juin 2010
Institut national d'excellence en santé et en services sociaux		11 juin 2010	19 janvier 2011
Agence du revenu du Québec		8 décembre 2010	1er avril 2011
Commissaire à la lutte contre la corruption		8 juin 2011	13 juin 2011
Commission de l'éthique en science et en technologie		8 juin 2011	1er juillet 2011
Comité de la rémunération des procureurs aux poursuites criminelles et pénales		1er décembre 2011	2 décembre 2011

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

NUMÉRO 45 - Nouvelles structures administratives

Liste de toutes les nouvelles structures administratives créées depuis le début de l'année financière 2003-2004 en indiquant le moment de la création et chacun de leur budget annuel depuis cette date.			
NOM DE LA NOUVELLE STRUCTURE ADMINISTRATIVE	Budget annuel de dépenses 2015-2016	DATE DE CRÉATION	DATE D'ENTRÉE EN ACTIVITÉ
Société québécoise des infrastructures	L'information concernant les organismes budgétaires est disponible au volume Crédits des ministères et organismes du Budget de dépenses 2015-2016.	30 octobre 2013	13 novembre 2013
Comité consultatif sur l'accessibilité financière aux études		6 décembre 2013	5 janvier 2014
Bureau des enquêtes indépendantes		15 mai 2013	12 janvier 2015
Société du Plan Nord	L'information concernant les organismes autres que budgétaires est disponible au volume Budget des organismes autres que budgétaires du Budget de dépenses 2015-2016.	5 décembre 2014	1 avril 2015

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

NUMÉRO 46 - Écart salarial Rev. QC et Rev. Can

Écart salarial par type d'emploi entre les employés de Revenu Québec et Revenu Canada.
Le Secrétariat du Conseil du trésor ne possède pas de données pour répondre à cette demande.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

NUMÉRO 47A - Comparaison des écarts salariaux dans le domaine de la santé

Comparaison des écarts salariaux entre les employés de la fonction publique et leurs équivalents des autres provinces canadiennes depuis 2003: • du domaine de la santé; 1. infirmiers; 2. médecins omnipraticiens; 3. médecins spécialistes; 4. cadres.
L'information concernant les salaires des médecins se trouve sur le site Internet de l'Institut canadien d'information sur la santé (ICIS) : https://secure.cihi.ca/estore/productFamily.htm?locale=fr&pf=PFC2675 Seuls les médecins dont les revenus annuels excèdent 60 000 $ sont pris en considération. Les informations contenues dans ce site constituent la source de données privilégiée par le gouvernement. Concernant les infirmières et les cadres, nous vous informons que ces renseignements ne vous sont pas communiqués, et ce, en vertu de l'article 18 de Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (Chapitre A-2.1), puisqu'ils ont été obtenus d'un gouvernement autre que celui du Québec ou d'un organisme d'un tel gouvernement. De plus, les renseignements visant les infirmières sont également visés par l'article 27 de cette loi.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

NUMÉRO 47B - Comparaison des écarts salariaux dans le domaine de la sécurité publique

Comparaison des écarts salariaux entre les employés de la fonction publique et leurs équivalents des autres provinces canadiennes depuis 2003: • du domaine de la sécurité publique; 1. policiers; 2. juristes; 3. procureurs; 4. cadres.
Nous vous informons que ces renseignements ne vous sont pas communiqués, et ce, en vertu de l'article 18 de Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (Chapitre A-2.1), puisqu'ils ont été obtenus d'un gouvernement autre que celui du Québec ou d'un organisme d'un tel gouvernement. De plus, les renseignements visant les policiers, les juristes et les procureurs sont également visés par l'article 27 de cette loi.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

NUMÉRO 47C - Comparaison des écarts salariaux dans le domaine de l'éducation

Comparaison des écarts salariaux entre les employés de la fonction publique et leurs équivalents des autres provinces canadiennes depuis 2003: • du domaine de l'éducation; 1. professeurs; 2. chargés de cours; 3. recteurs; 4. doyens; 5. cadres.
Le Secrétariat du Conseil du trésor ne dispose pas de données pour les chargés de cours, recteurs, doyens et cadres des universités. Les conditions de travail et les barèmes de rémunération n'ont pas à être approuvés par le Conseil du trésor. Concernant les enseignants, nous vous informons que ces renseignements ne vous sont pas communiqués, et ce, en vertu de l'article 18 de Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (Chapitre A-2.1), puisqu'ils ont été obtenus d'un gouvernement autre que celui du Québec ou d'un organisme d'un tel gouvernement. De plus, ces renseignements sont également visés par l'article 27 de cette loi.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

NUMÉRO 47D - Comparaison des écarts salariaux dans le domaine de l'administration

Comparaison des écarts salariaux entre les employés de la fonction publique et leurs équivalents des autres provinces canadiennes depuis 2003: • du domaine administratif; 1. gestionnaire et cadre; 2. professionnel.
Nous vous informons que ces renseignements ne vous sont pas communiqués, et ce, en vertu de l'article 18 de Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (Chapitre A-2.1), puisqu'ils ont été obtenus d'un gouvernement autre que celui du Québec ou d'un organisme d'un tel gouvernement. De plus, ces renseignements sont également visés par l'article 27 de cette loi.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

NUMÉRO 47E - Comparaison des écarts salariaux dans le milieu scientifique et technique

Comparaison des écarts salariaux entre les employés de la fonction publique et leurs équivalents des autres provinces canadiennes depuis 2003: • du milieu scientifique et technique; 1. ingénieur; 2. technicien; 3. gestionnaire de projet.
Nous vous informons que ces renseignements ne vous sont pas communiqués, et ce, en vertu de l'article 18 de Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (Chapitre A-2.1), puisqu'ils ont été obtenus d'un gouvernement autre que celui du Québec ou d'un organisme d'un tel gouvernement. De plus, ces renseignements sont également visés par l'article 27 de cette loi.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

NUMÉRO 47F - Comparaison des écarts salariaux dans le domaine de l'informatique

Comparaison des écarts salariaux entre les employés de la fonction publique et leurs équivalents des autres provinces canadiennes depuis 2003: • du domaine de l'informatique; 1. analyste; 2. technicien.
Nous vous informons que ces renseignements ne vous sont pas communiqués, et ce, en vertu de l'article 18 de Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (Chapitre A-2.1), puisqu'ils ont été obtenus d'un gouvernement autre que celui du Québec ou d'un organisme d'un tel gouvernement. De plus, ces renseignements sont également visés par l'article 27 de cette loi.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSTION

NUMÉRO 51 - Actifs radiés en informatique

Pour les exercices allant de 2009-2010 à 2014-2015, la valeur des actifs liés aux projets informatiques qui ont été radiés du bilan de chacun des ministères et organismes.	
Projet	Montant radié
Aucun	

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

NUMÉRO 52 - Crédits prévus dans le budget de dépenses

Pour les exercices allant de 2009-2010 à 2014-2015 et pour chacun des ministères et organismes; fournir les montants des crédits prévus dans le budget des dépenses
L'information est disponible au volume Crédits des ministères et organismes du Budget de dépenses. Par ailleurs, l'annexe B-3 des renseignements supplémentaires 2015-2016 présente le budget de dépenses 2015-2016, la dépense probable 2014-2015 ainsi que les dépenses réelles depuis 2001-2002 reclassées selon la structure budgétaire 2015-2016.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

NUMÉRO 53 - Crédits réellement dépensés du ministère et organismes

Pour les exercices allant de 2009-2010 à 2013-2014 et pour chacun des ministères et organismes; fournir les montants des crédits réellement dépensés.

L'information est disponible aux Comptes publics.

Par ailleurs, l'annexe B-3 du volume Renseignements supplémentaires 2015-2016 présente le budget de dépenses 2015-2016, la dépense probable 2014-2015 ainsi que les dépenses réelles depuis 2001-2002 reclassées selon la structure budgétaire 2015-2016.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

NUMÉRO 54 - Crédits prévus en fonds spéciaux

Pour les exercices allant de 2009-2010 à 2014-2015 et pour chacun des ministères et organismes; fournir les montants des crédits prévus en fonds spéciaux qui sont rattachés à ces ministères.
L'information est disponible au volume Budget des fonds spéciaux du Budget de dépenses.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

NUMÉRO 55 - Crédits réellement dépensés - fonds spéciaux

Pour les exercices allant de 2009-2010 à 2014-2015 et pour chacun des ministères et organismes; fournir les montants des crédits réellement dépensées dans les fonds spéciaux qui sont rattachés à ces ministères
L'information est disponible aux Comptes publics.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

NUMÉRO 56 - Crédits prévus aux organismes autres que budgétaires

Pour les exercices allant de 2009-2010 à 2014-2015 et pour chacun des ministères et organismes; fournir les montants des crédits prévues aux organismes autres que budgétaires et qui sont rattachés à ces ministères.
L'information est disponible au volume Budget des organismes autres que budgétaires du Budget de dépenses.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

NUMÉRO 57 - Crédits réellement dépensés - organismes autres que budgétaires

Pour les exercices allant de 2009-2010 à 2014-2015 et pour chacun des ministères et organismes; fournir les montants des crédits réellement dépensées dans les organismes autres que budgétaires qui sont rattachés à ces ministères.
L'information est disponible aux Comptes publics.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

NUMÉRO 58 - Crédits prévus aux réseaux de la Santé et des services sociaux et de l'Éducation

Pour les exercices allant de 2009-2010 à 2014-2015 et pour chacun des ministères et organismes; fournir les montants des crédits prévues aux réseaux de la Santé et des services sociaux et de l'Éducation et qui sont rattachés à ces ministères.
L'information est disponible au volume Crédits des ministères et organismes du Budget de dépenses aux portefeuilles « Éducation, Enseignement supérieur et Recherche » ainsi que « Santé et Services sociaux » de même qu'à l'appendice B.3 du volume Renseignements supplémentaires.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

NUMÉRO 59 - Crédits réellement dépensés - réseaux de la Santé et des services sociaux et de l'Éducation

Pour les exercices allant de 2010-2011 à 2014-2015 et pour chacun des ministères et organismes; fournir les montants des crédits réellement dépensées dans les réseaux de la Santé et des services sociaux et de l'Éducation et qui sont rattachés à ces ministères.
L'information est disponible aux Comptes publics ainsi qu'à l'appendice B.3 du volume Renseignements supplémentaires..

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

NUMÉRO 60 - Crédits prévus aux comptes à fin déterminée

Pour les exercices allant de 2010-2011 à 2014-2015 et pour chacun des ministères et organismes; fournir les montants des crédits prévues aux comptes à fin déterminée et qui sont rattachés à ces ministères.
Il n'y a pas de crédits prévus pour les comptes à fin déterminée. L'information sur les comptes à fin déterminée est disponible au volume Renseignements supplémentaires du Budget de dépenses.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

NUMÉRO 61 - Crédits réellement dépensés - comptes à fin déterminée

Pour les exercices allant de 2010-2011 à 2014-2015 et pour chacun des ministères et organismes; fournir les montants des crédits réellement dépensées dans comptes à fin déterminée et qui sont rattachés à ces ministères.
Il n'y a pas de crédits prévus pour les comptes à fin déterminée. L'information sur les comptes à fin déterminée est disponible aux Comptes publics.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSTION

NUMÉRO 67 - Équité salariale; état de situation

Pour chacun des grands secteurs de l'État, état de la situation et avancement des travaux relatifs à l'équité salariale.

PROGRAMMES TERMINÉS

Pour les secteurs public et parapublic, la Loi sur l'équité salariale (LES) définit deux entreprises; celle de la fonction publique et celle du secteur parapublic. L'entreprise du secteur parapublic regroupe le personnel des secteurs de l'éducation (commissions scolaires et collèges) et de la santé et des services sociaux. Pour les deux entreprises, le Conseil du trésor a mis en place 12 programmes d'équité salariale différents; neuf pour l'entreprise de la fonction publique et trois pour l'entreprise du secteur parapublic.

ENTREPRISE DU SECTEUR PARAPUBLIC (RÉSEAUX DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX, DES COMMISSIONS SCOLAIRES ET DES COLLÈGES)

Pour l'entreprise du secteur parapublic, le programme le plus important est celui visant tout le personnel syndiqué des secteurs de la santé et des services sociaux et de l'éducation ainsi que celui non syndiqué appartenant aux mêmes catégories d'emplois. Les travaux ont été complétés, suivant les exigences de la LES, en décembre 2006. Plus de 327 000 personnes ont reçu un ajustement au printemps 2007.

Le personnel d'encadrement de l'entreprise du secteur parapublic est visé par deux programmes : le programme général du secteur de la santé et des services sociaux et le programme général du secteur de l'éducation (commissions scolaires et collèges). Il est à noter qu'outre le personnel d'encadrement, le programme général du secteur de la santé vise également certains groupes de professionnels non-syndicables, tel les pharmaciens d'établissement et les sages-femmes. Ce programme a été complété à l'automne 2010 et les ajustements salariaux ont été payés à l'automne 2011.

Le programme général du secteur de l'éducation (commissions scolaires et collèges) a été complété au printemps 2013 et les ajustements salariaux ont été payés à l'automne 2013.

ENTREPRISE DE LA FONCTION PUBLIQUE

Dans l'entreprise de la fonction publique, le programme le plus important est celui visant les salariés représentés par le Syndicat de la fonction publique et parapublique du Québec (47 000 salariés). Le programme vise le personnel fonctionnaire et ouvrier. Les travaux de ce comité ont été complétés en novembre 2006. Plus de 28 000 personnes ont touché un ajustement qui a été versé au printemps 2007.

Le deuxième programme de la fonction publique vise les professionnels. Les travaux ont été menés conjointement avec le Syndicat des professionnelles et professionnels du gouvernement du Québec (17 000 salariés). Les différentes étapes prévues par la LES ont été finalisées au début de décembre 2006. Près de 2 400 personnes ont touché un ajustement qui a été versé au printemps 2007.

Le troisième programme de l'entreprise de la fonction publique s'adresse à quatre des cinq groupes d'agents de la paix. Les travaux ont été complétés et les ajustements ont été payés en 2013.

Pour chacun des grands secteurs de l'État, état de la situation et avancement des travaux relatifs à l'équité salariale.

PROGRAMMES TERMINÉS OU EN COURS (SUITE)

Enfin, cinq autres programmes distincts complètent le portrait de l'équité salariale pour l'entreprise du secteur de la fonction publique; les ingénieurs, les professeurs de l'État, les médecins, les dentistes et les contrôleurs routiers. Ces programmes visent un nombre restreint de personnes salariées. Il importe de préciser qu'aucun de ces programmes ne comporte de catégories d'emplois à prédominance féminine. Les cinq programmes ont été terminés au cours de l'année 2010.

ÉVALUATION DU MAINTIEN DE L'ÉQUITÉ SALARIALE DE 2010

ENTREPRISES DU SECTEUR PARAPUBLIC ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

Pour les 12 programmes d'équité salariale sous la responsabilité du gouvernement, la première évaluation du maintien de l'équité salariale a été réalisée entre 2010 et 2013. Tel que le permettait la LES, l'employeur, le Conseil du trésor, a réalisé seul cette évaluation. Il a été requis de verser des ajustements salariaux pour cinq des 12 programmes, soit le programme de l'entreprise du secteur parapublic, le programme du Syndicat de la fonction publique et parapublique du Québec (SFPQ), le programme général du secteur de la santé et des services sociaux, le programme général du secteur de l'éducation et le programme général du secteur de la fonction publique. Pour quatre de ces cinq programmes, le paiement des ajustements a été effectué entre 2011 et 2013. Pour le programme général du secteur de l'éducation, le paiement des ajustements sera effectué au cours de l'année financière 2015-2016.

À la suite de l'évaluation du maintien 2010, plus de 5 000 plaintes ont été déposées à la Commission de l'équité salariale (CES) par des syndicats, des associations et des salariés de quatre programmes. Ces plaintes visent au total 663 catégories d'emplois et 475 600 individus:

- Programme de l'entreprise du secteur parapublic : 189 catégories, 455 200 individus;
- Programme général du secteur de la santé et des services sociaux : 438 catégories, 6 800 individus;
- Programme du SFPQ : 32 catégories, 11 800 individus;
- Programme du SPGQ : 4 catégories, 1 800 individus.

ÉVALUATION DU MAINTIEN DE L'ÉQUITÉ SALARIALE DE 2015 et 2016

ENTREPRISES DU SECTEUR PARAPUBLIC ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

Pour le programme du Syndicat de professionnelles et professionnels du gouvernement du Québec (SPGQ), des travaux conjoints préparatoires ont débuté en 2013 et se poursuivront en 2015. Pour le programme du Syndicat de la fonction publique et parapublique du Québec (SFPQ), des travaux conjoints préparatoires ont aussi débuté en 2013 mais le SFPQ s'étant retiré en 2014, le Conseil du trésor mène donc seul les travaux. Pour le programme de l'entreprise du secteur parapublic, des travaux préparatoires conjoints ont été menés en 2013 mais le Conseil du trésor poursuit seul les travaux depuis 2014.

Pour les neuf autres programmes sous la responsabilité du Conseil du trésor, les prochaines évaluations du maintien débuteront en 2015.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSTION

NUMÉRO 67 - Équité salariale; état de situation

Pour chacun des grands secteurs de l'État, état de la situation et avancement des travaux relatifs à l'équité salariale.

COÛT DES AJUSTEMENTS

Les ajustements salariaux émanant de la réalisation de l'équité salariale et de l'évaluation du maintien de l'équité salariale de 2010 coûtent à chaque année au gouvernement plus de 1,1 G$.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSTION
NUMÉRO 68 - Nouvelles publications

Liste des nouvelles publications du Secrétariat en 2013-2014 et 2014-2015 et coût associés à chacune d'elles.			
Publication	Imprimé	En ligne	Coûts d'impression
Bulletin Info-GRH		x	
Info-carrières (infolettre du portail Carrières)		x	
Info-marchés publics		x	
Rapport du président du Conseil du trésor et ministre responsable de l'Administration gouvernementale et de la Révision des programmes, concernant l'application de la Loi sur l'administration publique 2012-2014	x	x	1938,94 $
Rapport annuel de gestion 2013-2014	x	x	3 309,21 $
Budget de dépenses 2014-2015 (8 volumes) incluant le Plan québécois d'infrastructures 2014-2024	x	x	80 947,58 $
Guide d'élaboration et de mise en œuvre – Cadres de gestion des infrastructures publiques		x	
Directive sur la gestion des projets majeurs d'infrastructure publique		x	
L'effectif de la fonction publique 2012-2013	x	x	2 910,02 $
Examens de sélection (27 volumes)		x	
Architecture d'entreprise gouvernementale 3.0 (17 volumes)		x	
Sécurité de l'information (5 volumes)		x	
Guide sur la gestion axée sur les résultats	x	x	1 580,91 $
Guide sur les risques et les contrôles en gestion contractuelle		x	
Guide de vérification du processus de gestion contractuelle		x	
Guide sur les catégories et les codes UNSPSC des contrats à publier au système électronique d'appel d'offres		x	
Rapport concernant l'application de la Loi sur les contrats des organismes publics – Septembre 2014	x	x	712,85 $
Cadre de référence en gestion de l'invalidité et de la réintégration au travail		x	
Cadre de référence en prévention – Gestion de la santé des personnes au travail		x	
Services-conseils en santé des personnes au travail – Secrétariat du Conseil du trésor		x	
Réédition du Guide de gestion intégrée des absences pour cause d'invalidité	x	x	1 290,00 $
Déclaration de services aux citoyens	x	x	140,85 $

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSTION
NUMÉRO 69 - Création table de travail indexation rentes des retraités

Copie de tous les travaux, études analyse et recherche réalisé par le Conseil du Trésor concernant la création d'une table de travail dans le dossier de l'indexation des rentes des retraités de l'État.

La Commission des finances publiques a recommandé en juin 2010 la création d'un Comité consultatif sur les services aux retraités et les enjeux de l'indexation, distinct des comités de retraite, au sein de la Commisssion administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA). La recommandation prévoyait que ce comité pourrait être constitué de représentants des associations de retraités, des syndicats et du gestionnaire des régimes et pourrait agir comme interface de discussion et de travail entre les principaux acteurs concernés par ces questions. Le comité devait répondre au conseil d'administration de la CARRA et le résultat de ses travaux pouvait figurer au rapport annuel de cet organisme.

Afin de donner suite à cette recommandation, le conseil d'administration de la CARRA a constitué, le 8 juin 2011, le Comité consultatif sur les services aux retraités et les enjeux de l'indexation. Celui-ci est composé de 17 membres dont un président et 16 autres membres provenant des associations syndicales et des associations de cadres. Le comité devrait faire rapport sur l'évolution de ses travaux et de ses propositions communes auprès du conseil d'administration, lequel doit s'assurer d'une reddition de comptes appropriée dans le rapport annuel de la gestion de la CARRA.

À la suite de nombreux échanges, une proposition s'est dégagée par une majorité des membres comme pouvant être inscrite au rapport final à titre de recommandation.

Cette proposition est :

« Il est proposé que le comité consultatif sur les services aux retraités et les enjeux de l'indexation recommande que le gouvernement s'engage à adopter les décrets requis ainsi qu'à proposer à l'Assemblée nationale, pour adoption, les dispositions législatives permettant d'apporter à la Loi sur le Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP) les modifications visant à ce que le gouvernement indexe les rentes de la manière et aux conditions définies pour les prestations à la charge des personnes participantes, prévues à l'article 77.0.1 de la loi sur le RREGOP.

Les membres du comité conviennent, par ailleurs, que le consensus dégagé en faveur de la proposition précédente ne peut être interprété comme un abandon des autres revendications ou préoccupations par l'une ou l'autre des parties représentées au comité. »

Cette proposition a été exposée par les membres du comité à leurs instances respectives. À l'issue de cette consultation, deux associations de retraités ont refusé la proposition.

Le Comité a déposé le 30 septembre 2012 son rapport auprès du conseil d'administration de la CARRA. Étant donné qu'il n'y a pas eu de consensus concernant les pistes de solution proposées, il n'y a donc pas eu de recommandation à formuler à l'issue des travaux du comité.

Aucune demande de prolongation de la part du comité n'a été formulée. Le gouvernement demeure toutefois ouvert aux discussions avec les retraités.

Le Conseil du trésor avait un représentant sur ce comité qui agissait à titre d'observateur. Dans ce cadre, le Secrétariat du Conseil du trésor n'a pas eu à produire de document.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

NUMÉRO 70 – Logiciel libre

Copie de tous les travaux, études analyse et recherche réalisé par le Conseil du Trésor concernant l'utilisation du logiciel libre.
Depuis la création du centre d'expertise en logiciel libre (avril 2013), la responsabilité des mandats (travaux, études et analyses) a été transférée à ce centre. Le SCT intervient essentiellement au chapitre des orientations à élaborer. À noter toutefois, l'intégration de la Communauté du logiciel libre à la plateforme de collaboration gouvernementale le 22 septembre 2014.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

NUMÉRO 71 – Études, analyses et recherche CSPQ

Copie de tous les travaux, études, analyses et recherche réalisé pour et par le Conseil du trésor concernant le CSPQ.
Le Sous-secrétariat du dirigeant principal de l'information n'a produit ou demandé aucune étude concernant le Centre de services partagés du Québec.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

NUMÉRO 72 – Études, analyses et recherche sur l'informatique

Copie de tous les travaux, études, analyses et recherche réalisé pour et par le Conseil du trésor sur l'informatique en 2014-2015.
Liste des travaux, études. analyses et recherches sur l'informatique, 1er avril 2014 au 28 février 2015 : Travaux disponibles sur : https://di.collaboration.gouv.qc/bibliotheque/ Architecture d'entreprise gouvernementale : o Volet Vision ▪ Architecture d'entreprise gouvernementale AEG 3.0 (mai 2014) o Volet Affaires ▪ Orientations stratégiques AEG 3.0 (septembre 2014) ▪ Architecture cible AEG 3.0 (octobre 2014) ▪ Principes d'architecture AEG 3.0 (octobre 2014) ▪ Orientations préliminaires de la plateforme de collaboration gouvernementale : AEG 3.0 (octobre 2014) ▪ Orientations préliminaires de la plateforme de participation gouvernementale : AEG 3.0 (octobre 2014) o Volet Infrastructures ▪ Infrastructure orientée service (IOS) AEG 3.0 (octobre 2014) ▪ Guide de l'infonuagique : ✓ Volume 1 – Notions fondamentales (octobre 2014) ✓ Volume 2 – Considérations en protection des renseignements personnels (octobre 2014) ✓ Volume 3 - Considérations de contrôle et de sécurité (octobre 2014) ✓ Volume 4 - Considération en gestion contractuelle (octobre 2014) ▪ Pratiques écoresponsables recommandées en technologies de l'information et des communications (octobre 2014) o Volet applications : ▪ Guide sur la mise en commun de services partagés AEG 3.0 (novembre 2014) ▪ Guide sur l'approche orientée services (AOS) AEG 3.0 (novembre 2014) o Volet information : ▪ Cadre de gestion des sources officielles d'information AEG 3.0 (novembre 2014) ▪ Cadre de gestion du modèle gouvernemental conceptuel de données AEG 3.0 (novembre 2014) o Segment Interopérabilité ▪ Cadre commun d'interopérabilité du gouvernement du Québec AEG 3.0 (septembre 2014)

Pratiques recommandées en sécurité de l'information (diffusées sur la plateforme WEB CODIE mais en cours de traitement pour l'accessibilité au WEB)

- Guide de catégorisation de l'information (août 2014)
- Guide d'élaboration d'un tableau de bord de sécurité de l'information (août 2014)
- Guide d'élaboration d'une politique de sécurité de l'information (août 2014)
- Guide d'élaboration d'un cadre de gestion de la sécurité de l'information (août 2014)
- Guide établissant les critères de désignation des principaux intervenants en sécurité de l'information (août 2014)
- Guide d'utilisation de la méthode d'analyse de risque en Sécurité de l'Information MEHARI et l'outil RISICARE (août 2014)
- Tests d'intrusion et de vulnérabilité (août 2014)
- Guide d'élaboration et de mise en place d'un processus de gestion des risques de sécurité de l'information (août 2014)
- Plan de rédaction du rapport synthèse des bilans au 31 mars 2014 et des plans d'action de sécurité de l'information et modalités de remise pour les réseaux de l'éducation et de l'enseignement supérieur et du réseau de la santé et des services sociaux (septembre 2014)
- Guide d'audit de la sécurité de l'information (décembre 2014)
- Guide de sensibilisation à la sécurité de l'information (décembre 2014)

Guide de mise en place du cadre de gestion des risques à portée gouvernementale en matière de sécurité de l'information (décembre 2014)

Autre étude de référence

- Au cours de la dernière année, l'étude suivante a été présentée à plusieurs reprises aux différents intervenants en infonuagique, elle a toutefois été réalisée en janvier 2014 : Guide de référence sur l'infonuagique, Pour une utilisation responsable de l'infonuagique au Gouvernement du Québec.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

NUMÉRO 74 – Politiques visant à soutenir les organismes en ressources informationnelles

Liste et copie des politiques, des guides, des pratiques et des divers services visant à soutenir les ministères, les organismes publics et les entreprises du gouvernement en matière de ressources informationnelles établie en 2013-2014 et 2014-2015.

Séance d'information concernant le Système de gestion de portefeuille des projets et des activités (SGPPA) en ressources informationnelles

La séance d'information portait sur les sujets suivants : la planification triennale, la programmation annuelle, le bilan annuel et le portefeuille de projets. Cette rencontre était destinée aux répondants des organismes qui utilisent le SGPPA pour réaliser les collectes d'information. Une séance a eue lieu à Montréal, le 1er avril 2014, elle complétait celles déjà tenues à Québec sur le même sujet avant cette date.

Plateforme de collaboration – Communauté des dirigeants de l'information et leur entourage (CODIE)

Les objectifs de la communauté sont :

- Stimuler et accroître les échanges entre les utilisateurs afin d'optimiser la collaboration entre le dirigeant principal de l'information (DPI) et les organismes publics (OP), ainsi qu'entre les dirigeants de l'information (DI) eux-mêmes;
- Partager l'expertise et l'expérience des utilisateurs au bénéfice des OP;
- Diffuser et regrouper l'information pertinente à la gouvernance et à la gestion des ressources informationnelles;
- Soutenir les utilisateurs dans leurs obligations légales et administratives;
- Faire connaître l'offre d'accompagnement du Secrétariat du Conseil du trésor (SCT) et du Sous-secrétariat du dirigeant principal de l'information (SSDPI).

Mise en ligne de la communauté :

- Trois nouvelles communautés depuis l'automne 2014 (Logiciel libre, le 22 septembre 2014, Gouvernement ouvert, le 23 septembre 2014, et Développement durable, le 29 octobre 2014);

Métrique concernant la CODIE :

- 870 membres;
- 11 groupes de travail;
- 5 forums de discussion;
- Depuis le 8 juin 2014 :
  - 15 380 visites;
  - 106 984 pages vues;
  - 1 454 recherches;
  - 80 articles publiés;
  - 776 documents déposés;
  - 11 286 documents téléchargés.

Accompagnement de projets des organismes publics

44 accompagnements ont été effectués pour 24 organismes au cours de la période s'échelonnant du 1er avril 2014 au 28 février 2015.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

NUMÉRO 74 – Politiques visant à soutenir les organismes en ressources informationnelles

Liste et copie des politiques, des guides, des pratiques et des divers services visant à soutenir les ministères, les organismes publics et les entreprises du gouvernement en matière de ressources informationnelles établie en 2013-2014 et 2014-2015.

Architecture d'entreprise gouvernementale :

- Volet Vision
  - Architecture d'entreprise gouvernementale AEG 3.0 (mai 2014)
- Volet Affaires
  - Orientations stratégiques AEG 3.0 (septembre 2014)
  - Architecture cible AEG 3.0 (octobre 2014)
  - Principes d'architecture AEG 3.0 (octobre 2014)
  - Orientations préliminaires de la plateforme de collaboration gouvernementale : AEG 3.0 (octobre 2014)
  - Orientations préliminaires de la plateforme de participation gouvernementale : AEG 3.0 (octobre 2014)
- Volet Infrastructures
  - Infrastructure orientée service (IOS) AEG 3.0 (octobre 2014)
  - Guide de l'infonuagique :
    - ✓ Volume 1 – Notions fondamentales (octobre 2014)
    - ✓ Volume 2 – Considérations en protection des renseignements personnels (octobre 2014)
    - ✓ Volume 3 - Considérations de contrôle et de sécurité (octobre 2014)
    - ✓ Volume 4 - Considération en gestion contractuelle (octobre 2014)
  - Pratiques écoresponsables recommandées en technologies de l'information et des communications (octobre 2014)
- Volet applications :
  - Guide sur la mise en commun de services partagés AEG 3.0 (novembre 2014)
  - Guide sur l'approche orientée services (AOS) AEG 3.0 (novembre 2014)
- Volet information :
  - Cadre de gestion des sources officielles d'information AEG 3.0 (novembre 2014)
  - Cadre de gestion du modèle gouvernemental conceptuel de données AEG 3.0 (novembre 2014)
- Segment Interopérabilité
  - Cadre commun d'interopérabilité du gouvernement du Québec AEG 3.0 (septembre 2014)

Pratiques recommandées en sécurité de l'information (diffusées sur la plateforme WEB CODIE mais en cours de traitement pour l'accessibilité au WEB)

- Guide de catégorisation de l'information (août 2014)
- Guide d'élaboration d'un tableau de bord de sécurité de l'information (août 2014)
- Guide d'élaboration d'une politique de sécurité de l'information (août 2014)

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

NUMÉRO 74 – Politiques visant à soutenir les organismes en ressources informationnelles

Liste et copie des politiques, des guides, des pratiques et des divers services visant à soutenir les ministères, les organismes publics et les entreprises du gouvernement en matière de ressources informationnelles établie en 2013-2014 et 2014-2015.

- Guide d'élaboration d'un cadre de gestion de la sécurité de l'information (août 2014)
- Guide établissant les critères de désignation des principaux intervenants en sécurité de l'information (août 2014)
- Guide d'utilisation de la méthode d'analyse de risque en Sécurité de l'Information MEHARI et l'outil RISICARE (août 2014)
- Tests d'intrusion et de vulnérabilité (août 2014)
- Guide d'élaboration et de mise en place d'un processus de gestion des risques de sécurité de l'information (août 2014)
- Plan de rédaction du rapport synthèse des bilans au 31 mars 2014 et des plans d'action de sécurité de l'information et modalités de remise pour les réseaux de l'éducation et de l'enseignement supérieur et du réseau de la santé et des services sociaux (septembre 2014)
- Guide d'audit de la sécurité de l'information (décembre 2014)
- Guide de sensibilisation à la sécurité de l'information (décembre 2014)
- Guide de mise en place du cadre de gestion des risques à portée gouvernementale en matière de sécurité de l'information (décembre 2014)

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

NUMÉRO 75 – Projets autorisés / Art. 15 Loi sur la gouvernance

Liste des projets en ressources informationnelles autorisés en 2013-2014 et 2014-2015 par le Conseil du Trésor en vertu de l'article 15 de la loi sur la gouvernance et la gestion des ressources informationnelles des organismes publics.[1]

ORGANISME PUBLIC	TITRE DU DOSSIER
- Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles	- Projet « Modernisation du logiciel supportant la représentation graphique des lots »
- Ministère de la Justice	- Projet « Développement du Registre des ventes »
- Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale	- Projet de Plateforme téléphonique
- Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale	- Projet « Impacts applicatifs de la mise à niveau des logiciels des serveurs »
- Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale	- Projet « Dossier entreprise gouvernemental »
- Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques	- Projet « Système d'information (Suivi des ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées) »

[1] Au 31 mars 2015 et pour les projets ≥ 1 M$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

NUMÉRO 76 - Liste des organismes / Art. 14 Loi sur la gouvernance

Liste des projets en ressources informationnelles autorisés en 2013-2014 et 2014-2015 par le Conseil du Trésor en vertu de l'article 15 de la loi sur la gouvernance et la gestion des ressources informationnelles des organismes publics. *

Nb OP	N° Porte feuille	No Org	Organismes publics (OP) assujettis à la Loi
1	50	50	Affaires municipales et Occupation du territoire
2	850	553	Agence métropolitaine de transport
3	80	80	Agriculture, Pêcheries et Alimentation
4	10	326	Bibliothèque et Archives nationales du Québec
5	380	256	Bureau d'audiences publiques sur l'environnement
6	210	188	Bureau de décision et de révision
7	95	413	Bureau des enquêtes indépendantes
8	95	293	Bureau du coroner
9	140	222	Centre de la francophonie des Amériques
10	280	523	Centre de recherche industrielle du Québec
11	160	347	Centre de services partagés du Québec
12	67	107	Comité consultatif sur l'accessibilité financière aux études
13	95	402	Comité de déontologie policière
14	400	133	Comité de la rémunération des juges
15	400	373	Comité de la rémunération des procureurs aux poursuites criminelles et pénales
16	95	267	Commissaire à la déontologie policière
17	95	244	Commissaire à la lutte contre la corruption
18	160	240	Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances
19	350	204	Commission consultative de l'enseignement privé
20	140	408	Commission d'accès à l'information
21	75	549	Commission de la capitale nationale du Québec
22	160	430	Commission de la fonction publique
23	75	703	Commission de la santé et de la sécurité du travail
24	75	278	Commission de l'équité salariale
25	280	372	Commission de l'éthique en science et en technologie
26	80	328	Commission de protection du territoire agricole du Québec
27	10	361	Commission de toponymie
28	400	271	Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse
29	75	414	Commission des lésions professionnelles
30	75	702	Commission des normes du travail
31	700	310	Commission des partenaires du marché du travail
32	75	285	Commission des relations du travail
33	400	315	Commission des services juridiques
34	850	830	Commission des transports du Québec
35	67	274	Commission d'évaluation de l'enseignement collégial
36	50	368	Commission municipale du Québec
37	95	425	Commission québécoise des libérations conditionnelles
38	700	505	Conseil de gestion de l'assurance parentale
39	400	272	Conseil de la justice administrative
40	10	314	Conseil des arts et des lettres du Québec
41	10	206	Conseil du patrimoine culturel du Québec
42	400	660	Conseil du statut de la femme
43	160	160	Conseil du trésor et Administration gouvernementale
44	140	140	Conseil exécutif
45	10	690	Conseil supérieur de la langue française
46	350	238	Conseil supérieur de l'éducation
47	10	317	Conservatoire de musique et d'art dramatique du Québec
48	10	10	Culture et Communications
49	65	560	Curateur public
50	380	380	Développement durable, Environnement et Lutte contre les changements climatiques
51	400	246	Directeur des poursuites criminelles et pénales
52	95	329	École nationale de police du Québec
53	280	280	Économie, Innovation et Exportations
54	350	350	Éducation, Loisir et Sport
55	700	700	Emploi et Solidarité sociale
56	600	600	Énergie et Ressources naturelles
57	67	67	Enseignement supérieur, Recherche et Science
58	65	65	Famille
59	210	876	Financement-Québec
60	210	210	Finances

61	52	525	Fondation de la faune du Québec
62	400	321	Fonds d'aide aux recours collectifs
63	280	327	Fonds de recherche du Québec - Nature et technologies
64	280	324	Fonds de recherche du Québec - Santé
65	280	318	Fonds de recherche du Québec - Société et culture
66	52	52	Forêts, Faune et Parcs
67	55	55	Immigration, Diversité et Inclusion
68	210	323	Institut de la statistique du Québec
69	67	547	Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec
70	350	602	Institut national des mines
71	400	400	Justice
72	80	520	La Financière agricole du Québec
73	10	541	Musée d'Art contemporain de Montréal
74	10	544	Musée de la civilisation
75	10	545	Musée national des beaux-arts du Québec
76	400	344	Office de la protection du consommateur
77	700	483	Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris
78	400	360	Office des professions du Québec
79	30	346	Office Québec-Amériques pour la jeunesse
80	30	239	Office Québec-Monde pour la jeunesse
81	10	710	Office québécois de la langue française
82	60	64	Régie de l'assurance maladie du Québec
83	600	385	Régie de l'énergie
84	95	386	Régie des alcools, des courses et des jeux
85	73	546	Régie des installations olympiques
86	80	392	Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec
87	700	63	Régie des rentes du Québec
88	75	367	Régie du bâtiment du Québec
89	10	352	Régie du cinéma
90	50	510	Régie du logement
91	30	30	Relations internationales et Francophonie
92	60	60	Santé et Services sociaux
93	95	95	Sécurité publique
94	600	618	Société de développement de la Baie-James
95	10	539	Société de développement des entreprises culturelles
96	210	518	Société de financement des infrastructures locales du Québec
97	10	552	Société de la Place des Arts de Montréal
98	850	320	Société de l'assurance automobile du Québec
99	10	582	Société de télédiffusion du Québec
100	52	569	Société des établissements de plein air du Québec
101	850	554	Société des Traversiers du Québec
102	50	730	Société d'habitation du Québec
103	73	557	Société du Centre des congrès de Québec
104	10	558	Société du Grand Théâtre de Québec
105	73	559	Société du Palais des congrès de Montréal
106	280	565	Société du parc industriel et portuaire de Bécancour
107	600	633	Société nationale de l'amiante
108	380	586	Société québécoise de récupération et de recyclage
109	160	562	Société québécoise des infrastructures
110	400	585	Société québécoise d'information juridique
111	95	390	Sûreté du Québec
112	71	71	Tourisme
113	850	850	Transports
114	75	75	Travail
115	400	450	Tribunal administratif du Québec
116	400	434	Tribunal des droits de la personne
* : au 31 mars 2015			

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

NUMÉRO 77 - Tableau de bord

Concernant le tableau de bord du Conseil du trésor portant sur les projets informatiques pour l'ensemble du gouvernement du Québec et du réseau de la Santé et de l'Éducation, pour les années allant de 2009-2010 jusqu'au présent exercice, fournir les données annuelles portant sur: - Liste des projets non inscrit dans le Tableau de bord; - Liste des projets qui font l'objet d'une division ou de séparation en sous-projet en spécifiant la valeur globale du projet; - Coût relatif à la mise en œuvre du Tableau de bord et coût annuel pour la mise à jour.

Le tableau de bord sur l'état de santé des projets en ressources informationnelles (RI) de l'administration publique répertorie tous les projets en RI en réalisation ou suspendus, dont le coût est de 100 k $ et plus et ayant fait l'objet d'une approbation formelle de l'autorité concernée. Les projets annulés ou terminés depuis la dernière collecte de l'état de santé seront présentés une seule fois et puis retirés du tableau de bord à la prochaine collecte. Le tableau de bord sera mis à jour deux fois par année, et les projets du réseau de l'éducation et ceux du secteur de la santé et des services sociaux seront publiés ultérieurement.

Liste des projets non-inscrits dans le tableau de bord :

- Les projets de moins de 100 k $;
- Les projets du réseau de l'éducation et ceux du secteur de la santé et des services sociaux.

De plus, le tableau de bord fait état de l'ensemble des coûts afférents à un projet sur la durée totale du projet et ce, en présentant le montant des budgets autorisés, le montant réel dépensé, ainsi que le montant estimé pour compléter le projet. Par contre, il ne présente pas les dépenses réelles sur une période annuelle.

Ainsi, pour les données colligées en octobre 2014 et affichées au tableau de bord, les projets non-inscrits de moins de 100 k $ (excluant les projets du réseau de l'éducation et ceux du secteur de la santé et des services sociaux) représentent une valeur totale de 2,1 M $, tandis que le total des budgets autorisés pour les projets inscrits au tableau de bord représente 1,0 G $.

Liste des projets qui font l'objet d'une division ou de séparation en sous-projets en spécifiant la valeur globale du projet :

Les projets ne font pas l'objet d'une subdivision en sous-projets. Chaque projet est traité comme une entité en soi.

Cependant, plusieurs projets peuvent faire partie d'un programme présentant une vision stratégique.

Coût d'amélioration et d'entretien du tableau de bord pour l'année 2014-2015

Le coût d'entretien et d'amélioration du tableau de bord en 2014-2015 est de 65,0 k $. Ce coût comprend : 5,0 k $ en coût de gestion de projet, 47,3 k $ en coût d'amélioration et d'entretien (ex. : modification du tableau de bord afin de présenter les éléments de suspension d'un projet ainsi que des indicateurs de coût et d'échéance calculés, modification de la passerelle pour les données des ministères/organismes et les données du secteur de la santé et des services sociaux) et 12,7 k $ pour l'intégration du secteur de la santé et des services sociaux au tableau de bord.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSTION
NUMÉRO 78 - Dépenses en RI des MO

Total des dépenses en ressources informationnelles des ministères et organismes en 2012-2013, en 2013-2014 et en 2014-2015 en spécifiant : - Les dépenses à l'interne et à l'externe passées dans les dépenses de fonctionnement; - Les dépenses à l'interne et à l'externe qui ont été capitalisées; - Ventilation par année et par ministère et organismes.		
	BARRI 2013-2014 Dépenses réalisées (k $) (voir Annexe 1)	PARI 2014-2015 Dépenses budgétées (k $) [1] (voir Annexe 2)
Dépenses capitalisables	356 159,30	528 539,60
Dépenses non capitalisables	1 135 517,30	1 190 097,90
Total Dépenses en RI	1 491 676,60	1 718 637,50

Note 1 : Dans le cas de la PARI, la ventilation comptable des dépenses en RI en dépenses capitalisables et dépenses non capitalisables s'applique uniquement sur les dépenses budgétées, puisque les dépenses programmées demeurent une prévision.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSTION

NUMÉRO 78 - Dépenses en RI des MO (Annexe 1)

BARRI 2013-2014 (k $)

		Dépenses réalisées										
			Ventilation par catégorie de dépense			Ventilation par nature de dépense					Ventilation comptable	
Portefeuille	Organisme ou Ministère	Total	Encadrement	Continuité	Projets	Services internes	Services externes	Rémunération du personel	Acquisition et location de biens	Frais connexes	Dépenses capitalisables	Dépenses non capitalisables
Affaires municipales, Régions et Occupation du territoire	Affaires municipales, Régions et Occupation du territoire	14 454,2	863,9	8 782,5	4 807,8	11 055,6	1 927,8	1 309,0	158,8	3,0	4 903,2	9 551,0
	Commission municipale du Québec	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Régie du logement	1 786,7	32,6	1 350,7	403,4	371,9	470,0	546,7	398,1	0,0	385,5	1 401,2
	Société d'habitation du Québec	8 306,6	792,8	3 507,8	4 006,0	351,9	2 789,7	2 939,4	2 115,8	109,8	4 006,0	4 300,6
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	Agriculture, Pêcheries et Alimentation	17 573,0	764,9	8 496,0	8 312,1	2 364,3	7 289,6	4 521,4	3 290,7	107,0	8 312,2	9 260,8
	Commission de protection du territoire agricole du Québec	879,5	90,4	444,7	344,4	124,8	78,1	436,8	150,2	89,6	350,0	529,5
	La Financière agricole du Québec	7 460,6	513,5	6 383,2	563,9	776,5	810,0	4 901,3	971,6	1,2	1 039,0	6 421,6
	Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec	345,7	11,2	334,5	0,0	91,4	118,3	105,4	25,6	5,0	168,5	177,2
Conseil du trésor et Administration gouvernementale	Secrétariat du Conseil du trésor	9 829,5	1 052,3	6 616,6	2 160,6	620,3	1 550,3	5 861,8	1 759,6	37,5	2 453,7	7 375,8
	Centre de services partagés du Québec	478 412,6	23 931,0	390 848,6	63 633,0	0,0	273 642,4	81 588,0	36 226,8	86 955,4	91 357,6	387 055,0
	Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances	41 900,1	4 437,2	25 662,0	11 800,9	385,8	23 720,3	14 170,4	3 523,3	100,3	281,3	41 618,8
	Commission de la fonction publique	184,7	25,7	159,0	0,0	23,9	73,7	50,7	36,4	0,0	4,3	180,4
	Infrastructure Québec	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Société immobilière du Québec	11 390,2	1 634,7	6 566,5	3 189,0	0,0	3 764,8	4 788,5	2 572,6	264,3	5 092,4	6 297,8
Conseil exécutif	Conseil exécutif	3 954,8	189,0	3 489,8	276,0	1 173,3	219,3	1 644,4	917,8	0,0	402,8	3 552,0
	Centre de la francophonie des Amériques	253,2	10,0	142,8	100,4	27,0	179,8	30,0	16,4	0,0	159,8	93,4
	Commission d'accès à l'information	421,5	29,9	391,6	0,0	104,6	10,2	226,8	79,9	0,0	10,7	410,8
	Commission de la capitale nationale du Québec	169,5	69,5	100,0	0,0	70,1	0,0	69,5	10,0	19,9	10,0	159,5
Culture et Communications	Culture et Communications	4 702,7	267,2	3 521,5	914,0	644,2	1 374,3	1 568,4	1 107,6	8,2	1 207,6	3 495,1
	Bibliothèque et Archives nationales du Québec	10 742,0	792,0	7 537,9	2 412,1	303,0	2 154,7	3 126,6	4 550,2	607,5	4 735,5	6 006,5
	Conseil des arts et des lettres du Québec	888,5	53,0	564,0	271,5	146,4	16,7	601,7	123,7	0,0	329,8	558,7
	Conseil du patrimoine culturel du Québec	7,8	0,0	7,8	0,0	0,0	5,0	0,0	2,8	0,0	0,0	7,8
	Conservatoire de musique et d'art dramatique du Québec	1 645,8	97,3	839,1	709,4	580,4	137,4	185,0	617,0	126,0	719,6	926,2
	Musée d'Art contemporain de Montréal	609,0	26,1	379,6	203,3	54,1	124,1	234,8	196,0	0,0	197,6	411,4
	Musée de la Civilisation	2 670,2	179,5	1 519,3	971,4	135,2	678,9	848,4	996,0	11,7	1 965,4	704,8
	Musée national des beaux-arts du Québec	691,9	174,9	385,4	131,6	48,5	243,1	208,2	192,1	0,0	308,8	383,1
	Régie du cinéma	738,8	38,1	662,9	37,8	25,8	97,7	330,0	259,8	25,5	90,1	648,7
	Société de développement des entreprises culturelles	1 137,7	86,3	662,3	389,1	84,0	150,6	792,5	98,0	12,6	389,1	748,6
	Société de la Place des Arts de Montréal	1 311,6	205,6	824,0	282,0	0,0	360,0	257,6	694,0	0,0	809,0	502,6
	Société de télédiffusion du Québec	4 883,2	198,1	4 685,1	0,0	116,9	871,5	1 300,2	2 592,4	2,2	2 547,0	2 336,2
	Société du Grand Théâtre de Québec	128,0	90,0	38,0	0,0	11,5	72,5	6,0	38,0	0,0	38,0	90,0
Développement durable, Environnement, Faune et Parcs	Développement durable, Environnement, Faune et Parcs	20 028,7	2 336,5	8 546,3	9 145,9	2 930,8	7 255,2	7 109,1	2 557,2	176,4	9 017,2	11 011,5
	Bureau d'audiences publiques sur l'environnement	231,8	6,1	225,7	0,0	42,5	6,3	156,7	23,7	2,6	20,3	211,5
	Fondation de la faune du Québec	87,6	0,0	87,6	0,0	0,0	10,7	63,4	5,7	7,8	7,8	79,8
	Société des établissements de plein air du Québec	3 204,0	333,5	1 696,5	1 174,0	0,0	681,5	1 917,6	541,6	63,3	937,1	2 266,9
	Société québécoise de récupération et de recyclage	1 050,1	139,6	858,8	51,7	112,5	140,2	358,2	336,5	102,7	388,2	661,9
Éducation, Loisir et Sport	Éducation, Loisir et Sport	28 805,9	2 166,3	23 896,9	2 742,7	1 745,6	9 976,4	12 993,9	3 925,0	165,0	5 099,0	23 706,9
	Commission consultative de l'enseignement privé	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Enseignement supérieur, Recherche, Science et Technologie	Centre de recherche industrielle du Québec	1 625,0	49,0	1 576,0	0,0	119,0	47,0	908,0	486,0	65,0	271,0	1 354,0
	Commission de l'éthique en science et en technologie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Commission d'évaluation de l'enseignement collégial	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Conseil supérieur de l'éducation	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Fonds de recherche du Québec - Nature et technologies	678,4	33,6	644,8	0,0	22,4	167,7	369,3	113,4	5,6	150,0	528,4
	Fonds de recherche du Québec - Santé	963,9	39,4	924,5	0,0	37,7	282,1	444,2	190,9	9,0	263,2	700,7
	Fonds de recherche du Québec - Société et culture	702,0	34,0	668,0	0,0	23,6	176,9	376,0	119,8	5,7	158,5	543,5
	Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec	1 153,2	191,7	678,9	282,6	74,1	293,9	485,5	293,7	6,0	143,5	1 009,7
	Institut national des mines	62,4	0,0	62,4	0,0	0,0	56,2	0,0	6,2	0,0	3,6	58,8
	Enseignement supérieur, Recherche, Science et Technologie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Emploi et Solidarité sociale	Emploi et Solidarité sociale	80 711,1	4 931,6	68 937,1	6 842,4	46 038,1	5 781,6	26 598,7	722,3	1 570,4	10 809,2	69 901,9
	Commission des partenaires du marché du travail	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Conseil de gestion de l'assurance parentale	6 488,0	0,0	6 488,0	0,0	6 488,0	0,0	0,0	0,0	0,0	6 488,0	0,0
	Conseil du statut de la femme	208,9	0,0	208,9	0,0	0,0	70,2	60,2	36,7	41,8	36,7	172,2
	Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Régie des rentes du Québec	50 534,0	4 222,8	34 641,4	11 669,8	7 007,3	17 182,3	20 996,0	4 223,3	1 125,1	15 222,6	35 311,4
Famille	Famille	10 875,0	607,9	9 429,9	837,2	10 064,5	226,1	575,3	9,1	0,0	1 908,1	8 966,9
Finances et Économie	Finances et Économie	20 351,8	1 561,5	16 590,1	2 200,2	1 852,7	6 346,7	8 645,1	3 475,6	31,7	2 616,2	17 735,6
	Bureau de décision et de révision	171,7	21,4	106,0	44,3	51,2	0,0	94,4	26,1	0,0	6,2	165,5
	Développement économique, Innovation et exportation	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Financement-Québec	580,8	0,0	0,0	580,8	0,0	372,5	208,3	0,0	0,0	580,8	0,0
	Institut de la statistique du Québec	3 992,3	462,4	3 031,9	498,0	301,7	161,8	2 306,6	1 059,4	162,8	464,3	3 528,0
	Régie des installations olympiques	2 263,0	129,2	865,4	1 268,4	9,2	540,3	851,1	850,1	12,3	1 347,4	915,6
	Société de financement des infrastructures locales du Québec	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Société du Centre des congrès de Québec	529,8	28,4	501,4	0,0	0,0	0,0	347,7	5,3	176,8	5,3	524,5
	Société du Palais des congrès de Montréal	2 613,2	163,3	1 761,7	688,2	0,0	692,1	711,1	785,2	424,8	1 019,6	1 593,6
Immigration et Communautés culturelles	Immigration et Communautés culturelles	11 486,7	317,5	4 670,4	6 498,8	2 105,3	4 656,7	3 100,9	1 610,6	13,2	4 387,7	7 099,0
	Commission de toponymie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Conseil supérieur de la langue française	59,9	0,0	59,9	0,0	29,4	19,3	0,0	11,2	0,0	9,0	50,9
	Office québécois de la langue française	1 656,9	178,8	1 478,1	0,0	266,8	122,7	1 113,7	146,5	7,2	52,6	1 604,3
Justice	Justice	42 665,3	6 942,9	27 237,3	8 485,1	4 710,4	16 691,4	14 692,7	6 212,6	358,2	7 863,6	34 801,7
	Comité de la rémunération des juges	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Comité de la rémunération des procureurs aux poursuites criminelles et pénales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse	1 283,9	139,0	857,6	287,3	122,0	252,6	667,3	235,0	7,0	156,5	1 127,4
	Commission des services juridiques	1 077,0	100,3	976,7	0,0	0,0	6,9	331,2	688,9	50,0	688,9	388,1
	Conseil de la justice administrative	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Directeur des poursuites criminelles et pénales	6 339,2	605,4	5 406,4	327,4	4 372,0	98,4	796,3	1 057,3	15,2	1 166,2	5 173,0
	Fonds d'aide aux recours collectifs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Office de la protection du consommateur	1 207,8	64,3	1 071,1	72,4	372,8	118,1	545,2	165,2	6,5	54,5	1 153,3
	Office des professions du Québec	510,0	11,7	498,3	0,0	64,4	112,5	197,0	136,1	0,0	92,1	417,9
	Société québécoise d'information juridique	4 524,2	562,9	3 946,3	15,0	20,1	381,6	3 093,3	1 006,1	23,1	659,9	3 864,3
	Tribunal administratif du Québec	3 263,7	394,6	2 688,2	180,9	486,5	558,6	1 228,0	960,1	30,5	752,8	2 510,9
	Tribunal des droits de la personne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Relations internationales, Francophonie et Commerce extérieur	Relations internationales, Francophonie et Commerce extérieur	4 619,0	377,5	3 525,3	716,2	281,7	888,8	2 725,0	621,4	102,1	427,1	4 191,9
	Office Québec-Amériques pour la jeunesse	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Office Québec-Monde pour la jeunesse	206,9	0,0	206,9	0,0	33,5	173,4	0,0	0,0	0,0	24,7	182,2
Ressources naturelles	Ressources naturelles	78 319,4	7 798,8	58 941,6	11 579,0	15 474,8	25 087,8	25 584,9	11 536,1	635,8	14 830,1	63 489,3
	Régie de l'énergie	607,3	178,4	333,3	95,6	31,2	112,2	384,8	74,1	5,0	99,1	508,2
	Société de développement de la Baie-James	147,7	0,0	147,7	0,0	0,0	7,9	78,6	58,0	3,2	47,5	100,2
	Société nationale de l'amiante	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Santé et Services sociaux	Santé et Services sociaux	8 934,9	2 276,0	5 052,8	1 606,1	473,7	2 151,4	3 537,4	2 642,3	130,1	2 642,3	6 292,6
	Curateur public	16 748,5	542,5	4 536,6	11 669,4	1 027,8	9 948,0	4 101,7	1 662,1	8,9	12 261,0	4 487,5
	Régie de l'assurance maladie du Québec	83 399,3	5 127,5	66 811,6	11 460,2	6 411,2	25 015,9	30 950,5	6 963,3	14 058,4	13 070,3	70 329,0
Sécurité publique	Sécurité publique	17 706,9	400,0	12 747,6	4 559,3	7 141,0	1 381,8	6 369,1	1 790,0	1 025,0	5 205,0	12 501,9
	Comité de déontologie policière	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Commissaire à la déontologie policière	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Commissaire à la lutte contre la corruption	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Commission québécoise des libérations conditionnelles	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Coroner	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	École nationale de police du Québec	1 390,5	109,3	1 281,2	0,0	0,0	277,3	553,9	525,3	34,0	374,9	1 015,6
	École nationale des pompiers du Québec	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Régie des alcools, des courses et des jeux	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Sûreté du Québec	39 460,4	2 782,7	24 236,2	12 441,5	6 658,2	7 073,7	15 262,1	10 008,3	458,1	11 454,6	28 005,8
Transports	Transports	71 584,6	3 225,4	59 755,3	8 603,9	5 105,1	29 101,1	23 405,7	13 961,9	10,8	29 836,9	41 747,7
	Agence métropolitaine de transport	10 007,4	437,1	6 721,6	2 848,7	0,0	3 993,4	1 561,2	4 437,1	15,7	3 441,4	6 566,0
	Commission des transports du Québec	2 278,6	74,4	1 910,7	293,5	429,6	145,0	1 450,1	253,9	0,0	200,0	2 078,6
	Société de l'assurance automobile du Québec	98 009,6	6 649,7	55 609,0	35 750,9	9 509,3	46 116,0	36 770,8	4 927,7	685,8	32 257,1	65 752,5
	Société des Traversiers du Québec	2 593,4	212,8	1 224,9	1 155,7	302,7	1 411,4	507,6	369,0	2,7	1 077,5	1 515,9
Travail	Travail	1 727,7	115,0	1 612,7	0,0	1 612,7	0,0	115,0	0,0	0,0	160,6	1 567,1
	Commission de la santé et de la sécurité du travail	90 758,0	12 118,7	48 112,6	30 526,7	0,0	42 926,0	28 431,1	2 434,1	16 966,8	18 920,8	71 837,2
	Commission de l'équité salariale	997,4	9,9	821,6	165,9	380,5	139,8	405,6	60,3	11,2	142,9	854,5
	Commission des lésions professionnelles	3 712,6	128,4	3 366,5	217,7	848,5	588,2	1 721,5	554,4	0,0	554,4	3 158,2
	Commission des normes du travail	9 295,6	1 340,9	6 363,7	1 591,0	1 120,1	2 158,3	3 818,2	2 127,3	71,7	2 033,2	7 262,4
	Commission des relations du travail	1 549,9	98,6	1 049,5	401,8	1 189,2	6,0	279,1	75,6	0,0	525,7	1 024,2
	Régie du bâtiment du Québec	8 154,2	118,1	7 230,7	805,4	6 831,8	205,9	866,6	249,9	0,0	1 450,1	6 704,1
Total général		1 491 676,6	107 554,0	1 087 821,3	296 301,3	174 024,6	595 326,6	433 872,0	161 075,7	127 377,7	356 159,3	1 135 517,3

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSTION

NUMÉRO 78 - Dépenses en RI des MO (Annexe 2)

PARI 2014-2015 (k $)

		Dépenses budgétées			Dépenses programmées										
Portefeuille	Organisme ou Ministère	Dépenses capitalisables	Dépenses non capitalisables	Total des dépenses	Encadrement	Continuité	Projets	Provision	Services internes	Services externes	Rémunéra-tion du personel	Acquisition et location de bien	Frais connexes	Provision	Total des dépenses
Affaires municipales et Occupation du territoire	Affaires municipales et Occupation du territoire	11 167,4	12 665,3	23 832,7	1 625,7	13 822,4	8 384,6	0,0	18 575,0	2 700,6	1 384,5	1 169,0	3,6	0,0	23 832,7
	Commission municipale du Québec	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Régie du logement	470,0	1 453,0	1 923,0	33,3	1 444,7	445,0	0,0	481,6	534,5	564,0	342,9	0,0	0,0	1 923,0
	Société d'habitation du Québec	5 468,1	4 433,3	9 901,4	694,4	3 738,9	3 296,6	2 171,5	31,6	2 518,1	2 651,9	2 124,0	404,3	2 171,5	9 901,4
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	Agriculture, Pêcheries et Alimentation	9 613,0	8 824,5	18 437,5	895,0	7 929,5	8 728,0	885,0	2 172,2	4 267,4	5 596,4	5 511,5	5,0	885,0	18 437,5
	Commission de protection du territoire agricole du Québec	350,0	652,5	1 002,5	92,4	524,5	334,5	51,1	134,7	52,7	515,0	143,6	105,4	51,1	1 002,5
	La Financière agricole du Québec	2 525,4	6 654,3	9 179,7	628,8	6 383,1	2 167,8	0,0	852,4	2 127,6	5 106,1	1 083,6	10,0	0,0	9 179,7
	Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec	60,0	444,2	504,2	11,4	372,8	0,0	120,0	93,0	168,5	112,7	5,0	5,0	120,0	504,2
Conseil du trésor et Administration gouvernementale	Secrétariat du Conseil du trésor	6 500,0	8 253,0	14 753,0	1 190,7	7 527,3	2 319,1	3 715,9	660,8	2 607,7	6 912,4	856,2	0,0	3 715,9	14 753,0
	Centre de services partagés du Québec	68 105,1	409 086,4	477 191,5	23 100,0	370 200,5	70 378,2	13 512,8	0,0	263 720,5	81 848,9	27 918,8	90 190,5	13 512,8	477 191,5
	Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances	1 200,0	45 188,5	46 388,5	6 030,8	29 540,2	10 817,5	0,0	465,5	20 976,7	19 354,6	5 291,0	300,7	0,0	46 388,5
	Commission de la fonction publique	8,8	148,9	157,7	25,8	131,9	0,0	0,0	22,1	66,8	30,8	38,0	0,0	0,0	157,7
	Société québécoise des infrastructures	9 926,6	9 139,2	19 065,8	2 589,6	6 662,9	7 126,0	2 687,3	942,7	6 651,3	5 010,0	1 215,3	2 559,2	2 687,3	19 065,8
Conseil exécutif	Conseil exécutif	598,9	3 609,9	4 208,8	293,7	3 219,1	696,0	0,0	639,5	289,1	1 731,9	1 460,3	88,0	0,0	4 208,8
	Centre de la francophonie des Amériques	133,6	97,0	230,6	10,0	203,8	16,8	0,0	35,0	80,3	30,0	85,3	0,0	0,0	230,6
	Commission d'accès à l'information	35,0	391,4	426,4	29,9	396,5	0,0	0,0	104,6	25,0	226,8	70,0	0,0	0,0	426,4
Culture et Communications	Culture et Communications	4 095,3	3 188,4	7 283,7	274,7	3 233,7	4 335,4	28,5	941,4	2 394,7	2 548,8	1 919,0	39,9	28,5	7 872,3
	Bibliothèque et Archives nationales du Québec	14 178,0	0,0	14 178,0	868,0	12 646,4	663,6	0,0	303,2	1 681,1	4 027,6	7 606,7	559,4	0,0	14 178,0
	Commission de toponymie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Conseil des arts et des lettres du Québec	465,3	524,0	989,3	51,1	547,8	390,4	0,0	208,5	32,7	612,3	135,8	0,0	0,0	989,3
	Conseil du patrimoine culturel du Québec	0,0	9,8	9,8	0,0	9,8	0,0	0,0	0,0	5,0	0,0	4,8	0,0	0,0	9,8
	Conseil supérieur de la langue française	9,0	91,0	100,0	0,0	100,0	0,0	0,0	33,0	53,0	0,0	14,0	0,0	0,0	100,0
	Conservatoire de musique et d'art dramatique du Québec	100,0	1 154,3	1 254,3	99,9	1 101,3	53,1	0,0	560,0	248,3	201,6	224,5	19,9	0,0	1 254,3
	Musée d'Art contemporain de Montréal	540,5	372,0	912,5	27,2	318,7	566,6	0,0	44,4	310,4	387,8	169,9	0,0	0,0	912,5
	Musée de la Civilisation	3 294,5	719,0	4 013,5	183,1	1 839,6	1 592,0	398,8	137,9	810,0	1 112,1	1 550,9	3,8	398,8	4 013,5
	Musée national des beaux-arts du Québec	250,0	179,2	429,2	171,0	233,2	25,0	0,0	49,9	103,6	208,2	67,5	0,0	0,0	429,2
	Office québécois de la langue française	190,0	2 019,3	2 209,3	184,4	1 874,9	0,0	150,0	293,0	87,0	1 338,3	331,0	10,0	150,0	2 209,3
	Régie du cinéma	1 984,0	644,4	2 628,4	69,0	1 059,4	1 500,0	0,0	26,3	992,5	871,2	708,6	29,8	0,0	2 628,4
	Société de développement des entreprises culturelles	920,7	623,3	1 544,0	71,0	517,3	955,7	0,0	91,0	352,0	721,5	366,0	13,5	0,0	1 544,0
	Société de la Place des Arts de Montréal	1 850,0	625,0	2 475,0	200,0	775,0	1 500,0	0,0	0,0	957,5	647,5	850,0	20,0	0,0	2 475,0
	Société de télédiffusion du Québec	2 077,4	2 725,3	4 802,7	260,9	4 541,8	0,0	0,0	0,0	1 030,7	1 623,7	2 148,3	0,0	0,0	4 802,7
	Société du Grand Théâtre de Québec	40,0	86,0	126,0	86,0	40,0	0,0	0,0	15,0	65,0	6,0	40,0	0,0	0,0	126,0
Développement durable, Environnement et Lutte contre les changements climatiques	Développement durable, Environnement et Lutte contre les changements climatiques	14 701,2	9 314,7	24 015,9	2 386,7	6 928,0	14 701,2	0,0	1 417,9	12 025,9	7 365,8	2 972,2	234,1	0,0	24 015,9
	Bureau d'audiences publiques sur l'environnement	37,2	258,8	296,0	6,5	289,5	0,0	0,0	45,1	22,0	167,7	58,2	3,0	0,0	296,0
	Société québécoise de récupération et de recyclage	734,7	722,1	1 456,8	136,3	718,0	602,5	0,0	124,2	684,8	369,0	132,2	146,6	0,0	1 456,8
Économie, Innovation et Exportations	Économie, Innovation et Exportations	1 676,9	7 221,9	8 898,8	614,4	7 565,1	719,3	0,0	1 413,0	2 476,2	2 787,4	2 122,2	100,0	0,0	8 898,8
	Centre de recherche industrielle du Québec	450,0	1 352,0	1 802,0	150,0	1 652,0	0,0	0,0	108,0	70,0	927,0	680,0	17,0	0,0	1 802,0
	Commission de l'éthique en science et en technologie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Fonds de recherche du Québec - Nature et technologies	247,3	488,3	735,6	46,9	688,7	0,0	0,0	24,2	203,1	355,1	147,8	5,4	0,0	735,6
	Fonds de recherche du Québec - Santé	480,7	694,6	1 175,3	51,6	1 026,2	97,5	0,0	38,5	509,7	390,1	229,3	7,7	0,0	1 175,3
	Fonds de recherche du Québec - Société et culture	243,2	530,2	773,4	52,8	720,6	0,0	0,0	23,8	199,7	399,1	145,4	5,4	0,0	773,4
	Société du parc industriel et portuaire de Bécancour	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Éducation, Loisir et Sport	Éducation, Loisir et Sport	7 421,0	25 971,0	33 392,0	2 275,1	27 296,1	3 820,8	0,0	1 337,1	10 507,4	13 516,5	7 675,0	356,0	0,0	33 392,0
	Commission consultative de l'enseignement privé	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Conseil supérieur de l'éducation	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Institut national des mines	5,0	0,0	5,0	0,0	5,0	0,0	0,0	0,0	5,0	0,0	0,0	0,0	0,0	5,0
	Comité consultatif sur l'accessibilité financière aux études	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Commission d'évaluation de l'enseignement collégial	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec	200,8	1 294,2	1 495,0	0,0	0,0	0,0	0,0	77,6	414,7	537,3	459,4	6,0	0,0	1 495,0
	Enseignement supérieur, Recherche et Science	0,0	0,0	0,0	194,1	895,9	405,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

Emploi et Solidarité sociale	Emploi et Solidarité sociale	18 470,0	81 469,4	99 939,4	5 008,4	79 391,3	19 433,0	0,0	53 566,9	12 418,5	33 897,2	2 523,2	1 426,9	0,0	103 832,7
	Commission des partenaires du marché du travail	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Conseil de gestion de l'assurance parentale	9 229,0	0,0	9 229,0	0,0	9 229,0	0,0	0,0	9 229,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	9 229,0
	Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Régie des rentes du Québec	21 787,0	39 081,4	60 868,4	4 063,5	37 486,0	13 783,4	5 535,5	6 914,5	17 114,5	22 576,0	6 190,5	2 537,4	5 535,5	60 868,4
Énergie et Ressources naturelles	Énergie et Ressources naturelles	13 291,9	56 397,1	69 689,0	7 725,3	51 106,0	10 857,7	0,0	13 168,3	23 124,6	18 412,6	14 351,3	632,2	0,0	69 689,0
	Régie de l'énergie	90,0	582,5	672,5	151,3	498,8	22,4	0,0	32,9	86,4	453,1	85,6	14,5	0,0	672,5
	Société de développement de la Baie-James	222,0	103,8	325,8	0,0	325,8	0,0	0,0	0,0	15,7	190,3	110,0	9,8	0,0	325,8
	Société nationale de l'amiante	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Famille	Famille	6 769,4	9 126,9	15 896,3	507,6	11 403,9	3 984,8	0,0	14 000,6	1 341,0	427,6	62,1	65,0	0,0	15 896,3
	Curateur public	11 500,0	4 797,3	16 297,3	605,9	4 908,7	10 737,7	45,0	1 092,7	7 829,6	5 824,9	1 471,7	33,4	45,0	16 297,3
Finances	Finances	1 097,9	8 097,9	9 195,8	834,8	7 256,2	1 104,8	0,0	957,2	1 522,7	4 659,4	2 052,4	4,1	0,0	9 195,8
	Bureau de décision et de révision	15,0	176,8	191,8	22,8	169,0	0,0	0,0	21,4	33,3	100,0	36,8	0,3	0,0	191,8
	Financement-Québec	831,1	0,0	831,1	0,0	0,0	831,1	0,0	0,0	619,0	212,1	0,0	0,0	0,0	831,1
	Institut de la statistique du Québec	1 217,2	3 075,8	4 293,0	459,2	3 138,8	695,0	0,0	465,2	168,8	2 330,8	1 158,4	169,8	0,0	4 293,0
	Société de financement des infrastructures locales du Québec	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Forêts, Faune et Parcs	Forêts, Faune et Parcs	5 585,6	12 229,0	17 814,6	624,4	12 476,6	4 107,4	606,2	4 224,8	3 842,4	5 752,8	3 325,0	63,4	606,2	17 814,6
	Fondation de la faune du Québec	15,0	85,3	100,3	0,0	100,3	0,0	0,0	0,0	17,9	64,8	12,1	5,5	0,0	100,3
	Société des établissements de plein air du Québec	4 006,6	1 790,5	5 797,1	306,5	1 484,0	4 006,6	0,0	0,0	729,5	3 093,9	1 973,7	0,0	0,0	5 797,1
Immigration, Diversité et Inclusion	Immigration, Diversité et Inclusion	11 726,7	5 630,4	17 357,1	526,1	4 706,4	11 479,1	645,5	1 440,7	10 298,4	3 711,9	1 260,6	0,0	645,5	17 357,1
Justice	Justice	15 164,3	37 042,7	52 207,0	6 662,0	35 714,0	12 566,0	1 229,6	5 144,2	21 707,6	16 511,0	11 182,1	397,1	1 229,6	56 171,6
	Comité de la rémunération des juges	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Comité de la rémunération des procureurs aux poursuites criminelles et pénales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse	25,0	1 220,7	1 245,7	145,9	881,8	218,0	0,0	125,0	95,0	760,7	255,0	10,0	0,0	1 245,7
	Commission des services juridiques	760,0	589,5	1 349,5	102,4	1 060,3	186,8	0,0	0,0	7,5	480,2	804,5	57,3	0,0	1 349,5
	Conseil de la justice administrative	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Conseil du statut de la femme	25,0	150,9	175,9	0,0	175,9	0,0	0,0	0,0	29,0	79,9	22,0	45,0	0,0	175,9
	Directeur des poursuites criminelles et pénales	1 354,9	5 698,5	7 053,4	609,6	5 293,4	1 150,4	0,0	5 361,1	91,0	950,8	627,1	23,4	0,0	7 053,4
	Fonds d'aide aux recours collectifs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Office de la protection du consommateur	267,5	935,0	1 202,5	92,2	834,6	275,7	0,0	413,6	49,9	566,4	160,8	11,8	0,0	1 202,5
	Office des professions du Québec	165,0	426,5	591,5	12,0	579,5	0,0	0,0	65,0	82,0	234,5	210,0	0,0	0,0	591,5
	Société québécoise d'information juridique	1 014,8	4 268,2	5 283,0	806,4	4 319,3	157,3	0,0	22,4	479,1	3 301,3	1 417,2	63,0	0,0	5 283,0
	Tribunal administratif du Québec	972,7	2 452,7	3 425,4	797,0	1 933,1	695,3	0,0	642,8	312,4	1 628,0	812,6	29,6	0,0	3 425,4
	Tribunal des droits de la personne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Relations internationales et Francophonie	Relations internationales et Francophonie	695,5	3 958,1	4 653,6	440,8	3 596,4	616,4	0,0	306,5	977,5	2 705,1	627,0	37,5	0,0	4 653,6
	Office Québec-Amériques pour la jeunesse	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Office Québec-Monde pour la jeunesse	60,0	245,0	305,0	0,0	270,0	0,0	35,0	30,0	240,0	0,0	0,0	0,0	35,0	305,0
Santé et Services sociaux	Santé et Services sociaux	5 340,2	6 672,7	12 012,9	1 346,3	5 063,6	5 603,0	0,0	75,5	3 001,8	3 577,4	5 340,2	18,0	0,0	12 012,9
	Régie de l'assurance maladie du Québec	19 923,5	59 541,4	79 464,9	7 851,7	55 570,2	16 043,0	0,0	6 445,6	16 589,4	44 747,7	4 134,2	7 548,0	0,0	79 464,9
Sécurité publique	Sécurité publique	15 093,8	9 409,7	24 503,5	420,0	12 500,0	4 829,1	6 754,4	5 624,8	2 756,8	5 857,5	3 510,0	0,0	6 754,4	24 503,5
	Bureau des enquêtes indépendantes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Bureau du coroner	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Comité de déontologie policière	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Commissaire à la déontologie policière	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Commissaire à la lutte contre la corruption	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Commission québécoise des libérations conditionnelles	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	École nationale de police du Québec	481,0	1 204,0	1 685,0	123,5	1 561,5	0,0	0,0	0,0	289,7	729,4	625,9	40,0	0,0	1 685,0
	École nationale des pompiers du Québec	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Régie des alcools, des courses et des jeux	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Sûreté du Québec	30 822,6	29 693,5	60 516,1	3 043,0	27 004,5	33 142,4	0,0	6 382,4	16 027,0	16 742,6	23 598,3	439,6	0,0	63 189,9
Tourisme	Tourisme	3 040,1	4 217,0	7 257,1	672,8	6 584,3	0,0	0,0	25,0	4 556,0	1 918,6	716,6	40,9	0,0	7 257,1
	Régie des installations olympiques	1 250,0	1 665,7	2 915,7	149,2	1 516,5	1 250,0	0,0	84,3	1 092,8	840,4	890,2	8,0	0,0	2 915,7
	Société du Centre des congrès de Québec	30,0	551,1	581,1	28,7	552,4	0,0	0,0	0,0	0,0	346,6	55,0	179,5	0,0	581,1
	Société du Palais des congrès de Montréal	2 106,3	1 348,5	3 454,8	155,3	2 298,2	1 001,3	0,0	0,0	624,4	691,9	1 616,2	522,3	0,0	3 454,8
Transports	Transports	34 904,3	39 305,4	74 209,7	3 288,5	58 918,2	9 376,3	2 626,7	3 828,8	27 399,5	23 820,0	16 534,7	0,0	2 626,7	74 209,7
	Agence métropolitaine de transport	6 632,7	10 844,2	17 476,9	904,9	10 192,9	6 379,1	0,0	0,0	7 802,2	2 730,7	6 902,5	41,5	0,0	17 476,9
	Commission des transports du Québec	446,0	2 133,1	2 579,1	83,9	2 175,9	23,3	296,0	428,4	138,7	1 535,8	170,2	10,0	296,0	2 579,1
	Société de l'assurance automobile du Québec	57 974,7	75 850,5	133 825,2	6 343,2	61 616,5	62 782,0	12 343,5	10 975,0	69 015,5	38 662,6	8 357,2	3 731,4	12 343,5	143 085,2
	Société des Traversiers du Québec	1 862,2	1 948,4	3 810,6	195,0	2 201,3	1 414,3	0,0	298,3	1 349,0	595,9	1 315,1	252,3	0,0	3 810,6
Travail	Travail	665,2	1 637,6	2 302,8	118,4	2 184,4	0,0	0,0	2 184,4	0,0	118,4	0,0	0,0	0,0	2 302,8
	Commission de la capitale nationale du Québec	75,0	176,1	251,1	70,1	181,0	0,0	0,0	72,1	7,0	70,1	80,3	21,6	0,0	251,1
	Commission de la santé et de la sécurité du travail	34 498,7	70 942,6	105 441,3	12 945,8	52 273,2	33 100,6	7 121,7	0,0	47 316,3	30 009,3	2 950,4	18 043,6	7 121,7	105 441,3
	Commission de l'équité salariale	87,2	1 003,8	1 091,0	7,1	1 014,3	9,6	60,0	482,7	121,0	369,4	46,7	11,2	60,0	1 091,0

Travail	Commission des lésions professionnelles	1 110,0	3 525,8	4 635,8	146,5	4 489,3	0,0	0,0	878,4	832,6	1 814,8	1 110,0	0,0	0,0	4 635,8
	Commission des normes du travail	1 390,5	8 328,0	9 718,5	1 357,9	7 319,9	1 040,7	0,0	1 308,4	2 168,1	4 146,9	1 809,8	285,3	0,0	9 718,5
	Commission des relations du travail	1 307,7	1 172,8	2 480,5	28,5	1 287,3	1 156,4	8,3	2 202,8	40,0	209,4	20,0	0,0	8,3	2 480,5
	Régie du bâtiment du Québec	10 784,2	7 443,9	18 228,1	120,1	8 237,1	9 870,9	0,0	15 003,6	387,0	2 102,9	734,6	0,0	0,0	18 228,1
Total général		528 539,6	1 190 097,9	1 718 637,5	115 616,7	1 131 803,7	430 569,1	61 028,3	206 049,0	647 776,9	482 761,2	209 323,0	132 079,4	61 028,3	1 739 017,8

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

NUMÉRO 79 – Jeunes

Initiatives mises en place pour accroître la présence des jeunes dans le secteur public pour les ministères et organismes. Somme dépensée pour chacune des initiatives pour 2010-2011 à 2014-2015.

Portail carrières

Dans la foulée de l'adoption du projet de Loi nº 41, Loi modifiant la Loi sur la fonction publique principalement en matière de dotation et de la venue du système de dotation en ligne SGR3, des travaux entourant la refonte du portail Carrières ont été amorcés dès juin 2013. Par cette refonte, nous souhaitons mettre en place un site convivial et moderne répondant aux standards des chercheurs d'emplois. Bien que la plupart des livrables soient produits à l'interne, le Secrétariat du Conseil du trésor a fait appel à un fournisseur externe, la firme Sigmund, pour deux livrables, soit une analyse stratégique du portail Carrières ainsi que les tests d'utilisabilité du portail qui ont permis d'évaluer la navigation du nouveau site avant sa mise en ligne. Ce deuxième livrable a été réalisé pendant l'année 2014-2015 pour un montant de 8 802,77 $. La mise en ligne de la nouvelle mouture du portail Carrières doit s'opérer au même moment que la mise en œuvre du règlement sur le processus de qualification.

Stratégie étudiants et stagiaires

Le plan d'action en gestion des ressources humaines 2012-2015 comprend une stratégie pour favoriser l'embauche d'étudiants et de stagiaires et maximiser leur expérience et leur apport à la fonction publique. Depuis 2012, plusieurs actions ont été réalisées dans le cadre de cette stratégie. Pour l'année 2014-2015 spécifiquement, le Secrétariat du Conseil du trésor a mis en place une table d'échanges avec les établissements d'enseignement pour enrichir les pratiques, mieux comprendre la réalité des établissements et faire en sorte que la fonction publique demeure compétitif en termes d'attraction des talents. Aucun coût n'est lié à cette initiative qui s'est réalisée à même les ressources internes.

Représentants de la fonction publique sur campus

Dans le cadre des activités déléguées par le Secrétariat du Conseil du trésor au Centre de services partagés du Québec, des représentants désignés par cet organisme assurent une présence spécifiquement dans les lieux d'enseignement de Québec et de Montréal. Cette démarche permet de mieux faire connaître les avantages distinctifs et la diversité des emplois que propose la fonction publique québécoise. En 2014-2015, étant donné le contexte de gel d'embauche, les représentants sur les campus étaient présents uniquement pour des besoins de représentations auprès d'étudiants des programmes d'études en rareté de main-d'œuvre (génie, actuariat, technologies de l'information). Cette action se réalise à même les ressources internes et n'entraîne pas de coûts additionnels.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

NUMÉRO 80 - Concours de recrutement

Liste des concours de recrutement qui se sont tenus en 2010-2011 à 2014-2015 avec, pour chacun de ces concours : - Le nombre de postes offerts; - Le nombre de postulants; - La date; - La nature réservée ou non; - Le taux de réussite; - La répartition par région administrative; - La date de publication des résultats
Aucun concours de recrutement

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

NUMÉRO 81 - Minorités visibles postulant à des concours

Pour chacun des concours précédant, mentionner : - Le nombre de postulant issu de communautés culturelles; - Le nombre de personnes handicapées; - Le nombre d'anglophone; - Le nombre d'autochtones; - Le nombre de jeune de 35 ans et moins.
Aucun concours

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

NUMÉRO 84 - Projets inscrits au PQI

Indiquer le coût estimé, le coût réel et l'écart de coûts, pour tous les projets qui ont été inscrits au PQI depuis sa création et qui ont été réalisés.

L'évolution des besoins pour un projet se précise tout au long de son analyse. Cet examen fait en sorte qu'on ne peut comparer des coûts estimés de façon préliminaire aux coûts réels finaux sans avoir le détail des explications pertinentes.

Par ailleurs, en adoptant, en février 2014, la directive sur la gestion des projets majeurs d'infrastructures publique (projets de plus de 50,0 M$, sauf pour les infrastructures routières dont le montant a été établi à 100,0 M$), le gouvernement s'est doté d'un processus rigoureux d'autorisation et de suivi de ses projets. Plusieurs étapes d'analyse sont requises et permettent d'assurer une planification selon les meilleures pratiques, limitant les dépassements de coûts.

Ainsi, tous les dossiers majeurs doivent franchir les étapes d'analyse et de planification des projets suivantes :

Mise à l'étude

Le ministre responsable du projet demande sa mise à l'étude accompagnée d'une fiche d'avant-projet contenant notamment :

- La description sommaire du besoin
- L'estimation préliminaire du coût de l'étude et du coût du projet

Une autorisation positive du Conseil des ministres est requise pour poursuivre à l'étape suivante et réaliser un dossier d'opportunité. Le dossier est alors inscrit au PQI dans la catégorie « À l'étude ».

Démarrage

Lorsque l'étude est concluante et autorisée par le Conseil des ministres, le ministère poursuit le projet en élaborant un dossier d'opportunité.

L'élaboration du dossier d'opportunité doit permettre d'apprécier la pertinence du projet et de recommander la meilleure option à long terme. Il doit notamment comporter les éléments suivants :

- La détermination et l'évaluation des options possibles
- Le choix et la justification de la meilleure option à long terme
- L'estimation du coût total du projet

Une autorisation positive du Conseil des ministres est requise pour poursuivre à l'étape suivante et réaliser un dossier d'affaires. Le dossier est alors inscrit au PQI dans la catégorie « En planification ».

Planification

Lorsque le dossier d'opportunité est autorisé par le Conseil des ministres, le ministère poursuit le projet en élaborant un dossier d'affaires.

Le dossier d'affaires doit présenter, en détail, la meilleure option à long terme ainsi que le plan de gestion de projet. Il comporte notamment :

- La description du besoin et les exigences du projet
- La portée du projet et l'analyse des exigences fonctionnelles et techniques
- L'analyse des risques et l'estimation du coût total du projet
- L'échéancier du projet

Une autorisation positive du Conseil des ministres est requise pour réaliser le projet. Le dossier est alors inscrit au PQI dans la catégorie « En réalisation ».

Le montant alors inscrit au regard du projet correspond à l'investissement maximal du gouvernement pour la réalisation du projet.

Réalisation

De plus, toute modification significative d'un projet doit être autorisée par le Conseil des ministres à l'égard des paramètres suivants :

- Le coût total du projet;
- La stratégie de financement du projet;
- La portée du projet;
- L'échéancier du projet.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

NUMÉRO 85 - Projets sous-évalués inscrits au PQI

Liste et valeur des projets sous-évalués inscrits au dernier PQI
Aucun projet majeur inclut au PQI 2015-2025 n'est sous-évalué.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

NUMÉRO 86 - Projets ajoutés au PQI au cours des 3 dernières années

La liste de tous les projets qui ont été ajoutés au cours des trois dernières années au PQI
Voici la liste des projets qui ont été ajoutés au PQI 2015-2025 : Nouvelles mises à l'étude • Parachèvement de l'autoroute 19 entre les autoroutes 440 et 640 à Laval et Bois-des-Fillion • Réfection du tablier du Pont de Québec • Centre hospitalier universitaire de Sherbrooke – Hôpital Fleurimont – Agrandissement du Centre Femme-Jeunesse-Famille • Agrandissement du Palais des congrès de Montréal • Prolongement de la route 138 – Tronçon Kégaska-La Romaine • Prolongement de la route 138 – Tronçon Tête-à-la-Baleine-La Tabatière Nouveaux projets de 50 M$ et plus inscrits au PQI 2015-2025 aux catégories « En planification » • Hôpital de Lachine – Projet de redéploiement du campus de Lachine • Amélioration de la capacité et l'efficacité d'accueil des croisiéristes internationaux à Québec Réhabilitation de la Gare maritime et de la Jetée Alexandra dans le secteur du Vieux-Montréal et du Vieux-Port

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

NUMÉRO 87 - Projets remis en question par le CT

Liste des projets remis en question par le gouvernement et coûts liés au retardement de chacun des projets
Aucun projet majeur n'est remis en question par le gouvernement. Les projets qui ont été retirés du PQI 2015-2025 ne sont pas abandonnés définitivement. Il s'agit d'une action qui permet au gouvernement de se donner le temps de bien analyser ces projets en vue d'évaluer les suites appropriées.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

NUMÉRO 89 - Projets financés par un ministère et par un fonds

Liste des projets financés en partie par un ministère et en partie par un fonds.
La contribution gouvernementale aux investissements présentés au PQI 2015-2025 est effectuée pour la plus grande part à partir des crédits budgétaires alloués aux ministères et organismes, exception faite notamment de la contribution effectuée par le Fonds des réseaux de transport terrestre (FoRT).

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

NUMÉRO 90 - Projets retirés du PQI dans les 3 dernières années

Liste des projets retirés du PQI dans les 3 dernières années et état de situation pour chacun d'eux.
Les projets qui ont été retirés du PQI 2015-2025 ne sont pas abandonnés définitivement. Il s'agit d'une action qui permet au gouvernement de se donner le temps de bien analyser ces projets en vue d'évaluer les suites appropriées.

Demandes non répondues

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIÈRES NON RÉPONDUES DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

# demande 2015-2016	SUJET DE LA DEMANDE	NOM DE LA DEMANDE	EXPLICATION
1	Organismes et agences; membres C.A.	Pour chacun des organismes, agences, ou autres relevant du ministère pour 2014-2015, indiquer : - la liste des employés et des membres du conseil d'administration, en indiquant le poste qu'ils occupent et leur rémunération ; - la liste des personnes qui ont été nommées ou qui ont vu leur mandat renouvelé en indiquant : leur nom, leur titre, la date du début et de la fin de leur mandat, leur rémunération et leur CV ; - leur frais de déplacement, de repas, de voyage et de représentation.	Cette demande ne concerne pas le Secrétariat du Conseil du trésor.
4	Comités interministériels	Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires auxquels a participé le ministère en 2014-2015, en indiquant pour chacun : - son mandat ; - la liste des membres ; - le budget dépensé ; - le montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres ; - les résultats atteints.	Demande répondue par la P06 Opp off
6	Compressions financières selon le Plan de retour à l'équilibre budgétaire	Ventilation détaillée de toutes les compressions financières réalisées et à venir des ministères et organismes dans le cadre du Plan de retour à l'équilibre budgétaire pour chacune des années financières , 2012-2013, 2013-2014, 2014-2015 et prévisions pour 2015-2016. Fournir également le détail de toute autre demande de compressions du Conseil du Trésor auprès du ministère ou un de ses organismes. Ventilation par année, par ministère et organismes ainsi que par compressions réalisés et à venir.	Demande répondue par la G35.
9	Contrats en traduction	Liste de tous les frais de traduction et des documents traduits pour le ministère et chacun de ses organismes en 2014-2015. Fournir la liste des contrats octroyés, le nom des firmes retenues et les coûts.	Demande répondue par la G07.
10	Baux SIQ	Mandats donnés à la Société immobilière du Québec pour la location, l'achat, l'aménagement, la décoration et les travaux divers en régie et/ou par sous-contrats, en 2014-2015.	Demande répondue par la G17.
15	Détail du contrôle des effectifs de 2 %	Donnez le détail du contrôle des effectifs qui s'est produit pour l'année 2014-2015 et 2015-2016, de même que les prévisions pour l'année 2016-2017 et 2017-2018, pour respecter la cible de réduction des effectifs de 2 % qui est décrite en page A.50 du plan budgétaire de 2015-2016.	Demande répondue par la G52A.
21	Plan respect des objectifs	Détail des plans pour respecter les objectifs en 2014-2015 et 2015-2016 pour chacun des ministères, organismes et fonds spéciaux.	Demande répondue par la G35.
25	Crédits périmés Gel de crédit	Le détail des crédits périmés et des gels de crédits pour chaque ministère et organismes par année budgétaire de 2013-2014 et 2014-2015.	Demande répondue par la G33.
27	Économies > 1M	Liste des économies non récurrentes de plus de un million de dollars pour 2013-2014 et 2014-2015 (pour l'ensemble des ministères et organismes du Fonds consolidé).	Demande répondue par la P26
29	Prévision de crédits affectés dépenses non récurrents	Total des prévisions de crédits affectés à des dépenses non récurrentes pour 2015-2016 (tous les ministères et organismes du Fonds consolidé).	Demande répondue par la P28 (2e).
38	Coûts de système M/O	Évaluation des coûts de système de chacun des ministères (pourcentage d'augmentation du budget du ministère qui est nécessaire uniquement pour maintenir le même niveau de service d'une année à l'autre) en 2013-2014 et 2014-2015.	Demande répondue par la P23 Opp off.
39	Prévisions de l'évaluation des coûts de système	Pour les exercices compris entre les années 2014-2015 à 2018-2019, donner les prévisions de l'évaluation des coûts de système de chacun des ministères (pourcentage d'augmentation du budget du ministère qui est uniquement nécessaire pour maintenir le même niveau de service d'une année à l'autre.	Demande répondue par la P23 Opp off.
40	Service de consultation en informatique	Fournir, pour les exercices compris entre 2010-2011 et 2014-2015, les montants dépensés par ministère et organisme en service de consultation en informatique.	Demande répondue par la P78 (2e)

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIÈRES NON RÉPONDUES DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

# demande 2015-2016	SUJET DE LA DEMANDE	NOM DE LA DEMANDE	EXPLICATION
44	Liste annuelle des 10 campagnes publicitaires les plus couteuses	Fournir, pour les exercices compris entre 2010-2011 et 2014-2015, une liste annuelle des 10 campagnes publicitaires les plus couteuses, comprenant le nom de l'agence/firme ayant décroché le contrat et le montant déboursé par le gouvernement du Québec.	Demande répondue par la P12 (2e).
48	Unités autonomes	Nombre d'unités autonomes de services propre à la fonction publique en indiquant de quel ministère ou organisme relève chacune d'elle.	Demande répondue par la P20 Opp off
49	Employés embauchés groupes cibles ou < 35 ans et remboursement déménagement	Pour l'année 2013-2014 et 2014-2015 nombre d'employés embauchés issus des communautés culturelles, qui sont des personnes handicapées, qui sont anglophone, autochtones ou qui ont moins de 35 ans. Indiquer également : - Le nombre d'employés ayant obtenu en 2013-2014 et 2014-2015 un remboursement pour dépenses liées au déménagement dans le cadre du programme ou des mesures pour les membres des communautés culturelles.	Demande répondue par la P22 Opp off
50	Dépenses annuelles en informatique	Pour les exercices allant de 2009-2010 à 2014-2015, fournir les dépenses annuelles en informatique pour chacun des ministères et organismes budgétaires	Demande répondue par la P78 (2e).
62	Crédits prévus dans les « dépenses financées par le régime fiscal »	Pour les exercices allant de 2010-2011 à 2014-2015 et pour chacun des ministères et organismes; fournir les montants des crédits prévues dans les « dépenses financées par le régime fiscal » et qui sont rattachés à ces ministères.	Demande répondue par le Ministère des Finances
63	Crédits réelement dépensés - «dépenses financées par le régime fiscal »	Pour les exercices allant de 2010-2011 à 2014-2015 et pour chacun des ministères et organismes; fournir les montants des crédits réellement dépensées dans les « dépenses financées par le régime fiscal » et qui sont rattachés à ces ministères.	Demande répondue par le Ministère des Finances
64	Crédits prévus dans les «ajustements de consolidation »	Pour les exercices allant de 2010-2011 à 2014-2015 et pour chacun des ministères et organismes; fournir les montants des crédits prévues dans les «ajustements de consolidation » et qui sont rattachés à ces ministères.	Demande répondue par le Ministère des Finances
65	Crédits réelement dépensés - «ajustements de consolidation »	Pour les exercices allant de 2010-2011 à 2014-2015 et pour chacun des ministères et organismes; fournir les montants des crédits réellement dépensées dans les « ajustements de consolidation » et qui sont rattachés à ces ministères.	Demande répondue par le Ministère des Finances
66	Tableau comparatif - dépenses consolidées versus dépenses budgétaires	Afin de rendre comparable les dépenses consolidées pour les années 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015, avec celle des dépenses budgétaires produisez un tableau illustrant dans des colonnes différentes les dépenses budgétaires, la valeur des crédits des fonds spéciaux, les crédits alloués aux organismes autres que budgétaires, les crédits accordés aux réseaux de la Santé et de l'Éducation, les comptes à fin déterminés, les dépenses financées par le régime fiscal et les ajustements de consolidation.	Demande répondue par le Ministère des Finances
73	Dirigeants réseaux de l'information	Nom de chacun des dirigeants du réseau de l'information et des dirigeants sectoriels de l'information en indiquant la date d'entrée en fonction et le nom de l'organisme ou du ministère qu'ils relèvent.	Demande répondue par P25 Opp off.
82	Mesures de contrôle de dépenses	Pour les années comprises entre 2009-2010 jusqu'à 2014-2015, veuillez indiquer précisément et ce par ministère, organisme et entités quelles sont les mesures de contrôle de dépenses qui ont été mises en place, ainsi que les économies qui ont été réalisées.	Demande répondue par G33.
83 SQI 100	Projets > 25M$	Concernant le Plan Québécois des Infrastructure (PQI), donnez une liste indiquant la valeur et l'état d'avancement de tous les projets inclus dans le plan valant plus de 25M $, ventilé par région administrative, par secteur d'activité et en indiquant le niveau de priorité de ces projets	Demande répondue par la P29 Opp off
88 SQI 105	Projets remis en question par le CT	Liste des projets remis en question par le Conseil du Trésor et coûts liés au retardement de chacun des projets	Demande identique à la P87 (2e)

Secrétariat
du Conseil du trésor
Québec